

**LA DISCIPLINE DES
EGLISES
REFORMÉES DE
FRANCE, OU L'ORDRE
PAR LEQUEL ELLES...**

Isaac : d' Huisseau



649 XI
98 K-7



M

13-19.C.4 S

L A
DISCIPLINE
DES EGLISES
REFORMEES
DE FRANCE,

OV

L'ORDRE PAR LEQUEL ELLES
sont conduites & gouvernées.

NOUVELLE ET DERNIERE EDITION.

*Dans laquelle le Recueil des Observations & Questions,
sur tous les Articles, tiré des Actes des Synodes Nationaux,
a été recueu, corrigé, & de beaucoup amplifié.*

Par I. D'HVISSEAV, Ministre à Saumur.



A GENEVE,

& se vendent à SAVMVR,

Chez { RENE' PEAN
&
JEAN LESNIER. } Marchands
Libraires.

M. DC. LXVI.



A MESSIEURS
LES PASTEURS
DES
EGLISES
QUI SONT MAINTENVÉS EN FRANCE
SOVS LA FAVEUR DES EDITS
DV ROY.



ESSIEURS ET TRES HONOREZ FRERES,

Si c'est avec raison qu'on a dit autrefois que les Loix tiennent le même rang & ont les mêmes fonctions dans les Republiques, que les nerfs peuuent auoir dans nos corps, qui seruent à en vnir étroitement tous les membres, & leur donner la force & tous les mouuemens qui leur sont propres : Je croy aussi que l'on peut dire, en plus forts termes, que la Doctrine & la Discipline sont les liens sacrez de la sainte Societé des Fideles, qui est l'Eglise ; & les deux principes de

tous les beaux & salutaires mouuemens que font voir les membres de ce mystereux Corps. La Doctrine enseigne ce qu'il faut croire & ce qu'il faut faire; & la Discipline, cōment il le faut faire. La Doctrine inspire à l'ame du Fidele les plus saintes pensées, les plus fermes, & les plus genereuses resolutions: & c'est la Discipline qui en regle toute la conduite exterieure, & les circonstances. En vn mot la Doctrine est l'ame qui anime l'Eglise, & la Discipline acheue de luy donner ses traits, & ses admirables lineamens, qui la rendent exterieurement & si belle & si aimable. Ce sont ces deux mystiques colonnes qui répondent à celles que Salomon posa autrefois dans le saint Temple, qu'il consacra au Dieu d'Israël; & qui, selon les noms que leur donna ce sage Prince, marquent la force & la fermeté que Dieu donne à son Eglise, pour subsister contre les portes mesmes de l'Enfer.

C'est dans cette veüe que nos peres se sentant obligez de sortir de la communion de Rome, après auoir fait tout leur possible pour n'en venir point à vne si sensible separation, jugerent que pour maintenir la societé qu'ils auoient formée, il falloit d'abord trauailler & à l'éclaircissement de la Doctrine dont ils faisoient profession, & à l'establissement d'vne exacte Discipline. Aussi vit-on paroistre presque en mesme temps en ce Royaume & leur Confession de

foy, qui est l'abregé de la Doctrine qu'ils auoient tirée des saints Escrits; & vn corps de leur Discipline, qui fut dressé au premier Syn. National, tenu à Paris l'an 1559. Les feux que l'on allumoit alors de toutes pars, pour destourner ces grands hommes, par l'horreur des supplices, du glorieux dessein qu'ils auoient formé, ne seruirent qu'à enflammer d'auantage leur zele, & les rendre plus fermes dans la profession de la verité, & plus religieux obseruateurs de l'ordre, & de la Discipline de l'Eglise. C'a esté dans l'enceinte de la Capitale du Royaume qu'a esté conceuë cette forme exquisite de nostre gouvernement Ecclesiastique: & de là qu'on l'a veuë éclore, comme par miracle, pour estre portée par tous les endroits de ce grand Estat, où il se trouuoit des personnes qui se vouloient joindre à nostre communion, & pour estre ensuite de cela retouchée par nos assemblées Synodales, afin de paruenir ainsi par degrez, jusques à la perfection où vous l'avez à present.

Aussi ces bonnes ames, que nous faisons gloire de suivre, ne furent pas long temps sans voir le fruit de leurs saints & pieux labeurs: Il n'y eut presque point d'interualle entre le temps auquel ils semerent & celuy de leur recolte. Plusieurs reconnoissant que cette Discipline si exacte, estoit comme vne haye viue, qui renfermoit ces troupeaux, qui auparauant paroiss-

soient comme épars : & les distinguoit dans leur conduite d'auec ceux qui n'auoient pas mêmes sentimens dans la doctrine, entrèrent avec joye dans ce sacré parc, & s'y renfermerent volontairement avec les autres, s'assujettissant sans contrainte à vn ordre, qu'ils jugerent leur estre tres-salutaire. On vit incontinent toutes sortes de gens, de tous sexes, âges & conditions acquiescer librement à tous nos Reglemens : jusques-là qu'on a veu des personnes de la plus haute naissance, & du plus illustre rang, recevoir entre nous les censures de l'Eglise avec vn profond respect; baiser la houlette pastorale, dont on se seruoit pour les ramener dans leur vray chemin, & se presenter, après leur faute, deuant les Pasteurs avec autant d'humilité, qu'en auoit l'Empereur Theodose aux pieds de S. Ambroise. Et comme si le vœu solennel que nos premiers Reformateurs auoient fait, entrant dans cette S. Communion, n'eust pas esté vn assez puissant engagement à suiure constamment tout ce que cette Discipline exigeoit d'eux; Ils voulurent encore, par des ordres particuliers, serrer ce neud plus étroitement, & le rendre pour jamais indissoluble: A quoy se rapportent tous ces reglemens posterieurs, ou qui obligent à vne soigneuse lecture de cette Discipline, comme cela se voit sur l'article 8. du Chapitre 5. ou qui semblent y assujettir par des ordres plus exprés : ou qui enga-

gent par des sermens solennels, & souuent reïterez tous les deputez des Synodes Nationaux, à ne se départir iamais de la pratique & obseruation de ces saints Decrets.

L'aduocé que ce n'estoit pas l'intention de ces auteurs de nostre Reformation que cette Discipline fust portée sous la Presse pour estre mise en lumiere, & exposée à la veuë d'un chacun: Ils n'estimoient pas à propos de rendre si publique cette forme de gouvernement de leur Societé, en vn temps où elle n'osoit encore se produire elle-même, pour la contradiction qu'elle rencontroit de toutes pars : où elle n'auoit d'autre protection que celle du Ciel, & pour asyle que les antres & les deserts. Elle voyoit que sa profession estoit tellement odieuse à ceux de dehors, qu'elle estoit souuent tirée en cause pour les plus innocentes actions, & condamnée sur les moindres soupçons. Elle attendoit donc vn temps plus fauorable, où elle peust faire goustier la sincerité de sa conduite, & la iustice de ses procedures. Ioint que ceux qui auoient mis la premiere main à la disposition de ces statuts de l'Eglise, auoient reconnu qu'ils pourroient estre retouchez par ceux qui les suiuroient, qu'on en pourroit rendre le corps plus parfait, & decouurir beaucoup de choses qu'ils n'auoient encore pû reconnoistre. Aussi le dernier article de leur Discipline, & qui a toujours subsisté sans aucune alteration, porte ex-

pressément que si l'utilité de l'Eglise le requiert, ces
articles pourront estre changez : declarant seulement
 les precautions qu'il faudra apporter en ce cas. Or
 il n'eust pas esté si aisé de polir & de perfection-
 ner cet œuvre estant imprimé, que lors qu'il n'y
 a eu que des manuscrits, qui n'ont eu de force
 qu'entant qu'ils ont esté conformes aux originaux;
 ausquels on a toujors eu recours dans les diffi-
 cultez importantes; Mais depuis que par la faueur
 du Ciel cette Societé religieuse a obtenu quelque
 relâche, & qu'elle a eu moyen de respirer : qu'elle
 s'est veüe dans le calme après les tempestes, qui
 l'ont d'abord agitée, & que l'innocence de ses
 deportemens luy a attiré le support de ses com-
 patriotes, & la protection de ses Princes, qui, par
 leurs fauorables Edits, luy ont donné la liberté
 de vaquer avec assurance à ses deuotions, & se
 conduire selon ses regles particulieres; Elle n'a
 plus esté si scrupuleuse en cet égard; & on a
 veu sur ce sujet diuers arrestez des Synodes Na-
 tionaux, qui font assez connoistre que depuis
 plusieurs années les vœux de tous ceux de nostre
 profession se portent à voir vne edition de nostre
 Discipline bien correcte, accompagnée de tou-
 tes les decisions de nos Synodes Nationaux sur
 chacun des ses Articles. Dés le Synode de Ver-
 tüeil 1567. on auoit eu quelque pensée de donner
 charge au Consistoire de Lion de la faire imprimer:
 Au Synode de Montpellier 1598. sur ce qui
 fut

fut representé touchant la varieté des exemplaires de la Discipline, on nomma des Commissaires pour trauailler à la mettre en bon ordre, & la coucher en termes clairs & significatifs : & il eust esté à desirer que dès lors on l'eust publiée aussi-tost après cette judicieuse reuision; Depuis ce temps-là les Synodes ont pris connoissance des labeurs particuliers de ceux qui auoient trauaillé sur cette Discipline : & ils les ont encouragés par leurs approbations, & le jugement auantageux qu'ils ont fait des soins & du zele de personnes si affectionnées au bien public. Enfin le Dernier Synode tenu à Loudun l'an 1679. suiuant les traces des precedens, témoigna combien seroit vtile au public vn trauail de cette nature, & chargea vn personnage des plus celebres de la robe d'y mettre la main, recommandant à tous ceux qui auroient quelques memoires, ou autres lumieres requises à cette fin, de luy en donner communication ; mais la mort l'ayant preuenue dans le temps où il se preparoit à l'exécution de cet ordre, nous a priuez de ce fruit de ses labeurs, & de l'effet de cette commission, dont il se fust dignement acquitté.

Plusieurs raisons sembloient obliger nos Synodes Nationaux à nous procurer l'auantage d'une edition de cette Discipline telle que j'ay dit. Cette grande diuersité de manuscrits differens fait

* *

naistre souuent des difficultez considerables, & donne beaucoup de peine dans les decisions particulieres : De tous ceux qui m'en sont tombez entre les mains, je n'en ay pas trouué deux qui fussent absolument semblables : & chacun sçait que même entre les editions déjà faites, il y a grande diuersité en plusieurs endroits. On a donc estimé que cette regle qui est commune à toutes nos Eglises deuoit estre plus vniforme, pour obuier aux contestations qui peuuent naistre sur ses diuerses leçons. Ils ont outre cela considéré qu'il seroit à propos que chacun de ceux qui sont appelez au gouuernement de l'Eglise, eust touûjours deuant les yeux vn recueil de toutes les decisions des Synodes Nationaux sur cette Discipline, à la pratique de laquelle ils doiuent continuellement vaquer, & même y porter les troupeaux qui leur sont commis ; Et voyant que la difficulté, qui se trouuoit à en faire des copies manuscrites bien exactes, les rendroit moins soigneux à s'acquitter de ce deuoir ; Ils ont estimé que l'edition qu'on en feroit les tireroit de cette peine. Ils ont même eu ce sentiment que plusieurs particuliers, amateurs de l'ordre, seroient bien aysez d'auoir touûjours en main cette regle de leur conduite, pour former là-dessus leurs actions, & y assujeter leurs familles : & qu'ainsi, ce seroit vne ayde aux particuliers qui tourneroit à l'auantage de toute l'E-

glise ; Ils ont esperé aussi que cela ne nous nuirait pas envers ceux de dehors, qui venant à reconnoître qu'elle est la regle de nos mœurs & de toute nostre conduite, ne nous accuseroient plus de suiure vne Religion qui donne toute licence & porte au libertinage. ceux qui la professent ; & n'attribueroient plus, après cela, à nostre profession les dereglemens des particuliers, mais feroient grande distinction entre nostre ordre general & le defaut de quelques vns, pour justifier le premier en blasmant le second.

Mais la principale consideration qui a porté ces venerables Assemblées, non seulement à consentir à cette edition, mais même à l'ordonner, & à en prescrire les conditions, c'est qu'ils ont veu qu'il n'estoit plus desormais en leur pouuoir d'en arrester la publication, veu celles qui en auoient déjà esté faites tant par quelques vns de nos Imprimeurs, que par ceux de dehors, & celles encore, que selon toute aparence, on deuoit faire. De sorte que considerant que toutes les raisons, qui en pouuoient empeschier l'edition, ne subsisteroient plus, & que celles qui estoient déjà faites, seroient tres manques & tres defectueuses, capables par consequent de faire naistre quelques contestations ; Ils ont pensé qu'il falloit desormais porter leurs soins, non pas à rechercher les moyens de supprimer les editions precedentes, mais à en procurer vne si exacte

& si correcte, que l'on y peust avoir recours en toute seureté : & que l'on s'y arrestast comme à l'edition Authentique de nostre Loy fondamentale. Et si l'ordre du dernier Synode National eust esté executé sur ce fait, on auroit eu en cet égard tout ce qui se pouvoit souhaiter : Mais puis qu'il a plû à Dieu d'en disposer autrement ; & que nous ne pouuons r'entrer dans les termes où le dernier Synode nous auoit mis, qu'à la tenue d'une autre Assemblée de même nature : Il est bon, en attendant ce nouuel ordre, que nous ne demeurions pas absolument destituez de quelque plus seure & plus fidele adresse en cette matiere, que celle des precedentes editions ; Ce sont même les vœux de chacun, & comme vne voix publique parmy nous qui le demande hautement. Sur quoy il faut que je vous informe de ma conduite en cette occurrence, & que je vous instruisse de ma procedure ; ne desirant rien entreprendre, ny même faire la moindre démarche sans me soumettre à vostre jugement.

Quelques Imprimeurs & Libraires, poussez du motif de leur interest propre, voyant qu'il ne se trouuoit plus d'exemplaires des editions precedentes de nostre Discipline, & croyant que s'ils la remettoient sous la Presse, leur auantage particulier se trouueroit joint à celuy du Public, qui sembloit soupirer après vne nouuelle edition de celiure. Dans ce dessein ils s'adresserent à moy

& me prièrent de passer les yeux sur celle qui auoit esté faite cy-deuant à Saumur, & d'y ajouter les décisions du dernier Synode National tenu à Loudun : estimans que par là ils la rendroient plus parfaite que toutes les autres : & par consequent de meilleur debit ; Car ils croyoient que l'edition de Saumur estoit la moins fautive, comme ayant esté conduite par vne personne de tres grand merite , & se persuadoient qu'il neluy manquoit que cette addiion des Arrestez du dernier Synode pour la rendre accomplie. Je ne crûs pas leur deuoir refuser vn office de cette nature, qui pouuoit même seruir en quelque sorte au public de nos Eglises, au bien desquelles je consacre tres-volontiers l'employ du petit talent qu'il a, plû à Dieu de me départir. Mais je vous auoüe que n'ayant pas jusques alors examiné & verifié fort particulièrement les citations marginales des editions precedentes, je fus grandement surpris & même touché d'indignation, quand ie commençay à reconnoistre le desordre étrange & les fautes signalées qui s'y rencontrent. Je remarqué aussi-tost que ce n'estoient que miserables lambeaux tirez de-cà de-là du recueil de nos Synodes Nationaux, sans aucun ordre, & bien souuent même selon les interests & autres motifs ; particuliers de ceux qui y auoient mis la main qu'ils auoient obmis les principales & plus importantes Decisions ; qu'ils en alleguent,

qui ont esté depuis corrigées sans faire aucune mention des Arrestez posterieurs où elles ont esté changées : ce qui peut donner lieu à des fautes signalées dans la pratique de la Discipline : qu'il y a diuerſes Decisions mises hors de leur place : qu'il y a des choses repetées inutilement sur des articles qui se ſuiuent immédiatement , & quelque fois sur vn même article : & que par vn grand défaut de prudence & de charité, on nomme ſouuent les perſonnes, les Conſiſtoires, les Colloques & Synodes Prouinciaux qui ont esté censurez dans les Nationaux , pour auoir violé les reglemens , ou n'en auoir pas esté assez religieux obſeruateurs : ce qui tend à publier & eterniser quelques legeres fautes , qui ont esté aussi-tost corrigées par ces admonitions fraternelles : ou qui donne vn ſenſible déplaiſir à ces Compagnies , & aux familles entieres dont les particuliers ainſi censurez ont esté membres.

Je confeſſe qu'vn obiet ſi confus & ſi embrouillé, capable de rebuter beaucoup de ceux-là même qui ont plus de lumiere & d'intelligence que moy, me découragea d'abord , & me fit quitter la penſée d'y mettre la main, par le ſentiment de ma foibleſſe pour vn ouurage de telle importance ; Mais enfin me voyant ſollicité puiſſamment par les prieres reiterées de ceux qui s'eſtoient premierement adreſſez à moy ; encouragé par le conſeil de quelques perſonnes conſiderables, qui

m'asseuroient qu'elles connoissoient mieux ce que ie pouuois en cela que moy-même : & finalement vaincu par le desir ardent que j'ay toujours eu de contribuer quelque chose de ma part au bien & à l'edification de nos Eglises ; l'entrepris ce travail sous l'esperance que Dieu, à la gloire duquel ie le rapporte entierement, me fauoriseroit du secours de sa grace.

Mais si-tost que ie fus entré dans cette carrière, ie rencontray des difficultez plus grandes, & des obstacles plus difficiles à surmonter que ceux que j'auois déjà resolu de franchir: C'est que n'étant pas pourueu d'Exemplaires de nos Synodes Nationaux qui fussent corrects; celui sur lequel ie trauaillay d'abord estant tres-défectueux & imparfait ; iusques-là qu'il y a tel Synode dont il ne rapporte pas le tiers des Decisions: Il me fallut commencer par la reuision, la comparaison & correction de quelques Exemplaires de tous nos Synodes ; ce qui ne s'est pû faire si exactement qu'il n'y ait encore quelque chose à dire, faute d'un Original, ou d'un Exemplaire tres-correct, qui auroit sans doute rendu cet ouurage plus complet.

Cependant ayant encore surmonté ces nouvelles difficultez, voicy comme j'ay disposay mes obseruations sur cette Discipline, tirées du corps de nos Synodes Nationaux. D'abord ie recherché l'origine de chaque Article, pour sçauoir quel

Synode l'a dressé, ou luy a donné son fondement: afin que chacun voye en quel temps à peu près on a pensé aux choses particulieres, qui regardent nostre gouvernement Ecclesiastique. Après cela ie remarque toutes les corrections, changemens ou additions qui y ont esté faites par les Synodes suiuaus. Ensuite ie rapporte les actes des Synodes qui confirment, qui recommandent ou qui éclaircissent plus particulièrement lesdits Articles, & memes ceux qui censurent les contreuenans, sans les nommer pourtant en particulier, pour faire voir simplement quelle consideration les Synodes ont fait des reglemens de nostre Discipline, & non pour taxer aucun; afin qu'ainsi voulant seruir au public, ie n'offense aucun particulier. I'y ajousté enfin en quelques endroits, mais tres-rarement, quelques reflexions particulieres que j'ay crû necessaires pour faire connoistre l'importance des suiets qui se rencontrent, & rendre raison de quelques changemens qui se sont faits. Je croy deuoir encore vous aduertir que ie n'ay pas voulu de mon chef corriger le texte ancien de la Discipline en quelques endroits, bien que les Synodes y ayent apporté quelque changement: me contentant de rapporter les termes desdits Synodes dans les Observations comme cela se voit en l'article 53. du Chapitre 1. estimant qu'il faut laisser cela à quelque edition autorisée par les Synodes Nationaux; veu sur tout qu'en
cecy

cecy mon procedé ne porte aucun preiudice.

Aprés toutes ces veilles & fatigues de cabinet, la premiere démarche que ie fis, avant que de produire chose aucune en public, ce fut de communiquer mon dessein, selon l'ordre de cette même Discipline, au Consistoire de l'Eglise laquelle je fers, qui louä la pensée que j'auois; m'exhorta à continuer, & cependant remit le jugement definitif de cette affaire au Synode de nostre Prouince qui se deuoit tenir peu de temps après. Cette Assemblée donc conuquée en cette ville, ayant appris ce qui se passoit sur ce fait, souscriuit aux louanges qu'il auoit plû au Consistoire de me donner : mais afin que la Piece fust plus Authentique, & plus conforme, entant qu'il se pouuoit, aux intentions du Synode National, elle me donna aduis de communiquer mon travail aux Eglises qui auoient esté nommées par ledit Synode dernier, & de plus aux Examineurs de la Prouince, & même à Messieurs mes Collegues. Mais lesdites Eglises ausquelles ie m'adressay par ordre de nostre Synode, me témoignèrent que leur commission estoit limitée à la personne designée par le dernier Synode National : & ainsi que ce seroit passer aude-là de leur pouuoir d'autoriser en vertu d'une telle commission l'ouurage d'un autre que celuy qui estoit spécifié dans l'acte du Synode, qui la leur auroit donnée. Je me vis donc ainsi reduit aux termes de n'atten-

dre autres aduis que ceux de nos Examineurs, & desdits Sieurs mes tres-honorez Collegues, qui aussi m'ont assisté de leurs prudens conseils, dont j'ay fait toute la consideration possible.

L'eusse pû, en me contentant de fournir simplement aux Imprimeurs ce qui manquoit aux Editions precedentes, laisser rouler la Presse, sans autres precautions ; puisque ce n'estoit pas vn liure nouveau ; mais seulement la reueuë d'un qui a déjà esté imprimé trois fois. Mais ie suis trop religieux obseruateur de l'ordre, sur tout en vne occasion où il est question de le faire valoir par la publication de son fondement, qui est cette Discipline, pour le negliger, quoy qu'en vne rencontre où ie m'en pouuois impunément dispenser. Et bien que j'aye estimé de rendre par ce moyen cette Edition plus fructueuse que les precedentes ; je ne pretends pas neantmoins qu'elle apporte aucun preiudice aux exactes Observations, & aux loüables travaux de quelques-uns de vous sur ce même suiet ; ou même de ceux qui pourroient cy-après y vaquer en l'autorité de quelque Synode National, selon les intentions qu'il a fait paroistre en son dernier acte sur ce fait. Car celuy à qui il auoit donné cet ordre, estant decedé auant l'exécution ; le Synode retourne dans les mêmes termes où il estoit auparavant & rentre en plein droit de disposer de cette commission en faueur de qui il luy plaira, & qu'il

iugera le plus cappable de s'aquiter d'une telle charge: Et si quelqu'un estoit entre nous si temeraire que de vouloir debiter son labeur particulier sur cette Discipline, à la faueur d'une telle commission, il meriteroit un grand blâme. Ainsi donc cette Edition ne doit estre proprement prise que comme une simple correction des precedentes, & pour un petit service que j'ay tâché de rendre à nos Eglises, en attendant quelque autre Edition plus accomplie, & mieux autorisée: Car il faut que nous contribuions tous quelque chose à la structure de ce saint Tabernacle, où Dieu habite par son Esprit, & opere par sa grace. Plusieurs d'entre vous y apportent l'or & les pierreries de leurs doctes écrits, ou pour l'éclaircissement des Oracles sacrez, ou pour la decision des Controuerses, tels que sont ceux qu'on a veu paroistre encore depuis quelques années à la gloire de nostre commun Maistre, à l'edification de ses Troupeaux, au maintien de la verité, à la confusion de l'erreur, & à l'honneur de leurs auteurs. Pour moy qui n'y apporte que quelque peu de bois, de fil, & de laine, j'espere de la bonté de Dieu que mon Offrande sera acceptable parce qu'elle est franche & volontaire; même qu'elle est aucunement proportionnée à mes forces, petites d'elles-mêmes, mais encore de beaucoup affoiblies par les grâdes épreuves auxquelles il a plu à Dieu de m'exposer, & dont plusieurs d'entre vous ont bonne connoissance.

*** ij

Je sçay que quelques fueilles de cet ouvrage
 ayant esté portées en diuers lieux, & estans tom-
 bées en diuerses mains, on en a fait des iugemens
 differens; & quelques-vns y ayant obserué des
 choses qu'ils ont estimé demander quelque cor-
 rection, ie croy qu'il sera à propos de leur satis-
 faire en cet endroit, puis que l'humilité Chrê-
 tienne nous appelle à receuoir avec respect tous
 les charitables aduis qu'on nous donne, & sa-
 tis-faire à chacun en toute modestie. Il y
 en a donc qui estiment que ie particularise
 trop certaines choses qu'ils tiennent inutiles,
 & que c'est estre trop exact de remarquer ius-
 ques aux lieux & aux temps precis ausquels
 se sont faits les moindres changemens de quel-
 ques termes de ces Articles. l'auoüe que si cette
 Discipline ne deuoit estre maniée que du peuple
 pour la direction de ses mœurs & de sa vie, cela
 pourroit sembler trop scrupuleux: mais cet ou-
 urage doit seruir aux Ministres & autres qui sont
 appelez au gouuernement de l'Eglise, & qui par
 consequent ne sçauroient trop exactement recher-
 cher toutes les circonstances de la loy qui leur
 sert de regle; afin qu'aprofondissant les choses de
 la sorte ils en connoissent plus parfaitement la
 nature & le genie. D'autres estiment qu'au moins
 ne falloit-il pas tant insister sur les Decisions des
 premiers Synodes; où cette Discipline n'estant
 pas encore si bien digerée, qu'elle a esté depuis

il s'y rencontre diuerſes particularitez qui paroifſent vn peu crües, & qui ne ſ'accommodent pas aſſez bien au gouſt des eſprits de ce temps. Que mêmes la pluſpart de ces choſes ayant eſté reformées par les Synodes ſuiuans, il ſembloit plus à propos de ſe contenter des Deciſions, qui ſont proprement la regle que nous auons à ſuiure. Pour moy ie ſuis d'vn ſentiment bien différent, n'y ayant rien qui me ſatisface d'auantage dans l'examen des choſes qui me touchent particulièrement, que d'en voir l'origine, les progres & les changemens qui leur ſont arriuez : Nous iugeons bien mieux des qualitez de ces hommes illuſtres dont on nous décrit la vie, quand on nous fait remonter iuſqu'à leur âge le plus tendre ; & c'eſt vn plaſir ſenſible de conſiderer les premieres démarches de leur vertu, & voir qu'ayant commencé par de ſi foibles efforts, elle ſ'eſt peu à peu fortifiée par le temps & par l'exercice. Bien que la perfection de nos arbres ſoit reſeruée à cette ſaiſon, où l'on les voit chargez de fruits en eſtat d'eſtre recueillis : nous ne laissons pas de les viſiter avec plaſir dans la ſaiſon de leurs fleurs, & même dès-lors qu'ils commencent à nouer leurs boutons, & allonger le tuyau de leurs fueilles. Nous voyons dans ces commencemens de noſtre Reformation les louables efforts de nos premiers Reformateurs, qui ne pouuans pas preuoir tout ce qui auroit pû arriuer, & donner lieu à

*** iij



quelque correction, ou éclaircissement de leurs Reglemens, en dressioient qui dans leur simplicité & naïveté font paroistre combien cette Societé estoit innocente: l'ardeur de son zele, & la pureté de ses mœurs n'exigeant pas encore toutes ces loix, & ne demandant pas toutes les precautions qu'on a esté obligé d'y apporter depuis. Je la regarde donc, cette sainte Societé, dans ses premieres allures, comme ie fais l'ancienne Eglise du temps de ces bons Patriarches, qui vivoient au milieu de leurs familles dans vne si grande simplicité, que la seule volonté d'un pere & son exemple faisoit toute la Discipline de la maison: & on ne voyoit point alors tant de dereglemens, & tant de licence que l'on vit depuis dans les temps mêmes ausquels le peuple auoit receu ce grand Corps de loix & d'ordonnances que Dieu leur donna par le Ministère de Moÿse. Plût à Dieu que nos mœurs fussent aussi réglées qu'étoient celles de nos Peres dans les commencemens de nostre Reformation, nous fallust-il retourner à nos principes, & reprendre nostre premiere Discipline si nuë & si succincte qu'elle ne renfermoit que quarante petits articles, au lieu de celle que nous auons maintenant, qui en quatorze Chapitres renferme deux cens vint deux Articles, & bien plus amples que les premiers. L'adiousteray à cela que ie ne me pouuois plus dispenser de bonne grace de rapporter ces pie-

mieres Decisions, puis que plusieurs en auoient déjà esté publiées par les precedentes Editions, & particulièrement par celle que nos aduersaires ont mise au iour avec leurs censures : si bien que l'effet qui en pouuoit naistre dans les esprits estant déia produit, on auroit encore pû blâmer cette Edition comme defectueuse, si i'auois obmis ce qui se trouue dans les autres, ou croire que si ie l'eusse fait à dessein, i'aurois improuué de mon chef la conduite & les pensées des premiers Fondateurs de nostre Discipline, de quoy ie suis tres-éloigné.

On dit aussi que sur les Articles où les Synodes ont varié, establisant vne chose en vn temps, & puis autorisant la pratique contraire en vn autre, comme cela se voit specialement sur l'Article 5. du Chapitre des Mariages, ie me deuois abstenir de rapporter si exactement toutes les Decisions de chacun des Synodes qui ont touché à cet Article, & m'arrester simplement à la derniere de toutes, puis que c'est celle qui nous doit regler à present, & que cela ne sert qu'à nous exposer au blâme d'inconstance; veu que comme quand on change si souuent de route, c'est vn indice qu'on n'est pas asseuré d'estre dans le bon chemin; ainsi c'est vne marque qu'on n'a pas trouué la verité, quand on passe si frequemment d'un sentiment à vn autre. Or comme c'est icy la plus plausible obiection qui se puisse faire

contre cette Edition : Il faut que ie fasse voir la foiblesse de son fondement, & que iustificiant ainsi mon procedé, i'obtienne l'approbation de toutes personnes non preoccupées. Je confesse que s'il estoit question des Articles de la Doctrine, cette remarque auroit de la force; quoy qu'il soit même de la generosité & de la conscience d'un chacun de reconnoistre ses fautes, se retracter ouvertement, & renoncer à ses erreurs, si tost qu'on en est conuaincu, à l'imitation d'une des plus grandes lumieres de l'Eglise : Mais quand à la Discipline, qui n'est que le recueil des Reglemens qui se font selon les circonstances des choses qui arriuent, & que souuent ce sont les plus grands dereglemens qui donnent lieu aux meilleures loix; ie ne voy pas qu'il y ait suiet de blâmer d'inconstance & de legereté ceux qui estant establis pour leur conseruation, les changent selon l'exigence des cas, & s'accommodent ainsi dans l'administration de leurs charges à ce qui est du bien de la Société dont ils ont le gouvernement en main. Nos premiers Reformateurs n'ont pas apprehendé ce blâme, puis qu'ils ont clos comme j'ay dit cette Discipline par vn Article qui porte expressement que *tous les Articles qui y sont contenus ne sont point tellement arrestez entr'eux, que si l'utilité le requiert ils ne puissent estre changez.* Et pour ne rien dire de ce qui se pratique en cet égard en tous les Estats les mieux policés, où l'on n'a iamais trouué mau-

mauvais les changemens faits selon la necessité
 és Loix & Ordonnances de l'Estat, & és Edits
 & Declarations du Prince : Comme l'on ne blâ-
 me pas vn habile Architecte, pour luy voir sou-
 uent remuer la pierre qu'il pose, l'approchant
 & la reculant, la haussant & la baissant, selon
 que l'aduertit l'application qu'il luy fait de sa
 regle & de son niveau. C'a esté aussi la pratique
 ordinaire de l'Eglise; elle demeure ferme & con-
 stante dans les Articles de sa Foy; mais elle ne
 fait point de scrupule de changer ceux de la Dis-
 cipline, selon que les conjonctures le requie-
 rent: Veu que suiuant le dire de S. Augustin sur ^{Ep. 50.}
 ce sujet, *la diuersité des maladies oblige à employer*
des remedes differens à la guerison des malades. Et c'est ^{de Vel.}
 en ce sens que Tertullien a dit, que *la regle de la* ^{Virg.}
Foy est tousiours vne, & est seule immuable, & non
sujette à estre reformée: mais cette regle de la Foy de-
meurant ferme & constante, les autres choses qui re-
gardent la Discipline souffrent bien quelques nouuelles
corrections. De sorte que bien loin de blasmer vne
 pratique si salutaire; on la doit regarder, com-
 me vn loüable effet des soins, & de la vigilance
 de ceux qui ont la conduite del'Eglise, & qu'ain-
 si ceux qui publient leur franchise en cet égard,
 ne font aucun prejudice à la mémoire de ces
 grands hommes.

Ces difficultez estant ainsi leuées, ie ne croy
 pas me deuoir mettre en pene de respondre à

deux sortes de personnes qui demandent en cette Edition des choses routes contraires : les vns témoignent qu'ils eussent désiré que i'eusse fait plus de reflexions particulieres que ie n'ay fait sur les principales matieres de cette Discipline : les autres au contraire disent qu'ils ne demandent que le pur & simple rapport des Decisions des Synodes , & que l'on laisse la liberté à chacun d'y faire telles reflexions que bon luy semblera:&que vouloir declarer son sentiment sur ces matieres,c'est vouloir faire passer des opinions particulieres à la faueur de l'autorité publique. Mais ie croy auoir suiui vn temperament capable de satisfaire aux vns & aux autres : En ce que si d'un costé ie n'ay pas creu me deuoir dispenser de faire quelques remarques dans des occasions , que i'ay estimées importantes : ce n'a esté que tres-rarement , & avec vne telle retenue , que ie ne me sçauois persuader qu'aucun s'en puisse raisonnablement offenser ; & croire que i'aye voulu interposer avec temerité mon iugement en des choses qui dependent absolument de celuy du public.

Il faudroit peut estre que ie disse icy quelque chose des reproches outrageux , que font à nôtre Discipline , ceux de nos aduersaires qui l'ont fait imprimer à Paris , sçauoir le deffunct sieur Veron & quelques autres : mais ie croy que cela seroit aucunement superflu ; Car que doit on

attendre de la part de ceux à qui toutes nos actions & toutes nos demarches sont odieuses, qui condamnent en nous les choses les plus innocentes, & veulent faire passer pour criminel tout ce qu'en d'autres personnes ils exaltent daduantage: Ce que nous disons après les Peres de l'Eglise, est vn blaspheme en nostre bouche, & vn oracle en la leur: Ce que nous pratiquons à leur imitation dans la conduite de l'Eglise est admirable en eux, mais abominable en nous: comme si nos yeux & nos mains estoient capables de souiller generalement tout ce que nous voyons & manions. Que diroit-on de gens qui soutiennent que de tous les Reglemens de nostre Discipline, il n'y en a pas vn qui ait son fondement en l'Ecriture sainte, ny en termes exprés, ny en consequences suffisantes? qui nous accusent d'estre des Conducteurs aveugles: qui nous mettent au rang de ceux, *qui coulent le mousche-
run & engloutissent le Chameau.* Pource que nous defendons les danfes, les Comedies, les jeux de cartes, & autres diuertissemens de cette nature, contre lesquels les Peres mesmes, dont on parle tant, ont si souvent declamé: pendant que nous maintenons avec l'Apostre, que *le Mariage est
honorable entre tous, & la couche sans macule.* Mais que Dieu jugera les paillards, & les adulteres. D'où nous inferons que c'est à tort que l'on oblige vne infinité de personnes par le vœu du célibat, à re-

Matth.
23. 24.

Heb. 13.
4.

noncer à vn Estat, qui remédie aux desordres que l'Apostre a condamné. Que diroit-on du raisonnement de ces gens, qui de ce que nous disons dans nostre Confession de Foy, qui est le recueil de nostre Doctrine, que nous *rejettons toutes inuentions humaines, & toutes Loix qu'on voudroit introduire sous ombre du seruice de Dieu*, inferent que donc on doit reietter tout ce que prescrit nostre Discipline, puis qu'elle ne contient que des inuentions des hommes, comme s'il n'y auoit pas toute difference entre la Doctrine dont nous auons toutes les Decisions distinctement portées par la parole de Dieu, & la Discipline, qui n'est fondée que sur quelques regles generales contenues es saints Escriés, comme est celle de *faire toutes choses avec ordre & bien-seance*: La liberté du détail de cet ordre estant laissée à l'Eglise, pour en vser comme elle le iugera à propos, & avec prudence, selon les circonstances des lieux, des temps & des personnes: Mais cela suffit pour vous faire cognoistre de quel Esprit sont portés ces Messieurs, quand il est question des choses qui nous concernent. Et comme la passion qu'ils ont contre nous ne doit aucunement rallentir la charité que nous deuons auoir pour eux, elle ne doit pas aussi diminuer le respect & la veneration que nous deuons auoir pour cette sacrée Regle de nostre conduite. Laisant donc à part ceux de dehors, sur qui

nous n'auons aucune Iurisdiction, regardons de près à nostre deuoir en ce qui concerne la pratique de cette sainte Discipline. Elle nous a esté confiée par nos Peres, qui nous en ont establis les Depositaires publics, & nous ont chargez de son administration. Nous ne sommes pas seulement suiets à ses ordres, comme tous ceux de nostre Profession; nous deuons encores conduire les autres par ses Reglemens, faire valoir son autorité à leur égard, & employer ses censures contre les refractaires. Et ie ne voy point de meilleur moyen de reüssir dans vn si louable deuoir, que de leur seruir de modele dans cette pratique, & porter deuant eux le flambeau d'vne vie sainte & innocente: Il faut qu'en nos personnes tous ces Reglemens deuiennent des Exemples, & que cette Discipline qui est morte sur le papier, paroisse viuante & agissante en nos mœurs. Iamais vn Pere de Famille ne reglera mieux sa maison quelors qu'il en commencera la Reformation par luy mesme, autrement nous encourrions les reproches que S. Paul fait à ceux qui paroissoient si ardens zelateurs de la Loy de Moïse, *Rom. 2.* Tu as (dit-il,) le parfait modele de la connoissance & de la verité: mais en instruisant les autres tu ne te corriges point toy mesme: En exhortant les autres à fuir le larcin, tu ne fais point difficulté de rauir le bien d'autruy. Tu maintiens selon ta Loy, qu'on ne doit point

**** iij

fouiller la couche du prochain & tu te pollües.
 d'adulteres. Tu fais profession d'auoir en abo-
 mination les Idoles, & tu commets des sacrile-
 ges. En vn mot, tu te glorifies d'auoir vne Dis-
 cipline toute sainte, & tu deshonoras Dieu par
 la transgression de ta propre Discipline ! ô que
 celuy qui sçait la volonté de son maistre, & ne la
 pratique point sera bien plus rudement traité, que
 celuy qui en obmet l'obseruation faute de co-
 gnoissance; Et que ie prise bien plus vn simple
 laboureur qui vit d'une façon réglée, sans sça-
 uoir si particulierement les Articles de la Disci-
 pline, qu'un Ministre qui sçait jusques aux moindres
 Decisions des Synodes sur chacun de ces
 Articles, duquel cependant la vie est tout à fait
 irreguliere. La speculation de cette regle est bien
 moins difficile, & moins à craindre que n'en est
 le maniement. Chacun peut dire son sentiment de
 ces Ordres, mais peu reüssissent dans la pratique.
 Or c'est là le principal de nostre charge: nous
 ne sommes pas seulement appelés à estre la lu-
 miere du monde par la publication d'une pure
 Doctrine, mais aussi à estre le sel de la terre par
 vne vie sainte, & des mœurs exemplaires. Il ne
 faut pas apporter dans nostre Ministère de sim-
 ples paroles, ou tout au plus des desirs infru-
 ctueux, (comme à fort bien dit quelque vn de nostre
 temps sur vn autre sujet) il faut mettre la main
 à l'œuvre, & payer mesmes s'il est besoin de sa

personne, & de sa vie. Et si par lascheté ou negligence nous laissons rouïller cette espée dans son fourreau, & que nous ne l'employons à propos ; elle doit estre employée contre nous mesmes, sur qui doiuent estre lancez les foudres les plus redoutables de ses censures. Et ce qu'il y a de plus terrible en ce fait, c'est que nous auons à rendre compte à celuy qui sonde nos reins, & voit jusques au fonds de nos cœurs. Nous sommes mesmes des à present responsables au public de nostre conduite en cet égard. Ceux de dehors y cherchent occasion de nous blâmer, & rendre nostre Police absurde, & ridicule : Au dedans il y a des Esprits intractables, qui ne se pouuant assujettir à l'ordre, le condamnent pour auoir lieu d'excuse : Ceux la mesmes qui ont plus de docilité, ne se peuuent empescher quelquefois de syndiquer nos Reglemens, & improuuer nostre exactitude dans leur observation ; Ils disent que nos Loix sont trop seueres, sur tout en vn siecle qui n'est pas si rigide que celuy de nos Peres ; que les defauts sont changez en habitudes, qu'il faut vser de support où il n'y à plus lieu d'amendement dissimuler avec prudence ce qui ne peut estre corrigé, vser de remedes palliatifs, quand les playes ne se peuvent plus guerir. Que c'est vn estrange contre-temps de vouloir se deffigurer le vilage és Festes publiques, & au milieu des

festins les plus innocens : Comme si la Police Chrestienne deuoit estre sujette au caprice des particuliers , & à l'inconstance des peuples , aussi bien que celle des Estats de la terre , & que le torrent de la coustume deust entrainer l'Eglise avec le reste du monde ; Hâ ! qu'il est difficile de garder mesure , & suiure tousiours vne même route entre tant de vens & si differens. Mais si nous voulons cingler avec succez en vne mer où regnent l'inconstance & l'agitation , tournons nos yeux vers le Ciel , & ayons pour guide l'Astre fauorable qui nous regarde : Il esclaire jour & nuit , & perce en faueur des siens tous les nuages qui interceptent sa lumiere aux autres ; Il nous découure la route , qu'il nous faut tenir : Et si nous ne regardons qu'à l'acquiesce de nostre deuoir , & à plaire plustost à nostre Souuerain , qu'aux plus vils d'entre ses sujets : tous nos ennuis seront bien-tost dissipez , la contradiction des hommes fera plustost le sujet de nostre compassion , que celuy de nostre chagrin ; nous trouuerons de la gloire en ce qui abbat les autres ; & après tout , sçachans , que c'est la cause de Dieu que nous maintenons , & que selon le dire de nostre grand Maistre , *quiconque nous rejette le rejette* ; nous luy laisserons la defense de ses propres interests ; nous contentant de les maintenir de nostre part avec vne douceur & debonnaireté vraiment Chrestienne,

Chrestienne; & avec cette sainte complaisance tant recommandée, & si bien pratiquée par le grand Apostre des Gentils; attendant le fruit de nostre esperance & de nos labeurs de celuy seul, qui en est le tesmoin irreprochable, & quien sera le Juge equitable.

Pour la fin, benissons Dieu du plus profond de nos cœurs, de ce que par les soings de son admirable Prouidence, nous auons obtenu vne Regle si accomplie de nostre deuoir; de ce que par la merueille de sa puissance, elle a passé jusques à nous, à trauers tant d'oppositions & de contradictions; & sur tout de ce que nous auons l'aduantage de nous en pouuoir seruir avec tant de liberté. Ne nous rendons pas indignes de cette faueur par la negligence, & le mépris d'une si seure adresse; Mais n'oublions pas aussi dans les mouuemens de nostre recognoissance ce que nous deuons à ce sacré Organe duquel Dieu se sert pour nous procurer & affermir cette liberté, & nous faire sentir les effets de sa Diuine Protection; l'entends le glorieux Monarque, que Dieu nous a donné comme par vn effet miraculeux de ses fauorables inclinations enuers cet Estat. Espandons sans cesse nos vœus & nos larmes, pour obtenir du Ciel la conseruation de sa Personne sacrée, le succez de ses grandes & genereuses entreprises, la benediction abondante de sa maison Royale, & la paix & prosperité de ce

grand Estat que Dieu a sousmis à son Sceptre. Faisons luy cognoistre par vne prompte obeïssance à ses volontez, & par la sincerité de nos seruices, que nous auons vne Discipline qui ne nous oblige pas seulement à craindre Dieu, mais aussi nous engage à honorer le Roy qui porte l'Image de Dieu en terre, & à nous soumettre franchement à tous ceux qu'il luy plaist establir sur nous pour le gouuernement, pour la justice & la Police: Et qu'ainsi nous attirions de plus en plus les graces de Dieu sur nos personnes, & sur les Troupeaux qui sont commis à nos soings; Et que transmettant à nostre posterité le sacré dépost de cette Discipline, aussi pur que nous l'auons receu de nos Peres, nous puissions rendre vn bon compte de nostre administration à celuy qui nous a donné charge de la faire valoir à sa gloire & au bien de son Eglise. Ce sont les vœux ardens & continuels de celuy qui se qualifie en toute sincerité,

Messieurs, & tres-honorez Freres,

Vostre tres-humble & tres-obeïssant
Scripueur, & Frere au Seigneur,
D. HUISSEAU,

A Saumur, le 30.

AN 1666



LA
DISCIPLINE
DES
EGLISES
REFORMEES
DE FRANCE.

CHAPITRE PREMIER.

Des Ministres.

ARTICLE PREMIER.

POUR proceder à l'Electi^on de ceux qu'on veut employer au Ministère de la Parole de Dieu , on se gouvernera selon la regle de l'Apostre : C'est qu'examen & inquisiti^on sera faite de leur doctrine & de leurs mœurs , autant diligemment que faire se pourra.

OBSERVATIONS.

Cet article est fondamental , aussi a-t-il été mis en teste de la Discipline; pour faire voir à chacun que comme le saint Ministère est le moien duquel Dieu se sert pour entretenir son Eglise, la pureté de la doctrine & la sainteté des mœurs sont absolument requises en celui qui doit être admis à cette sainte charge.

Le Synode de Gergeau 1601. adiouste apres ces mots , *de leur doctrine, & s'ils sont propres à enseigner.*

A

Ces dernières paroles, *autant diligemment que faire se pourra* : ont esté adioutées au Synode de la Rochelle 1571.

Sur la question proposée au Synode de Lion 1563. comment on se doit comporter enuers vn Ministre qui a esté admis sans examen, & depuis la vocation s'est trouué insuffisant : le Synode est d'aduis qu'il aille estudier durant quelque temps, pour faire connoistre combien l'instruction & le sçauoir sont requis en vn Ministre.

On peut rapporter à cet article ce qui a esté arresté en quelques Synodes, touchant l'ordre qu'on doit tenir dans la recherche de personnes propres à seruir dans le Ministère, pour estre pourvus de cette charge. Celuy de Charenton 1631. porte que *deformais quand pour la difficulté du temps vne Eglise sera contrainte de recourir à quelque Academie ou Prouince voisine pour estre pourueu, elle ne pourra prendre cet expedient, ou la Prouince voisine & Academie accorder sa demande, que par l'aduis des Eglises voisines du mesme Colloque, duquel elle sera apparoir par leurs lettres qui porteront approbation de la Prouince.* Depuis cela quelque Prouince a esté censurée au Synode d'Alençon pour n'auoir pas obliuie ce reglement. Et le Synode de Charenton 1644. declare que *nulle Eglise particuliere ne pourra faire recherche d'aucun Pasteur, ny l'establir de fait en suite après cette recherche, sans l'aduis, soit du Synode en corps, soit des Pasteurs voisins en attendant l'ageement du Synode, sçauoir prouincial.* Conformement à vn reglement pris au Synode de Saint Maixant 1609. qui porte que *nulle Eglise ne pourra rechercher aucun Pasteur hors la Prouince, sans premierement auoir prié l'aduis des Colloques ou Synodes Prouinciaux.*

II.

Les nouveaux introduits en l'Eglise, singulierement les Moines & Prestres, ne pourront estre esleus au Ministère, sans diligente & longue inquisition & épreuve, tant de leur vie, que de leur doctrine, approuuée par l'espace de deux ans pour le moins, depuis leur conuersion, & confirmée par bons témoignages des lieux où ils auront conuersé : & ne leur imposera-t-on les mains non plus qu'aux inconnus, que par l'aduis des Synodes Prouinciaux & Nationaux.

OBSERVATIONS.

Cet article est vne dépendance du precedent, & dont la necessité est toute euidente. Le commencement de l'article iusques à ces mots, *que de leur doctrine*, est du Synode de Paris 1559. Ces paroles suiuentes, *approuuée par, iusques à celles-cy, auront conuersé*, sont du Synode de la Rochelle 1607. Les mots suiuians iusques à la fin sont du Synode de Montauban 1594. Il est

vray que le Synode de Montpellier 1598, a adiousté aux *Synodes Provinciaux*, les *Nationaux*.

Les Deputez de Normandie ayans demandé au Synode de Lion 1563. quelque correctif à cet article : le Synode ordonne qu'il demeure en son entier & soit diligemment obserué.

Le Synode de Vitry 1617. ordonne qu'on examine soigneusement les Moines, qui viennent nouvellement à la connoissance de la verité, pour voir s'ils sont propres aux estudes de Theologie, & leur donner l'entretien necessaire, ou les employer à autres *vacations* selon leur capacite.

Les Deputez de Xaintonge ayans demandé au Synode de Loudun 1659. prolongation du temps de deux ans ordonné aux Moines qui se rangent à nostre communion avant que de les recevoir au saint Ministère, à cause des scandales qu'ils donnent par leur mauuaise conduite. La Compagnie n'a pas creu deuoir rien adiouster aux deux années d'épreuve portées par cet article : mais bien d'exhorter les Eglises avec les Colloques & Synodes de ne se haster pas en la recherche de telles personnes & en leur reception : mais de tirer d'eux toutes les preuves de leur sincerité qui seront iugées necessaires, en attendant le temps porté par la Discipline, selon leur prudence ; comme estant le moindre qui leur puisse estre prescrie.

Et d'autant que la condition des relaps est pire que celle de ceux qui sortent directement de la communion de l'Eglise Romaine. Le Synode de la Rochelle 1607. a fait ce reglement à leur occasion, en prolongeant de beaucoup le temps de leur épreuve. Ceux qui ayans esté Moines ou Prestres, & depuis, apres auoir fait profession de la verité, sont retournez à leur vomissement, & derachent abjuré la religion Romaine, demandent estre receus à la Proposition pour aspirer au saint Ministère, ne pourront estre receus à aucun exercice de la sainte Theologie, qu'ils n'ayent par l'espace de dix ans témoigné leur repentance ; lequel temps expiré, encore ne seront receus à cela que par l'aduis du Synode National.

III.

S'il aduient que quelque Euesque ou Curé aspire au Ministère de l'Euangile, il ne pourra estre esleu, que premicrement il ne soit vray membre de l'Eglise, renonçant à tous ses benefices & autres dépendances de l'Eglise Romaine ; & faisant reconnoissance de toutes ses fautes commises durant le temps passé, selon qu'il sera aduisé par le Consistoire, & apres longue experience & preuve de sa repentance & bonne conuersation.

OBSERVATIONS.

Cet article a esté dressé au Synode d'Orleans 1562. adioustant seulement

A ij

qu'ils pourront estre receus au saint Ministère selon l'ordre contenu en la Discipline Ecclesiastique. Le Synode de Gergeau a mis, *le temps passé*, au lieu, *du temps de leur ignorance*, qui estoient les termes portez par l'ancien reglement.

Au Synode de Lion 1563. Vn Abbé de Limosin, faisant profession de Docteur, instruit le peuple, qui l'oït volontiers, mais continuant de nourrir ses Moines, & ne se rangeant point à l'Eglise. Les particuliers qui l'ont ouy, & notamment les Ministres qui en auoient donné la permission, & les y auoient exhortez, sont viuement censurez.

IV.

Le Ministre de l'Euangile (hors les temps difficiles, en cas de tres-grande necessité, ausquels il pourra estre élu par trois Pasteurs avec le Consistoire du lieu,) ne sera admis à cette sainte charge que par le Synode Prouincial, ou par le Colloque, pourueu qu'il soit composé de sept Pasteurs pour le moins : lequel nombre ne se trouuant en quelque Colloque, il en appellera des voisins iusques à la concurrence d'iceluy : & sera présenté celui qui doit estre élu avec bons & vallahables témoignages, non seulement des Academies ou Eglises particulieres : mais aussi du Colloque de l'Eglise en laquelle il aura le plus conuersé.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article se voit au septième de la Discipline dressée au Synode de Paris 1559, portant, qu'un Ministre ne doit estre élu pour le present par vn seul Ministre, mais par deux ou trois Ministres & leurs Consistoires, ou par le Synode Prouincial, lequel aux lieux où il y a des Eglises dressées sera appelé autant que faire se pourra. Il paroist que ce reglement fut pris dans vn temps auquel les Eglises n'auoient peu encore établir vn ordre si exact que celui qui a suivi, comme il est dit au Synode de la Rochelle 1571.

Le Synode de la Rochelle 1571. ordonne qu'au défaut du Colloque soient appelez trois ou quatre Ministres.

Le Synode de Vertuël 1567. amplifie beaucoup cet article, & y donne grande lumiere, disant que ceux qui seront demandez pour estre employez au Ministère de l'Euangile en quelque Eglise seront enuoyez avec témoignage de leur vie & doctrine au Colloque ou Synode de la Prouince du lieu qui les demandera, lequel Colloque ou Synode les pourra examiner si bon luy semble, & deputer trois ou quatre Ministres pour les presenter aux Eglises qui les auront demandez, les-

DES MINISTRES.

f

quelles Eglises les orront une fois ou deux, & iusques à trois si bon leur semble pour cognoistre si elles les auront pour agreables : & en ce cas les dits Ministres leur imposeront les mains avec le Consistoire du lieu, & les establiront là pour Pasteurs, quo s'il y a difficulté sur leur reception le Consistoire & les deputez en cognoistront, & les frais de ces procedures se feront aux depens des Eglises qui les auront demandez.

Le Synode de Nismes 1572. y a encore adiousté diuerfes choses, qui regardent, tant cet article que les deux suiuaus, & cela dans vn mesme acte; & veut que deux ou trois Ministres soiēt appelez pour fortifier le Cōsistoire.

Le Synode de Gergeau 1601. ordonne que le Ministre sera élu par le Colloque, & entant que faire se pourra par le Synode Prouincial. Mais en temps de persecution ou autre grande calamité, par deux autres Ministres avec le Consistoire.

Le Synode de la Rochelle 1607. a défini le nombre de trois Pasteurs, qui ne l'estoit pas dans ce premier article, y ayant l'alternatiue deux ou trois.

Le Synode de saint Maixant 1609. à la requisition des Deputez du Languedoc, fait vn reglement fort expres sur le fait de la reception des Ministres, tant pour cet article que pour les suiuaus, afin d'estre obseruē generalement en toutes les Prouinces. Et cet article fut couché à peu pres comme il est à present.

Au Synode de Priuas 1612. Sur la proposition des Deputez de Bourgogne, demandans de n'estre astraits au reglement du Synode de saint Maixant, qui ordonne que sept Pasteurs se trouuent à l'examen de celuy qui est appellé au saint Ministère, & ce en consideration de la grande distance des lieux de leurs Eglises, qui leur en rend l'execution impossible, veu mesmes que leurs Colloques pour la pluspart n'ont que cinq Pasteurs. Le Synode pour plusieurs considerations tres importantes n'a pas voulu changer l'article, estant d'aduins que l'examen soit plusloft différé iusques au Synode Prouincial.

Au Synode d'Alez 1620. Toutes les Prouinces sont exhortées à se regler en l'election & ordination des Pasteurs à l'ordre prescript en cet article : & les Prouinces particulieres du bas-Languedoc & des Ceuenes, qui commencent par l'examen, exhortées de se conformer audit article.

Enfin l'article fut dressé, tel que nous l'auons, au Synode de Charanton 1631. Et là sont exhortez tous les Consistoires de ne sortir de l'ordre accoustumé (notamment en appellans plusieurs Pasteurs d'une mesme Eglise pour l'ordination des Ministres,) sinon lors qu'ils y seront contraincts par une necessité tresurgente, de laquelle, comme de ce qui sera suruenu d'extraordinaire, lesdits Consistoires rendront compte aux Synodes Prouinciaux, & les Prouinciaux aux Nationaux. Le Synode neantmoins ratifiant ce qui s'estoit passé sur ce suit en Anjou, sans tirer à consequence.

Depuis au Synode de Loudun 1659. Sur la remonstrance des Deputez de Xaintonge & Poitou, au sujet de l'examen des Propofans en Consistoires fortifiez. La Compagnie ordonne que les reglemens portez par la Discipline, seroit exactement obseruez, & les actes du Synode National de Charenton. Et que l'examen des Propofans se fera, tant que Dieu en donnera le moien, en Colloques & Synodes, & non ailleurs : si ce n'est pour de grandes considerations, & en cas d'urgentes necessitez, dont les Eglises rendront compte aux Synodes Prouinciaux, & les Prouinciaux au National. Cependant approuue ce qui a esté fait aux Consistoires de Paris & Saumur, comme estant conforme aux Reglemens susdits.

Quand à ce qui concerne la necessité & validité des témoignages requis en ceux qui se presentent pour estre receus au Ministère, & dont est faite mention en cet article : les Synodes Nationaux en ont soigneusement recommandé l'observation. Le Synode de la Rochelle 1607. écrivant à Messieurs de l'Eglise de Geneve, les exhorte de *prendre soigneusement garde sur les Estudiants en Theologie; & lors qu'ils demanderont des témoignages, ne les leur accorder qu'avec bonne connoissance de leur vie & de leur diligence.*

Au Synode de Vitré 1617. Il est enjoint aux Professeurs des Academies de ne donner aisement des témoignages aux Escoliers, qu'après un bon examen de leur vie & capacité. D'auantage sont exhortés à ne leur donner plus grand témoignage, que ne merite l'aduancement qu'ils auront fait és estudes des bonnes lettres, Philosophie, & Theologie.

Au Synode d'Alès 1620. sur la requisition des deputez de Normandie, pour obtenir vn Reglement sur ce fait, veu les inconueniens qui suruiennent tous les iours à cette occasion. *La Compagnie ne jugeant pas qu'il soit besoin d'un nouveau Reglement, enjoint à toutes les Provinces d'observer bien exactement ceux qui sont en la Discipline Ecclesiastique & és actes des Synodes Nationaux pour n'imposer legerement les mains à aucun. Et parce que les inconueniens susdits prouiennent bien souvent des témoignages trop auantageux qui se donnent aux Escoliers par les Docteurs & Professeurs des Academies; Ils seront aduertis de n'en donner cy après aucuns par faueur & contre la verité, & sincerité de leurs consciences. Est semblablement deffendu aux Provinces de recevoir vn Escolier d'une autre Province sans la requisition expresse & bon témoignage de la Province dont il sort.*

Le Synode d'Alençon 1637. enjoint que outre les attestations que les Escoliers au partir des Academies ont accoustumé de tirer des Professeurs & Regens sous lesquels ils ont auancé leurs estudes; ils en prendront des Pasteurs & du Consistoire, qui rendront témoignage de leur conuersation & conduite.

Le Synode de Loudun 1639. sur la proposition faite par les deputez des Provinces des Ceuènes & bas Languedoc de limiter vn certain temps de l'âge des estudiants en Theologie pour leur reception au St. Ministère, afin d'empêcher les inconueniens qui ont esté remarquez en quelques lieux, pour en auoir promeu à cette charge en vne trop grande jeunesse. *La Compagnie n'a pas jugé à propos de rien changer dans l'ordre de la Discipline; Mais bien d'exhorter toutes les Provinces de n'en admettre aucun à l'examen, de la pieté, gravité, & prudence duquel elles n'ayent de suffisans témoignages, qui ne seront donnez par les Pasteurs, & Professeurs qu'avec grande circonspection.*

V.

L'Examen de celuy qui sera présenté, se fera premierement par propositions de la parole de Dieu, sur les textes qui luy seront donnez, l'une en François necessairement, & l'autre en Latin, si le Colloque ou Synode le juge expedient : pour chacune desquelles luy seront donnees vingt-quatre heures de temps pour se preparer.

DES MINISTRES.

7

Si par icelles il contente la Compagnie, on connoistra par un Chapitre du nouveau Testament, qui luy sera présenté, s'il a profité en la langue Grecque, jusques à le pouvoir interpreter, & de la langue Hebraïque on verra s'il en sçait au moins jusques à se pouvoir servir des bons liures pour l'intelligence de l'Ecriture, à quoy sera adjousté un essay de son industrie sur les plus necessaires parties de la Philosophie, le tout en charité. Et sans affectation de questions espineuses, & inutiles. Finalement on tirera de luy une brefue Confession de sa Foy en Latin, sur laquelle on l'examinera par la dispute. Et si apres cét examen il est trouué capable, la Compagnie luy remonstrant le deu de la charge à laquelle il est appelé, luy denoncera le pouvoir qui luy est donné au nom de Iesus-Christ, d'administrer tant la Parole que les Sacrements, apres son entiere ordination en l'Eglise en laquelle il est enuoyé, laquelle sera aduertie de son Election par actes & lettres du Synode ou Colloque, portées & lues par un Ancien.

OBSERVATIONS.

Cét article a esté ainsi dressé au Synode de St. Maixant 1609. Il est vray qu'au lieu qu'à la fin de l'article apres ces paroles, en laquelle il est enuoyé, il y a voit à St. Maixant, puis on deputera deux Ministres pour le presenter au peuple: on a mis les autres qui se trouuent icy, sçavoir, laquelle sera aduertie &c. juiques à la fin. Ce fut au Synode de Tonneins 1614. que cela fut arresté. Au Synode d'Orleans 1562. à la requisition du Pasteur dudit lieu. Fut remis à la liberté des Consistoires d'aduiser & juger qui sont ceux qui pourrons assister à l'examen de la doctrine de ceux qu'on veut eslire au Ministère, en aduisans à ce qui est propre à l'edification de ceux qui voudront y assister: sans toutefois qu'ils puissent permettre à d'autres qu'à ceux qui sont deffaits Consistoires, d'examiner ceux qu'on doit eslire.

Au Synode de la Rochelle 1607. sur la demande des Prouinces d'Orleans & Berry qu'on limitast vn temps égal aux Propolans qui se presentent aux

Synodes & Colloques pour venir prests de leurs Propositions. *La Compagnie à jugé qu'il sera plus expedient de laisser cela comme auparavant en la liberté & prudence desdites assemblées.*

Au Synode de Vitry 1617. sur la proposition des deputés de la Prouince d'Anjou, qu'il ne seroit pas necessaire de limiter aux Proposans vn temps si brief, qu'il est porté par cet article de la Discipline, pour se preparer à faire leur proposition. *Le Synode ne voulant rien changer audit article a remie (comme le precedent) a la prudence des Synodes & Colloques, de prolonger le temps selon la connoissance qu'ils auront de la promptitude ou tardivité desdits Proposans.*

Au meisme Synode les Deputés de l'Isle de France demandans que ce qui est porté par cet article, que l'on denoncera au Pasteur esleu le pouuoir qui luy est donné au nom de Iesuy-Christ d'administrer tant la parole que les Sacramens, soit reiteré deuant tout le Peuple par les Pasteurs qui auront la charge de luy imposer les mains. La Compagnie n'a pas estimé à propos de rien changer. Et sur ce que les Estrangers enuoient quelquefois en France leurs Proposans pour y estre receus au Ministère : Le Synode de la Rochelle mil fix cens sept articles troisieme des obseruations sur la Discipline ordonne qu'aucune Eglise n'entreprendra à l'aduenir, quelque sollicitation qui luy puisse estre faite, d'examiner, & imposer les mains aux Pasteurs qui doiuent servir hors de France, ains se conformera en cela à la Discipline & aux Reglemens des Synodes Nationaux.

V I.

Celuy duquel l'Eslection aura esté notifiée à l'Eglise, proposera publiquement la parole de Dieu par trois diuers Dimanches, sans pouuoir administrer les saints Sacraments, ny benir les mariages, tout le Peuple l'oyant, afin qu'il puisse reconnoistre sa maniere d'enseigner. Ledit Peuple estant expressement aduertý que s'il y a quelqu'un qui sçache quelque empeschement, pour lequel l'Eslection de celuy qui sera ainsi nommé ne puisse estre amenée à effet, ou qu'il n'agrée point, on vienne le faire entendre au Consistoire qui oyra patiemment les raisons d'un chacun pour en juger. Le silence du Peuple sera tenu pour expres consentement : Mais s'il y a contention, & que le nommé estant agreable au Consistoire, ne le fust au peuple, ou à la pluspart d'iceluy, sa reception sera différée, & sera le tout rapporté au Colloque ou Synode Prouincial,

Prouvincial, pour connoistre, tant de la iustification du nommé, que de sa reception. Et combien que ledit nommé fust là iustifié, il ne sera toutefois baillé au peuple contre son gré pour Pasteur, ni mesmement au mécontentement de la plus grande partie d'iceluy : ni le Pasteur aussi contre son gré à l'Eglise : & le different sera vuide par l'ordre que dessus, aux frais & dépens de l'Eglise qui l'aura demandé.

OBSERVATIONS.

Dés le Synode de Paris 1559. Il est dit que lors que le Pasteur sera présenté au peuple pour estre receu, s'il y a opposition ce sera au Consistoire d'en juger, & s'il n'y auoit consentement d'une part & d'autre, le tout sera rapporté au Synode Prouvincial qui cognoistra tant de la justification du Ministre que de la Reception d'iceluy, si le Consistoire ou la plupart du peuple y consent.

Au Synode de Nîmes 1572. Il fut ordonné que le Pasteur élu dans le Colloque ou Synode seroit nommé au peuple pour l'ouïr deux ou trois semaines durant, ou autre temps qui sera aduisé pour le cognoistre en sa maniere d'enseigner, aduertissant expressement le peuple que s'il y a quelqu'un qui sçache quelque empeschement &c. qui sont les termes de l'article présent.

Ce même article fut retouché & amplifié au Synode de St. Maixant 1609. & enfin redigé comme il est à present au Synode de Tonneins 1614.

Le Synode de Castres 1626. adjouste ces mots, ne venir les Mariages.

Le Synode de Gergeau 1621 substitué ces mots, la reception sera différée à ceux-ci, son Election demeurera suspendue.

Au Synode de Vitré 1583. ont esté adjoustez ces mots, au Colloque ou Synode Prouvincial.

Ces patoles, ni aussi le Pasteur contre son gré à l'Eglise. sont du Synode de Gergeau 1701.

Les dernieres paroles. Et le different sera vuide &c. jusques à la fin sont du Synode de saint Maixant 1609.

Le Synode de Gergeau 1601. Imprime la coustume de quelques Eglises estrangeres qui enuoioient les Escoliers Proposans prêcher quelques mois aux Villages auant que de leur imposer les mains. Même article fut pris és Syn. de Gap. 1603 & de la Rochelle 1607. Au Syn. de Gap particulièrement furent les Pasteurs & Professeurs de l'Eglise de Geneue priez de n'envoyer les Escoliers Proposans aux Villages administrer les Sacrements auant l'imposition des mains, & sur tout ceux qui devoient estre employez dans le Royaume, pour les inconueniens qu'on en auoit ressentis. Et de plus fut arresté au même Synode, que les Diacres des terres de Messieurs de Berne, ou autres lieux, venans en France pour y exercer le Ministère sans auoir esté auparavant deuëment examinez, & enuoyez pour recevoir l'imposition des mains; ou bien qui n'ayans esté Pasteurs d'un certain Troupeau, auroient neanmoins prêché ailleurs, & administré les Sacra-

mens, comme il se pratique en quelques Eglises estrangeres; ne laisseront de subir nouuel examen, & d'estre receus en la même forme que ceux qui n'ont exercé le Ministère. Et quant à ceux qui ayant esté deuëment examinez & receu la main d'association és Eglises estrangeres, auroient esté donnez pour Pasteurs à un certain Troupeau, ils seroient admis & receus aux Syn. Prouinciaux en la forme portée par la Discipline.

Le Synode de Charenton 1644. Confirmant les reglemens pris és Synodes de Gergeau, Gap, & la Rochelle, sur l'entreprise des Propolans, qui s'ingèrent de monter en Chaire pour faire leurs Propositions, qui tiennent lieu de Predications deuant le peuple, és jours & heures ordinaires des Assemblées. A la requisition de la Prouince de Xaintonge, interdit à tous Pasteurs & Consistoires d'en laisser gagner la pratique és Eglises particulieres, ou l'introduire de leur Chef.

VII.

Celuy qui aura accordé d'estre esleu au saint Ministère, recevra la charge qui luy sera donnée, & à son refus, sera sollicité par exhortations conuenables : mais on ne le pourra contraindre.

OBSERVATIONS.

Cet article a esté ainsi couché dès le Synode de Paris 1559.

On peut rapporter à cet article celuy qui se trouue en suite au mesme Synode 1559. Sçauoir que, *Les Ministres qui ne pourront exercer leur charge aux lieux ou ils auoient esté ordonnez : s'ils sont enuoyez ailleurs par l'aduis de l'Eglise, ny voudront aller, diront leurs causes de refus au Consistoire & là il sera jugé s'ils sont excusables.* Mais comme cet article a esté dressé dans les temps ou la necessité obligeoit d'enuoier ainsi les Pasteurs pour le bien & l'édification des Troupeaux, il a esté obmis, depuis que les Eglises du Royaume ont jouï d'une profonde paix à la faueur des Edits, l'usage n'en subsistant plus.

VIII.

L'Elelection des Ministres sera confirmée par prieres & impositions des mains; toutesfois en euitant toute superstition, selon le formulaire qui s'ensuit.

OBSERVATIONS.

Cet article est encore du Synode de Paris 1559. Ces paroles. *Le formulaire qui s'ensuit*, sont du Synode de Vitry 1583. au lieu de celles cy, *selon le formulaire qui en a esté dressé*, de sorte qu'il paroist que ce fut en ce Synode que fut interié dans la Discipline le formulaire de l'imposition des mains en la reception des Pasteurs.

Au Synode de Paris 1565. Il fut arresté que pource qu'en cet article il est dit qu'en la confirmation des Ministres on usera de l'imposition des mains, toute-

soit sans necessité, on doutoit si les Eglises qui ne l'ont accoustumé s'y doiuent assuetter pour en user dorénavant, attendu qu'il n'y a de cela ni commandement ni promesse, on n'y establirait aussi aucune obligation ou necessité. Toutefois qu'on mettroit pene à se conformer en cette Ceremonie les uns aux autres, autant que faire se pourroit, pource quelle est propre à edification, & conforme à la coustume des Apostres, & à l'usage de l'Eglise ancienne.

Le Synode de la Rochelle 1571. veut qu'il soit adjousté que l'imposition des mains ne sera de necessité, comme estant de la substance de l'ordination des Pasteurs, combien que l'usage d'icelle soit saint & bon.

Au Synode de Gap. 1603. La Prouince de l'Isle de France est exhortée d'observer soigneusement les articles 4. & 8. de la Discipline en l'Election & reception des Pasteurs : comme aussi d'imposer publiquement les mains en la presence du peuple, & non aux Consistoires & Colloques, laquelle exhortation sera commune à toutes les Eglises.

Au Synode de Gergeau 1601. art. 14. des faits Gen. est arresté d'escrire aux Pasteurs & Docteurs de Leyden, pour les prier de n'imposer les mains aux Proposans François qui sont en leur Vniuersité ; mais les enuoyer en France, pour recevoir l'imposition des mains és Eglises qui leur seront adressées.

Et le Synode de Vitré 1617. art. 14. des faits Part. sur la demande que fit vn particulier de Normandie desirant prendre vn Proposant hors du Royaume luy en laisse la liberté, à condition qu'estant prest il sera presenté à la Prouince, & receu par elle selon les regles de la Discipline.

Le Synode de Lodun 1659. Vient que cet art. soit soigneusement obserué en toutes les Eglises, & que ceux qui ne s'y conformeront entierement soient censurez.

Outre l'Examen, Enuoy, Imposition des mains, & autres choses requises par la Discipline en l'installation des Ministres, il auoit esté ordonné dans les temps facheux, sçauoir au Synode de Paris 1559. que l'on denonceroit des prieres publiques & extraordinaires avec ieusne, toutefois sans scrupule, ou superstition, ce qui est contenu en l'article 3. du Chap. 10. de la Discipline. Et au Synode d'Alès 1610. sur la proposition de la Prouince d'Anjou, si le ieusne doit estre celebré au temps de l'ordination des Pasteurs a esté ordonné de ne rien innouer en la pratique precedente, se conformant cependant quand besoin sera à l'art. 3. du Chap. 10. de la Discipline.

La maniere de l'imposition des mains obseruée ordinairement és Eglises de France, en la reception des Ministres.

Tout ce que dessus ayant esté obserué, deux Pasteurs qui pour cet effet auront esté deputez par le Synode ou Colloque, pour imposer les mains à celuy qui aura esté esleu, s'estans transportez sur le lieu, celuy d'eux qui fera l'exhortation, traitera briefuement de l'institution & excellence du Ministère, alleguant les témoignai-

ges de l'Eſcriture Sainte conuenables à ce propos, comme Ephes. 4. 11. Luc. 10. 16. Iean 20. 21. 1. Cor. 4. 1. 2. 2. Cor. 5. 18. 19. 20. 1. Tim. 1. 2. &c. & autres ſemblables, exhortant vn chacun d'y prendre bien garde, afin que tant le Miniſtre que le peuple faſſe bien ſon deuoir: Le Miniſtre en ſ'acquittant d'autant plus ſoigneuſement de ſa charge, qu'il la connoiſt eſtre precieuſe & excellente deuant Dieu, & le peuple receuant en toute reuerence la Parole de Dieu, qui luy ſera annoncée par celuy qui luy eſt enuoyé. Puis ſoit leu deuant tous ce qui eſt eſcrit 1. Tim. 3. Tite 1. & 1. Pier. 1. ou l'Apoſtre enſeigne quel doit eſtre le Miniſtre. Et afin que Dieu faſſe la grace à celuy qui eſt eſleu de ſ'en bien & fidellem^{en}t acquitter, ſoit faite vne briefue priere à ce propos, en laquelle ledit Paſteur iſſerera ces mots, ou autres ſemblables. Qu'il te plaiſe ô Dieu orner des dons & graces de ton S. Eſprit, ce tien ſeruiteur legitiment eſleu ſelon l'ordre eſtably en ton Eglise, le fournissant abondamment de tous les dons neceſſaires à ſe bien acquitter de ſa charge, pour la gloire de ton ſaint Nom, l'edification de ton Eglise, & le ſalut de celuy qui t'eſt maintenant dedié & conſacré par noſtre Miniſtere. Et alors luy mettra les mains ſur la teſte; celuy qui prie eſtant debout au bas de la Chaire, & celuy pour lequel il prie, à genoux; & apres la priere faire, & le nouveau Paſteur releué, les deux Deputez par le Colloque ou Synode, luy donneront deuant tout le peuple la main d'aſſociation: &

sera ce formulaire avec le reglement susdit unanimement observé par toutes les Eglises.

OBSERVATIONS

Sur le formulaire de l'Imposition des mains ici inseré.

Le premier formulaire de l'Imposition des mains en la reception des Pasteurs, au moins dont nous pouvons avoir cognoissance, fut dressé par Monsieur de Chandieu, & inseré dans les actes du Synode de la Rochelle 1571. article 4. des observations sur la Discipline, & commence par ces mots *Le Ministre qui presente au peuple celui qui a esté esleu au Ministère traitera brièvement &c.* Depuis il a esté inseré dans la Discipline au Synode de Vitry 1583. comme a esté dit sur l'article precedent.

Au Synode de Gergeau est déclaré particulièrement le lieu ou doit estre placé ce formulaire, 15 auoir au commencement de l'article 8. Et au Synode de Tonneins 1614. Il est touché dans les termes exprés esquels il est à present conceu.

Depuis ces paroles & fidèlement aquiter celles qui suivent, soit faite une briefue priere &c. jusques à la fin de l'art. ont esté adjoustées au Synode de saint Maixant 1609. article 4. des Obl. sur la Discip.

Au Synode de Montpellier 1598. Ont esté exhortées toutes les Eglises d'observer les articles qui regardent la reception des Pasteurs avec le formulaire de l'imposition des mains, à péni. de censures contre les refractaires, art 2. des obl. sur la Discip.

Le Synode de Gap 1603. Veut que les Eglises suivent une mesme forme en l'imposition des mains des Pasteurs, par laquelle celui qui est receu sera à genoux, & se fera ladite imposition au jour du dimanche, ou autre jour d'Assemblée solennelle. Est aussi condamnée la coustume de ceux qui font monter dans la Chaire celui auquel les mains sont imposées, comme celle des Eglises où l'imposition des mains se donne par un autre que celui qui a presché.

Quand à ce qui regarde la main d'association. Le Synode de Tonneins 1614. Sur la proposition des deputez de Bourgogne en interpretation de cet article, a jugé que la main d'association ne doit estre donnée à ceux qui sont esleus au Ministère qu'immediatement apres l'ordination, & que leur accordant la sance aux Colloques ou Synodes, on ne doit encores les admettre à y donner leur voix decisive.

I X.

Ceux qui seront éleus signeront la Confession de Foy arrestée entre nous, & la Discipline Ecclesiastique, tant és Eglises où ils seront éleus qu'en celles où ils seront enuoyez.

OBSERVATIONS.

L'orde de faire signer la Confession de Foy à ceux qu'on reçoit Pasteurs fut pris dès le Synode de Paris 1559.

Au Synode de la Rochelle 1571. Fut adjousté, Et la Discipline Ecclesiastique,

Au Synode de Gap 1603. article 3. des observations sur la Discipline cet article est soigneusement recommandé, & à cette fin est enjoint à tous Synodes Provinciaux, Colloques, & Consistoires d'avoir une copie tant de la Confession de Foy, que de la Discipline.

Au Synode de Prius 1611. Il fut enjoint à tous Pasteurs servans, & aux Proposans qu'on receuroit, de signer vn certain article touchant la maniere de nostre Iustification. Cette matiere ayant esté remise sur le tapis au Synode de Tonneins 1614. Elle fut esclaircie & couchée d'autre façon quelle n'avoit esté au Synode precedent.

Au Synode de Charenton 1644. Il fut dressé vn acte au sujet du peché originel, & fut enjoint à tous les Colloques, & Synodes qui procederoient à la reception des Escoliers, pour servir au S. Ministère, de les obliger à la signature de cet acte.

X.

Les Ministres ne seront élus sans leur assigner vn certain Troupeau, & seront propres aux Troupeaux qui leur auront esté assignez, & ne pourra vne Eglise pretendre droict sur vn Ministre en vertu d'une promesse particuliere faite par luy, sans le Colloque ou Synode Prouincial.

OBSERVATIONS.

Le commencement de cet article est du Synode d'Orleans 1562. article 4. obl. sur la Discipline. Confirmé au Synode de Lion 1563. article 8. des faits Gen. en ces termes. *Quand aux Proposans quand ils seront receus au S. Ministère, certain Troupeau leur sera assigné, pour y demeurer tousiours, l'autorité demeurant aux Synodes, de changer les Ministres pour de certaines considerations avec le consentement des Eglises suiuant la Discipline.* Cecy a esté depuis recommandé au Synode d'Alençon 1637.

Ces paroles. *Et ne pourra vne Eglise &c.* jusques à la fin, sont de Figeac 1579.

Et sur ce que plusieurs au preiudice de cet article ne s'engageoient aux Eglises, en leur reception, qu'à temps seulement. Au Synode de Gergeau 1601. Fut resolu qu'en imposant les mains aux Ministres on ne les enuoiara plus pour vn an à certaine Eglise : mais que la forme prescrite en la Discipline sera étroitement suivie. Cela mesme fut confirmé au Synode de la Rochelle 1607. qui porte que, pour obuier aux contentions qui suruiennent entre les Eglises pour les Pasteurs qui se donnent à temps, & reseruent en leur reception le droit pretendu de se retirer quelque temps apres : les Prouinces sont exhortées de garder inuiolablement cet article & ne recevoir aucun Pasteur sans luy assigner vn certain Troupeau auquel il demurera propre. Et depuis au Synode de Vitry 1617. Sur la remontrance faite par les deputez de Normandie est ordonné que désormais aucun Pasteur, qui aura affecté son Ministère à quelque Eglise, ne pourra s'en departir sans l'aduis du Colloque ou Synode, qui y aura tel regard qu'il sera expedient. Et c'est pour cela qu'au Syn. d'Alençon 1620. Sur la demande de la Prouince d'Anjou, que doit faire vne Eglise ou Pro-

uince, lors qu'ayant vn Proposant capable d'estre employé, elle n'a le moyen de l'employer, & est requise par vne autre Prouince de le luy prestre. La Compagnie ordonne *que nul ne soit enuoyé sans luy assigner un certain Troupeau, qui luy soit propre. Que si l'Eglise, ou Prouince n'a moyen d'employer le-dit Proposant, elle le pourra ceder charitablement à l'Eglise qui le demandera, à laquelle il demeurera propre.* Et au Synode de Loudun 1659. Plaintes ayans esté portées contre vne Prouince comme ayant contreueu à cet article en receuant quelques Pasteurs sans leur assigner vn Troupeau, & sans auoir pris connoissance d'un fonds assuré pour l'entretien du Ministère es lieux où ils les ont enuoyez. La Compagnie à jugé *ladite Prouince digne de censure, & ordonne que le reglement sera exactement obserué par toutes les Prouinces, dont on vendra compte au Synode National.* Ce mesme Synode improue la custume d'une autre Prouince d'enuoyer des Pasteurs aux Eglises pour une année d'épreuue, & par provision, luy enjoignant de se conformer désormais à la pratique des autres Prouinces, & aux reglemens de la Discipline. Et en suite fait vn reglement general conçu en ces termes. *La Compagnie ayant esté aduertie qu'en certaines Prouinces on donne des Pasteurs pour un an aux Eglises pour les éprouuer, & qu'on apporte trop de facilité au changement desdits Pasteurs, blasme tels desordres, & enjoins à toutes les Prouinces de se conformer au reglement du Synode de Gergeau (ci dessus rapporté) ce qui sera notifié à toutes les Eglises par la lecture du present acte.* Tout cela monstre combien les Synodes ont eu à cœur d'affec-
ter en propre les Pasteurs à leurs Troupeaux. Mais pour ce que l'on passe souuent d'une extremité à l'autre, quelques Prouinces ayant voulu exiger serment des Proposans qu'elles receuoient, de ne se departir jamais du seruice du Troupeau qui leur estoit assigné, pretendans estre autorisées en cela par tous ces reglemens. Le Synode de Charençon 1644. improue cette pratique, & fait ce reglement. *La Compagnie interdit à toutes Prouinces de tirer au prejudice du droit des Synodes Nationaux, & de l'edification commune des Eglises, serment des Ecoliers qu'ils ne se departiront jamais du seruice de l'Eglise & Prouince en laquelle ils sont premierement receus au Ministère de l'Euangile.*

X I.

Ceux qui seront élus au Ministère, doiuent entendre qu'ils sont en cette charge pour toute leur vie, s'ils ne sont dechargez legitiment pourbonnes & certaines considerations, & ce par le Synode Prouincial.

OBSERVATIONS.

Le commencement de cet article est du Synode de Paris 1559. Ces paroles *s'ils ne sont dechargez &c.* jusques à la fin, sont du Synode de la Rochelle 1571.

Au Synode de Lion 1563. Vn Ministre de Normandie est censuré pour auoir de soy mesme quitté le Ministère.

Le Synode de Paris susdit a djouste cette reflexion sur l'article. *Quant à ceux qui sont appellez pour quelque temps, auxquels on auroit fait promesse d'inter-*

mission pour certaines causes, il sera avertis de pourvoir à l'Eglise où ils sont, afin qu'ils fassent leurs affaires : mais si les Eglises ne pouvoient pourvoir au Troupeau sinon par eux, il ne leur sera point permis d'abandonner l'Eglise pour laquelle Jesus Christ est mort.

XII.

La Charge des Ministres est principalement d'evangéliser & annoncer la parole de Dieu à leurs peuples, & seront exhortez de s'abstenir de toute façon d'enseigner estrange & non convenable à edification, & se conformer à la simplicité & stile ordinaire de l'Esprit de Dieu, se donnans garde qu'il y ait chose aucune en leurs Predications qui puisse apporter prejudice à l'honneur & autorité de l'Ecriture sainte. Ne prescheront sans avoir pour subject de tout leur propos un Texte de l'Ecriture sainte, qu'ils suivront ordinairement : & du Texte, ils en prendront & exposeront le plus qu'ils pourront, s'abstenans de toutes amplifications non nécessaires, de digressions longues & sans occasion, d'un amas de passages de l'Ecriture hors le besoin, & d'un recit vain de diverses expositions. N'allegueront que bien sobrement les escrits des anciens Docteurs, & beaucoup moins les histoires & Auteurs prophanes. Ne traiteront aussi la Doctrine en forme scholastique, ou avec mélange des langues. Bref fuiront tout ce qui peut servir à ostentation, ou en donner soupçon en quelque sorte. A quoy les Consistoires, Colloques & Synodes tiendront la main soigneusement.

OBSERVATIONS.

Cet article estant de la dernière importance, puis qu'il s'y agit de la principale fonction du Ministère, les Synodes l'ont aussi & plus loigneusement & plus fréquemment recommandé qu'aucun autre.

Au Synode

Au Synode de St^e. Foy 1578. Quand à la façon de traiter l'Ecriture, les Ministres seront exhortez d'exposer & interpreter le plus de texte &c. qui sont à peu près les termes mêmes de l'article jusques à ceux-ci, ne traiteront aussi &c. Ce Synode mêmes rend la raison de la défense des citations des Docteurs anciens, sçavoir afin de laisser à l'Ecriture son autorité.

Au Synode de Gergeau 1601. Les Synodes Prouvinciaux, Colloques, & Consistoires sont chargez de tenir la main à l'observation exacte de cet art. Et y sont adjoustez ces mots, que l'on ne traitera point la doctrine en forme de disputes Scholastiques, & qu'on se gardera du mélange des langues. Item que les Pasteurs prendront un texte de l'Ecriture Sainte qu'ils suivront ordinairement.

Le Synode de Gap. 1603. Enjoint à tous les Synodes Prouvinciaux, Colloques, & Consistoires sous tres grieues penes d'avoir l'œil sur les Pasteurs qui contraignent à cet article, comme aussi sur ceux qui s'esloignent des expositions conformes à la parole de Dieu, & se laissent emporter à celles des Peres ou Scholastiques, s'entendans en allegories, & entremeslans des discours Philosophiques, produisant les livres des Peres en la chaire, ou mesme qui au temps de Cavefmo ou semblables saisons prenent les mesmes textes que les Predicateurs de l'Eglise Rom.

Au Synode de la Rochelle 1607. article 5. Sur la Discip. cet arresté du Synode de Gap est estroitement recommandé, & pour le bien pratiquer l'advenir est enjoint qu'e^x censures qui se font e^x Consistoires, Colloques, & Synodes, on s'enquerra diligemment de la tradition, & façon de prescher de chacun Pasteur, & on tirera serment de ceux qui en seront enquis pour dire ce qu'ils en sçavent, & afin qu'ils puissent mieux respondre sur chaque point on lira ledit article de la Discipline.

Au Synode de St. Maixant 1609. art. 5. Sur la Discip. Est enjoint aux Prouvinces de rapporter en bonne conscience aux Synodes Nationaux le deuoir que sont les Pasteurs de tenir la forme des saines paroles en la predication de la parole de Dieu.

Le Synode de Prius 1612. Sur celuy de St. Maixant recommande aux Prouvinces sous pene de censures de veiller diligemment sur les Pasteurs qui ne preschent saine doctrine, & usent de façons de parler esloignées de la simplicité de l'Ecriture, ou mesme de sentences Latines, Grecques & Hebraïques, & meslent trop d'histoires prophanes, & sont les deputez des provinces au prochain Synode National tenus de charger leurs memoires du deuoir qui y auront fait les Prouvinces.

On peut rapporter à cet article ce qui a esté articlé dans les Synodes Nationaux au sujet des affaires politiques.

Le Synode de Vitry 1617. Defend à tous Pasteurs de prescher leur propre sentiment en choses politiques contre les resolutions des Assemblées generales, & enjoint aux Consistoires, Colloques, & Synodes Prouvinciaux, de veiller soigneusement sur tels Pasteurs, & les poursuivre par toutes censures Ecclesiastiques, mesmes jusques à suspension de leur Ministère, semblable jugement est fait des Pasteurs qui s'entrechoquent en leurs predications sur ces matieres.

Le Synode d'Ales 1620. Sur celuy de Vitry en ce qui regarde cet article, & la remonstrance qui y fut faite de quelques Pasteurs, qui avoient contrevenu audit arresté en l'assemblée de Loudun, ne voulut pas entrer en l'Examen du paillé pour estouffer toute semence de division. Mais pour l'advenir defend à tous Pasteurs de mesler en leurs predications, qui ne doüent avoir pour matiere que la parole de Dieu, aucuns discours d'affaires politiques, sous pene à ceux qui y contreviendront d'en courir toutes sortes de censures, voire jusques à suspension du St. Ministère, comme exposans à opprobre l'Eglise de Christ, à quoy les

Prouinces prendront soigneusement garde, pour en demander compte à leurs Deputez au retour des Assemblées generales, aussi bien que de ceux qui s'ingerent d'en traiter en leurs escrits.

Le Synode de Charanton 1623. ordonne que l'art. de Vittré reiteré au Synode d'Ales sur ce sujet, soit leu dans les Consistoires, & chargé les Synodes Provinciaux de tenir la main à l'exécution d'iceluy. Et le mesme Synode article 11. des Faits part. sur quelques remontrances faites par les deputez de l'Isle de France pour empescher toute diuision dans les Eglises, & maintenir la saine Doctrine. Enjoint à tous Pasteurs, soit dans leurs escrits, soit en leurs exhortations, de se contenir dans la simplicité Chrestienne, retrancher de leurs predications & escripts toutes questions curieuses, & de s'opposer à tous ceux qui entreprennent de choquer le sentiment de nos Docteurs. Et particulièrement de ceux du Ministère desquels Dieu a voulu se servir pour establir la reformation, & rapporter tous leurs enseignemens à la paix de l'Eglise, & à l'edification des consciences.

Au Synode d'Alençon 1637. est fait vn reglement fort exact, de la façon dont on aura à se gouverner dans les predications, leçons, & clerits, au sujet des diuers sentimens que l'on pourroit auoir sur le fait de la Doctrine, ne voulant pas qu'on se departe de la simplicité de l'Escriture sainte & des declarations communes de la creance orthodoxe fondée sur icelle, & approuuée par les Synodes Nationaux, notamment de Charanton 1623. mesmes d'user d'expressions nouvelles, & sujettes à mauuaise interpretation, de disputer sur telles questions & interpretations contentieuses: les uns contre les autres par escrits polemiques. Ce reglement est fort ample & regarde particulièrement ceux qui ic meslent d'escrire dont est parlé en l'art. xv. cy-dessous. Cet arresté est le 7. des faits generaux d'Alençon.

En eclaircissement de ce qui regarde en cet article de la Discipline l'ordre donné aux Pasteurs de prendre pour sujet de leurs predications ordinaires quelque liure de l'Escriture sainte pour l'exposer de suite. Le Synode de Charanton 1644. Declare que l'intention des Synodes Nationaux qui ont arresté cet article n'a nullement esté d'empescher que les Pasteurs n'edifient leurs Eglises par l'exposition de quelques lieux de l'Escriture choisis expres pour les jours extraordinaires, comme des Cenes: n'y d'imposer aucune necessité de suivre l'interpretation du mesme liure, qui a serui de sujet à la predication du dimanche, des jours sur semaine, esquels la plupart du peuple attaché à ses occupations domestiques, ne peut assister à la predication, attendu qu'il seroit priué de sa principale edification; mais de laisser pour ce regard chacun des Pasteurs en sa liberté. On peut rapporter à cette liberté ce qui a esté arresté au Synode de Vittré 1583. art. 20. des Faits generaux, sur la question faite par les deputez de Poitou, s'il est expedient que les Ministres aillent visiter les malades de Peste, qui est que la Compagnie laissant cela à la prudence des Consistoires est d'aduis cependant que le Ministre voyant le danger approcher, prepare son Eglise en ses predications ordinaires à patience par consolations spirituelles prenant quelque texte propre pour cet effet.

Le Synode de Loudun 1659. Sur la requisition des deputez de Berri à ce que la Compagnie interpose son autorité, pour obliger ceux qui preschent l'Euangile à le retenir dans la simplicité recommandée par l'Apostre, & bannir de leurs predications toutes affectations & vanitez, & jugé qu'il ne se pourroit rien ordonner de plus judicieux, ni de plus saint que ce qui est porté par cet article de la Discipline, & les reglemens des Synodes precedens, seulement en

recommande l'observation exacte à tous Pasteurs, & enjoint aux Consistoires, Colloques & Synodes de veiller soigneusement sur ceux qui y contreviennent &c.

On peut encore rapporter à cet article l'arrêté du Synode de Saumur 1596. qui sur la requête des députez du bas Languedoc à ce que nul Pasteur n'expose l'Apocalypse sans l'advis de son Colloque, à résolu que telle exposition ne s'entreprendra sans l'advis, & conseil du Colloque, ou Synode Provincial.

XIII.

Les Eglises sont averties de mettre en usage plus frequent le Catechisme, & les Ministres de le traiter & exposer par interrogations & réponses succinctes, simples & familières, s'accommodans à la rudesse du peuple, sans entrer en long discours des lieux communs: mesme ce sera le devoir des Ministres de catechiser chacun en son Troupeau, une ou deux fois l'an, & exhorter un chacun de s'y ranger soigneusement.

OBSERVATIONS.

Pource que la cognoissance de la verité qui s'acquiert par une soigneuse instruction de la jeunesse, est souverainement requise pour s'affermir dans la profession de la vraie religion, les Synodes ont eu de tout temps en une singuliere recommandation l'observation exacte de cet article.

Des le Synode de Lion 1563. Sur la proposition, Sçavoir si les fidelles au dessous de dix ans seront receus à respondre au Catechisme, il est dit que les Ministres regarderont prudemment à ce qui est bien seant pour l'edification. Au mesme Synode de Lion sur la question proposée, sçavoir si aux lieux où on presche en un temple la parole de Dieu à son de cloche, il est expedient qu'en certaine chambre dudit lieu, tant hommes que femmes s'assemblent à heures certaines, à ce que suivant l'ordre de la lecture des verets de chacun Chapitre de la parole de Dieu, à l'interrogation du Ministre les uns & les autres tant hommes que femmes respondent en interpretant le sens de l'auteur. A esté respondu que cet ordre est de mauvaïse & dangereuse consequence, & que le Ministre du Croisil s'y est justement opposé, parquoy les Eglises seront averties de n'introduire une telle façon.

L'Article ainsi qu'il est presentement couché dans la Discipline fut dressé au Synode de 5^{te} Fev. 1578.

Touchant le formulaire du Catechisme qu'il faut suivre, il fut dit au Synode de Vitry 1583. Que les Provinces viendroient preparées au prochain Synode pour adviser s'il faut retenir le Catechisme de M. Jean Calvin, ou en prendre un autre plus brief, ou prendre seulement le Symbole, l'oraison Dominicale, & les Commandemens pour le sujet du Catechisme.

Au Synode suivant qui est celui de Montauban 1594. Sur la proposition faite par les députez de Maintonge selon la resolution prise au Synode de

Vitré, a esté attesté que l'on retiendra le formulaire de M. Caluin, & qu'il ne sera permis aux Ministres d'en exposer d'autre : mais toutefois qu'on sera ceste exposition par réponses & demandes familières, & quand aux Catechismes généraux qu'on fait annuellement deuant la Cene on Catechisera tous le peuple sans exception, selon l'ordre que chascune Eglise trouvera estre le plus expédient.

Au Synode de Saumur 1596. cette proposition fut encore remise sur le tapis par Monsieur Merlin, & les Prouinces chargées derechef d'en venir preparées au prochain Synode, & que cependant ne sera rien innoué en la pratique ordinaire. Ce qui a esté suivi, car cette affaire n'a pas esté examinée ex Synodes immédiatement suivans : Mais au Syn. de Gap 1601. Il est dit que la forme des Catechismes tiendra selon qu'il est pratiqué en l: pluspart des Eglises, & ceux qui au lieu d'icelle proposent un texte de l'Escripture sainte pour y accommoder le Catechisme, seront exhortés de ne rien innouer, mais se ranger à l'ordre commun. Et quand aux Catechismes généraux, qui se font deuant la celebration de la Cene en public ou en particulier, Il est laissé à la discretion des Pasteurs, & des Consistoires d'examiner vn chacun des particuliers es non, selon l'utilité qu'on jugera en pouuoir veüir.

Au Synode de Vitré 1617. Il est ordonné que l'usage du Catechisme soit frequent en toutes les Eglises, & que l'exposition qui s'en fera par discours des Pasteurs, en demandes & réponses, soit laissée à la liberté des Consistoires selon la capacité des enfans qui se trouveront en chascune Eglise.

Le Syn. d'Ales 1620. réitère cette injonction de l'usage frequent des Catechismes comme tres-vtile & necessaire, & ordonne aux Prouinces d'en rendre compte au prochain National.

Le Synode suivant de Charenton 1623. réitère la mesme injonction, & le mesme ordre aux Prouinces. Et surce que la Prouince de Normandie requit qu'il fut fait vn reglement qui obligeast les Pasteurs de visiter à certain temps de l'année toutes les familles de leur Troupeau, pour cognoistre le profit qu'elles font en la pieté, & les exhorter à icelle. Le Synode ne jugeant pas à propos de faire vn nouveau reglement là dessus, Exhorte neantmoins les Pasteurs & les Consistoires de veiller soigneusement sur les Troupes qui leur sont commises, suivant la parole de Dieu, & l'exemple de ceux qui ont esté fidèles en sa maison. Et le Synode de Castres 1626. enjoint expressement à toutes les Eglises ceste pratique.

Au Synode de Charenton 1644. Il est dit que, Veu qu'il y a plusieurs des plus grandes Eglises de ce Royaume l'edification commune a requis que les Catechismes de tous les dimanches se traitent par lieux communs, & non par questions, & réponses familières : & que pour faciliter l'instruction de ceux qui ne sont auancez en cognoissance, elles ont substitué des Catechismes extraordinaires à certains jours precedant les Cenes. Leur usage estant approuué, toutes les autres sont exhortées à se conformer à l'ordre prescrip par la Discipline, autant que Dieu leur en donnera le moyen. Et en cas qu'elles ne puissent catechiser les enfans de dimanche en dimanche, choisiront certain jour sur semaine pour cela, sur tout auant les Cenes. Les Synodes Prouinciaux demeurans chargés du deüoir fait en cela en chascune des Eglises particulieres de leur ressort, pour en respondre au National prochain.

Suivant quoy au Synode suivant de Loudun 1659. Il est dit que d'autant que la pieté, & la sanctification dependent de la droite cognoissance des mysteres de la religion, la Compagnie confirmant l'arresté du dernier Synode National de Charenton qui porte cecy. Il est ordonné qu'il sera exactement observé en toutes les Eglises qui prendront entr'elles les ordres qu'elles jureront les plus propres en esgard à leur estat particulier, pour l'instruction des fideles. Qu'en toutes celles où il

se fait deux predications le dimanche, on emploiera la dernière à expliquer le Catechisme par lieux communs, en s'accommodant à la capacité des plus foibles, en tous les temples des Villes où il y en a plusieurs: Exhorte les Eglises où il y a des predications tous les jours de faire ce qu'elles pourront pour en changer quelques unes en des Catechismes familiers, & celles qui sont plus populeuses, & dispersées en divers quartiers des s'efforcer pour entretenir un homme capable d'instruire les enfans en tous les quartiers des villes & de la campagne, ou du moins de choisir pour Anciens en chaque quartier des personnes qui aient la capacité, & la volonté de rendre ce bon service à l'Eglise de nostre Seigneur: Et les peres & meres d'avoir un soin particulier de l'instruction de leurs enfans, en les enseignant eux-mêmes, ou les commerçant à des maîtres, qui les forment à la pieté dès leur bas âge. Enjoint aux Colloques & Synodes de prendre tous les ans connoissance de l'ordre qui sera observé par les Pasteurs & Consistoires; & en cas qu'il s'y trouve quelques difficultés, elle donne l'autorité aux Synodes Provinciaux d'en juger: Et ce qui sera par eux ordonné sera exécuté nonobstant & sans préjudice de l'appel jusques au Synode National, auquel du tout sera rendu compte. Et afin que les Pasteurs puissent s'acquiescer plus soigneusement de cette partie si nécessaire de leur Ministère & avoir le temps de s'appliquer à l'estude, & se mieux préparer pour leurs actions publiques, afin de donner plus de satisfaction à leurs Auditeurs par l'exposition claire, judicieuse, & solide de l'Ecriture, les Eglises où les Ministres sont obligés à faire plus de deux actions publiques par semaine sont exhortées de leur donner la moyen de les rendre plus complètes, & de s'appliquer plus utilement à l'instruction de la jeunesse par des Catechismes familiers en les déchargeant d'une partie de leurs exercices; à quoy les Colloques & les Synodes sont obligés de prendre garde, à ce que les Pasteurs & les Troupeaux fassent ce qui est le plus utile pour l'edification du peuple & la gloire de l'Evangile.

Au même Synode sur l'appel interjeté par l'Eglise de Xaintes de l'acte du Synode de la Prouince de Xaintonge tenu à Cozes en Juin 1659. par lequel sur ce qu'il a esté informé qu'outre le grand Catechisme ordinaire qui se fait tous les Dimanches, on en fait un autre par demandes familières aux enfans entre le preche du matin & ledit grand Catechisme, cette pratique n'estant pas suivie par les autres Eglises de ladite Prouince; a esté exhortée ladite Eglise de Xaintes de se ranger à l'ordre, & garder l'uniformité, La Compagnie se sentant obligée de louer le zele & la diligence de l'Eglise de Xaintes à pourvoir à l'instruction de ceux qui sont commis à sa charge: Luge qu'il eust esté à desirer que ladite Prouince l'eust laissée en sa liberté, on qu'en lui donnant aduis sur la difficulté qu'elle a rencontré en l'ordre que ladite Eglise a establi au milieu d'elle pour le temps qu'elle a choisi pour ses Catechismes, elle en eust elle-même pris quelqu'un propre pour produire le même fruit, & qui eust esté exempt des inconveniens qu'elle a trouvé en celui de ladite Eglise, auquel elle eust peu se conformer; Exhortant ladite Eglise & toutes les autres de s'affermir en ce loüable dessein de procurer de toute leur puissance l'instruction des particuliers selon le reglement establi en cette assemblée.

XIV.

Les Ministres avec leurs familles feront actuelle residence en leurs Eglises, sur peine d'estre deposez de leur charge.

OBSERVATIONS.

Des le Synode de Montauban 1594. Il fut dit que les Colloques & Synodes veilleroient à ce que les Pasteurs residassent en leurs Eglises tant que faire se pourroit. art. 10. des Faits Gen.

Au Synode de Gap 1603. art. 2. des Faits Gen. Tous les Pasteurs essans obligés de résider en leurs Troupeaux. Il est enjoint à ceux qui demeurent hors leurs Eglises de s'y retirer dans un mois après l'a lucretissement, qui leur en sera fait, à peine de suspension de leur Ministère, dont les Deputez donneront adieu à leurs Provinces incontinent après leur retour; afin que les Synodes Provinciaux y tiennent la main. Ce qui fut confirmé dans un fait part. au 1. art. des Faits part. caliers de la Rochelle 1607.

Le Synode de Prius 1612. conformément à ces reglemens ordonne de la censure de quelques particuliers qui y ont contrevenu, art. 5. des Faits part.

Le Synode de Vittré 1617. ordonne en l'art. 40. des faits Gen. que cet article soit observé en toutes les Provinces. Et d'autant qu'il estoit apparu de la contrauention en quelques-vnes, il est enjoint à tous Pasteurs d'aller faire résidence actuelle avec leurs familles sur les lieux où sont leurs Eglises dans trois mois après la signification de cet arresté: Et en cas de desobéissance ordonne qu'ils seront suspendus du St. Ministère, les Colloques & Synodes sont aussi exhortés d'y tenir la main & pourvoir les Eglises d'autres Pasteurs, qui s'obligent à résider sur les lieux. Et le Consistoire de Montauban chargé de faire sçavoir aux Eglises la suspension de leurs Pasteurs, & la liberté qu'elles ont de se pourvoir d'autres selon les regles de la Discipline Ecclesiastique: & le prochain Synode National sera averti du denoir que les Provinces auront fait en cet endroit. Le Synode suivant d'Ales 1620. sur ladite injonction, après la lecture des lettres de quelques Ministres coupables d'avoir violé ce reglement, & avoir ouï les deputez de leur Prouince. La Compagnie les jugeant coupables de rebellion à la Discipline, de mépris des Syn. Nat. de desertion de leurs Troupeaux, & usurpation du St. Ministère après la sentence de suspension au sujet de leur desobéissance. Censure la Prouince du support qu'elle a eu pour eux, & confirme les sentences prononcées contre eux, un seul excepté, à cause de sa grande vieillesse & des loüables services qu'il avoit rendus dans la vigueur de son âge.

Au Synode de Charenton 1623. l'article fut inséré dans le corps de la Discipline, en ces mots. Les Ministres feront résidence dans leurs Eglises sur peine d'estre deposez de leurs charges. Mais au Synode de Castres 1626. Il fut couché dans les mêmes termes esquels nous l'avons à présent. Et en conséquence est faite injonction à tous les Pasteurs du haut Languedoc d'y obéir à peine de deposition, & aux Synodes Provinciaux de répondre au National du denoir qu'ils auront fait de reprimer les desfaillans. Au même Synode quelques Pasteurs particuliers sont exceptez de cette severe injonction à cause du pitoyable estat de leurs Eglises, en attendant que Dieu leur donne quelque moyen de se rétablir. Et au Synode de Charenton 1631. Le Colloque d'Albigeois est exhorté de tenir la main à l'exécution de l'arresté de Castres, & censurer en l'autorité de la Compagnie les contrauenans à cet art. de la Discipline.

Et dans les faits particuliers du même Synode est faite tres expresse injonction à un Pasteur parti. à la résidence à faute dequoy sa Prouince procederoit contre luy selon la Discipline. Même ordre est pris pour un autre particulier au Synd. d'Alençon 1637. Un autre dans le même Synode nonobstant la dispense

qu'il en auoit obtenu de la part du Synode de l'Isle de France où estoit son Eglise. Est obligé d'y demeurer, & neantmoins l'Eglise exhortée de luy accorder quatre mois chacun an pour vacquer à ses affaires en sa maison sans qu'il discontinuë ses exercices.

Au Synode de Charenton 1644. La pratique de cet article est recommandée à toutes les Prouinces qui auront inspection mutuelle les unes sur les autres, & répondront respectiuement du deuoir par elles fait au Synode Nat. prochain.

Enfin au Synode de Loudun 1659. Les Prouinces ayans rendu compte du soin qu'elles prenent d'obliger les Pasteurs à la résidence au milieu de leurs Troupeaux. La Compagnie confirmant les reglemens precedens sur ce sujet enioint à tous les Syn. & Colloques d'y tenir la main, & d'y proceder selon la cognoissance exacte qu'ils prendront de l'estat des Eglises, & des Pasteurs, avec charge de proceder par toutes sortes de censures contre ceux qui se trouueront refractaires.

XV.

Ceux auxquels Dieu a donné des graces pour escrire, sont aduertis de le faire d'une façon modeste, & bien seante à la Majesté de Dieu; consequemment de n'escrire d'une façon ridicule & iniurieuse: laquelle modeste & grauité ils garderont aussi aux Predications ordinaires. Seront choisis par les Prouinces ceux qui auront receu les graces d'escrire, & s'il aduiant que quelques Liures se publient contre la vraye Religion, ils leur seront enuoyez, afin d'y respondre, estant deputé un Colloque en chacune Prouince, qui ait le soin de prendre garde à ce qui sera escrit & publié, pour en departir les copies.

OBSERVATIONS.

Au Synode de Paris 1565. art. 27. a esté dressé cet article de la Discipline, jusques à ces mots. Seront choisis par les Prouinces &c.

Au Synode de Gap 1603. Il est dit que, Ceux des freres qui auront remarqué quelque chose censurable &c. escrits des Ministres en aduertiront les Synodes Prouinciaux, qui se conuoyeront au plus tost apres le depart de cette Assemblée. Conformement à cet arreste fut viuement censuré vn Pasteur particulier au Synode de la Rochelle 1607. pour auoir entrepris d'escrire sans charge & contre les reglemens de la Discipline & ordonné que le liure seroit supprimé, & Messieurs de Geneue remerciés d'en auoir arresté les Copies, & priés de l'abolir du tout pour l'auenir.

A ceci se doit rapporter ce qui a esté cité ci dessus du Synode de Cha-

ranton 1623. sur l'article 12. Comme pareillement ce qui a esté rapporté sur le même art de la Discipline du Synode d'Alençon 1637. au sujet tant des predications que des écrits.

Le Synode d'Ales 1620. ordonne que cet art. de la Discipline soit leu en toutes les Consistoires, pour remédier au scandale qui vient de la contravention de quelques Pasteurs audit art. & que les Consistoires en rendent compte aux Colloques & Synodes Provinciaux & ceux aux Nationaux.

Et quand à ce qui concerne l'autre partie de l'art. qui est touchant les réponses qui se doivent faire aux écrits faits cõtre la Religion. Le Syn. de Nismes 1572. ordonne que le Syn. de Languedoc depute deux ou trois de ceux qu'il estimera plus propres pour escrire & faire réponse aux écrits des aduersaires, & qu'ils seront aduertis de se porter en cette rencontre selon l'art. de la Discipline sur ce fait.

Au Synode de Montauban 1594. art. 1. des Faits Gen. Il est dit qu'en chaque Prouince seront choisis personnes propres, pour répondre aux écrits des aduersaires sans toutefois oster la liberté aux autres freres d'y employer les dons & graces que Dieu leur aura départies, le tout aux fraix de la Prouince ou ladite réponse sera faite. Et quand à ceux qui s'ingèrent de faire imprimer des liures sans au preable les auoir communiquez aux Colloques, ou Synodes suiuant la Discipline seront grieuement censurez, & leurs écrits supprimez.

Au Synode de Gergeau 1601. A esté ordonné que ceux qui par le Synode National seront chargez de répondre aux écrits des aduersaires, seront remboursez des fraix faits pour l'impression sur le General des deniers octroyez par sa Majesté pour les Eglises de ce Royaume : mais ceux qui en sont chargez par quelque Prouince, ladicte Prouince pouruoirà leur remboursement.

Au Synode de Charenton 1623. La Prouince de Dauphiné requerant que le Synode donne charge à quelques personnes choisies de faire des recueils des escripts des Peres pour les controuerses & histoire Ecclesiastique. Le Synode veu la multitude des liures publiez sur telles matieres & les recueils cy-deuant faits par diuers Docteurs orthodoxes, ne juge point necessaire de charger quelqu'un en particulier d'un tel labour, exhortant neantmoins tous ceux à qui Dieu a donné des dons de les employer à dresser l'histoire Ecclesiastique, ou traiter les Controuerses, ou commenter l'Escripture selon que l'edification de l'Eglise le requerra.

Et au Synode de Charenton 1631. Il est dit que, désormais les deniers appartenans aux Eglises ne seront d'aueru à l'impression des liures de ceux qui auront escrit sans charge expresse du Synode National.

XVI.

Les Ministres ne pourront pretendre primauté les uns sur les autres.

OBSERVATIONS.

Cet art. est tiré du premier de la Discipline qui fut dressée à Paris en 1559.

XVII.

Les Ministres presideront par ordre en leurs Consistoires, afin qu'aucun ne pretende superiorité sur son compaignon,

compagnon, & ne pourra aucun d'eux bailler témoignage de chose importante, sans l'auoir premierement communiqué aux Ministres ses freres & compagnons.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode d'Orleans 1562. jusques à ces mots, *Et ne pourra &c.* Le surplus jusques à la fin touchant les témoignages, est du Synode de Vertueil 1567. art. 2.

On peut rapporter à cette 2. partie de l'art. ce qui a esté resolu au Syn. de Montauban 1594. Sur la proposition des Deputez de Xaintonge touchant les lettres qu'on eloit d'Eglise à autre, & de Colloque ou Synode à autre, scauoir que nulles lettres ne seront foy qu'elles ne soient signées d'un Pasteur, & d'un Ancien conjointement, ou de deux Anciens, là où il n'y a point de Pasteurs, & seront adressées aux Consistoires, ou particulièrement aux Pasteurs pour les communiquer prudemment aux Consistoires ou à quelque partie des Anciens selon l'occurrence des affaires. Ceci regarde aussi l'art. suivant.

XVIII.

On se gardera de la coûtume qui s'est trouuée en quelques lieux, de deputer certains Ministres par les Synodes Prouvinciaux pour visiter les Eglises. Estant suffisant l'ordre dont on a usé jusques icy pour auoir connoissance des scandales. Et est condamnée cette maniere de nouvelles charges & estats pour estre de dangereuse consequence, comme aussi sont reiectez tous noms de superiorité comme Anciens de Synodes, Surintendans, & autres semblables. Si seront les aduertissemens pour assembler les Colloques ou Synodes, ou des choses qui en dependent, adressez à une Eglise, & non à un certain Ministre ou autre particulier d'icelle. Que si d'aduenture ils estoient adressez à quelqu'un des Ministres ou Anciens pour quelques considerations, ceux qui les auront receus les apporteront au Consistoire, pour estre aduisé & delibéré sur iceux.

OBSERVATIONS.

Cet article est fondé sur le 13. du Synode d'Orléans 1561.

XIX.

Vn Ministre ne pourra avec le S. Ministère exercer la Medecine, ou la Jurisprudence, pourra toutesfois par charité donner conseil & assistance aux malades de son Troupeau, & lieux circonuoisins, pourueu qu'il ne soit diuertý de sa charge, & n'en tirera gain, excepté le temps de trouble & persecution, seulement quand il ne pourroit exercer sa charge en son Eglise, & ne seroit entretenu par icelle. Seront exhortez ceux qui seront ainsi vaquans à la Medecine, Jurisprudence, ou autre distraction, de s'en deporter, & s'addonner du tout à leur charge, & à l'estude des saintés Lettres. Et contre ceux qui ne voudront y obcir; les Colloques & Synodes sont aduertis de proceder par l'ordre de la Discipline. Comme aussi contre ceux qui s'occupent tellement à l'instruction de la jeunesse, que cela les peut empescher de vaquer à leur principale charge. A quoy les Synodes Prouvinciaux, Colloques & Consistoires tiendront la main, mesmes iusques à la suspension des Ministres.

OBSERVATIONS.

Il fut demandé au Synode de Poitiers 1660. Sçauoir si vn Iuge pouuoit exercer le Ministère avec la judicature. Aquoy le Synode répond que cela seroit supporté pour vn temps, & non approuué, pource que si le Ministère requier: soit l'homme, il se doit du tout, demettre de l'office de judicature.

Au Synode de Lyon 1563. Le frere N. sera exhorté par lettres de continuer son Ministère en renouant à la plaidoirie, & autres negotiations qui le desloignent de sa charge, & où il seroit rebelle, sera du tout deposé & retranché du Corps de l'Eglise.

Au Synode de la Rochelle 1571. Sont faites defenses aux Ministres d'exercer la Medecine ou autre estat, mesier ou vacation.

Au Synode de *St. Foy* 1578. Fut dressé l'article tel qu'il est couché jusques à ces paroles, *exercer sa charge en son Eglise.*

Ces paroles, *comme aussi ceux qui &c.* jusques à leur charge. Sont du Synode de Montauban 1594. Et ces dernières, *à quoy les Synodes &c.* jusques à la fin sont du Synode de Gerseau 1601. Le même adjouste par deux fois dans l'art. *La Jurisprudence.*

Ce même article fut confirmé au Synode de la Rochelle 1581. & sur ce que la Compagnie fut aduercie que quelques Ministres s'employoient plus à l'exercice de la Medecine qu'à leur charge. Il est ordonné aux Deputez de leur Prouince de les exhorter de se conformer audit article selon leur deuoir, & qu'autrement leur Colloque ou Synode procedera contre eux selon l'ordre de la Discipline.

Au Synode de Vitry 1583. aux appellations, Cet arresté est executé en la perfonne d'un des Pasteurs d'Angoumois.

Cependant au Synode de Montpellier 1598. art. 5. des appellations. Il est porté que. *En égard au peu d'assistance que recoit N. de son Eglise, & le long temps qu'il y sert. La Compagnie luy permet d'instruire la jeunesse confirmant par ce moyen le jugement du Synode du bas Languedoc.*

Le Synode de *St. Maixant* exhorte les Colloques & Synodes d'auoir l'œil sur les Pasteurs qui s'emploient à l'Alchymie pour les censurer griuement.

Le Synode d'Alès 1620. Sur la question de la Prouince de Dauphiné, si vn Ministre peut exercer la profession de la Philosophie avec le Ministère. Iuge que ces deux professions ne sont pas conuenables ensemble.

Cependant le même Synode declare qu'un Ministre peut estre Professeur en Theologie, & en langue Hebraïque, bien qu'il ne soit pas bien seant qu'il exerce la profession de Philosophie & de langue Grecque, (laquelle pour la plupart du temps est employée en l'exposition des auteurs Payens & prophanes), s'il n'est déchargé du Ministère: seront toutesfois les Professeurs en Theologie, & en langue Hebraïque, qui sont Ministres, reputés Pasteurs du lieu où ils seront, le consentement de l'Eglise y interuenant, & y prescheront la parole de Dieu à certains jours, estans deschargez au reste de l'administration de la Discipline Ecclesiastique, & des autres charges ordinaires du Ministère.

Et sur ce qu'au Synode de Charenton 1623. Les Deputez d'Anjou demanderent l'explication de cet arresté en ce qui concerne les Professeurs en Theologie & langue Hebr. qui sont Pasteurs. La Compagnie confirmant l'arresté d'Alès declare que les Eglises ne sont pas obligées à leur donner gages, ni à les employer à si frequens exercices que les Pasteurs ordinaires, remettant à la prudence & discretion des Consistoires de conuenir avec lesdits Professeurs touchant l'exercice de leur Ministère, & l'entretienement qu'ils iugeront raisonnable.

On peut rapporter à cet article ce qui a esté ordonné au Synode d'Alès susdit au sujet des Ministres qui se meslent des affaires Politiques, & se faisant deputer aux assemblées politiques & en Cour, chargeoient le Ministère de blâme, estoient detournez de leur vocation, & incommodoient grandement leur Troupeau. La Compagnie faisant defense à tous Pasteurs d'accepter à l'aduenir aucunes deputations en Cour, ni autres de la part des grands, ni vers les grands. Et quand aux Assemblées politiques, exhorte les Prouinces d'y deputer plustost par Colloques que par Eglises: prie l'Assemblée generale prochaine de confirmer ce reglement, & entant que faire se pourra de charger les Pasteurs des Assemblées Politiques. Est enjoinct aux Synodes Prouinciaux d'auoir l'œil sur les Pasteurs qui auront accepté telles deputations pour les poursuivre par censures seu-

nerus jusqu'à suspension de leur Ministère. Quo si les Synodes Provinciaux s'y rendent negligens, se Synode National en cognoistra.

X X.

Les Ministres exhorteront leurs peuples à garder modestie és accoustremens, eux mesmes en cet endroit & sous autres, se donnans en bon exemple, s'abstenans de toute brauerié en leurs habits, de leurs femmes, & de leurs enfans.

OBSERVATIONS.

Cet art. fut ainsi dressé au Synode de Paris 1565.

Au Synode de Priuas 1612. La Compagnie fut plusieurs plaintes des contrauentions à cet arresté, donne charge tres-expressé à tous les moderateurs des Colloques & Synodes Provinciaux de corriger tels excés par censures & repretensions, & que les refraictaires soient en l'autorité de la Compagnie suspendus de leurs charges, jusques à ce qu'ils ayent osté le scandale. Et afin d'y veüer de plus pres, on permet à tous particuliers, suivant la forme de la Discipline, d'aduertir leurs Consistoires des excés susdits, & en demander la correction, laquelle déniée, ils se pourront adresser aux Colloques pour en tirer censures, & contre ceux qui les supporteront en leurs defauts. Même reglement fut reiteré à Ales 1620.

Le Syn. de Charanton 1623. Enjoint aux Consistoires de lire le reglement fait sur la modestie des habits des Pasteurs, & de leur famille. Enjoint de p'us aux Colloques & Synodes de tenir la main à ce que ladite lecture se fasse annuellement, & d'en rendre compte au prochain Synode National.

Le Synode de Loudun 1659. reiteré ce reglement, & veut qu'il soit religieusement obserué, & en dans les Consistoires.

Et d'autant que l'ordre que les Synodes veulent que les Ministres obseruent dans leurs familles pour l'edification publique depend en bonne partie des femmes qu'ils epousent, on peut rapporter à cet article le reglement qui fut pris à ce sujet au Syn de Lion 1565. en ces mots. Touchant les Ministres qui causent du scandale en contractant des mariages trop inegaux. Le Synode est d'aduiz que les Consistoires procedent par censures contre ceux qui faillent en cet égard.

X X I.

On suppliera les Princes & autres Seigneurs suiuaus la Cour, qui ont ou voudront auoir Eglise dressée en leurs maisons, de prendre leurs Ministres des Eglises deuëment reformées, & où il y en aura plus d'un avec suffisante assurance de leur legitime vocation, & par le

congé des Colloques ou Synodes. Lesquels en premier lieu signeront la confession de Foy des Eglises de ce Royaume, & la Discipline Ecclesiastique. Et afin que la Predication de l'Evangile ait plus de fruit, on les priera aussi de faire dresser chacun en sa famille, un Consistoire composé du Ministre, & des plus approuvez gens de bien de ladite famille, qui seront esleus Anciens & Diacres, jusques au nombre suffisant, par lequel Consistoire les scandales & vices de ladite famille seront reprimez, & l'ordre de la Discipline commune des Eglises entretenu. Davantage iceux Ministres se trouveront aux Synodes Provinciaux autant qu'il leur sera possible : pour cet effet la charge estant donnée à l'Eglise, laquelle conuoquera le Synode, de les y appeller : mais notamment se trouveront lesdits Ministres, ou partie d'iceux, selon qu'ils seront deputez par les autres, aux Synodes Nationaux, & viendront aussi accompagnez d'Anciens, qui puissent informer ledit Synode de leur vie & conuersation : & quand se trouveront plusieurs d'eux ensemble, aucun d'entr'eux ne pourra pretendre preeminence ou domination sur les autres, suivant l'article de la Discipline. Et lors que lesdits Princes & Seigneurs feront séjour en leurs maisons, ou autres lieux où il y auroit Eglise dressée, afin de pourvoir aux diuisions, ils seront suppliez de vouloir, que l'Eglise de leur famille soit iointe avec celle du lieu, pour n'en faire qu'une Eglise, comme il sera aduisé par l'amiable conference des Ministres de part & d'autre ; pour suivre ce qui sera le plus expedient.

OBSERVATIONS.

Cet art fut ainsi dressé au Synode d'Orleans 1562.

Le Synode de la Rochelle 1581. Veut que les Princes & Seigneurs soient aduertis de pratiquer l'article de la Discipline d'enuoyer leurs Ministres aux Synodes Nationaux.

Au Synode de Vitré 1583. Il est dit que cet article a esté rayé, & celuy-cy mis en la place. Les Princes & Seigneurs qui voudront demander d'une Eglise des Ministres pour seruir à la leur pour quelque temps auront égard de n'en requerrir de celles où il n'y en a qu'un, & dauantage que ce ne soit sans le consentement & congé tant de l'Eglise que du Colloque.

Au Synode de Montauban 1594. Il fut attesté qu'après cet article il seroit adjousté, que les Consistoires des maisons des Princes & Seigneurs seroient separez des Consistoires des Eglises où ils résident, sinon qu'il s'agit d'une affaire commune à l'un & à l'autre Consistoire où qu'il fust question de quelque grand scandale notoire à l'Eglise, & donné par quelqu'un de la maison dudit Prince ou Seigneur & en autres occurrences où les deux Consistoires trouueront bon de se joindre ensemble.

Le Synode de la Rochelle 1607. Sur la lecture de cet article ordonne qu'on escriua aux Seigneurs de ce Royaume faisans possession de la religion reformée, pour les exhorter lors qu'ils iront en Cour, ou feront quelque voyage, ils aient soin de mener vn Pasteur avec eux.

Au Synode de Tonneins en interpretation de cet article a esté attesté que les Pasteurs exerçans leur Ministère en maisons de Princes & grands Seigneurs ne pourront entrer en nomination pour estre deputez, és Synodes Nationaux, sinon en la Prouince en laquelle sera l'Eglise & le Consistoire auquel selon la Discipline, ils seront adjoins au temps que se fera l'adite deputation.

Au Synode de Vitré 1617. Les deputez de l'Isle de France demandans l'interpretation de cet article en ce qui concerne l'adjoinsion des Eglises & Consistoires des maisons des Princes & Seigneurs aux Eglises & Consistoires des lieux où ils feront séjour. La Compagnie les a renuoyez à la pratique de l'article 3. du Synode de Montauban des observations faites sur la Discipline qui éclaircis cet article. Et est rapporté cy dessus.

XXII.

Il ne sera loisible au Pasteur de laisser son Troupeau, sans le congé du Colloque ou Synode Prouincial de l'Eglise, à laquelle il aura esté donné.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est du Synode de Paris 1559. article 18.

Le Synode d'Orleans 1562. declare que les Pasteurs ne pourront quitter leurs Eglises, ni s'adjoindre à une autre, sans le consentement du Synode Prouincial de l'Eglise où ils ont esté enuoyez.

Au Synode de Lion 1563. Fut proposée vne question par les Deputez de Nîmes, sçauoir si en bonne conscience vn Ministre peut quitter son Eglise

En cas que sa femme ne le veuille suivre, & apres avoir fait tout son possible pour l'y induire. La Compagnie resout cette question, en disant que tout considéré ledit Ministre doit mettre toute pene pour obliger sa femme à le suivre, que cependant il demeure en liberté, sans à reprendre sa charge, lors qu'il aura peu reduire sa femme à ce qui est de son devoir.

Au Synode de Vertueil 1567. Il est dit que les Pasteurs auxquels on auroit promis temps pour aller estudier s'adresseront aux Colloques ou Synodes pour avoir congé pour ce faire, sans lequel congé ils ne pourront departir de leurs Eglises, & sur tout lorsque par leur depart l'Eglise demeure depourue.

Le Synode de Montpellier 1598. ordonne que ceux des Pasteurs qui a raison des troubles sont departis de leurs Eglises & Prouinces sans en avoir obtenu congé y doivent retourner comme leur appartenans de droit, & sur tout ces Eglises qu'ils en requerront & leur en donneront le moyen.

Le Synode de St. Maixant 1609. Ne veut pas mesmes qu'un Pasteur aille vendre quelque service à d'autre Eglise que la sienne à la semence de quelques particuliers sans congé du Consistoire ou de trois Anciens. art. 4. des appellations.

Au Synode de Prias 1612. quelque Prouince a esté ceniurée pour n'avoir pas suivi ce reglement. Et le meime Synode refusa à vne des principales Eglises du Royaume le Ministère d'un Pasteur en consideration de ce que la Prouince ne luy avoit pas voulu donner son congé. Et le Synode d'Ales 1620. refusa la meime chose à vne autre pource que l'Eglise & la Prouince d'où estoit le Pasteur quelle recherchoit n'en auoyent point esté aduertis.

Conformement à cela le Synode de Charanton 1631. centure griueusement un Pasteur pour s'estre retiré de son Eglise sans congé. Et le Syn. de Loudun 1639. improue la grande facilité de quelque Eglise & de son Pasteur à de mander & consentir vntelle separation.

Le Synode de Vitre 1617. ordonne que desormais aucun Pasteur qui aura affecté son Ministère à quelque Eglise, ne s'en pourra departir sans l'auu du Colloque ou Synode de la Prouince, qui y aura tel égard qu'il sera expedient.

Le Synode de Charanton 1623. enjoint aux Prouinces de ne consentir à l'auenir au congé & à la separation d'un Pasteur d'avec son Eglise, sans estre auparavant pleinement informé des causes dudit congé & separation.

XXIII.

Les deserteurs du Ministère seront finalement excommuniés par le Synode Prouincial, s'ils ne se repenitent, & reprennent la charge que Dieu leur a commise.

OBSERVATIONS.

Le Synode de Vertueil 1567. Declare que tous Ministres qui sont charges d'avoir delaisié leur Eglise, & d'en estre partis sans congé, seront tenus de comparaître avec congé au Synode du lieu d'où ils sont partis au premier mandement qui leur sera fait, afin de s'en purger : & à condition qu'ils soient trouvez innocens les frais du voyage seront repetez sur l'Eglise qui les a charges de desertion.

Ce fut au Synode de la Rochelle 1581. que l'article fut couché dans les termes esquels il est conceu à présent.

Le Synode de S^{te}. Foy 1578. Ordonne aux Synodes & Colloques de faire toute diligence de bien observer & pratiquer l'article 23. du chapitre premier touchant les deserteurs qui se departent legerement de leurs Eglises.

Au Synode de Lion 1563. fut donnée charge expresse au Colloque de Dieppe de censurer tres-vivement vn Pasteur pour auoir quitté le Ministère à la persuation de la femme.

XXIV.

Les Ministres ne seront vagabonds, & n'auront la liberté de s'ingerer de leur propre autorité où bon leur semblera.

XXV.

Le Ministre d'une Eglise ne pourra prescher en une autre, sans le consentement du Ministre d'icelle, sinon qu'il fust absent, auquel cas ce sera au Consistoire de luy en donner autorité; & si le Troupeau est dissipé par persecution ou autre trouble, le Ministre estranger tâchera d'assembler les Diacres & Anciens; ce que ne pouuant faire, luy sera neantmoins permis de prescher pour réunir le Troupeau.

OBSERVATIONS.

Des le Synode de Paris 1559. cet article fut dressé en ces termes qui est le dixième de la Discipline établie alors, *Ceux qui s'ingerent au Ministère au lieu où desia le Ministère de la parole de Dieu seroit dressé seront aduertis suffisamment de desister, & au cas qu'ils persuerent, seront declarez schismatiques: & quand à ceux qui les suivront on sera le mesme aduertissement, & s'ils sont contumaces & obstinez seront aussi declarez schismatiques.*

Au Synode de Poitiers 1560. sur la question si vn Ministre doit tant deferer à vn Consistoire que s'abstenir d'aller prescher ailleurs quane il le pourra faire sans incommoder son Eglise fut respondu, qu'il doit regarder ce qui est expedient pour la gloire de Dieu, & s'y appliquer, entretenant toutesfoi son Consistoire en paix tant qu'il pourra.

Le Synode d'Orleans 1562. art. 4. ordonne que les Ministres qui se departent de leur Eglise mesmes avec congé, soit qu'il soyent enuoyez ailleurs ou non, doivent retourner en leur Eglise, ou attendre la determination du Synode Provincial, & cependant ne pourront prescher que de l'aduis de deux ou trois Ministres prochains, & ce afin que les Ministres ne soient vagabonds, & ne puissent de leur propre autorité s'ingerer où bon leur semblera.

Le Synode de Lion 1563. exhorte les Pasteurs à auancer le regne de Dieu le plus qu'ils

plus qu'ils pourront, non seulement en leurs Eglises, mais aussi ailleurs, quand faire se pourra, sans incommode leur Trouveau.

XXVI.

Le Ministre qui se sera ingeré, encore qu'il fust approuvé du peuple, ne pourra estre approuvé des Ministres prochains, ou autres; mais en sera deferée la connoissance au Colloque ou Synode de la Province.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Paris 1559. à la reserve de quelques termes qui furent adjouctez au Synode de Nismes 1572. Le Synode de la Rochelle 1581. y reforme encore quelques autres termes. Mais enfin il fut tout à fait couché dans les termes où il est à present au Synode de Vitre 1583.

On peut fort bien rapporter à cet article vn qui fut inseré dans la Discipline dressée à Paris 1559. & qui en est l'onzième, qui porte, que si vn peuple entre lequel le Ministère ne sera point établi auroit esleu vn Pasteur les prochaines Eglises le solliciteront amiablement & instamment de conserer avec elles, & l'exhorteront de souscrire à la Confession de Foy, & à l'ordre de la Discipline arrestés entre nous: & au cas qu'il ne voulust souscrire à ladite Confession seront Assembles trois ou quatre Ministres des prochaines Eglises avec leurs Anciens, & lors sera déclaré Schismatique, & sera le peuple averti de se garder & abstenir d'un tel personnage. Que si seulement il ne se vouloit ranger à la Discipline arrestée entre nous il ne pourra pas pourtant estre reputé Schismatique jusqu'à ce qu'il en soit ordonné par le Concile Provincial.

XXVII.

Les Ministres ne seront enuoyez és autres Eglises, sans lettres authentiques, ou autres suffisans tesmoignages des lieux desquels ils seront enuoyez, lesquels seront mis entres les mains du Consistoire du lieu, où ils seront enuoyez, pour y estre gardez soigneusement.

OBSERVATION.

Cet article est encorés du Synode de Paris 1559. art. 8. de la Discipline dressée alors.

XXVIII.

Nul Ministre qui se dira estre delaisé de son Eglise, ou persecuté, ne pourra sur cela estre receu par une

E

autre Eglise, sans que par bons tesmoignages il face apparoir au Colloque & Synode, comme il se sera conduit & gouverné; & sera le tout remis à la prudence & discretion du Colloque ou Synode Prouincial.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est du Syn. de Paris 1559 qui à la fin de l'art. 2 de l'ancienne Discipline porte que *si les Ministres n'estans point annuëz se presentent pour estre receus ils ne la pourront estre sans qu'il apparaisse deuëment oïement ils se seront gouvernez, & pour quilles causes ils auront delaisé leurs Eglises.* Enfin l'article iur. dresse tel qu'il est à présent au Synode de la Rochelle 1571.

Au Synode de Castres 1603, fut establi ce reglement. *Afin que desormais les Pasteurs qui ont esté mis en liberté par les assemblées Ecclesiastiques ne puissent s'attribuer la licence de courir de Prouince en Prouince; pour s'introduire dans les Eglises particulieres sans permission des Colloques ou Synodes, ce qui tourne au deshonneur du Ministère & à un manifeste scandale. Le Synode ordonne que quand quelque Pasteur sera tiré du service de son Eglise, quand me'me il ne pourroit estre affecté sur le champ à un autre Troupeau, il sera obligé de demeurer dans la destroit de sa Prouince, soit en qualité de Pasteur déchargé, soit en tel employ que la Prouince jugera à propos, jusqu'à ce qu'il se presente quelque Eglise, soit dedans soit dehors la Prouince qui desire de l'obtenir pour estre son Pasteur.*

Au Synode de Vitré 1617. sur ce que les Deputez de la Prouince du hault Languedoc demanderent que les Pasteurs promeus au St. Ministère hors le Royaume, ne fussent receus à exercer leur Ministère es Eglises de ce Royaume que leurs tesmoignages n'eussent esté examinez aux Colloques ou Synodes Prouinciaux. La Compagnie a ordonné que toutes les Prouinces se conformeront entierement à l'article 9. des obseruations sur le Synode de Gergeau fait au Synode National de Gap. Quand à cet article de Gap il porte que ceux qui ayans esté deuëment examinez, & receus la main d'association es Eglises estrangeres auroient esté donnez pour Pasteurs à un certain Troupeau, ils seront admis & receus aux Synodes Prouinciaux en la forme portée par la Discipline.

Au mesme Synode de Vitré 1617. sont censurez quelques Prouinces pour auoir admis quelques Pasteurs sans attestation contre cet ordre. Comme le Synode de St^e. Roy 1578. auoit fait auparauant.

XXIX.

Quand un Ministre se trouuera destitué d'Eglise, ayant deuëment obtenu congé & descharge de celle à laquelle il seruoit, ce sera au Colloque ou Synode de la Prouince de le pouruoir dans un mois. Que si dans ce terme il n'est pourueu d'Eglise par le Colloque ou Sy-

*node de la Prouince, il sera en sa liberté de se pour-
voir d'une Eglise hors ladite Prouince, là où Dieu luy
donnera le moyen selon l'ordre de la Discipline.*

OBSERVATIONS.

Au Synode de Figeac 1579. article 21. il est dit que *doresnavant, & sans prejudice de ce qui s'est fait par le passé, si un Ministre d'une Prouince, estant destitué d'Eglise, il n'y a place en son Colloque, il pourra estre presté à l'Eglise qui le demandera, encors quelle soit hors de sa Prouince, & ce jusques au prochain Synode d'icelle. Et si en ce Synode on ne le peut employer en ladite Prouince, il demeurera propre à l'Eglise à laquelle il aura esté presté, s'il y consent, & l'Eglise aussi.*

Le Synode de la Rochelle 1581. article 7. porte qu'en confirmation de cet article de la Discipline & de celui de Figeac. *La Compagnie a esté d'advis que les Pasteurs ayans eu deuëment congé de leurs Eglises, si le Colloque ou le Synode de la Prouince où ils seruoient ne les pourroit d'Eglise dedans un mois apres qu'ils auront obtenu ledit congé, ils se pourront donner à une Eglise hors de ladite Prouince où Dieu leur en donnera le moyen selon l'ordre de la Discipline.*

Le Synode de Priuas 1612. telmoigne trouuer fort mauuais qu'une certaine Prouince ait dechargé vn Pasteur du seruice de son Eglise sans luy en donner vne autre.

Et le Synode d'Alençon 1637. donne ordre à vn Pasteur de se retirer par deuers son Synode qui est exhorté de pourvoir à sa satisfaction, & au cas qu'il soit libéré de son Eglise, & ne puisse estre pourueu commodement dans la Prouince, il luy sera permis de se retirer ailleurs.

Le Synode de Castres 1626. infirme le jugement d'une Prouince particuliere pour auoir tiré vn de ses Pasteurs de l'Eglise qu'il seruoit sans luy en assigner vne autre, & sur tout pour auoir preferé vne Ecolier à vn Pasteur desia receu, & ordonne que le Ministère dudit Pasteur sera continué à son Eglise jusques à la tenuë du Synode de la Prouince. Le mesme Synode fait vn reglement à cette occasion, selon toute apparence, par lequel il'interdit à toutes les Prouinces de preferer en la provision des Eglises les Ecoliers aux Pasteurs desia receus, à peine aux Moderateurs des Synodes & Colloques, qui souffriront la violation de ce reglement, d'encourir la suspension de leurs charges.

Le Synode de Charenton 1631 declare qu'à cause des difficultez qui se sont rencontrées en l'observation du reglement pris au Synode National de Castres, ordonnant que les Pasteurs ia receus seront tousiours preferes aux Ecoliers, desquels l'ordination pourroit estre demandée par les Eglises particulieres. La compagnie tenant la commination prononcée au cas de contrauention audit reglement contra les Moderateurs des Colloques & Syn. Prouinciaux & moderant l'art. entant qu'il impose necessité prescrite de donner la preference aux Pasteurs; exhorte cependant les Prouinces à suivre cet ordre autant qu'il leur sera possible, & ne s'en departir que lors quelles y seront contraintes par vne euidente necessité.

XXX.

L'autorité est baillée aux Synodes Prouinciaux de

E ij

changer les Ministres pour certaines considerations, leurs Eglises ouïes, & leurs raisons bien & deuëment examinées, mais en cas de discord, le tout sera vuïdé au Synode National, pendant lequel temps rien ne sera innoué.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est du Synode de Lion 1563. Mais l'art. fut dressé tel qu'il est à présent au Synode de Nîmes 1572.

Le Synode de la Rochelle 1607. expoiant cet article de la Discipline declare que par leurs Eglises ouïes, il entend le consistoire & les principaux du peuple: & par ces mots, pour certaines considerations, entend generalement tous ce qui pourra suruenir, & non celles qui procedent des censures.

Le Synode de Castres 1626. declare que par le discord mentionné au susdit article doit estre entendu, tant celuy qui peut estre meue par le Pasteur que par l'Eglise, ou les membres de l'Eglise entr'eux.

Au Synode de Montpellier 1598. sur ce qu'un Pasteur demanda d'estre transporté de son Eglise en quelque autre de la Prouince, a raison de sa vieillesse & indisposition. La Compagnie juge que sa demande est juste, & donne charge au Synode du bas Languedoc de moyenner cet échange par l'aduin toutefois de son Eglise, & du Synode du haut Languedoc.

La Synode de Gergeau 1601. sur vne semblable demande d'un Pasteur du haut Languedoc au sujet des indispositions de sa femme le renuoie au Synode du bas Languedoc pour y aduiler avec toute la charité, & consideration requise.

Le Synode de Priuas 1611. Censure vne Prouince pour auoir detaché vn Pasteur de son Eglise nonobstant l'appel de ladite Eglise & renuoye ledit Pasteur en son Eglise dans trois mois, & en cas de contrauention le suspend de son Ministère.

Et d'autre nequ'il peut arriuer que les contestations & appellations qui suruiennent sur tels jugemens, retardent leur effet, & par consequent le bien & l'edification publique que les Synodes Prouinciaux veulent quelquefois procurer par ces changemens. Le Synode de Charenton 1644. declare qu'en cas que les Pasteurs qui par sentence des Synodes Prouinciaux ont esté tirez de leurs Eglises s'efforcent d'arrester l'effet du jugement prononcé sur leur fait en se portant pour appellans au Syn. National, & par ce moyen se maintiennent dans la confusion, & la rendent entant qu'en eux est sans remede. La Compagnie ordonne que les appellans subiront le jugement de celle des Prouinces voisines qui tiendra la premiere son Synode, & connoistra prouisionellement de l'appel en attendant le Synode National.

XXXI.

Quand un Ministre sera persecuté, ou pour autre cause ne pourra exercer sa charge en l'Eglise en laquelle

le il auoit esté ordonné, il pourra estre renuoyé ailleurs par ladite Eglise ou bien changement se fera de luy avec quelque autre pour un temps, du gré & consentement des Eglises: mais si le Ministre ne veut obéir au jugement des deux Eglises, il dira ses causes de refus au Consistoire: & là sera jugé si elles sont raisonnables; que si elles ne sont jugées telles, & neantmoins le Ministre persiste à ne vouloir accepter ladite charge; le différent sera rapporté au prochain Synode Prouincial, ou bien au Colloque, si les Eglises sont d'un mesme Colloque.

OBSERVATIONS.

Cet article fut dressé au Synode de Paris 1559. & est le 17. de la Discipline d'alors. Il y a esté adjouté depuis quelque chose pour éclaircissement, comme au Synode de Vittré 1583. ces dernières paroles. *Si lesdites Eglises sont d'un mesme Colloque.*

XXXII.

Les Ministres pourront estre prestez avec leur gré par le Consistoire, selon que l'edification de l'Eglise le requerra: mais le prest ne se fera que par l'aduis de deux ou trois Ministres, ou mesmes du Colloque, si c'est pour plus long-temps que de six mois.

OBSERVATIONS.

Le commencement de cet article est du Synode de Lion 1563, le reste de l'article depuis ces mots. *Mais le prest &c.* juiques à la fin est du Synode de Vittré 1583.

Au Synode de la Rochelle 1607. Il est porté que *nonobstant toutes appellations le Colloque pourra prester un Pasteur hors de la Prouince pour trois mois, & le Synode Prouincial pour six.*

Le Synode de Charanton 1631. en interpretation de l'article susdit du Synode de la Rochelle permet aux Synodes Prouvinciaux d'estendre le prest des Pasteurs juiques au terme d'un an, nonobstant l'appel des Eglises desquelles les Pasteurs prestez seront tirez.

XXXIII.

Les Ministres prestez, quand le temps du prest se-
E iij

ra expiré, rentreront en la puissance des Eglises desquelles ils seront partis.

OBSERVATIONS.

Cecy est du Synode d'Orleans 1562. article 4. qui dit que si les Pasteurs sont envoyez pour quelque temps, iceluy expiré ils retourneront en la puissance de l'Eglise dont ils sont partis. Declare d'abondant ledit Syn. qu'en cas que cesdits Pasteurs ne fussent receus de l'Eglise à laquelle ils auroient esté envoyez, A leur sera libre de retourner en l'Eglise dont ils seront partis, ou d'attendre la determination du Synode Provincial, pendant lequel temps ils ne pourront prescher que par l'advis de deux ou trois Ministres prochains. Le meisme Syn. art. 21. declare que bien qu'une Eglise, qui auroit envoye un Ministre pour un temps, iceluy expiré la puisse redemander: toutesfoi elle aura égard à la nécessité de l'Eglise à laquelle ledit Ministre aura esté envoye, & en ordonnera comme la gloire de Dieu & l'edification de l'Eglise le requiert.

Le Synode de Paris 1563. a fait vn reglement conceu en ces termes. A cause que plusieurs Eglises depuis qu'un Ministre leur a esté presté, se viennent à cela, & ne font aucune diligence d'en reconuier ailleurs, mesme ne veulent permettre qu'iceluy estant requis de son Eglise, se departe; en quoy il semble quelles se veulent approprier par prescription celuy qui ne leur a esté donné que par prest dont seroient surmenés & pourroient survenir de grands troubles aux Eglises; combien que les Consistoires deuent estre aduertis de n'estre tant addonnéz au bien pastouiller de leurs Eglises qu'ils n'ayent aussi égard à l'edification commune des autres: si que rappellant le Ministre qu'ils auroient presté, ne doiuent, s'il leur est possible, laisser l'Eglise depourue, ains y en envoyer un autre: toutesfoi ou cela ne se pourroit faire, La Compagnie pour obuier a ce que dessus, & aussi pour éguiser la diligence des Eglises qui n'ont de Ministre que par prest, à ce quelles fassent tout deuoir d'en reconuier qui leur soyent propres, est d'aduiz, que les aduertissans six mois deuant, le Ministre qui leur a esté presté estant requis de l'Eglise à laquelle il est propre & obligé, estant mandé, y retournera, & obeira à son Consistoire, sans que là dessus interuenne l'autorité d'un Synode.

Le Synode de Castres 1626. declare que conseruant les droits de chaque Prouince, il permet à celle du haut Languedoc de retirer vn de ses Pasteurs presté à l'Eglise de Montagnac en basse Guienne, & à celle cy d'en rappeler vn des siens qui seruoit pour lors à l'Eglise de Realmont au haut Languedoc, & cela quand la nécessité, & edification des Eglises desdites Prouinces le requerra. Ce qui est conforme au reglement susdit.

XXXIV.

Si dans vn an apres le terme du prest expiré l'Eglise ne repete son Pasteur, il appartiendra à celle qui l'auoit par prest, si toutesfoi ledit Pasteur y consent: mais s'il n'y consent, il se rangera à l'aduis du Colloque ou Synode de l'Eglise à laquelle il auoit esté presté; & au-

ra lieu aussi ce Reglement pour les Ministres, qui pour la persecution se seroient rendus à d'autres Eglises, & la persecution passée ne seroient redemandez de leurs premieres Eglises dans un an, lequel commencera apres l'aduertissement qui en aura esté fait ausdites premieres Eglises par lesdits Ministres.

OBSERVATIONS.

C'est conformément à cet art. qu'au Syn. de Charanton 1631. Il fut ordonné sur un fait particulier que ven que depuis l'arresté du Synode de Castres porté par l'acte qui est rapporté sur le precedent article cinq ans s'écouler sans que le Pasteur du haut Languedoc qui y est mentionné fust rendu à ladite Prouince, où qu'elle l'eust rapellé; Il est donné à la Prouince de basse Guienne pour continuer son ministère, comme propre Pasteur en l'Eglise qu'il auoit servie durant ledit temps.

XXXV.

Celuy qui sera destitué d'Eglise pour n'auoir peu estre employé dans la Prouince, & aura esté presté ailleurs hors ladite Prouince par le Colloque, jusques au temps du Synode de ladite Prouince, s'il n'est employé par ledit Synode en la Prouince, il demeurera propre à l'Eglise à laquelle il aura esté presté, s'il y consent, & ladite Eglise aussi.

OBSERVATIONS.

Cet arresté se trouve ainsi couché au Synode de Figeac 1579 DRESNAUANT, & sans prejudice de ce qui s'est fait par le passé, si un Ministre d'une Prouince estant d'estiénié d'Eglise, il n'y a place en son Colloque, il le pourra prester à l'Eglise qui la demandé, encores qu'elle soit hors de la Prouince, & ce jusques au prochain Synode d'iceile, & si en ce Synode, on ne le peut employer dans l'adite Prouince, il demeurera propre à l'Eglise à laquelle il auroit esté presté, s'il y consent, & l'Eglise aussi.

XXXVI.

Afin que les Troupeaux s'acquittent de leur deuoir envers les Pasteurs, comme la parole de Dieu les y ob-

lige, & qu'occasion ne soit donnée aux Pasteurs de se déplaire, & mesmes de s'en départir, lesdits Troupeaux seront aduertis de leur administrer les choses nécessaires.

OBSERVATIONS.

Le Synode de Poitiers 1560. Veut qu'aduertissemens soient faits à tous les Consistoires des Eglises, à ce que dorénavant ils s'acquittent mieux de leur deuoir envers leurs Pasteurs en subuenant à la nécessité d'eux, & de leur famille, parce que les scandales en sont paruenus mesmes jusques aux pais estrangers à cause de l'ingratitude & meconnoissance dont plusieurs ont usé en cet endroit.

Le Synode de Vertueil 1567. declare que ceux qui auront le moyen d'aider & contribuer pour l'entretenement du Ministère de l'Euangile seront exhortez & pressiez par toutes admonitions d'y faire leur deuoir, voire jusqu'à en estre appellez au Consistoire.

Le Synode d'Ales 1610. dit que, comme ainsi soit que plusieurs Eglises se voyent tous les jours en danger de defaillir par faute de moyens d'entretenir le St. Ministère; toutes les Eglises sont exhortées autant qu'elles desirent l'auancement du regne de Iesuu Christ, de s'ouuertuer de dresser quelque fonds, soit par donations entre vius, soit par legs testamentaires des particuliers, soit par autres voyes conuenables, à ce que le sacré thesor du Ministère de la parole de Dieu puisse estre à tousiours conserué au milieu de l'Eglise, & la posterité instruite d'age en age, en la vraye religion.

Le Synode de Charenton 1623. expliquant celuy d'Ales, porte que l'artie. d'Alez. concernant les moyens d'entretenir le St. Ministère. sera leu dans les Consistoires, qui sont exhortez d'en procurer l'execution tant que faire se pourra.

XXXVII.

Mesme pour obuier à l'ingratitude de ceux qu'on a trouué traiter indignement leurs Pasteurs, cet ordre sera suiuy de leur aduancer un quartier de la pension qui leur a esté promise par chacun an.

OBSERVATION.

Cet article est du Synode de Figeac 1579. article 33.

XXXVIII.

Et pour l'aduenir, de peur que du mauuais deuoir en cela il n'arriue de la dissipation aux Eglises, ceux qui seront élus pour conduire l'action des Colloques, s'enquerront

s'enquerront des Anciens de chacune Eglise, de l'entretien qu'ils donnent à leurs Ministres, & de la diligence qu'ils font de leur administrer ce qui leur aura esté ordonné, afin que par l'autorité des Colloques, il y soit pourueu.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de la Rochelle 1581. article 36.

Conformement à cet arresté, rapport ayant esté fait au Synode de Chastanton 1631. par les Deputez de Bourgogne des necessitez extiemes auxquelles se sont trouvez reduits les Pasteurs seruans dans vn certain Colloque par le manquement des deniers d'oütro, attendu que les yeuples ne contribuient du tout rien pour leur entretien. *La Compagnie touchée d'un juste ressentiment d'une si grande ingratitude enjoint à toutes les Eglises dudit Colloque de se ranger à leur deuoir, à sçauoir dequoy elles seront prinées du Ministère de l'Euan-gile selon l'article suiuant de la Discipline.*

XXXIX.

Quand l'assistance necessaire sera déniée au Pasteur, & qu'il en aura fait plaintes & remonstrances, & que trois mois seront passez, il sera loisible audit Pasteur de s'allier à vne autre Eglise par l'aduis du Colloque ou Synode Provincial, & en cas de necessité trop urgente, les Colloques ou Synodes pourront accourir le terme de trois mois; mesme si la necessité presse, & que trois mois se passent sans qu'il y soit pourueu, combien que le Pasteur en ait fait plainte, pour estre mis en liberté, il suffira qu'il appelle en son Consistoire deux Ministres prochains, & ne sera tenu d'attendre l'aduis d'aucun Colloque ou Synode, sinon en cas que l'une desdites Assemblées fust conuoquée dans le mesme mois, à laquelle il se pourra retirer.

OBSERVATIONS.

Le Synode de Paris 1559. Veut que les Eglises soient admonestées de secourir

Et admettre les necessitez à leurs Past. Et que si le secours necessaire leur estoit denié apres sermone faite, en ce cas leur sera loisible de s'allier à une autre Eglise.

Le Synode de la Rochelle 1571. adjouste ces mots, par l'advis du Colloque ou Synode Provincial.

Le 2. Synode de Paris 1565. declare que, quand un Ministre se plaindra de l'ingratitude de son Eglise le Synode Provincial en connoistra, ayant égard tant à la pauvreté de l'Eglise qu'aux moyens & facultez du Ministre & la où se trouveroit en l'Eglise une ingratitude trop grande & continuer longuement, il sera en la puissance du Synode Provincial de le transporter, & envoyer ailleurs & là dessus toutes les Eglises seront adverties de n'estre si ingrates envers leurs Pasteurs quelles sont ordinairement & mieux se représenter & reconnoître les S^{rs}. Labours d'iceux, non pour les enrichir, mais pour leur donner une honneste suffisance & contentement.

Le Synode de S^{te}. Foy 1578. ordonne que les Synodes & Colloques procedent par routes censures contre les ingrats envers leurs Pasteurs suivant cet article de la Discipline.

Le Synode de Figeac 1579. apres avoir donné l'ordre porté par l'article 37. de la Discipline, adjouste que si les Eglises ne font leur devoir en cet égard, Et que trois mois se passent sans que le Pasteur ait rien regu de son quartier non obstant qu'il en ait souvent fait plainte au Consistoire, & aux plus apparens de l'Eglise, en ce cas le Pasteur se pourra retirer de ladite Eglise appellant au Consistoire d'icelle les deux plus prochains Pasteurs deuant lesquels il declarera les causes de son depart afin que le Pasteur soit exempt de tous blasma, & ledit Pasteur traité avec telle ingratitude ne sera pour ce tenu d'attendre l'aui d'aucun Colloque ny Synode, sinon au cas que l'une desdites Assemblées suit convoqué dedans le mesme mois à laquelle se pourra adresser.

Le Synode de la Rochelle 1571. dit qu'en cas de nécessité trop urgente le Colloque ou Synode pourra accourir ledit terme de trois mois.

XL.

En la connoissance & jugement qui sera fait de l'ingratitude du peuple, sur la plainte du Ministre, toutes circonstances seront prudemment considerées, & aura-on égard principalement tant à la pauvreté des Eglises, qu'aux facultez & moyens de celuy qui fait la plainte, afin de suivre ce que requerra la gloire de Dieu, l'edification de l'Eglise, & l'honneur du Ministre.

OBSERVATIONS.

Le Synode Vertueil 1567. ordonne que ceux qui auront moyen d'ayder & contribuer pour l'entretienement du Ministère de l'Evangile, seront exhortez & pressés par toutes admonitions d'y faire leur devoir jusques à en estre appelez au Consistoire.

Le Synode de la Rochelle 1571. veut que l'on ait égard en ces censures tant à la pauvreté de l'Eglise, qu'aux facultez du Ministre, & ne veut pas qu'il soit loisible de proceder contre les ingrats par censures & excommunication.

Le Synode de Nîmes 1572. adjouste que le Colloque aduifera jusques où on procedra contre les ingrats avec mesure & grande consideration de toutes les circonstances, & sur tout ayant égard à la gloire de Dieu, & honneur du Ministère.

Le Synode de Figeac 1576. Veut que la censure que merient les ingrats en chaque Eglise leur soit faite par leur propre Consistoire selon la Discipline Ecclesi.

Au Synode de Vittré 1583. il est dit que sur la question proposée par les Deputez de l'île de France comment il faut proceder contre les ingrats envers leurs Ministres, & ceux qui doivent contribuer aux frais Ecclesiastiques, La Compagnie est d'adu que ayant égard aux blasmes & calomnies que l'Eglise en pourroit encourir, ils seront seulement exhortez & admonestez par viues remonstres, ances : mesme s'il est besoin, cela se fera en la compagnie des principaux Chefs de famille sans toutesfois qu'on leur puisse pour ce seul égard interdire la participation aux Sacremens.

Au Synode de Montauban 1594. Il est dit qu'attendu que l'ingratitude des particuliers se montre plus grande que jamais envers leurs Pasteurs touchant leur entretien, ce qui menace l'Eglise d'une totale dissipation, A esté aduise que les ingrats s'estant montre refractaires à plusieurs aduertissemens qui leur auroient esté faits par le Consistoire, il sera par lesdits Consistoires procede contre eux jusqu'à les priver des Sacremens.

Au Syn. de Gergeau 1601. Il est remis à la prudence des Consistoires de proceder contre les particuliers ingrats des Eglises, ou par les contraintes qui leur sont permises par Sa Majesté, ou par obligations particulieres, ou par censures Ecclesiastiques jusqu'à la suspension de la Cene apres de graues remonstres solennelles, en autres moyens que les Consistoires aduifront pour en user discrettement & charitablement. Mesme arresté pris au Synode de Montauban, & troisieme de la Rochelle.

Au Synode de la Rochelle 1607. Il est dit que les moyens de pouruoir à l'ingratitude de ceux qui refusent la subuention deuë aux Pasteurs, establie par le Syn. de Gergeau sont remis à la prudence des Consistoires pour en user discrettement & charitablement.

Suiuant ce reglement le mesme Synode censure vn Pasteur pour s'estre trop promptement serui de cette liberté.

Les Synodes Nationaux ont esté si soigneux de pouruoir aux manquemens des Eglises envers leurs Pasteurs qu'ils ont condamné d'ingratitude celles qui n'ont pas voulu fournir aux frais faits par eux en choses qui regardent l'intereit du public.

Au Synode de Charanton 1644. Il est dit que, les Eglises desquelles les Pasteurs & Anciens sont tirez en cause pour s'estre employez à l'exercice de leurs charges selon la Discipline & suiuant l'Edit, sont tenues de les indemniser en toute charité, & en cas qu'elles soient surchargées, que les autres tant du Colloque que de la Prouince les ayderont à porter ces frais. La Compagnie ne pouuant juger que tres-inexcusable l'ingratitude des Eglises qui ont abandonné leurs Pasteurs & Anciens pour suiuir en justice, & emprisonnez pour auoir suivi leur vocation. Et conformement à ce reglement le mesme Syn. ordonne que les frais faits par quelques Pasteurs particuliers, au sujet des pratiques & poursuites des aduocaires seront refondez par les Eglises en gardant ces precautions, que les Consistoires des Eglises au seruice dequelles lesdits Pasteurs ont esté appel-

lez portent le tiers desdits payemens, le Colloque dans le departement duquel elles sont, vn tiers, & la Prouince l'autre tiers.

Et pour obuier à tout ce qui pourroit retarder ou trauerser le payement des Pasteurs par la malice des particuliers. Le Synode de Montauban 1594. Veut que *quand il y aura plainte d'un Ministre contre son Eglise à cause d'ingratitude, & que la dessus l'Eglise chargeast de blasme le Pasteur, ou le Pasteur son Eglise, on n'y aura point d'égard, si ce n'est quelque cas énorme, à raison duquel il echeust suspension ou deposition dudit Pasteur dont le Synode Prouincial iugera. Neantmoins on ne lairra de pouruoir à l'ingratitude susdite & les Eglises seront censurées d'auoir si longuement tou ce qui deuoit estre promptement remonstré.*

Et au Synode de St. Maixant 1609. sur la question des Deputez du Bas Languedoc, comme on se doit comporter contre ceux qui en faueur de leurs parens & amis delinquans, contre lesquels les Consistoires ont procedé par censures Ecclesiastiques, selon la Discipline, se banded avec eux contre les Consistoires, s'abstiennent des preches & des Sacremens, & denient le payement ordonné. *La Compagnie ordonne qu'on procedera contre eux par toutes censures Ecclesiastiques, à quoy les Synodes & Colloques Prouinciaux tiendront la main.*

Et pource que quelques Eglises se rendoient moins soigneuses au payement des Pasteurs qu'elles auoyent entretenu estans Escoliers. Le Synode de Montpellier 1598. Declare que *les Eglises qui ont entretenu des Escoliers & se seruent auionrd'huy de leur Ministre, si elles les traitent indignement, comme ne leur donnant pareille pension qu'à leurs Compagnons, seront censurées; & si elles se monstrent refractaires, les Colloques ou Synodes pourrons licentier lesdits Pasteurs, & pouruoir d'autres Eglises selon la Discipline.*

XLI.

L'Eglise qui sera trouuée ingrate, ne sera pourueue de Pasteur, qu'elle n'ayt au prealable pleinement satisfait de ce qu'elle pourra deuoir à celuy duquel elle aura esté prinée.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Figeac 1579. qui veut que *lors que quelques Pasteurs se sont retirez de leur Eglise faute de payement, ladite Eglise ingrate ne soit pourueue d'une autre Pasteur, lequel cependant se souuiend'a tousiours de ne s'obliger à aucune Eglise hors de la Prouince où il estoit, que le iugement de ladite Prouince n'y interuenne.*

Cependant pource qu'il pourroit arriuer des inconueniens notables dans l'exécution de ce reglement au sujet de la pauueré des Eglises. Les Deputez de l'Isle de France requerans éclaircissement sur cet article au Synode de Montpellier 1598. *La Compagnie fut d'aduis qu'il falloit mettre difference entre ingratitude & impuissance. Que là où il apparoiſſoit de l'ingratitude d'une Eglise, l'article seroit obserué, & non autrement.*

XLII.

Les Ministres qui auront quelques biens & facultez, pourront neantmoins prendre gages de leurs Troupeaux, mesmes il est expedient qu'ils en prennent pour la consequence ; & pour eviter le prejudice qu'ils pourroient faire aux autres Pasteurs & aux Eglises ; mais bien seront-ils exhortez d'en user selon que la necessité des Eglises, & la charité le requerront.

OBSERVATIONS.

Dés le Synode de la Rochelle 1571. Il fut dit que les Ministres qui auroient quelques biens, pourroient neantmoins pretendre quelques gages des Eglises, & toutesfois seroient exhortez d'en user selon que la necessité de l'Eglise & la charité le requiert.

Ces paroles qu'il est expedient que les Ministres prennent gages, pour la consequence, & pour eviter le prejudice qu'ils pourroient faire aux autres, & mesmes aux Eglises. Ont esté adjoustées au Synode de Nîmes 1572.

XLIII.

Il ne sera permis à un Pasteur de posseder aucun heritage sous tiltre de Pasteur : mais si sa pension, ou partie d'icelle estoit assignée sur quelque possession, rente ou revenu, le tout sera administré par les Diacres ou autres Personnages à ce commis & deputez, par les mains desquels le Ministre recevra sa pension pour oster tout soupçon d'avarice, & afin que par telles sollicitudes, il ne soit distrait de sa charge.

OBSERVATIONS.

Ces paroles, Pour oster tout soupçon d'avarice, sont du Synode de Vitré 1583.

Et pour monstrier combien les Synodes Nat. ont eu en recommandation d'oster aux Ministres toute occasion de se distraire des fonctions de leur charge par des soins d'affaires & interêts pecuniaires ont esté faits diuers reglemens au sujet des deniers que le Roy leur octroyoit autrefois.

Le Synode de Gap 1603. defend à tous Pasteurs sous peine de tres-graves censures de tirer payement de leur pension par autre voye que l'ordonnance des Syn.

Au Synode d'Ales 1620. Il fut dit que comme ainsi soit que chaque Eglise soit obligée de faire une pension certaine à son Pasteur, les deniers de l'oïtroy du Roy ne seront point maniez par les Pasteurs, mais par les Consistoires. Et se feront les f. aus des Synodes, & autres assemblées Ecclesiastiques, par les Eglises mesmes: tant pour detourner tout blâme de dessus le Pasteur, que pour ne les diuertir de leurs Exercices par le soin des choses terriennes. Et sera faite enqueste ex Synodes de ceux qui en feront autrement, pour les corriger par toutes censures Ecclesiastiques; cela n'empêchant neantmoins que les Pasteurs ne puissent retenir les deniers d'oïtroy, & en donner quittance, pourueu qu'ils en tiennent compte à leurs Eglises, sans faire passion pour iceux avec elles.

Au Synode de Castres 1626. defense fut reiterée aux Pasteurs de prendre partie de leur subuention sur les deniers de l'oïtroy du Roy, attendu que lesdits deniers doiuent estre touchez par les Eglises, & demeurer en leur disposition: Et que les Pasteurs doiuent tirer non des pensions incertaines, mais un entretienement certain, & limité de leurs Troupeaux. Le mesme Synode defend d'employer les deniers de la liberalité du Roy à d'autres usages, qu'à ceux auxquels ils sont ordonnez par la distribution des Synodes Nationaux, sçauoir aux Pasteurs, vesues, & orphelins des Pasteurs, Escoliers, & fraix aus Synodes, lors que la commodité des Eglises le requerra.

Au Syn d'Ales susdit sur l'aduis de quelques defaux qui se trouuoient en quelque Prouince, comme particulièrement de ce que quelques-vns des Pasteurs estoient commis à la recepie des deniers des Colloques, ce qui peut attirer blâme sur leur Ministère, & du diuertissement aux exercices de leur vocation. La Compagnie enjoit à ladite Prouince d'oster ces desordres, & rendre compte au prochain Synode National du deuoir qu'elle y aura fait.

La mesme Prouince ayant demandé au Synode de Charenton 1623. qu'il fust permis aux Pasteurs de continuer ladite recepte des deniers des Colloques. La Compagnie censure griuement ladite Prouince pour auoir contreueu au reglement qui luy fut donné par le Synode d'Ales: Enjoignant aux Pasteurs de se departir de ladite recepte incontinent apres le retour des Deputez de ladite Prouince, qui sont chargez de leur faire sçauoir la presente ordonnance. Et aduenant que que qu'un y contreuenne à l'aduenir, le Synode ordonne des à present qu'il soit suspendu du St. Ministère, jusques au Synode National prochain, où il comparoistra pour rendre compte de ses actions: Enjoignant aux Moderateurs des Colloques ou Synodes d'y tenir le main, à peine d'en respondre en leur propre & priué nom.

XLIV.

L'Eglise au seruice de laquelle un Ministère sera mort: aura soing de la vesue, & enfans d'iceluy, & si elle n'en a le moyen, la Prouince y supplera.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Vertueil 1567.

Au Synode de Ste. Foy 1578. Il fut ordonné qu'en chaque Prouince on feroit un memoire des vesues & enfans des Pasteurs qui sont morts au seruice de leurs Eglises pour estre subuenus & entretenus aux despens communs desdites Eglises de chaque Prouince autant que la necessité le requerra.

Au Synode de Montpellier 1596. Il est dit que pour tenir la main à l'exécution des articles 44. & 48. du chapitre premier de la Discipline. *La Compagnie enjoint aux Synodes Provinciaux d'apporter aux Nationaux témoignage du deuoir qu'ils auront fait enuers les Pasteurs qui à raison de leur indisposition ne pourront exercer leur charge, semblablement enuers les veufues & orphelins des Pasteurs decedez, afin que si l'Eglise, le Colloque, ou la Prouince n'auoit le moyen d'y subuenir, il y soit pourueu par le Synode National.*

Au Synode Gerseau 1601. *Les Synodes Provinciaux sont aduertis d'auoir le soin de pouruoir aux pauures veufues & enfans des Ministres decedez au seruice de leurs Prouinces & Eglises.*

Cet article a tousiours esté tres-religieusement obserué en tous les Synodes Nationaux qui ont eü vn tres grand soin des interets des veufues & enfans des Pasteurs decedez dans le seruice. Côme cela se voit par vne infinité d'exemples particuliers. Es Syn. de la Rochelle 1607. d'Alès 1610. de Castres 1626. & de Loudun 1659. Cela paroist encores en ce que la Discipline non contente d'auoir recommandé ce deuoir en cet endroit, le reïtere encores avec vn reglement bien expies au chapitre 8. des Synodes Prouinciaux article 12.

On peut mesmes rapporter à cela le reglement autorisé au Synode de Charanton 1631. Touchant le payement des gages entiers du Pasteur à la veufue durant la premiere année de la viduité. Car il porte que l'appel d'une Eglise particuliere deniant à la veufue d'un Pasteur l'année de sa viduité est jugé non receuable. *La Compagnie ne trouuant pas raisonnable d'infermer les reglemens prisés Prouinces du haut & bas Languedoc & Ceurnes, de payer à toutes les veufues des Pasteurs sans exception ladite année de viduité, outre les arrearages deus ausdits Pasteurs jusques à leur deceds par le: Eglises qu'ils ont seruies.*

Ce soin a passé jusques à ce point qu'au Synode de la Rochelle 1607. sur la question des Deputez du bas Languedoc, l'auoir si vn Colloque se peut opposer à la donation faite par le Synode de la Prouince à la veufue d'un Pasteur, sous pretexte que la veufue est morte auant le temps du payement de la somme donnée: & si la mort peut faire reuoquer l'assistance lors que les heritiers de ladite veufue sont necessiteux. *La Compagnie a jugé que non, & à censuré le Colloque qui a fait telle opposition.*

X L V.

Les Ministres seront sujets aux censures.

OBSERVATIONS.

Tout ce qu'il y a à remarquer sur cet article est que les Synodes ont voulu que l'on apportast vne grande circonspection dedans les jugemens & censures prononcées contre les Pasteurs attendu que cela est de grande consequence, & va au deshonneur de la profession.

Le Synode de Tonneins 1614. *Censure toutes les procedures d'une Prouince pour auoir receus des memoires non signez, & sans accusateur contre vn Pasteur & l'auoir censuré sans sujet, & n'auoir fait enregistrer sa censure, ni produit aucun acte de son jugement. Et partant approuuant l'appel dudit Pasteur à infirmé la sentence du Synode Prouincial en toutes ses parties.*

Cependant côme il est necessaire que la vie & les mœurs des Pasteurs soient

exemplaires. Les Synodes les obligent à répondre de leur conduite, & les expose aux censures quand le cas y eschet. Ainsi quelques plaintes ayans esté portées au Synode de Vitré 1617. par vn Libraire de Geneue contre vn Pasteur particulier. Les Deputez de la Prouince ayans esté ouïs. *La Compagnie exhorte son Synode de l'enuoyer au plüsto à Geneue, se justifier deuant le Magistrat pour leuer le blasme de dessus le St. Ministère, & à fause de ce, le poursuiure par la Discipline, jusqu'à suspension du St. Ministère.*

Et pour ce qui regarde l'ordre qu'on doit tenir dans les Synodes Nationaux aux iugemens qui se font des Ministres appellans, & presens ausdits Synodes Nationaux. Celuy de Vertueil 1567. ordonne que les Ministres qui seront appellans es dites Compagnies, en sortiront lors seulement que l'on traitera de leurs affaires: sinon que ceux desquels le fait seroit tel qu'il leur pourroit apporter quelque prejudice, & ceux qui pour crime & maluerfation seroient appellans ou appellez, ne seront point du tout admis en l'assemblée sinon en leur fait propre pour estre ouïs.

XLVI.

L'Office des Ministres est de regler, & eux & leurs Troupeaux, grands & petits par la parole de Dieu, & la Discipline Ecclesiastique: mais il appartient aussi au Magistrat de veiller sur tous estats mesmes sur les Ministres, & prendre garde s'ils cheminent droitement en leur vocation: & pourtant s'ils defaillent, le Magistrat les fera admonester de leur deuoir par la discipline Ecclesiastique, aux Consistoires, Colloques & Synodes, sinon que les fautes soient punissables par les loix, desquelles la connoissance appartient au Magistrat.

OBSERVATION.

Il n'y a rien de remarquable dans les Synodes sur cet art. sinon que celuy de Genéau 1601. adjouste, apres ces mots *grands & petits*, ceux-ci, *de quelque qualité & condition qu'ils soient.*

XLVII.

Les Ministres seront deposez, qui enseigneront mauuaise doctrine, & apres auoir estre suffisamment admonestiez, ne desisteront. Item ceux qui n'obeiront aux saintes admonitions prinsez de la parole de Dieu,
qui

qui leur seront faites par le Consistoire. Ceux aussi qui seront de vie scandaleuse, ceux qui seront convaincus d'heresies, schismes, rebellion contre l'ordre Ecclesiastique, & blasphemés manifestes, dignes de peine civile, simonie, & toute corruption de presens, brigues pour occuper le lieu d'autrui, desertion de leur Troupeau sans congé licite & juste occasion, fausseté, pariure, paillardise, larcin, yurongnerie, batterie digne d'estre punie par les loix, usures, jeux defendus par les loix, & scandaleux, danses & telles dissolutions, crime portant infamie, crime qui meriteroit en un autre separation de l'Eglise, & ceux qui seront totalement insuffisans de faire leur charge.

OBSERVATION.

Tout cet article & les suivans sont du Synode de Paris 1559.

XLVIII.

Ceux ne seront deposez, qui par maladie, vieillesse, ou autre tel inconuenient seront rendus incapables d'administrer leur charge, auquel cas l'honneur leur demeurera, & seront recommandez à leurs Eglises pour les entretenir, estans pourueus d'un autre qui fasse leur charge.

OBSERVATIONS.

Il n'y a point d'article en toute la Discipline sur lequel les Synodes Nationaux ayent tant fait d'observations, & pris de reglemens, & qu'ils ayent fait pratiquer plus soigneusement que celui-cy.

Le Synode d'Orleans 1562. sur la proposition faite par M^r. Bretagne Pasteur, juge que quand un Ministre ne peut aucunement exercer sa charge, il n'en doit recevoir aucun emolument, en cas qu'il soit pourueu d'ailleurs, entant qu'il ne semble pas juste de donner les deniers sacrez à celui qui ne peut vaquer aux choses saintes. Mais aussi si le Pasteur en a besoin, il est bien raisonnable que ces deniers soient employez à le faire subsister avec sa

famille : Car si la charité se doit principalement exercer envers les domestiques de la Foy, beaucoup plus envers ceux qui ayans consumé tout leur temps pour se donner au St. Ministère, se voyent par l'âge ou les indispositions hors d'estat de rendre service selon leur desir, & non par leur faule. Ce fut pour cela que cet article fut dressé des lors que fut faite la Discipline Ecclesiastique au Synode de Paris 1559.

Le Synode de Montpellier 1598. declare (ainsi qu'il est rapporté sur l'article 44.) que pour tenir la main à l'exécution des articles 48. du 1. Chap. de la Discipline, & 12. du Chap. 8. *La Compagnie enjoint aux Synodes Provinciaux d'apporter au National témoignage du deuoir qu'ils auront fait envers les Pasteurs qui à raison de leur indisposition ne peuvent exercer leurs charges.* A ce que, comme il a desia esté dit il y soit pourueu par les Synodes Nationaux, en cas que les Eglises ou Colloques & Synodes Provinciaux n'en ayent pas le moyen.

Au même Synode dans la distribution des deniers d'octroy, est dit expressément que *doivent estre compris les Ministres qui par vieillesse ou indisposition ne peuvent exercer leur charge.* Mesmes au Synode de Gergeau vn certain Pasteur ayant esté déchargé pour son grand aage, luy est adjugée sur les deniers d'octroy la cote de deux Pasteurs, le Synode promettant de la loier aux comptes que la Prouince (d'où il estoit) luy rendroit. Et au Synode de Gap 1603. Sur l'aduis de la continuation des necessitez dudit Pasteur, luy sont assignées deux autres portions desdits deniers d'octroy. Il seroit trop long de faire l'enumeration de tous les Pasteurs aagez ou indisposez dont les Synodes Nationaux ont pris soin pour faire en sorte que l'on les assistast selon leurs necessitez. Il sera bon seulement de remarquer que ce soin des Synodes en faueur des Pasteurs déchargez pour leurs infirmités à passé jusques là, que le Synode de Tonneins 1614. ayant sceu que quelque Prouince auoit diminué de la pension qui luy auoit esté accordée en faueur d'un Pasteur déchargé, *La Compagnie enjoint à ladite Prouince de luy restituer le passé, & luy laisser l'entiere jouissance pour l'aduenir: declarant qu'elle entend que cet ordre soit désormais gardé tant pour luy que pour tous autres de semblable condition; sans que les Prouinces en puissent disposer autrement.* Le même Synode en la personne d'un autre Pasteur qui se plaignoit de ce que la Prouince l'auoit chargé des frais communs avec les autres pour le recouurement des deniers d'octroy à proportion de la part qui luy escherroit. *La Compagnie entend que ladite Prouince luy laisse à l'aduenir sa portion toute franche.* Et depuis cela les Synodes assignans quelque portion desdits deniers aux Pasteurs déchargez déclarent qu'elle sera franche, comme il appert par le Synode d'Ales. 1620. au sujet d'un Pasteur de Prouence.

Et non seulement les Synodes Nationaux ont eu soin des Pasteurs tombez dans quelques longues indispositions, au sujet desquelles ils ont esté déchargez, mais encores de ceux qui ont esté visitez de quelque maladie considerable, & mesmes ont eu des pertes, & esté obligez de faire quelques depenses extraordinaires, comme cela se voit au Synode d'Alençon 1637. en la personne d'un Pasteur du Viarets. Et au Syn. de Castres 1626. qui auance 100. liures à vn Pasteur déchargé du Bas Languedoc, qui est encores recommandé à la charité de sa Prouince au sujet de la disette. Le même Synode auance 300. liures à vn autre Pasteur dans sa grande necessité. Chose semblable se fait au Synode de Charanton 1644. Et le Synode de Loudun 1659. loüe la charité de quelque Eglise envers vn Pasteur déchargé, & ordonne pour vn autre que la subuention de 300. liures qui luy estoit faite soit portée jusques à 400.

XLIX.

Les vices scandaleux punissables par le Magistrat, comme meurtre, crime de leze Majesté, & autres qui redonderont au grand deshonneur & scandale de l'Eglise, meritent que le Ministre soit déposé, encore qu'ils eussent esté commis, non seulement avant son election, mais du temps mesme de son ignorance: & ce au cas que demeurant au Ministère, il apporte plus de scandale à l'Eglise, que d'edification, dequoy les Synodes connoistront.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Paris 1539. qui adjoust seulement que les autres vices non scandaleux sont remis à la prudence & jugement du Synode Prouincial.

Les dernieres paroles. *Au cas que demeurant au Ministère &c.* jusques à la fin ont esté adjoustées au Synode de la Rochelle 1571.

L.

Si un Ministre est conuaincu de crimes enormes & notoirs, il sera promptement déposé par le Consistoire, y appellant le Colloque, ou à faute d'iceluy deux ou trois Pasteurs non suspects. Et en cas que le Ministre delinquans se plaigne du tesmoignage & de la calomnie, ce fait sera rapporté au Synode Prouincial; s'il a presché doctrine heretique, il sera promptement suspendu par le Consistoire, le Colloque, ou deux ou trois Ministres à ce appellez comme dessus, attendant que le Synode Prouincial en ait desfiny, & toutes sentences de suspensions, pour quelque cause que ce soit, tiendront nonobstant appel, jusques au jugement definitif.

OBSERVATIONS.

Cet article est encorés du Synode de Paris 1559.

Le Synode de Nitines 1572. apres ces mots, *s'il a presché doctrine heretique*, adjouste ceux-cy, & *la soustient opiniastrément.*

Ces dernieres paroles, & *toutes sentences de suspensions &c.* jultques à la fin, sont du Synode de la Rochelle 1607.

Quand aux procedures qui se doiuent tenir l'endroit d'un Pasteur accusé, quelques-vns se persuadans qu'il falloit plus de deux ou trois témoins pour le condamner, Le Synode de Tonneins 1614. sur la demande de la Prouince de Dauphiné, si ce nombre suffit tant contre vn Pasteur que contre vn Ancien pour rendre le témoignage vallable, juge que *la chose est sans aucune difficulté.*

L I.

Les causes de la deposition ne seront pas declarées au peuple, si la necessité ne le requiert, de laquelle ceux qui auront jugé de la deposition, cognoistront.

OBSERVATION.

Cet article est aussi du Synode de Paris 1559.

L II.

Les Synodes Nationaux seront aduertis par les Prouvinciaux, de ceux qui seront deposez, afin de ne les recevoir.

OBSERVATIONS.

Au Synode de la Rochelle 1571. Il fut dit que les Prouvinces seroient aduerties l'une par l'autre de la deposition des Ministres, afin que les deposez ne soient receu es autres Eglises.

Depuis, l'article fut couché tel qu'il est à present au Synode de Vittré 1585.

Au Synode d'Alès 1620. Il est porté, que d'autant qu'il se peut faire qu'en la corruption du siecle quelqu'un estant depose en un Colloque, ou en une Prouince, s'ingere en une autre pour prescher, avant que le Synode National se tienne, par lequel toutes les Eglises puissent estre aduerties de ladite deposition. Le Synode exhorte les Pasteurs & Consistoires de n'admettre legerement à la Chaire aucun d'autre Prouince, s'ils n'en ont une ample connoissance Et quant aux remoulez, ils seront promptement publiez & notifiez par les Pasteurs des lieux où est aduenue la remoule, afin qu'on ne soit surpris par eux.

L III.

Les Ministres deposez pour crimes qui meritent peine capitale, on portent note d'infamie, ne pour-

ront estre remis en leurs charges, quelquereconnoissance qu'ils fassent. Quant aux autres fautes plus legeres apres la reconnoissance, ils pourront estre remis par le Synode National, toutesfois pour servir à une autre Eglise, & non autrement.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de la Rochelle 1571. Mais au lieu qu'il y avoit dans ledit art. ces mots *par le Synode National*. Il fut dit au Synode de Vitré 1583. que l'on mettroit ceux-cy, *par le Synode Provincial*.

Et au Syn. de Montauban 1594. sur l'aduis demandé par la Province du Bas Languedoc touchant les Ministres qui ayans esté depoiez auroient toutefois depuis conversé honnestement, sans donner aucun scandale, voire long-temps s'estant passé depuis leur deposition, s'il est loisible de les employer à prescher, & administrer les Sacremens, apres avoir esté remis au Ministère, en la Province mesmes où ils auroient esté depolez : *A esté aduisé qu'ils n'est pas expedient, veu mesmes que cela est contraire à la Discipline.*

LIV.

Les Coureurs, c'est à dire, ceux qui n'ont aucune vocation & s'ingerent au Ministère, seront reprimez. Et tout ce que les Synodes Provinciaux en ordonneront quant à l'interdiction du Ministère, sera de telle vertu, comme si le National l'avoit ordonné.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est du Synode de Poitiers 1560. art. 6.

On peut rapporter à cet article ce que le Synode de Montauban 1594. a arrêté *qu'un Ministre suspendu ne pourra faire les prieres publiques.*

LV.

Ceux qui seront declarez coureurs, apostats, heretiques, schismatiques, seront denoncez par toutes les Eglises, afin qu'elles s'en donnent garde, & d'iceux la liste sera portée des Synodes Provinciaux aux Nationaux.

OBSERVATIONS.

Le commencement de cet article est du Synode de Lion 1563. article 5. Quand a ces dernieres paroles. *Et d'iceux la liste &c.* jultques à la fin, elles furent ajoutées au Synode de Vitre 1583. aussi bien que le mot d'*apostats*.

Ce reglement fut pris au Synode de Vertueil 1567. art.1. *Que nuls ne seroient mis au rang des Coureurs sans l'autorité du Synode National, que premierement les Eglises voisines n'ayent procedé selon l'ordre receu à l'encontre d'iceux, & fait tout denoir de les contenir. Et sera fait roolle desdits Coureurs separé du corps des articles des Synodes.* Ce qui a esté depuis tres exactement oblerué en tous les Synodes suiuaus.

LVI.

Ceux qui auront esté mis au rang des coureurs, par l'aduis du Synode National, ne pourront estre rayez sinon par un autre National.

OBSERVATION.

Cet article fut ainsi dressé au Synode de Vertueil 1567.

LVII.

Ceux qui s'ingerent au Ministère és Prouinces & lieux où déjà le pur Ministère sera estably, seront aduertis suffisamment de desister, & au cas qu'ils perseuerent, ils seront declarez schismatiques, comme aussi ceux qui les suiuront, si apres le mesme aduertissement ils ne les quittent.

OBSERVATION.

Le Synode de la Rochelle 1571. adjoute le mot de *Prouinces* à celuy de *lieux*.





CHAPITRE II.

Des Ecoles.

ARTICLE I.

Les Eglises feront tout deuoir de faire dresser des Ecoles, & donneront ordre que la jeunesse soit instruite.

OBSERVATIONS.

Comme l'instruction de la jeunesse est de tres-grande importance, puis que c'est la pepiniere de l'Eglise, on a pris tres-grand soin en tous les Synodes Nationaux de faire en sorte qu'il y eust des Ecoles & Colleges en diuers lieux pour l'education des jeunes gens tant en la pieté qu'es bonnes lettres.

Au Synode de Saumur 1596. a esté aduisé qu'il est expedient d'aduertir les Prouinces de s'esforcer d'establir chacune un College en leur Prouince, & toutes ensemble deux Academies du moins. Les lieux tant des Colleges que des Academies seront nommez par les Prouinces. Et des à present cette Compagnie à jugé cette Ville de Saumur propre à y dresser un College, & quand Dieu en donnera le moyen vne Academie, & à prié Mr. du Plessis Gouverneur de ce lieu de continuer la bonne volonté qu'il a declarée sur ce fait, & chacun de cette Compagnie est prié d'y exhorter ceux de sa Prouince.

Le Synode de Montpellier 1598. ordonne que l'on fasse paroistre du deuoir que les Prouinces auront fait pour l'establissement des Academies, & rendront compte des deniers qui leur sont assignez; chaque Prouince nommant des receueurs pour cet effect. La mesme exhortation est reiterée au Syn. de Gergeau 1601.

Au Synode de Privas 1612. il est remis à la prudence des Prouinces de dresser plusieurs Ecoles si faire se peut, ou mesme de soulager de quelques portions les Ecoles desja dressées.

Le Synode de la Rochelle 1607. accorde à chacune des Prouinces qui n'ont point d'Academie, la somme de 300. liures pour estre employées à l'establissement de Colleges au milieu d'elles.

Au Synode de Vitry 1617. vne Prouince est censurée pour auoir diuertie la somme ordonnée pour l'entretien de son College à de petites Ecoles.

Au Synode de Charenton 1631. sur ce que les deniers d'octroy auoient cessé, & que les Academies & Colleges en ressentoient du detrimement: Pour empescher qu'elles ne tombassent dans vne totale ruine à cette occasion. La Compagnie en attendant que les Eglises puissent recueillir les fruits accoustumés de la liberalité du Roy, a arresté que le quint des aumônes recuies en toutes les Eglises estans mis à part, certaine somme sera extraite & employée à l'entretien des

Academies & Colleges par forme d'avance & de prest seulement, jusques à ce que les deniers de l'ostroy de Sa Majesté estans recueus le remplacement entier s'en puisse faire au soulagement des pauvres, sur lesquels l'emprunt aura esté fait. Pour cet effet chaque Synode Provincial nommera un Consistoire, qui aura la charge de recevoir les sommes extraites du quint des aumosnes des Eglises particulieres, les enuoyer à telles des Academies qui luy sera ordonné, selon le departement qui sera fait cy apres tant des Academies que des Colleges: tirer quittance du Conseil Academique, & de retirer en vertu d'icelles des mains du Sieur du Candal, ou de ses commu, les sommes avancées pour les refonder sur les premiers deniers clairs aux Eglises particulieres au rata de ce quelles auront fourni, & ce par quartier à commencer du mois d'Octobre present & an. Le departement & Cotisation est faite en suite dans le meisme Synode.

Mais pource que nonobstant tous ces reglemens & ordres les Academies & Colleges estoient encores mal payez. Enfin a esté dressé au Synode d'Alençon 1637. vn ample & important reglement sur ce fait, conceu en ces termes. Combien qu'il soit notoire à tous que l'instruction de la Jeunesse, & entretien des Ecoles où elle est instituée, sont absolument necessaires à la subsistance de l'Eglise, & au maintien de la pieté, & propagation de la doctrine salutaire en icelle. Et que tous fidelles par l'interest de la gloire de Dieu, l'amour de sa verité, & leur commune edification doivent à qui mieux mieux se sentir émeus à la recherche des moyens convenables à l'advancement d'un dessein de justice, & utilité si evidente. Neantmoins pource que plusieurs ont decouragés par la difficulté du temps, ou trop attachés à leur propre interest, ont ralenti leur zèle, & negligé l'exécution des reglemens dressés par ci devant sur ce sujet. Pour remedier à un si grand & prejudiciable manquement, perpetuer en l'Eglise de Dieu le Ministère de Euangile, & y conserver religieusement le bon deposit de la verité. Le Synode National assemblé par la permission du Roy à Alençon, exhorte toutes les Eglises, Seigneurs, Gentilshommes & particuliers de preferer le service de Dieu, la gloire de son saint nom, & l'establissement de l'ordre en sa maison à toutes considerations humaines: Consacrer à Sa Majesté Divine chacun selon ses facultez leurs offrandes volontaires: & esgaller entre eux les charges necessaires à la subsistance des Academies, & Colleges, & sans en cet exercice de charité, pieté, & support enuers les plus foibles. Enjoins à tous les Synodes Provinciaux, Colloques, & Consistoires de prendre en eux mesmes les expédients propres pour parfourrir les sommes auxquelles ils ont esté respectivement cotisés, se rendre Solliciteurs du payement actuel d'icelles, & tenir la main à ce que les Professeurs & Regens qui servent ex diset Academies & Colleges puissent toucher d'an en an les appointemens qui leur sont assignez, pour servir à leur vocation avec courage. Ce qui sera notifié à toutes les Eglises par la lecture du present acte.

Il y a divers autres reglemens touchant les payemens des Academies, & de ceux qui y servent, la distribution des deniers destinez à cela; la recepte, l'ordre & la façon de rendre les comptes que nous n'avons pas jugé à propos d'insérer icy, comme ne regardans pas proprement le fait de la Discipline Ecclesiastique; bien qu'il y en ait plusieurs inserez consulement dans la Discipline imprimée à Paris.

Le Synode de la Rochelle 1607. Exhorte les Prouinces voisines des Academies dressées, de veiller sur icelles pour respondre au prochain Synode du denoir qui s'y fait, ou des defaux qui s'y trouvent.

Le Synode de Gergeau 1601. ordonne que le Colloque de Quercy prene garde à ce que l'Academie de Montauban soit pourueue de bons Professeurs & qui s'acquittent

quissent bien de leur deuoir. Comme aussi les autres Colloques sont chargez de tenir la main à leurs Academies.

Le Syn. de St. Maixant 1609. veut que les Conseils Academiques soient compozez de Pasteurs & Anciens seulement, à la nomination du Synode Prouincial.

Il y a diuers autres reglemens particuliers touchant ceux qui seruent dans les Academies: comme du Principa^l, au Synode de Charanton 1623. De la Profession en Grec, au mesme Synode: & autres qui sont recueillis avec les loix des Academies, & qui sont inferez dans la Discipline imprimée à Paris, que nous obmettons, cōme ne regardans pas proprement la Discipline de l'Eglise.

Et non seulement les Synodes ont trauaillé à l'establissement des Colleges & Academies, pour l'education & instruction de la Jeunesse: mais mesmes ils ont porté leurs soins à les pouruoir des choses requises à faciliter les études de ceux qui y seruent, comme sont les Bibliothèques; Et à leur donner les loix, & reglemens necessaires pour leur conduite.

Ce fut au Synode National d'Ales que lesdites loix furent establies au nombre de xviii. où on pourra auoir recours en cas de besoin.

Le Syn. de Charenton 1623. y adiouste vn reglement particulier touchant les Catechistes qu'il veut que l'on fasse voir aux Escoliers tant en Grec qu'en Latin & François, & cela selon la portée des Escoliers, pour leur en faire apprendre vne section par cœur chaque Samedi, & leur en donner vne familiere exposition.

Le Synode de Loudun 1659. *Loie la custume de l'Academie de Die, de prendre connoissance des progres de ses Escoliers aussi bien en la pieté qu'ex Lettres humaines, & leur assigner des prix pour cet effect & exhorte les autres Academies & Colleges de nostre Communion de faire le semblable.*

Au Synode de Gap 1603. *Les Academies sont exhortées d'auoir autant qu'il leur sera possible vne Bibliothéque commune, & particulièrement d'auoir la grande Bible d'Anuers en plusieurs langues.* Et au Synode de Castres 1626. dans l'ordre general qui fut prix d'exhorter toutes les Prouinces, & en chacune les Eglises opulentes à dresser des Bibliothèques pour le soulagement des Pasteurs, il est dit que l'on fera paticulièrement entendre cela, outre les Eglises de Paris & Montpellier, aux Academies de Nîmes & Montrauban, pour faire voir que l'on a regardé principalement au bien & vtilité des Academies en ce fait des Bibliothèques.

II.

Les Regens & Maistres d'Escole signeront la Confession de Foy, & la Discipline Ecclesiastique, & les Villes & Eglises n'en receuront aucun, sans le consentement du Consistoire du lieu.

OBSERVATIONS.

Cet article fut dressé au Synode d'Ales 1620. comme tres-important, puis qu'il est tres-necessaire de donner à la Jeunesse des Conducteurs qui l'instruisent non seulement ez belles lettres, mais aussi ez bonnes mœurs & dans vne bonne doctrine pour la pieté.

H

On peut rapporter à cet article le reglement pris au mesme Syn. d'Ales au sujet des Professeurs en Philosophie, qui est *qu'ils prendront garde en traitant les questions de Physique & de Metaphysique, qui ont quelque correspondance à la Theologie, de le faire en telle sorte qu'ils ne derogent aux principes de la vraye Religion, & ne forment aucun scrupule en l'esprit de la jeunesse contraire à la pieté.*

Au Syn. de Cha. 1631. Il fut enjoint aux Professeurs en Philosophie d'enseigner la Metaphysique qui auoit esté negligée jusques alors és Academies. Et fut dit seulement que *lesdits Professeurs en Philosophie au lieu d'entreprendre sur la profession en Theologie se contiendroient dans leurs bornes sans s'estendre en questions inutiles.* Il recommande aussi aux Conseils Academiques de *tenir la main à ce que les premiers Elements de la Logique soient enseignez en premieres Classes, afin que les Escoliers sortans des Colleges puissent estre preparez à de plus hautes leçons.*

Et afin que les Professeurs & autres seruans és Academies ne soient distraits des fonctions de leurs charges par d'autres exercices. Le Syn. d'Ales s'addit, sur la proposition de la Prouince de Poitou, que les Professeurs & Principaux des Colleges & Academies n'exercent point la Medecine pour euitter toute distraction de leur Profession, & que plustost leurs gages leurs soient augmentez, afin qu'ils ne soient contraincts de s'appliquer à autre chose. *La Compagnie ne jugeant pas chose facile de faire un reglement arresté sur cela, la laisse à la liberté, & prudence des Conseils establis en Academies de reconnoistre ce qui sera utile, & conuenable.*

Et comme les Synodes ont pris soin de regler les meurs & la conduite de ceux qui seruent dans les Academies, aussi ont ils eu égard à leur faire rendre le respect qui leur est deu par ceux qui sont sous leur conduire, & à maintenir leur autorité, & celle des Conseils Academiques qui ont l'inspection sur toute l'Ecole.

C'est à cela qu'on doit rapporter l'ordre pris au Synode de Charanton 1623. *quales Escoliers de quelque classe qu'ils soient, seront tenus de reuerer tous ceux qui enseignent, en quelque classe qu'ils soient. Et pour cet effect n'y aura aucun appellé à l'instruction de la jeunesse, mesmes en la plus basse Classe, qui ne soit capable d'exercer ladite profession.*

Et pour ce qui est de l'autorité des Conseils Academiques, afin qu'elle ne soit affoiblie par euocation des affaires Academiques au Magistrat. Le Synode de la Rochelle 1607. declare que *si ez Academies lors qu'il est question de la vocation des Professeurs & Regens, il interuient quelque different, & qu'une des parties contendantes se pouruoit hors des Assemblées Ecclesiastiques, tel sera poursuini par toutes censures Ecclesiastiques jusques à Excommunication, en cas de rebellion. Et si desja il est pourueu de quelque profession. La Compagnie ordonne qu'il soit cassé de gages, & déclaré indigne de toute charge Academique.* Et sur ce qu'il estoit arriué quelque chose de cette nature à Montauban, où on auoit porté à la Chambre vne affaire Academique, furent deputez quelques-uns de ce mesme Synode vers Messieurs les gens du Roy de la Chambre jais sans profession de la Religion, pour leur repre'senter, *combien il est prejudiciable aux Eglises que les differens des Academies se terminent en leur Cour, à ce que selon leur zele & pieté ils pouruoient au passé, & fassent qu'à l'aduenir rien ne se passe au prejudice de la liberté des Eglises.* Et au Synode de Loudun 1639. vn Pasteur est censuré pour auoir contreueu à ce reglement.

C'est à cecy qu'on peut rapporter le jugement des Syn. Nationaux sur le fait de certains Intendans que les Synodes Prouinciaux vouloient establis sur

les Academies. Le Synode de St. Maixant 1609. sur l'appel de M^r. Beraud, & en exposition de l'article du Synode de la Rochelle 1607. declare que l'intension d'iceluy n'a pas esté d'introduire des Intendants ordinaires hors ceux qui sont du lieu, permettant seulement aux Consistoires & Conseils Academiques d'y en appeller extraordinairement aux occasions selon qu'ils verront bon, & ainsi n'approuve point cette Intendance instituée par le Syn. Prouvincial dont il y auoit appel.

III.

Les Docteurs & Professeurs en Theologie seront esleus par le Synode de la Prouince où sont les Academies, & seront examinez tant par leçons qu'ils feront sur le Vieux & Nouveau Testament, suivant l'edition authentique des textes Hebreux & Grecs qui leur seront baillez, que par dispute d'un ou de plusieurs jours, ainsi qu'il sera aduisé, & estans trouuez capables, s'ils ne sont Pasteurs, la main d'association leur sera baillée, ayans promis au prealable de fidellement & diligemment faire leur charge, & de traiter l'Escripture en toute pureté, selon l'analogie de la Foy, & Confession de nos Eglises, laquelle ils signeront.

OBSERVATIONS.

Ce fut au Synode de Gap, 1603. que cet article fut couché dans les termes où il est à present. Car au Synode de Nîmes 1572. Il auoit esté dressé confusement avec le precedent. Mais depuis on les a separez & distinguez comme ils sont à present. Le Synode de Nîmes veut que l'on prenne une bonne & suffisante preuue de la vie & doctrine desdits Professeurs, & qu'on les aduertisse qu'ils sont consacrez à tousiours au seruice de Dieu & de son Eglise, & se soumettent aux aduis des Colloques & Synodes, où ils seront appelez quand il sera question de la decision de quelque point de doctrine, s'ils sont sur les lieux.

Bien que par cet article l'ellection des Docteurs & Professeurs en Theologie soit attribuée au Synode de la Prouince où est l'Academie, neantmoins par les reglemens des Synodes Nationaux, la nomination & presentation en est concédée aux Conseils Academiques, & l'examen & preception au Syn. Prouvincial. Le Syno. d'Alès 1620. dit que, Les Docteurs & Professeurs en Theologie seront nommez & presentez par le Conseil Academique extraordinaire & Synodes Provinciaux, pour estre examinez & receus suivant l'article 3. du Chap. 2. de la Discipline.

Et au Syn. de Charenton 1621. Il est dit que l'art. 9. des loix generales des Academies dressées au Synode d'Alès sera concen en ces termes. Les Docteurs &

Professeurs en Theologie ayans esté prealablement nommez par le Conseil Academique extraordinaire, ladite nomination sera portée au Synode Provincial pour en juger, & si elle est approuvée, ordonner de l'examen, & reception de ceux qui auront esté nommez, suivant l'article 3. du 2. Chap. de la Discipline.

Le mesme Synode n'ayant peu accorder à l'Academie de Saumur vn personnage qu'elle demandoit pour Professeur en Theologie, renuoye au Conseil Academique le soin de jeter les yeux sur quelqn'autre, comme cela estant de son droit.

Quand à ce qui concerne la necessité indispensable de l'examen des Professeurs en Theologie, elle est tellement establie par les Synodes Nationaux, qu'il n'y a point de reglement plus expressement & soigneusement recommandé. Quand ils affectent quelque particulier pour Professeur en Theologie à vne Academie, c'est sous cette condition expresse de subir au prealable l'examen selon la Discipline, comme cela se voit au Synode de Vitré 1617. d'Ales 1620. ou mesmes furent prononcées quelques censures contre ceux qui n'auoient pas obserué ce reglement en vne occasion particuliere: pareille chose fut faite au Syn. de Charanton 1631. Et celuy de Charanton 1644. accordant vn Professeur à l'Academie de Niimes, le fait sous les mesmes conditions, sçauoir d'observer toutes les formes prescrites par la Discipline. Et au Synode de Loudun 1659. La Compagnie confirmant les establissemens faits de quelques Professeurs en Theologie en certaines Academies, ordonne que les reglemens de la Discipline & des Synodes Nationaux, seront religieusement observez en l'examen de ceux qui seront esleus pour la profession en Theologie.

Quand à ce qui est de l'ordre qu'on doit observer dans ledit examen, le Synode d'Alençon 1637. a fait ce reglement sur la requisition de la Province du Betri. La Compagnie ordonne que désormais quand il sera question de de pourvoir les Academies de Professeurs en Theologie : La Province en laquelle sera l'Academie où la profession vague, comme aussi les quatre Provinces adjacentes deputeront à leurs frais, pour assister à l'examen de celuy qui sera receu en ladite Profession.

Et comme les Synodes ont tousiours eu grand soin de faire en sorte que les dites places des Professeurs en Theologie ne demeurent vacantes. Bien qu'ils ayent laissé le soin de les pourvoir & les remplir aux Conseils Academiques conjointement avec les Synodes des Provinces où sont lesdites Academies, ils ont encores de temps en temps fait certaines indications de personnes sçauantes & studieuses, qu'ils ont exhorté à se tenir prestes pour telles charges en cas de besoin, comme cela s'est veu au Synode d'Alençon 1637. & en diuers autres Synodes, suivant vn reglement pris au Synode d'Ales 1620. par renuoy du Synode de Vitré 1617. en ces termes. *Sur ce que les Provinces estoient admonestées par le Synode de Vitré. de penser aux moyens de faire que les Academies ne demeurent depourueues de Professeurs en Theologie. La Compagnie ayant ouï les aduis de plusieurs Provinces icy representez par leurs Deputez; a arresté qu'on choisiroit pour cet effect certain nombre de Pasteurs qui seruent en nos Eglises, sans faire aucuns fonds ny choisir des Escoliers, comme moins propres à la conduite de la jeunesse qui est és Academies.*

¶ Le mesme Synode de Vitré 1617. voulant faciliter l'establissement des Professeurs en Theologie és Academies, ordonne que la Province en laquelle sera l'Academie avec le Conseil Academique ayant jetté les yeux sur quelque Pasteur, de la volonté duquel ils seront asseurez, le pourront en l'autorité de cette Compagnie tirer de son Eglise, après l'auoir toutefois deuëment pourueu d'un autre Pasteur pour lequel effect il luy sera accordé deux mois,

Enfin le Synode de Loudun 1659. à fait vn reglement exprés sur ce fait, contenu en ces termes. *Sur la proposition faite par les Deputez de la Prouince de Xaintonge, à ce qu'on fasse nomination dans toutes les Prouinces de deux personnes, qui se preparent pour la profession de Theologie, & que les Conseils Academiques soient obligez de jetter les yeux sur quelqu'un des designez pour pourvoir les chaires de Theologie lors qu'elles se trouuent vacantes. La Compagnie n'a pas jugé à propos de rien changer és reglemens precedens qui donnent la liberté aux Conseils extraordinaires des Academies de nommer les Professeurs en Theologie, sans estre obligez de se restreindre à ceux qui auoient esté designez, & en suite procurer leur establissemment selon les reglemens des Synodes Nationaux, particulièrement de ceux d'Alés, d'Alençon & de Charanton.*

Mesmes pour ce qu'il peut arriuer quelque detrimment aux estudes des Proposans durant le temps auquel ces charges sont vacantes depuis le decez de ceux que Dieu a retirez iuques à l'installation d'un nouveau Professeur, les Synodes y ont voulu pourvoir par quelques reglemens. Celuy de Gap 1603. porte que, *lors que la place de quelque Professeur vient à vaquer en quelque Academie, il est loisible aux Professeurs avec les Pasteurs & le Consistoire de nommer quelqu'un par prouision qui fasse lecture en attendant le Synode de la Prouince.* Et celuy de la Rochelle 1607. dit que, *les Pasteurs des Eglises esquelles sont dressées les Academies, seront exhortez aux heures extraordinaires, & par l'aduis du Conseil Academique de faire quelques leçons en Theologie pour se rendre capables au besoin de la Profession d'icelle.*

Et pour monstrier combien les Synodes ont eu à cœur d'obliger les Professeurs en Theologie à s'attacher fort exactement à l'exercice de leurs charges sans en estre diuertis par d'autres fonctions. C'est que bien que le Synode de Lion 1563. permette aux Professeurs Ecclesiastiques de se pouuoit trouver és Consistoires & és Synodes; cependant pour monstrier que cela ne les doit pas obliger à vaquer ordinairement aux affaires de l'Eglise, ce qui pourroit les distraire de leur charge. Le Synode d'Alés 1610. article 3. des Academies, ordonne que *les Professeurs en Theologie, qui sont quant & quant Pasteurs de l'Eglise, ne se trouueront point és Colloques ny Synodes Prouinciaux & Nationaux, s'ils n'y sont enuoyez avec lettres des Eglises, ou appelez par les Synodes ou Colloques, lors qu'il s'y traite des choses concernant l'Academie, ou des points de doctrine importants.* Et en l'article suiuant du mesme Synode, il est dit que *les Professeurs en Theologie & langue Hebraïque qui sont Ministres & repetez Pasteurs du lieu où ils sont, y prescheront la parole de Dieu en certains jours. Estans deschargez au reste de l'administration de la Discipline Ecclesiastique, & des autres charges ordinaires du Ministère.* Au Synode de St Maixant 1609. Il est enjoit aux Prouinces en faisant leurs deputations aux Assemblées Nationales, tant Politiques qu'Ecclesiastiques, d'exempter les Professeurs en Theologie des Assemblées Politiques & deputations en Cour; & quand aux Synodes Nationaux, il est laissé à la prudence des Synodes Prouinciaux de les y enuoyer. Et au Synode de Priuats 1612. les Deputez de la Prouince de Berry requerans qu'on empesche la contrauention de l'article de St Maixant qui defend les Assemblées Politiques aux Professeurs en Theologie: *La Compagnie est d'auis qu'on le fasse obseruer, punissant de suspension de leurs charges pour six mois ceux qui accepteront telles deputations.*

Les Synodes ont pris outre cela vn grand soin de reigler les fonctions de cette charge. Le Synode d'Alés 1610. entre les loix des Academies

veut qu'il y ait deux Professeurs en Theologie pour le moins en chaque Academie, l'un desquels expose l'Ecriture Ste sans s'etendre au long en lieux communs : l'autre les lieux communs. Et s'il est possible d'en avoir trois, l'un exposera le Vieil Testament, & l'autre le Nouveau, & le troisieme les lieux communs, lesquels il paracheura en trois ans pour le plus, le tout aussi brièvement & solidement que faire se pourra en forme scholastique. Et pour s'accommoder tant mieux au profit des Escoliers, les Professeurs en Theologie s'obligeront à dicter quelques sommaires de leurs leçons.

Item le meisme Syn ordonne que chaque Professeur en Theologie fasse quatre leçons la semaine, qu'ils exercent outre cela les Escoliers en Propositions toutes les semaines, tant en Latin qu'en François, selon l'ordre & les jours qui seront establi par le Conseil Académique. Que de plus il y ait une dispute particuliere en Theologie chaque semaine, & une publique par chaque Professeur une fois le mois.

Le meisme Syn. enjoint aux Docteurs & Professeurs en Theologie de s'abstenir autant qu'il sera possible de questions curieuses, & de vaines recherches des Scholastiques Romains, & de ne s'etendre en la refutation des heresies non connues entre nous qu'autant qu'il est necessaire pour l'interpretation des passages de l'Ecriture Ste qu'ils exposeront, gardans en leurs leçons la gravité & la simplicité qui se remarque es escrits de ceux desquels Dieu s'est seruy en ces derniers temps pour s'allumer le flambeau de son Euvangile.

Au Syn. de la Rochelle 1607. il fut dit que les Professeurs en Theologie des Academies de ce Royaume seroient exhortez de mesurer tellement leurs leçons des lieux communs, qu'en trois ans pour le plus ils les ayent exposez & expliquez entierement.

Il y a outre cela vn acte du Synode d'Alès 1610. qui regarde particulièrement les Professeurs en Theologie qui sont aussi Pasteurs, pour les pourvoir d'Eglise & leur en assigner quelqu'une en particulier, afin de satisfaire ainssi à l'article 10. du chap. 1. de la Discipline. Cet acte porte que quand aux Ministres qui exercent aujourd'huy les Professions en Theologie, & ne sont pourtant reputez Pasteurs des lieux où ils demeurent, ils seront supportez jusques au Synode National prochain, auquel ils presenteront l'admi des Eglises où ils séjourneront & seront pourueus d'Eglises.

IV.

Afin qu'il y ait nombre de Pasteurs, & que les Eglises puissent estre tousiours pourueues de personnages capables pour les conduire, & leur annoncer la Parole de Dieu : les Eglises sont aduerties de choisir des Escoliers déjà aduancez aux bonnes lettres & de bonne esperance, pour les entretenir aux Uniuersitez, afin que là ils soient

preparez & façonnez pour estre employez au St. Ministère, preferans les enfans de Ministres pauvres, propres aux lettres, dont les Colloques connoistront. Les Rois, Princes & Seigneurs, seront suppliez & exhortez d'avoir ce soin, & y employer quelque portion de leur revenu : comme aussi les Eglises opulentes. Les Colloques & Synodes Prouvinciaux en feront les aduertiffemens & sollicitations où ils verront estre bon, & suivront toutes voyes propres, à ce que choses si necessaires soyent mises à effet ; & si les Eglises seules ne le peuvent faire, les voisins se joindront ensemble, afin que pour le moins il y en ait un entretenu par chacun Colloque, & que plustost le cinquième denier des aumosnes soit mis à part, s'il se peut faire commodement, pour y estre employé.

OBSERVATIONS.

Comme l'Eglise subsiste par le moyen du Ministère, aussi le Ministère se conserve par le moyen de ceux que l'on substitue aux autres que la mort empêche de subsister toujours & vaquer à l'exercice de leurs charges. Cet article donc est de grande importance, & a esté à bon droit soigneusement recommandé par les Synodes Nationaux.

Dès le Synode de Paris 1565. il fut pris un reglement sur ce fait portant qu'à cause du deffaut des Ministres qui se voyoit pour lors par tout, & pour pourvoir aussi à l'advenir, qu'il y en ait pour substituer aux autres. Les Eglises, seront admonestées par les Freres, Deputez des Prouvinces, principalement celles qui ont moyen, d'entretenir des Escoliers aux Vniuersitez, pour, estans instruits & façonnez, estre employez au Ministère.

Au Synode de Ste Foy 1578. le Deputez des Prouvinces sont chargez d'advertiser & exhorter les susdites Prouin. as à faire tout deuoir de faire instruire la jeunesse, & aduiser aux moyens de dresser des Ecoles, pour l'instruire & façonner un jour à l'Eglise de Dieu au fait du Ministère.

Au Synode de Figeac 1599. il fut dit que les Rois, Princes & grands Seigneurs, & mesme ceux qui possèdent des biens Ecclesiastiques ; Item les Synodes Prouvinciaux, Colloques & Eglises opulentes seront suppliez & ex-

hortez d'employer quelque portion de leurs biens, & revenus pour faire estudier en Theologie des Escoliers avancez aux bonnes lettres, pour puis apres estre consacrez au St. Ministère, à cette fin leur sera escrit au nom de la Compagnie.

Au Synode de la Rochelle 1581. Il est dit que, pour l'entretienement des pauvres Escoliers Propoſans & aspirans au Ministère, seront suppliez bien humblement le Roy de Navarre, Mr. le Prince, & autres Seigneurs de la Religion d'y faire leur deuoir : & aussi que par les Eglises les Particuliers seront exhortez à s'y bien employer, afin qu'en chacun Colloque il y ait pour le moins un Propoſant entretenu, & que de plus si cela se peut faire commodement on mettra à part le cinquiesme denier des aumosnes pour l'entretienement desdits Propoſans.

Au Synode de Montauban 1594. Il est dit qu'on fera diligemment garder en tous Colloques l'article de la Discipline touchant l'entretienement des Escoliers aspirans au Ministère. Et les Synodes Provinciaux en feront rapport, & en rendront compte au Synode National afin qu'il apparaisse du deuoir qu'on y aura fait : mais d'autant que les expedients contenus audit article ne sont suffisans, & que les moyens des Eglises sont petits on remet le tout à l'assemblée de Ste. Foy.

Ce fut au Synode suivant tenu à Vitré 1583. que furent adjoustées ces paroles, preferans les enfans des Ministres pauvres, propres aux lettres, dont les Colloques cognoistront.

Au Syn. de Charanton 1623. Il est dit que, le Synode voulant pourvoir à ce qui doit estre observé en l'admission des Escoliers en Theologie, entretenus par les Provinces ordonne que désormais les Provinces prendront soigneusement garde au choix des Escoliers qui doivent estre entretenus par les Colloques, pour servir un jour au St. Ministère, ayant sur tout égard à leur vie, jugement & autres dons naturels, examinans les attestations des Consistoires & Colleges où ils auront conuersé. Et n'admettront à ce nombre que ceux qui auront fait leur cours en Philosophie, & qui en seront soy par leurs lettres de Maistrise, ou autre témoignages équivalents. N'en recevront qu'avec bonne & suffisante caution pour restituer les sommes reçues, en cas d'apostasie, ou de promotion à autre vocation que du Ministère. Et pour y proceder avec plus de precaution, & obvier à des nominations de personnes de peu d'esperance, seront lesdits Escoliers examinez, non seulement par les Colloques qui les presenteront, mais aussi par le Synode de la Province, qui seul est autorisé de les recevoir.

Les Colloques ou Provinces qui les enuoient aux Academies pour y estre entretenus comme leurs Nourriss, en donneront aduie au Conseil des Escoles, où ils les enuoieront pour veiller plus particulièrement sur iceux, & ne les congédier que de l'aduis de leur Colloque. Seront tenus les Professeurs de les examiner tous les ans pour le moins deux fois, pour tenir leurs Colloques aduertis de leur conuersation, & de leur estude. Et seront les enfans des Pasteurs preferéz aux autres, ceteris paribus.

Et sur ce qu'au Synode de Montauban 1594. Les Deputez de Xaintonge proposerent, touchant les Propoſans qui ayans esté entretenus quelque temps par les Eglises pour aspirer au St. Ministère, n'y auroient peu estre appelez, ou bien ayans changé d'aduis auroient pris vne autre vacation, fut arresté que, si par suite de bonne volonté il aduient qu'ils ne soient employez au St. Ministère, ils seront tenus de restituer ausdites Eglises ce qu'elles auroient fourni pour les avancer quand ils en auront le moyen.

Le Synode de Charanton 1623. sur vn fait particulier ordonne qu'à l'advenir ne sera payé aucun argent pour ce sujet sans caution de restitution.

Et le Synode de la Rochelle 1607. conformément à cet arresté ordonne qu'un

qu'un particulier entretenu à Sedan par l'Isle de France, & servant ailleurs que dans ladite Prouince, compte avec elle, & luy reititue ce qu'il à touché. Meisme jugement fut donné au meisme Synode au sujet d'un qui auoit esté entretenu par la Prouince de Poitou. Pareil jugement donne contre deux Pasteurs (en faueur encores de l'Isle de France) au Synode de Vitry 1617.

Et depuis à cette occasion fut pris vn reglement au Synode de Priuas 1612. portant que, *les Propofans entretenus en leurs Prouinces ne pourront estre receus au Ministère, que par le consentement de la Prouince qui les a entretenus. Et les Propofans entretenus par les Eglises particulières ne pourront aussi estre receus au Ministère sans le consentement desdites Eglises.*

Et le Synode d'Alençon 1617. paile plus auant ordonnant que *les Eglises par l'assistance desquelles les Escoliers auront esté auancez aux estudes iouront par preference à toutes autres du droit de les employer, & toutes sont exhortées de s'entre ayder en charité.*

Et en cas que ledites Prouinces ou Eglises n'employent leiddits Propofans quand ils sont en estat d'estre receus, il leur est permis apres certain temps de se donner à vne autre Eglise ou Prouince, comme cela a esté jugé au Synode de Vitry 1617. contre la Prouince de Bretagne.

Pour remedier à cet inconuenient, il fut pris reglement au Synode de la Rochelle 1607. portant que, *les Escoliers ne seront d'oresnauant receus par les Prouinces, pour estre entretenus aux Ecoles des deniers procedans de la liberalité du Roy, qu'ils n'ayent acheué leurs estudes en Humanité, sans leur cours en Philosophie, & qu'ils ne se foyent obligez, ou ayent de bons respondans de la somme qu'ils receuront en cas que par leur faulte ils ne seruent au Ministère.*

Cependant pource que cela sembla vn peu rude pour les enfans des pasteurs, il fut dit au Synode de St. Maixant 1609. que *les enfans des Pasteurs peu moyennex sont exceptez de la rigueur de l'article portant que les Escoliers ne seront entretenus des deniers de la liberalité du Roy, qu'ils n'ayent acheué leurs estudes en Humanité, & fait leur cours en Philosophie, & a esté remis à la discretion des Synodes & Colloques, de les admettre en tel age, & de telle capacité qu'ils iugeront estre bon.*

Et au Synode d'Ales 1620. Il est dit que *sur le reglement requis par la Prouince de Poitou pour l'age que doivent auoir les enfans des Pasteurs lors qu'ils sont receus pour Escoliers entretenus par les Prouinces. La Compagnie remet ce temps à la prudence des Colloques, & Synodes selon l'ordonnance du Synode national de St. Maixant.*

Au Synode de Saumur 1596. *Les Prouinces sont exhortées d'entretenir le plus grand nombre de Propofans qu'il leur sera possible, & les Princes, Seigneurs, Gentils-hommes & Communautés, & tous ceux en general à qui Dieu a donné des moyens, d'en employer vne partie pour l'entretenement desdits Propofans, & principalement ceux qui jouissent de quelques benefices.*

Et d'autant que quelques Eglises qui auoient contribué à l'entretien des Propofans, se seruans apres de leur Ministère, & se voulans preualoir de cette consideration ne faisoient pas leur deuoir enuers eux pour leur subuention. Le Synode de Montpellier 1598. fit cet arresté, *Les Eglises qui ont entretenu des Escoliers, & se seruent aujourd'huy de leur Ministère, si elles les traitent indignement, comme ne leur donnant pareille pension qu'à leurs Colloques seront censurés. Et si elles se montrent refractaires, le Colloque ou Synode pourra licencier lesdits Ministres, ou les pouruoir d'autres Eglises selon la Discipline*

Et pource que quelque fonds destine à l'entretienement des Propoſans auoit eſte diuert par vn particuliere le même Syn. prend vn tres-grand loin pour luy en faire rendre compte, bien que ce fust vne personne de haute condition.

Ce qui auoit eſté dit en cet article de ceux qui possédoient quelques benefices ou reuenus Ecclesiastiques fut rayé au Syn. de Gergeau 1601. parce que les Synodes n'ont point approuué la jouissance de cette nature de biens.

Le Synode de Gap 1603. fait cet arrete, *Chacune Prouince ſera tenue d'entretenir certain nombre d'Eſcoliers nommez, en la diſtribution des deniers d'oſtroy du Roy: leſque's Eſcoliers ſeront obligez d'aller eſtudier e's Vniuerſités au choix des Prouinces qui les entretiendront, & ne ſeront leſdits Eſcoliers receus au St. Miniſtere en la Prouince ſans apporter bons & ſuffiſans témoignages de leurs mœurs & de leur doctrine, des Paſteurs & Profeſſeurs des Academies où ils auont eſtudié.*

Et pource que l'on remarquoit beaucoup d'abus dans le choix qui ſe faiſoit deſdits Propoſans entretenus, il fut pris vn ample reglement ſur ce ſuget au Synode de Charanton 1623. en ces mots. *Le Synode voulant pouruoir à ce qui doit eſtre obſerué en l'admiſſion des Eſcoliers en Theologie, entretenus par les Prouinces, ordonne que deſormais les Prouinces prendrnt ſoigneuſement garde au choix des Eſcoliers qui doiuent eſtre entretenus par les Colloques, pour ſeruir vn jour au St. Miniſtere, ayant ſur tous eſgard à leur vie, jugement & autres dons naturels, examinans les atteſtations des Conſiſtoires & Colleges où ils auront conuerſé. Et n'admettront à ce nombre que ceux qui auront fait leur cours en Philoſophie, & qui en ſeront foy par leurs lettres de Maîtriſe, ou autres témoignages equiualeſts. N'en receuront qu'avec bonne & ſuffiſante caution pour reſtituer les ſommes receuës, en cas d'apolaſie, ou de promotion à autre vocation que du Miniſtere. Et pour y proceder avec plus de precaution, & obuiſer à des nominations de perſonnes de peu d'eſperance; ſeront leſdits Eſcoliers examinez, non ſeulement par les Colloques qui les préſenteront, mais auſſi par le Synode de la Prouince, qui ſeulement auihoris'e de les receuoir.*

Les Colloques ou Prouinces qui les enuoient aux Academies pour y eſtre entretenus comme leurs Nourriſſons, en donneront aduis au Conſeil des Eſcoles, où ils les enuoieront pour veiller plus particulièrement ſur iceux, & ne les congediant que de l'aduis de leur Colloque. Seront tenus les Profeſſeurs de les examiner tous les ans pour le moins deux fois, pour tenir leurs Colloques aduertiſ de leur conuerſation, & de leur eſtude. Et ſeront les enfans des Paſteurs preſere's aux autres, ceteris paribus.

Les Synodes ont meſme pris des reglemens touchant les lieux & Academies où les ſuſdits Propoſans doiuent eſtudier. Celuy de la Rochelle 1607. dit que, *Les Eſcoliers en Theologie, & nommement ceux qui ſeront entretenus aux depens des Prouinces & Eglises particulieres, ſeront le cours de leurs eſtudes e's Academies dreſſées en ce Royaume, eſquelles ſont comprises celles de Bearn, Sedan, & Geneue. & ne leur ſera permis d'aller aux Academies eſtrangères ſans permiſſion des Synodes Prouinciaux qui leur preſcriront les lieux & le temps de leur demeure.*

Les Synodes encorés ont reglé les deportemens des Eſcoliers eſtudiens en Theologie, & leurs emplois dans les Academies. Le Synode de Vitry 1617. Enjoins aux Conſeils Academiques & Conſiſtoires de faire choix des Propoſans les plus auancez, & leur commander de faire lecture en l'Eglise deuant la predication & cenſurer ceux des Propoſans qui reſuſeront de ſe ranger à ce deuoir.

Les loix generales des Academies dreſſées au Synode d'Alès 1620. or-

donnent que les Escoliers en Theologie seront envollez par le Recteur après Examen faire par le Conseil Academique ordinaire tant de leur vie & mœurs par bonnes & valables attestations, que du profit & auancement qu'ils auront fait tant en lettres humaines qu'en Philosophie pour y estre renuoyez, s'ils ne se trouuent assez auantez, ordonnent de plus, qu'ils se trouuent à toutes les leçons en Theologie, propositions & disputes : comme aussi de proposer, soutenir Theses, & argumenter chacun successivement du premier au dernier selon l'ordre de l'immatriculation : sauf que les nouveaux pourront estre excusés de la proposition & dispute publique par l'espace de six mois ou un an au jugement & discretion des Professeurs &c.

Au Synode de Vitry 1617. Il est enjoint expressément aux Conseils des Academies de faire que les loix & reglemens Academiques dressez par les Synodes Nationaux soient exactement observez, afin que les defauts qui ont esté cy-deuant remarquez ne se trouuent plus, & ainsi que les Escoliers se maintiennent en la modestie seante à leur profession, & soient diligents à ouïr les Lecteurs & Langues Hebraïque & Grecque, & à se trouuer es disputes en Theologie. Es afin que lesdits Reglemens soient mieux observez, les Synodes Provinciaux esquels il y a Academies sont chargez de deputer deux Pasteurs qui seront hors des Eglises esquelles seront les Academies, lesquels s'en iront à certain temps, & principalement auant la tenue des Synodes visiter les Academies, & connoistre du deuoir que font tant les Professeurs que les Escoliers, & du tout en faire rapport au Syn. & les Deputez des Provinces, esquelles sont lesdites Academies, apporteront au Synode National prochain les loix & reglemens Academiques cy-deuant fais, & seront apparoir du deuoir qu'ils auront fais à les faire observer.

Sur tout est considerable le reglement pris pour la conduite des Proposans, au dernier Synode tenu à Loudun 1659. en ces mots, Les Deputez des Provinces ayant d'une commune voix fait diuerses plaintes de la corruption qui se glisse parmy les Escoliers de nos Academies, nommement parmy ceux qui estudent en Theologie, & ce au sujet de la vanité en leurs vestemens, &c. La Compagnie témoigne la juste douleur qu'elle a receüe de ces desordres, & meüe du zelo qu'elle a pour la maison de Dieu, exhorte visuellement tous les Professeurs & autres Docteurs des Academies, comme aussi les Consistoires des lieux où elles sont, d'employer tous leurs soins & toute leur autorité pour reprimer ces abus qui tournent en opprobre à nostre religion, qui sont en scandale aux gens de bien, & qui tendent à profaner le Sanctuaire du Dieu vivant : procedant contre les refractaires iusques à les suspendre de la Ste. Cene, à rayer leurs noms de la Matricule des Estudiants, & ôter aux Proposans toute esperance de paruenir à la charge du St. Ministère. Elle enioint donc tres expressément aux Escoliers, & particulièrement à ceux qui estudent en Theologie, de s'abstenir de tous les abus cy-dessus exprimez, & de toutes les choses qui s'éloignent de la modestie & de la Saincteté qui doit reluire en ceux que Dieu appelle pour estre les Pasteurs du Troupeau de Christ. Afin qu'au lieu de donner de sinistres impressions d'eux, ils commencent de bonne heure à remplir la maison de Dieu de la bonne odeur d'une vie vraiment digne d'un si St. Employ, & ne tombent dans les peines deuës à la rebellion. La Compagnie ordonne aussi que les Synodes Provinciaux, au sein desquels les Academies se trouuent recueillies, deputeront tous les ans quelques Pasteurs pour s'y transporter, & voir les progres des Escoliers qui sont tant dans les Classes que dans la Philosophie & dans la Theologie, particulièrement pour remedier, en l'autorité de nostre Seigneur

Iesus, & de cette Assemblée, au derangement qui vient d'estre remarqué : A l'effet de quoy les Commissaires deputez par la Compagnie se transporteront au plusloft dans les lieux où sont les Academies sçavoir pour Saumur, &c. Lesdits Commissaires seront aussi entendre aux Estudians en Theologie que la Compagnie ordonne qu'ils fassent la lecture publique de l'Ecriture Ste. es jours de Prêches dans les Assemblées de l'Eglise.

Quant à ce qui est de la closture de cet article touchant le quint denier des aumônes pour estre employé à l'entretien de quelques Estudians. Il y a eu diuers reglemens sur ce fait. Dès le Synode de Montpellier 1598 il fut dit que pour faciliter l'exécution de l'article 4. du Chap. 2. de la Discipline, & empêcher les fautes qu'on y pourroit faire. La Compagnie enjoit aux Docrates d'apporter à un chacun Colloque ou Synode les comptes qu'ils auront rendus des deniers des pauvres, afin de voir si le cinquième denier de ladite recette aura esté de'nagu pour l'entretenement des Proposans.

Le Syn. de Gergeau 1601. dit que pour l'exécution de ce qui est contenu à la fin de cet article, a esté arresté que les Pasteurs avertiront leurs Troupeaux que des deniers qui se donnent pour les pauvres, on en tiendra le cinquième denier pour l'entretenement des Proposans.

Au Synode de Gap 1603. sur la lecture de cet article de la Discipline il est dit que les Prouinces disposeront du quint denier des aumônes pour l'employer aux Proposans entretenus par la Prouince en general.

Au Synode de St Maixant 1609. sur la remontrance faite par les Deputez de l'Isle de France. La Compagnie ordonne aux Prouinces esquelles sera estably l'ordre de porter les comptes des deniers des pauvres aux Colloques ou aux Synodes Prouvinciaux, pour en employer le quint à l'entretien des Proposans, de continuer, autant qu'elles verront estre expedient. Et s'il y a en ces Prouinces quelques Eglises qui y repugnent, il leur est enjoit de se conformer à la pluralité, sur peine de privation du Ministère. En consequence de quoy une Eglise parriculiere s'estant dispensée d'exécuter cet ordre, luy est enjoit de s'y assujettir désormais. Bien qu'elle eust esté laissée à sa liberté au Synode precedent de la Rochelle 1607. qui l'exhortoit seulement à bien pezer ce qui estoit le plus expedient. Et sur ce que cette affaire fut encore rapportée au Syn. de Priuas 1612. La Compagnie a renouyé les parties au jugement dudit Synode de la Rochelle.

V.

En chacune Eglise on dressera Proposition de la parole de Dieu entre les Escoliers, selon que la commodité des lieux & des personnes le portera, auxquelles assisteront les Pasteurs, tant pour y presider, que pour dresser lesdits Proposans.

OBSERVATIONS.

Le commencement de cet article est du Synode de Poitiers 1560. Et les dernières paroles auxquelles assisteront, &c. julsques à la fin, sont du Synode de Gergeau 1601.

Le Synode de Lion 1563. improuve la coustume de ceux qui enuoyoient ça & là des Proposans pour prêcher, & la raison qu'ils alleguoient de ce que par le Synode de Poitiers cy-dessus il estoit bien permis aux Diacres de catechiser, fut trouuée sans fondement, & ainsi furent censuréz; veu le scandale qui s'en estoit ensuiuy, & qu'ils n'auoient pas voulu acquiescer aux admonitions faites par le Synode de leur Prouince.

Semblablement le Synode de Gergeau 1601. declare qu'il n'est pas bon d'introduire la Coustume de quelques Eglises estrangeres qui enuoyent les Escoliers Proposans prêcher durant quelques mois aux Villages auant que leur imposer les mains.

Au Synode de Charanton 1644. il est dit qu'en confirmation du règlement pris par les Synodes de Gergeau, Gap, & troisième de la Rochelle, sur l'entreprise des Proposans qui s'ingerent de monter en Chaire pour faire des Propositions, qui tiennent lieu de Predications deuant le peuple es jours & heures ordinaires des Assemblées. La Compagnie à la requisition de la Prouince de Xaintonge, interdit à tous Pasteurs & Consistoires d'en laisser gagner la pratique es Eglises particulieres & l'introduire de leur chef.

Enfin au Synode de Loudun 1659. il est dit que l'article 5. des Observations sur la Discipline du Synode de Charanton 1644. qui descend de faire monter en Chaire les Proposans aux heures destinées pour les Predications, sera religieusement obserué, & ceux qui le transgresseront seront censuréz, par les Synodes & Colloques.

CHAPITRE III. Des Anciens & Diacres.

ARTICLE I.

ES lieux où l'ordre de la Discipline n'est encor establi, les Elections tant des Anciens que des Diacres, se feront par voix communes du peuple avec les Pasteurs: mais où la Discipline seroit déjà, ce sera au Consistoire avec les Pasteurs, de choisir les plus propres avec prieres tres-expresses. Et sera la nomination d'iceux faite audit Consistoire à haute voix, & à ceux qui auront esté choisis, les charges seront leuës au Consistoire, afin qu'ils sçachent à quoy on les veut

employer. S'ils consentent, on les nommera puis apres au peuple par deux ou trois Dimanches, afin que le consentement aussi du peuple y interviene. Et s'il n'y a opposition au troisieme Dimanche, ils seront receus publiquement, eux se tenans debout deuant la Chaire, avec prieres solennelles, & ainsi seront ordonnez en leurs charges, signans la Confession de Foy, & la Discipline Ecclesiastique : mais s'il y a opposition, la cause sera vuidée au Consistoire; & si là on ne peut s'en accorder, le tout sera remis au Colloque ou Synode Provincial.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est du premier Synode National de Paris. Ces paroles avec prieres tres-expreses sont du Synode de Figear 1579. Ces autres paroles, Et sera la nomination d'iceux faite audit Consistoire à haute voix, sont du Syn. de Montauban 1594. Comme aussi ces mots. Au 3. Dimanche, ils seront receus publiquement, eux se tenans debout deuant la chaire, avec prieres solennelles. Le Synode de Paris susdit veut que, lesdits Anciens & Diacres signent la Confession de Foy. Et celuy de Verrueil 1567. ordonne que lors qu'ils sont receus ils signent la Confession de Foy, & la Discipline Ecclesiastique, & protestent publiquement de les garder.

Pource que qui regarde l'election des Anciens & Diacres, estant arriué quelque desordre en vne Eglise particuliere, le susdit Synode de Verrueil prononça ce jugement. La Compagnie estant aduertie qu'en quelque Eglise à cause du murmure d'aucuns du peuple à l'encontre du Consistoire, à sçavoir qu'ils ne s'assujettiront pas aux censures du Consistoire, & que pour faire cesser ces murmures le Consistoire auroit pu aduier de laisser l'election du nouveau Consistoire à la voix du peuple, chose qu'elle a trouuée fort mauuaise & dangereuse, a aduisé que cette Eglise là sera aduertie de se conformer aux autres en la Discipline, à sçavoir que les Anciens & Diacres seront nommez par le Consistoire & puis presentés au peuple pour estre receus.

Au Synode suiuant de la Rochelle 1571. Sur ce qu'une des Eglises de l'Isle de France ne pouuoit s'assujettir à ce reglement bien qu'elle eust esté plusieurs fois admonestée de laisser cette election au Consistoire qu'elle vouloit faire dependre du peuple. La Compagnie declare que lettres luy seront escrites de la part du Synode pour l'exhorter d'acquiescer à l'ordre de la Discipline receuë en Eglises de France. Et que si les particuliers veulent encores estre ouïs, & enseigner, ils s'adressent au Synode de la Prouince.

Le mesme Synode de la Rochelle estant aduertie qu'il y auoit quelques Eglises qui dans l'election des Anciens employoient quelques façons con-

traire à la Discipline enuoyans des Ministres pour recueillir les voix du peuple l'un apres l'autre. rejette & reprouue toutes telles façons de faire, admettant lesdites Eglises de se ranger à l'ordre accoustumé entre nous, suivant l'article de la Discipline sur ce fait, & à faute de ce, lesdites Eglises seront censurées.

Le Synode de Gap 1603. sur cet article dit que la coutume qui est en quelques Eglises d'imposer les mains aux Anciens sera abolie.

Au Synode de la Rochelle 1607. Il est dit que La coutume qui s'est trouvée en quelques Eglises esquelles les Anciens qui sortent nomment ceux qui doivent entrer, a esté reprouvée, & ordonné que la nomination se fera par voix commune de tout le Consistoire, selon la Discipline. Et au même Synode il est enjoint aux freres de Normandie de se conformer aux autres Eglises en la reception des Anciens le plutôt que faire se pourra. Et conformément au susdit reglement de la Rochelle au Synode de Tonneins 1614. quelques particuliers sont censurez de ce que contre les arrestez des Synodes Nationaux les Anciens sortans de charge, nomment ceux qui y entroient, au lieu que la chose appartient à la voix commune du Consistoire.

Au Synode de Castres 1626. a esté lugué que celui qui aura accepté la charge d'Ancien, ne peut estre forcé à exercer ladite charge, si avant la reception il renouue le consentement qu'il auoit donné auparavant.

Au Synode d'Alès fort visiblement censurées les brigues qui s'estoient rencontrées en quelques Eglises sur le choix des Anciens.

Au Synode de Loudun 1659. Les Deputez de la Prouince de Dauphiné ayans representé que quelques-uns lors de leur reception à la charge d'Ancien ont refusé de se leuer selon qu'il est porté par cet article, & demandé si on laissera cette partie de l'ordre à observer en la reception des Anciens à la liberté de ceux qui sont appelez à cette charge. La Compagnie ordonne que le contenu en l'article sera observé par toutes sortes de personnes sans distinction, & la Prouince censurée pour auoir souffert qu'il ait esté violé.

Quand aux qualitez & conditions requises en ceux qui sont appelez à cette charge, les Synodes en ont statué de cette sorte.

Au premier Syn de Paris fut demandé si on pouuoit receuoir vn banquier à la charge d'Ancien, la reponse fut que s'il se mesloit des depeschés, & despenses de la cour de Rome, non seulement il ne deuoit estre admis à aucune charge Ecclesiastique, mais deuoit estre excommunié, si apres les aduertissemens il ne s'en deportoit.

Le Synode de Poitiers 1560. declare qu'au commencement de l'establissement d'une Eglise on pourra estre pour Ancien ceux qui n'auront pas encores abjuré l'erreur pourueu qu'ils promettent de n'y retourner plus à jamais.

Au Synode de Tonneins 1614. à la requisition de la Prouince d'Anjou. Le Synode enjoint aux Consistoires en l'estiction des Anciens, de faire choix de personnes irreprehensibles selon la Discipline, & observer soigneusement l'article qui concerne les qualitez requises en ceux qui sont appelez à telles charges : A quoy les Colloques & Synodes Prouinciaux sont chargez de tenir la main.

Au Synode de Piiuas 1612. Sur la question des Deputez de la Prouince d'Anjou, quel temps on peut donner à ceux qui sortent du Papisme, & s'estans rangez parmi les Eglises Reformées, peuvent estre appellez à la charge d'Anciens. La Compagnie leur ordonne même temps que pour la reception au Ministère, qui est de deux ans.

Sur la question qui fut proposée au Syn. de Poitiers 1560. sçavoir s'il est licite d'élire pour Ancien en vne Eglise desja dressée, quelqu'un qui par infirmité auroit changé de religion ; mais depuis auroit esté reçu à la paix de Eglise. La réponse fut que, si la faute estoit recente on ne le devoit pas élire.

Et au Synode de Loudun 1659. *A la requisition des Deputez du Bas Languedoc a esté arresté qu'on choisira pour la charge d'Anciens ceux qui seront résidens dans l'estendue de l'Eglise qu'ils essent, & en sont censés membres tant qu'il se pourra : Et s'il s'y rencontre des difficultez, elles seront vuidées au Colloque ou Synode dont dépend ladite Eglise.*

Les Synodes mesmes ont réglé la science & ordre que doivent tenir les Anciens dans l'Eglise. En celuy de Montauban 1594. Il est porté que les Anciens des Eglises communiqueront à la Cene avec les Pasteurs au commencement de l'action, & le peuple en tel ordre que le Consistoire jugera estre expedient pour l'edification de l'Eglise.

Et sur ce que quelques Magistrats pretendoient avoir droit de marcher à la communion avant les Anciens fut rendu ce jugement au Synode de la Rochelle 1607. *L'ordonnance du haut Languedoc & haute Guienne executée par Mr. Raffin en la ville de Millau pour l'ordre des Anciens de l'Eglise en la celebration de la Ste. Cene devant les Juges & les Consuls conforme aux determinations des precedens Syn. Nationaux, a esté approuvée, & ratifiée, l'appel desdits Magistrats mis au neant, sur lequel aussi ils n'ont point fait d'instance.*

Quelques-uns voulans en consideration de quelqu'une charge eminente se porter pour Anciens dans l'Eglise ; le Synode de Prius 1612. declare que celui qui aura esté nommé Conseiller de la Province, & par-là pretend se porter pour Ancien, ne sera pourtant receu en ladite charge, s'il n'y entre par les formes prescrites par la Discipline.

II.

On n'élira désormais autant qu'on s'en pourra passer, pour Anciens & Diacres de l'Eglise, ceux qui ont femmes contraires à la vraye Religion, suivant le dire de l'Apostre : toutesfois afin que l'Eglise ne soit privée du labeur de plusieurs bons personages, lesquels à cause de l'ignorance passée, ont leurs femmes de Religion contraire, ils seront supportez pour cette nécessité du temps seulement, pourveu qu'ils fassent parestre du devoir qu'ils font à bien instruire leurs dites femmes, & les solliciter à se ranger à l'Eglise.

OBSERVATIONS.

C'est article fut ainsi dressé au Synode de 5^{te}. Foy 1578.

Le

Le Synode de la Rochelle 1607. declare que, si quelqu'un faisant profession de la Religion Reformée épouse femme de Religion contraire, il ne pourra estre admis non seulement aux charges purement Ecclesiastiques, mais aussi qui seront données à temps pour les affaires des Eglises, comme celle de Syndic & de Procureur. Et celuy qui seroit desjà receu & employé, tombant en telle faute sera déposé.

III.

L'Office des Anciens est de veiller sur le Troupeau, avec les Pasteurs, faire que le peuple s'assemble, & que chacun se trouue aux saintes Congregations; faire rapport des scandales & des fautes, en connoistre & juger avec les Pasteurs; & en general auoir soin avec eux de toutes choses semblables qui concernent l'ordre, l'entretien & gouvernement de l'Eglise: ainsi, en chacune Eglise, il y aura une forme de leur charge par escrit, selon la circonstance du lieu, & du temps.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet art, comme des suivans est du Synode de Paris 1559.

Le Synode de Nîmes 1572. adjouste après ces paroles que le peuple s'assemble, celles-cy, pour veiller en general & en particulier sur l'Eglise. Et après ces autres mots, rapporter les scandales, adjouste ceux-cy, pour en cognoistre & juger avec les Pasteurs. Et après ces paroles de toutes choses semblables, adjouste, qui concernent l'ordre, entretien, & gouvernement de l'Eglise.

IV.

L'Office des Diacres est de recueillir & distribuer, par l'aduis du Consistoire, les deniers des pauvres, des prisonniers, & des malades, les visiter, & en auoir soin.

OBSERVATION.

Cet article est tout entier du susdit Synode de Paris 1559.

V.

L'Office des Diacres n'est pas de prescher la parole de Dieu, & administrer les Sacremens: neantmoins,

K

pour la necessité du temps, le Consistoire pourra eslire quelques Anciens & Diacres pour catechiser par les familles : comme aussi il est permis aux Anciens, en l'absence des Pasteurs, de faire les prieres publiques es jours ordinaires, quand ils seront esleus par le Consistoire, & suivront en cela le formulaire ordinaire : & en la lecture qui se fera, on ne lira que les livres Canoniques du Vieil & du Nouveau Testament. Quant aux Diacres qui ont accoustumé de catechiser publiquement en quelques Prouinces, ouys & pesez les inconueniens qui en sont aduenus, & pourroient aduenir cy apres, on exhorte les Eglises, où cette coustume n'est introduite, de s'en abstenir, & les autres où elle seroit de la laisser, & faire que lesdits Diacres, s'ils sont trouvez capables, se rangent au Ministère de l'Euangile, le plutost qu'il leur sera possible.

OBSERVATIONS.

Le Synode de Paris 1579. permet aux Anciens & Diacres de catechiser par les maisons: Et au cas qu'il s'en trouue quelqu'un propre & qui promette de se dedier & consacrer perpetuellement au seruice de Dieu dans le St. Ministère, alors il pourra estre esleu par le Consistoire pour catechiser en public selon le formulaire receu es Eglises, & ce pour l'espronner, sans qu'il puisse cependant administrer les Sacramens.

Au Synode d'Orleans fut proposée la question sçauoir si les Diacres peuuent catechiser publiquement, veu les inconueniens qui en estoient arriuez, & qui furent representez. L'Affaire fut remise au Synode suivant, & cependant furent exhortées les Eglises où cette coustume n'estoit encore introduite, de s'en abstenir: Et quand à celles où ladite coustume auoit desja lieu, elles furent aussi semblablement exhortées à faire que les Diacres qui en seroient capables se rangissent au Ministère le plus tost qu'il seroit possible. L'Affaire demeura dans ces termes, & a esté ainsi couchée à la fin de cet article.

Ce fut au Synode de la Rochelle 1581. qu'il fut dit, qu'il est licite aux Anciens de faire prieres publiques en l'absence des Pasteurs aux jours ordinaires estans esleus à cela par le Consistoire

Ces mots & suivront le formulaire ordinaire sont du Syn. de Gergeau 1601.

Ces paroles. Et en la lecture qui se fera, on ne lira que les livres Canoniques du Vieil & Nouveau Testament, sont du Synode de Tonneins 1617.

Au Synode d'Ales 1620. Sur la question de la Province de Prouence, si un personnage appelé à la charge d'Ancien, peut faire la lecture de la Parole de Dieu en l'Eglise, & les prieres publiques, en l'absence des Pasteurs: mesmement es petites Eglises où il n'y a pas es Consistoires des personnes propres à cette lecture: La Compagnie a estimé que le Consistoire a liberté de choisir celui qui sera propre à cette lecture, & prieres, encore qu'il ne soit en la charge d'Ancien, pourveu qu'il soit d'age & d'humeur conuenable; & qu'il signe la Confession de Foy, & la Discipline Ecclesiastique.

VI.

Les Anciens & Diacres peuvent bien assister aux propositions de la parole de Dieu qui se font par les Ministres, outre les predications ordinaires: ou par les Escoliers Proposans, & mesme aux censures qui leur sont faites, & en dire leur aduis: mais aux Ministres & Pasteurs la decision de la Doctrine est principalement reseruée, & aux Docteurs en Theologie deuëment appelez en leurs charges.

OBSERVATIONS.

Dès le Synode de Poitiers 1560. il fut dit que, quand il y aurois contension ou debat es articles de Foy, de la doctrine, ou heresie, qui ne se pourra vider par disputes es Conciles gene-raux ou Prouinciaux, les Diacres & Anciens seront choisis pour reduire leur voix à pareil nombre que les Ministres. Mais quand aux autres faits & reglemens de police, toutes les voix seront recueillies, encore que celles des Diacres & surveillans passent en nombre celles des Ministres.

Le commencement de cet article est du Synode de Vertueil 1567. où il fut couché en cette sorte. Les Anciens & Diacres peuvent assister aux propositions de la parole de Dieu qui se font par les Ministres, & aux censures d'icelles, & mesmes dire leur aduis si bon leur semble en toute liberté.

Au Synode de la Rochelle 1571. furent ajoutées ces paroles. outre les predications ordinaires. Il fut dit outre cela qu'ils auroient la liberté de donner leurs aduis sans decider de la doctrine.

Ces mots, & aux Docteurs en Theologie deuëment appelez en leurs charges. Sont du Synode de Nismes 1572.

Ces autres paroles. Mais aux Ministres & Pasteurs la decision de la doctrine est principalement reseruée, sont du Synode de Vitry 1583. Et sur ce qu'au Synode de Saumur 1596. on vouloit faire oster le mot principalement il fut dit qu'il demeureroit.

Ces mots, ou par les Escoliers Proposans, sont du Synode de Gergeau 1601. Conformement aux susdit Reglement fut rendu ce jugement au Synode de

Montpellier 1598. Sur l'appel des Anciens de l'Eglise de Montpellier du Synode Prouvincial pour ne leur auoir esté demandé leur aduís sur la proposition faite par Mr. Peyral leur Proposant: La Compagnie a déclaré que les Anciens ne peuvent appeller en tel cas, sans en auoir communiqué à leurs Pasteurs ou Consistoires, & a ordonné que les voix des Anciens seront recueillies és Propositions: Mais quand il est question du jugement de la Doctrine, la decision en appartient aux seuls Ministres suivant la Discipline.

VII.

L'Office des Anciens & Diacres, comme nous en vsons aujourd'huy n'est pas perpetuel: toutefois d'autant que les changemens sont dommageables ils seront exhortez de continuer en leurs charges tant que faire se pourra & s'ils s'en departent, ce ne sera point sans congé de leurs Eglises.

OBSERVATIONS.

Dés le premier Synode de Paris 1559. Il fut dit que l'office des Anciens comme nous en vsons presentement n'est pas perpetuel.

Au second Syn. de Paris 1565. il fut dit, que bien que l'office des Anciens comme nous en vsons aujourd'hui ne soit perpetuel, comme il est porté par le susdit article du precedent Synode de Paris, toutefois les Eglises sont admonestées de ne les changer, sinon pour de grandes causes, desquelles le Consistoire cognoistra, afin que l'Eglise soit le plus qu'il sera possible gouvernée par gens de bien, exercez en la conduire d'icelle.

Ces paroles de la fin, & sont diligemment exhortez de continuer en leurs charges &c. jusques à la fin, sont du Synode de Nismes 1572.

Au Synode de Tonneins 1614. Il est porté que, Le temps de la decharge des Anciens est laissé à la prudence des Synodes Prouvinciaux. Ordonnant neantmoins que celui qui auroit esté député par une Prouince pour se treuver au Synode National, demeurera en la charge d'Ancien jusques à ce qu'il ait executé celle qui luy a esté commise, & en ait rendu compte, quand mesme le temps de sa decharge seroit venu.

Le Synode de la Rochelle 1607. pour obuier aux diuisions d'une Eglise particuliere au sujet des charges Ecclesiastiques. Trouue bon qu'aussi-tost que l'adite Eglise sera pourueu d'un Pasteur le tiers du Consistoire soit changé, & le second tiers au bout d'un an, & le reste un an après: & la nomination tant des deux tiers qui devront demeurer, que de celui qui y entrera, soit faite par la pluralité des voix de tout le corps du Consistoire laissant en liberté ceux qui voudront estre dechargez: & ce reglement est conseillé à l'adite Eglise à la requisition de sa Prouince, sans prejudice des autres. Et sera ledit reglement continué à l'aduenir dans l'adite Eglise.

Au Synode de Loudun 1659. Les Deputez de la Prouince de Normandie ayans demandé que la Compagnie pourueust selon sa prudence au desordre

qui se trouvoit en vne Eglise particuliere de ladite Prouince à l'occasion de la longue demeure des Anciens dans la fonction de leurs charges, & leu vn memoire qui contient les demandes de quelques-vns de ladite Eglise, & leurs raisons à ce qu'on determine vn certain temps, en sorte que la demeure deldits Anciens dans leur charge ne soit perpetuelle. La Compagnie à renuoyé leur demande au Synode de Normandie, selon l'arresté du Synode National de Tonneins, lequel en attribué la cognoissance aux Synodes Prouinciaux, & ledit Synode de Normandie y pouruoirá selon sa prudence, après auoir prié vne exacte cognoissance de l'estat de ladite Eglise.

VIII.

Les Diacres ny aussi les Anciens, ne pourront pretendre primauté ou domination les vns sur les autres, soit en nomination au peuple, soit en seance ou en ordre de dire leur aduis, & autres choses dependantes de leurs charges.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est du Synode de Paris 1559. Les dernieres paroles *soit en nomination au peuple &c.* jusques à la fin, sont du Synode de la Rochelle 1581.

Estant suruenu different entre les procureurs Anciens, & les Marchands Anciens dans vne Eglise particuliere pour la preseance. l'Affaire fut portée au Synode de Loudun, & fut renuoyée au Consistoire de ladite Eglise pour en juger souverainement selon les reglemens des Synodes Nationaux: ordonnans cependant de faire observer exactement l'article de la Discipline sur ce sujet.

Ces reglemens sont qu'au Synode de St. Maixant 1609. Sur vn appel fait par vn Pasteur du jugement du Synode Prouincial approuuant la preseance entre les Anciens selon l'ordre de leur reception. La Compagnie n'a pas jugé conuenable que les Prouinces fassent des regles de preeminence, & consueve la Prouince d'en auoir fait article: remettant à la prudence des Consistoires à pouruoir aux confusions qui y pourroient suruenir, & rendre à chacun ce qui luy appartient.

Et le Synode de Castres 1626. declare non receuable vn appel de cette nature, qui regarde la preeminence des Anciens, & interdit à ceux qui appelleroient à l'aduener en telles sortes d'affaires de se presenter en ces Assemblées.

IX.

Les Anciens & Diacres seront deposez pour les mesmes causes que les Ministres de la Parole de Dieu en leur qualité. Que si estans condamnez par le Consistoire ils en appellent, ils demeureront suspendus de

78 • DES ANCIENS ET DIAC.
*leurs charges, jusques à ce qu'il en soit ordonné par le
 Colloque ou Synode Provincial.*

OBSERVATIONS.

Cet article est du Syn. de Paris 1559. Au mesme Syn. fut proposée vne question, *sçavoir si on devoit déposer des Anciens incapables, qui n'auroient esté esleus dans les commencemens de l'Eglise que pour en eslire après d'autres plus capables.* La reponüe fut que si les Anciens sont tellement incapables qu'ils ne puissent exercer leurs charges, selon les determinations de la Discipline ils doivent estre deposez; mais s'ils pouvoient aucunement satisfaire à leur charge, ils ne le pouvoient estre sans leur consentement.

Au Synode de Poitiers 1560. vn Ancien estant accusé de paillardise, qu'il ne confessoit pas, & bien qu'il n'y eust pas de preuve suff. ante, toutefois le bruit en estoit grand, & la fille l'accusoit, & y aucte enfant issu de ceste conjunction, on demanda comment on avoit à proceder. Il fut respondu, qu'il seroit suspendu de sa charge, & que la cognoissance du fait seroit rapportée au Synode Provincial, auquel appartient la cognoissance de l'appel.

Au Synode de Lion 1563. il fut arrêté que ceux qui ont charge en l'Eglise, & changent de Religion bien qu'en temps de persecution seront deposez, & ne pourront après cela estre receus à la communion sans faire vne penitence publique, le tout avec moderation suivant la Discipline Ecclesiastique.

Au Synode de la Rochelle 1607. Sur la question proposée par Mr. Beraud, si vn Ancien de l'Eglise accusé de crime énorme, estant justifié par le Juge inférieur, & sa partie appellant au Supérieur, peut exercer sa charge en l'Eglise nonobstant l'Appel. La Compagnie a esté d'advis qu'il s'en doit abstenir jusques à sentence definitive.

X.

*La restitution des Anciens & Diacres, qui ont esté
 deposez, ne se fera point que selon & en la maniere
 que la restitution des Pasteurs deposez se peut faire.*

OBSERVATION.

Cet article n'estant qu'une suite, & dependance nécessaire & comme naturelle du precedent, les Synodes n'en ont rien dit, ne s'y pouvant rien adjoûter pour son elclaircissement.





CHAPITRE IV.

Du Diaconat, ou de l'administration des deniers des pauvres par les Diacres.

ARTICLE I.

LES deniers des pauvres ne seront administrez par autres que par les Diacres, selon l'advis & reglement du Consistoire.

OBSERVATIONS.

Ceci est du Synode de la Rochelle 1571. Et ces dernieres paroles. *Selon l'advis, & reglement du Consistoire*, sont du Synode de Gergeau 1601.

Pour procurer le bien & l'utilité des pauvres, les Synodes ont pris des ordres & fait quelques reglemens considerables. Le Synode de Montauban 1594, declare que *quand en une Eglise il y aura somme notable de deniers des pauvres, & que l'urgente necessité ne requerra de l'employer pour la subvention d'iceux: les Diacres par l'advis des Consistoires en pourront faire prest à gens solubles. pour faire valoir & profiter le tout à l'utilité des pauvres, & ce suivant l'ordonnance du Roy, & la regle de charité. A la charge neantmoins qu'en les puisse promptement retirer en cas de necessité.*

Le Synode de Montpellier 1598. dit que *puü qu'il est du devoir de ceux qui ont la conduite de l'Eglise de procurer le bien & profit des pauvres par tous moyens legitimes. La Compagnie a jugé estre loisible quand il y aura quelque notable somme de deniers en la bourse desdits pauvres de la faire profiter, afin qu'advenant quelque grande necessité, les pauvres en puissent recevoir tant plus grand soulagement.*

Les Synodes ont mis aussi au rang des sujets dignes de la charité des fideles les prisonniers & captifs, & sur tout ceux qui le sont pour cause de Religion: Au Synode de Charanton 1631. Toutes les Eglises sont exhortées à contribuer liberalement leurs aumônes pour le soulagement, delivrance & rachat de plusieurs fideles detenus captifs entre les Turcs, & desquels la misere est extreme & digne de grande commiseration.

Et au Synode de la Rochelle 1607. *Les Eglises desquelles quelques Membres*

sont prisonniers pour cause de la Religion, sont exhortés de leur ayder, & leur envoyer de leurs charitables aumônes.

Et bien que les pauvres faisant profession de la Religion soient l'objet naturel de la charité de ceux de leur profession, les Synodes leur ont permis en certaines occasions de tirer assistance réglée des autres. Le Synode de St. Maixant 1609. fut la question des Deputez de basse Guienne, *La Compagnie a jugé qu'en bonne conscience un fidelle peut recevoir la subvention octroyée par sa Majesté aux pauvres qui ont esté incommodés en portant les armes pour son service.*

II.

Es distributions ordinaires, il est requis qu'un ou deux Ministres soient presens tant que faire se pourra; mais sur tout en la reddition des comptes.

OBSERVATIONS.

Cet article aussi bien que le suivant est du Synode de Paris 1565.

Au Synode de Montpellier il fut mis, *il est requis*, au lieu qu'auparavant il y avoit *il est bon*.

Au Synode de Loudun 1659. Sur ce qui fut proposé par les Deputez de la Prouince de Bourgogne touchant l'administration des deniers des pauvres, & la reddition des comptes par ceux qui les ont maniez. *La Compagnie a jugé que la cognoissance, & la reddition en appartient aux Consistoires selon l'ordre porté par la Discipline & que ceux qui en violant les reglemens tirent ces affaires hors les Compagnies Ecclesiastiques doivent estre poursuivis par toutes sortes de censures comme contempteurs des reglemens, & rebelles au Consistoire.*

III.

Le peuple sera averty de la reddition des comptes, afin qu'il soit en la liberté d'un chacun de s'y trouver, tant pour la descharge de ceux qui manient les deniers, que pour faire reconnoistre à chacun la nécessité de l'Eglise & des pauvres, à ce que d'autant plus on s'envertue à y contribuer.

OBSERVATION.

Le Synode de Paris se contentoit de *louir la custume de ceux qui avertissent le peuple &c.* Mais le Synode de la Rochelle 1571. en fait une injonction telle qu'elle est portée maintenant dans l'article sçavoir que *le peuple sera averti &c.*

IV. Pour

IV.

Pour empêcher les desordres qui survennent tous les jours, à cause des Attestations qu'on donne aux pauvres, chaque Eglise fera deuoir de nourrir les siens. Et en cas que quelqu'un fust contraint pour ses affaires de voyager, les Ministres examineront soigneusement en leurs Consistoires, si les causes en sont justes, & en ce cas leur donneront lettres adressantes à la prochaine Eglise, sur le droit chemin du lieu où ils vont, specifying le nom, l'aage, la stature, le poil, le lieu où ils vont, la cause de leur voyage, & l'assistance qui leur a esté faite: & ne seront les dattes du jour & an oubliées. Lesquelles lettres les Eglises auxquelles elles seront adressées retiendront, & leur en donneront d'autres à la prochaine. Et toutes Attestations données par cy deuant seront lacerées.

OBSERVATIONS.

Des le Synode de Paris 1565. cette matiere fut amplement decidée. Car il est dit que pour obvier aux abus que plusieurs coureurs commettent allans quesser, & mandians d'Eglise en Eglise avec des attestations des Ministres, desquelles ils se seruent en tous temps & lieux, pour dérober la subsistance des pauvres. La Compagnie est d'aduiz que les Ministres soyent admonestez de donner doresnauant peu de telles attestations, & encores de n'en bailler qu'à ceux qu'ils cognoistront gens de bien, craignans Dieu, de bonne conscience, & pressez de grande nécessité, & specifier en icelles le nom & qualité de ceux auxquels ils les donneront, & l'assistance qu'on leur aura faite. & dater le jour & lieu d'où ils partent & où ils vont, & pour quelle occasion. Et ceux qui les portent les seront recognoistre & renouueller d'Eglise en Eglise par où ils passeront, par les Ministres, qui specifieront toujours dequoy on leur aura assisté, & le jour, jusques à ce qu'ils soyent aux lieux où ils voudroient s'arrester: duquel present roglement toutes les Eglises ayans esté aduerties dans la fin du mois d'Auail prochain, sous les tesmoignages, qui seront de là en auant donnez en autre forme que celle cy-dessus declarée sont estimez nuls & cassez.

Le Synode iuiuant de Vertueil 1567. veut que les Eglises soyent aduerties que l'article du Synode dernier de Paris touchant les tesmoignages qui se don-

L

ment aux paſſans, doit eſtre eſtroitement obſervé, & qu'en iceux la datte ſera miſe tout au long & non en chiffre.

Au Synode de St^e. Foy 1578. Il eſt dit que les Miniſtres ou Anciens ne donneront attestation ſans exprimer, & faire declaration des lieux, des perſonnes, & du chemin que veulent tenir ceux qui les obtiennent, ce qu'eſtant autrement, leſdites attestationſeront rompus, & ceux qui les auront baillées cenſurez au prochain Synode ou Colloque.

Au Synode de la Rochelle 1581. Il eſt dit ſur l'article qui parle des teſmoignages qu'on baille aux paſſans, que dorſnavant pour bonnes cauſes ne ſeront rompus, ny retenus les premiers teſmoignages juſques à ce qu'ils ſoyent parvenus aux lieux où ils pretendront aller, & où eſtant parvenus ſeront leſdits teſmoignages retenus, & rompus où on en baillera de nouveau, & ſeront rarement donnez teſmoignages.

Au Synode de Montpellier 1598. l'article fut dreſſé tout tel qu'il eſt maintenant couché dans la Diſcipline.

Le Synode de Gap 1603. dit que les Prouinces ſont exhortées d'obſerver eſtroitement l'article 4. du 1. chap. de la Diſcipline en toutes ſes parties. Si ſeront les Miniſtres & Anciens qui y contreviendront griſieusement cenſurez aux Colloques, & Synodes Prouvinciaux.

Le Synode de la Rochelle 1607. porte que les Synodes Prouvinciaux ſont avertis de ſ'enquérir diligemment des Paſteurs, & Anciens qui donnent des teſmoignages contra la forme preſcrite en la Diſcipline pour les cenſurer. Et dorſnavant tous Paſteurs donnans attestationſ aux Artisans, & autres qui ne les demandent ſinon pour eſtre reconnus pour membres de l'Egliſe, ſpecificeront qu'ils ont promiſ ne ſ'en ſervir pour mandier ne courir d'Egliſe en Egliſe; & que ſ'ils en abuſent ils entendent qu'elles ſoyent lacerées.

Le Synode de St^e. Maixant 1609. declare qu'il eſt remis à la prudence des Conſiſtoires de juger des pauvres qui doivent eſtre retenu en chaque Egliſe pour les y aſſiſter. Et de ceux qui doivent eſtre renvoyez és lieux de leur naiſſance, ou premiere reſidence. En quoy ils ſont exhortez de ſe comporter en charité tant à l'égard des pauvres que des Egliſes auxquelles on les renvoye.

Au Synode de Tonneins 1614. A la demande de la Prouince de l'Iſle de France. La Compagnie a ordonné que les reglemens des Synodes precedens touchant les attestationſ ſoyent eſtroitement obſervez, & les Conſiſtoires qui en donneront en autre forme griſieusement cenſurez: pour cet effet ſeront exhortez tous ceux qui ont charge, és mains deſquels tomberont telles attestationſ, de les garder, pour les representer és Synodes Prouvinciaux, ou Colloques deſquels dependent les Egliſes qui les auront eſtroyez.

Le Synode de Chatanton 1621. Enjoint d'examiner ſoigneuſement tant leſdites attestationſ, que ceux qui les portent pour ſtirer de leur bouche teſmoignage de leur Religion, & inſtruction.

On peut rapporter à cet article les ordres que les Synodes Nationaux ont pris touchant les Moines, qui embrasſent la profeſſion de la Religion au ſujet de leur neceſſitez, & des attestationſ qui leur ſont données pour paſſer commodement és lieux où on les envoie.

Au Synode de la Rochelle 1607. Il eſt dit que les Moines qui veulent faire profeſſion de la Religion ne ſoyent receus dans l'Egliſe qu'ils ne ſoyent trouvez inſtruits és rudimens de la Religion Reformée, & ſeient par les Egliſes auxquelles ils ſ'adreſſeront renvoyez aux Prouvinces deſquelles ils ſont naiſſez avec attestation de ce à quoy on les aura jugez propres.

Au Synode de St. Maixant 1609. Sur la proposition de la Province de Poitou requerant la Compagnie de chercher quelque bon expedient, pour empêcher les abus qui se commettent par les Moines sortis du Conuent, qui courent çà & là, a esté respondu qu'il n'y a point de meilleur expedient que l'observation de l'acte du Synode de la Rochelle qui les renuoye à leurs Provinces. Et n'a esté jugé à propos la demande de la Province de Berri de faire fonds pour entretenir de telles gens.

Au Synode de Tonnneins 1614. les Deputez d'Orleans demandans quelque changement en l'article du Synode National de la Rochelle qui fait reglement pour les Moines qui sortent des Conuents à ce qu'ils soyent renuoyez chacun à sa Province, ce qui tourne à grande charge, sur tout à celles qui sont foibles. La Compagnie n'a pu jugé deuoir rien changer en l'article, seulement elle exhorte les Provinces d'user de prudence en la reception de telles gens, & de charité à ne charger point les Provinces qui ont besoin de soulagement.

Au Synode de Vitré 1617. Les Deputez de Bourgogne demandans vn reglement pour la reception & despesces des Moines qui viennent de pais estrangers. Il est ordonné que les Provinces auxquelles telle gens s'adressent les examineront soigneusement & verront s'il sont propres aux estudes de la Theologie, pour leur donner l'entretienement necessaire, ou les employer à autre vocation selon leur capacité, & lesdites Provinces en compteront au Synode National qui y aura e'gard.

Au meisme Synode en explication de l'article du Synode de la Rochelle 1607 & de Tonnains touchant le reglement de la despense des Moines qui font profession de la Religion Reformée. Il est ordonné que desormais les Eglises & Provinces qui auront premierement receu lesdits Moines ne pourront repeter sur celles de'quelles ils sont originaires les fraix quelles auront fait à leur reception.

Le Synode de Castres 1626. confirmant les reglemens des Synodes precedens pour le deffray des Moines, a ordonné que quand quelque Moine ne pourra subsister en la Province de laquelle il est originaire, & ladite Province ne voudra rien contribuer pour son entretenement, la Province à laquelle il est en charge s'adressera au receueur general des Eglises & reprendra sa mise sur les deniers de la Province de laquelle le Moine sera sorti.

Enfin cette matiere ayant esté tant de fois agitée és Synodes. Celuy de Charanton 1631. declare que ne pouuant rien changer en l'article concernant les Moines, exhorte les Provinces à user de prudence & charité en la pratique d'iceluy.





CHAPITRE V. Des Consistoires.

ARTICLE I.

EN chacune Eglise il y aura un Consistoire composé de personnes qui en auront la conduite, à sçavoir des Pasteurs & Anciens: Et doivent en cette Compagnie presider les Pasteurs, comme aussi en toutes autres Assemblées Ecclesiastiques.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est du Synode de Poitiers 1560.

Il fut ainsi dressé au Synode de la Rochelle 1571. *Les Ministres & Anciens font le Consistoire auquel les Ministres doivent presider, & y peuvent assister les Diacres quand le Consistoire adjuisera estre bon.*

Au Synode de Nîmes 1572. Il fut ainsi refait. *Les Ministres de la parole de Dieu, & les Anciens font le Consistoire de l'Eglise, auquel les Ministres doivent presider. Et néanmoins les Diacres pourront, & devront assister au Consistoire par l'advis d'iceluy: & mesmes veu que nos Eglises pour la nécessité des temps ont jusques icy heureusement employé lesdits Diacres au gouvernement de l'Eglise, comme exerçans aussi la charge d'Anciens; les Diacres qui seront ainsi dorénavant establis ou continuez, auront avec les Pasteurs & Anciens le gouvernement de l'Eglise.* Et c'est sur ce reglement qu'ont esté dressés les deux premiers articles de ce Chapitre.

Le Synode de Montauban 1594. adjousté ces derniers paroles, *comme aussi en toutes autres Assemblées Ecclesiastiques.*

II.

Quant aux Diacres, veu que les Eglises pour la nécessité du temps, les ont jusques icy heureusement employez au gouvernement de l'Eglise, comme exer-

gans aussi la charge d'Anciens ceux qui seront cy apres esleus ainsi ou continuez, auront avec les Pasteurs & Anciens, le gouvernement de l'Eglise, & pourtant se trouveront ordinairement avec eux au Consistoire, mesmes aux Colloques & Synodes, s'ils y sont enuoyez par le Consistoire.

OBSERVATION.

Il a esté remarqué sur l'article precedent que celuy-cy a son fondement dans le reglement du Synode de Niïmes, comme aussi en celuy de la Rochelle 1571. qui portoit que les *Diacres* peuvent assister au Consistoire quand il l'adujsera estre bon.

III.

Es lieux où l'exercice de la Religion n'est estably, les fideles seront exhortez par les Colloques d'auoir des Anciens & Diacres, & suiure la Discipline Ecclesiastique. Et sera aduisé esdits Colloques à quelle Eglise ils se pourront ranger pour leur commodité & entretenement du Ministère, d'où ils ne pourront aussi se départir sans le communiquer ausdits Colloques.

OBSERVATIONS.

Cet article fut ainsi dressé au Synode de Niïmes 1572.

Au Synode de St. Maixant sur vn fait particulier dans les appellations est ordonné qu'à l'aduenir il ne sera permis à aucun de s'allier à une autre Eglise sans le congé du Colloque, ou Synode Provincial qui en pesera les raisons.

IV.

Il n'y aura qu'un Consistoire en châce Eglise, & ne sera permis d'establiir autre Conseil pour aucune affaire de l'Eglise. Que si en aucune Eglise il se trouue autre Conseil estably separé du Consistoire, il sera promptement osté. Neantmoins le Consistoire pourra appeller avec soy quelques fois tels de l'Eglise que bon

luy semblera, quand l'affaire le requerra, sans toutes-fois qu'on puisse traiter d'affaires Ecclesiastiques, qu'aux lieux où le Consistoire s'assemble ordinairement.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est du Synode de Poitiers 1560. en ces mots, *A esté aduisé qu'il n'y aura en chacune Eglise qu'un Consistoire composé des Ministres, Diares, & Anciens exerçans leurs charges, lequel pourra appeler pour Conseil tels que bon luy semblera, quand l'affaire le requerra.*

Au Synode de Lion 1563. sur le fait proposé par l'Eglise d'Issoudun à sçavoir s'il sera bon d'avoir outre le Consistoire vn Conseil pour vuidier les affaires de l'Eglise après diligente inquisition. *Le Synode est d'aduis que les Consistoires doivent decider de toutes les affaires de l'Eglise, sans avoir pour cet égard vn Conseil extraordinaire composé d'autres personnages que de ceux qui ont charge en l'Eglise.*

Au Synode de Paris 1565. sur la demande de quelques Eglises qu'il leur fust permis d'establiir vn Conseil en leur ville composé de gens âgés, & experimentez, bien qu'ils n'eussent aucune charge en l'Eglise, alleguans pour raison les temps fascheux où on estoit pour lors, & que d'heure à autre il se presente beaucoup d'affaires d'importance auxquelles il falloit pourvoir promptement pour la conseruation de l'Eglise. *Le Synode suiuant l'article de la Discipline, n'est aucunement d'aduis qu'on establisce autre Conseil que celui qui a esté composé de Ministres, Anciens & Diares, s'assemblant que Dieu benira toujours les labours & conseils de ceux qu'il aura appellez à la conduite de l'Eglise, & se seruira de leur simplicité aussi-toit que de la prudence des Sages de ce monde. Ioinct qu'il sera toujours loisible aux Pasteurs & Anciens, quand quelque grand affaire & difficulté se presentera, d'appeller ceux par le conseil desquels ils penseront estre aydez. N'entend toutesfoi le Synode empescher que les particuliers ne puissent prendre conseil les uns avec les autres pour leur conseruation, sur les affaires qui se presentent; mais ne veut pour ce'a authoriser aucune compaignie pour estre nommée le conseil de l'Eglise, autre que le Consistoire.*

Ce fut en ce mesme Synode que fut agitée l'affaire du St. Jean Morelli, & sa doctrine condanmée, comme contenant des opinions nauuaires & dangereuses, qui renuerioient la Discipline des Eglises en ce qu'il déroioit le gouuernement de l'Eglise au peuple, ce qui introduit le tumulte & la confusion dans l'Eglise, & peut auoir plusieurs autres dangereuses consequences.

Au Synode de Vertueil 1567. sur l'aduis qui y fut donné qu'en quelques Eglises il y auoit des Conseils autres que le Consistoire lesquels entreprennoient de nianier les choies Ecclesiastiques. *La Compagnie fut d'aduis que l'article de la Discipline sur ce fait vnanimement arresté es Synodes de Poitiers, Orleans, Lion, & Paris leur seroit signifié pour le leur faire estroitement obseruer, & seroit procédé par censures contre les desobeissans.*

Au Synode de Gap 1603. Sur vn fait particulier au 7^{me}. des appellations. La Compagnie confirme vne ordonnance du haut Languedoc, portant que les Ministres ne pourroient appeler au Consistoire les Ministres des autres Eglises pour deliberer des affaires sans l'aduis, & consentement dudit Consistoire. *Le Synode*

National approuve ce reglement en ce qui concerne les Consistoires ordinaires, permettant cependant aux Pasteurs lors qu'ils seront requis de donner quelque avis en particulier de prendre conseil de tel de leurs freres qui leur semblera bon sans assembler le Consistoire.

Au Synode de Lion 1563. Il est dit, que les Professeurs Ecclesiastiques peuvent estre admis aux Consistoires & Synodes.

Ce fut au Synode de la Rochelle 1607. que furent adjoustées ces paroles, sans toutefois qu'on puisse &c. jusques à la fin de l'article.

V.

Il demeure en la liberté du Consistoire d'admettre le pere & le fils, ou les deux freres en un mesme Consistoire, sinon qu'il y eust empeschement d'ailleurs, dequoy le Colloque ou Synode Prouincial connoistra.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Lion 1563.

Au Synode d'Alès 1620. Sur l'appel d'une Eglise particuliere de la Semence du Synode de Bourgogne tenu à Gex 1617. touchant l'opposition faite par un particulier à la reception de quelques-uns nommez pour Anciens, à cause de diverses Parentelles qui estoient déjà au Consistoire de ladite Eglise: sçavoir de Pere, & de Fils, & de trois beaux Freres, d'Oncle & de Neveu tous ensemble, & la suspension du sieur Desnoyers survenue pour cette opposition. La Compagnie juge que cette opposition estant vailable, à cause de tant de diverses Parentelles, le Colloque a leu à bon droit la censure jetée contre le sieur Desnoyers, & tolerant pour le present l'estat du Consistoire de ladite Eglise, leur enjoint d'observer à l'advenir autant qu'il sera possible l'exhortation qui leur est faite par ledit Synode de Bourgogne touchant le changement des Anciens, de laquelle exhortation ils n'ont deu appeller.

VI.

Il est aussi laissé à la prudence des Consistoires d'y appeller les Proposans, combien qu'ils n'ayent aucune charge en l'Eglise, mais non sans grandes causes & considerations, & quand leur prudence sera connue. Et seront lesdits Proposans, non point pour avoir voix quand on deliberera des affaires, mais afin qu'estans là presens, ils soient rendus plus propres & façonnez à la conduite de l'Eglise, quand Dieu les y appellera

deuëment. Toutefois il sera à la discretion des Pasteurs de demander leur aduis pour esprouuer leur suffisance, ce qui ne se fera qu'avec grande prudence & discretion, & promesse de ne rien reueler.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est du Synode de Paris 1565. en ces mots. *Pour autant que le Consistoire est composé des Ministres, Diacres & Anciens, on demande si on peut appeller les Proposans n'ayans charge en l'Eglise, pour assister au Consistoire sans toutefois auoir de voix, pour estre mieux sçagenez à la conduite des affaires de l'Eglise, quand Dieu les y appellera. Aeste respondit qu'il n'y a aucun inconuenient, & que cela doit estre laissé à la prudence, & discretion des Pasteurs, lesquels pourront mesmes demander leur aduis pour esprouuer leur suffisance.*

Ces dernières paroles, *ce qui ne se fera qu'avec &c.* jusques à la fin, sont du Synode de la Rochelle 1571.

Et sur ce que l'on vouloit porter cette liberté donnée aux Proposans d'assister aux Consist. jusques aux autres Assemblées Ecclesiastiques, sçauoir Colloques & Synodes. Au Synode de Vitre 1617. La Prouince d'Orleans & Berry, ayant représenté que quelques Proposans tirans consequence de l'article 6. du 5. chap. de la Discipline, où il est laissé à la prudence des Consistoires d'admettre les Proposans en leur Assemblée, se sont presentez pour auoir entrée es Colloques, & Synodes. La Compagnie laissant ledit article en son entier pour plusieurs considerations, n'a pas trouué expedient que les Proposans soyent admis aux Colloques, & Synodes.

VII.

Vn Magistrat peut estre appelé à la charge d'Ancien au Consistoire, pourueu que l'exercice de l'une des deux charges n'empesche l'autre, & ne soit prejudiciable à l'Eglise.

OBSERVATION.

Cet article fut dressé au Synode de Lion 1563. sur vn proposition faite par les Deputez de Normandie.

VIII.

Le gouvernement de l'Eglise sera réglé selon la Discipline, comme elle a esté arrestée par les Synodes Nat. Et ne pourra aucune Eglise ne Prouince, faire ordonnance

nance qui ne soit conforme en substance aux Articles generaux de la Discipline. Seront à cette fin les Articles de ladite Discipline leus en Consistoire, pour le temps au moins qu'on celebrera la sainte Cene du Seigneur, & les Anciens, & Diacres seront exhortez d'en auoir vne copie chacun pour la lire & estudier en leur particulier & à loisir.

OBSERVATIONS.

Cette ordonnance que les articles de la Discipline seront leus au Consistoire au moins au temps que l'on celebrera la Ste. Cene du Seigneur, sont du Synode d'Orleans 1562. Et ce reglement est particulierement recommendé au Syn. de Saumur 1596. pour estre mieux obserue qu'il n'auoit esté auparavant.

Au Syn. de Vertueil 1567. sur ce que la Compagnie fut aduertie que quelques particuliers du Royaume parloient & disputoient contre la Discip. Ecclesiastique obseruee dans ledit Royaume. Les Deputez enquis les uns apres les autres si leurs Eglises reuoquoient en doute l'ordre de la Discipline obseruee jusques à cette heure es Eglises de France, ont respondu qu'elles y consentoient & l'approuuoient, desirans qu'elle soit gardée inuiolablement, & que ceux qui voudront troubler cet ordre soient censurez; ce que les Prouinces absentes & qui estoient peu en nombre ont aussi accordé & consenti par leurs lettres.

On peut rapporter à cet article tous les jugemens des Synodes Nationaux contre les Syndicats & pratiques qui se font dans les Eglises au prejudice de l'ordre establi par la Discipline, comme au Synode de Priuats 1612. La Compagnie informée du peu d'ordre qui se garde aux Synodes Prouinciaux du haut & bas Languedoc : des brigues, pratiques & Syndicats qui y sont ordinaires, & du mépris de la Discipline, dont naissent plusieurs scandales, a enjoint expresment à tous Synodes Prouinciaux, & spécialement aux Susdits, de se comporter désormais autrement, sur peine de proceder contre les infractaires de la Discipline avec toute rigueur & notamment contre les Moderateurs de l'action jusques à suspension de leur charge.

Le même Synode de Priuats censure quelques particuliers pour auoir recherché des Syndicats & procedures extraordinaires en affaires Ecclesiastiques au 3. des appellations.

Le Syn. d'Alès 1620. En l'art. 11. des appellations, censure très-grièvement ces sortes de Syndicats.

On peut encore rapporter à cet article ce qui a esté ordonné au Synode d'Alençon 1637. touchant l'indiction des jeusnes. C'est qu'à la requisiion de la Prouince de baillie Guienne. La Compagnie declara que les indictions du jeusne, & toutes autres deliberations concernant la Discipline des Eglises, & le maintien de son ordre doivent se reoudre es Assemblées Ecclesiastiques, à la pluralité des voix des Pasteurs & Anciens sans aucune preference des uns sur les autres.

M

IX.

La connoissance des scandales & le jugement d'eux appartient à la compagnie des Pasteurs & Anciens, & ne pourront les Consistoires entiers estre recusés, ny plus de la moitié. Seront toutes fois les recusations valables contre les particuliers desdits Consistoires, tant Pasteurs qu'Anciens, admises par ledit Consistoire, & icelles jugées, sera passé outre, nonobstant appel sur l'admission ou rejection desdites recusations.

OBSERVATIONS.

Dès le Synode de Vertueil 1567. Il est dit que, Nul Diacre ou Ancien ne se doit tenir pour recusé, que le reste du Consistoire n'ait au préalable aduisé & connu si les recusations sont recevables.

Au Syn. de Gergeau 1601. Il fut ordonné que les Ministres & Anciens ne se tiendront recusés, que les recusations ne soient jugées admissibles par le Consistoire.

Au Synode de la Rochelle 1607. Il est porté que les Consistoires entiers ne pourront estre recusés, n'y l'un des Pasteurs ou un Ancien, quand le Consistoire ne jugera valables les causes de recusation nonobstant l'appel.

Ce fut au Synode de Priuas 1612. que cecy fut couché comme il est à présent, depuis ces mots, & ne pourront les Consistoires &c. juques à la fin.

Au mesme Synode, A la question si es Eglises où il n'y a qu'un Pasteur, aduenant que le Pasteur soit recusé, les Anciens peuvent juger du différent qui se présentera. La Compagnie a estimé que les Anciens peuvent juger en l'absence du Pasteur de tous les differens qui escherront, voire mesme de la suspension de la Cene, excepté ce qui touche la doctrine & excommunication, desquels deux points les Anciens ne jugeront sans Pasteur. Ce mesme reglement ayant esté confirmé au Synode suivant à Tonneins 1614. nonobstant que la Province de Languedoc y demandast quelque changement; il fut depuis inseré au Synode suivant tenu à Vittré 1617. en ces mots Sur l'art. qui permet aux Anciens le Pasteur estant recusé de juger de tous differens jusques à la suspension de la Cene. La Province du bas Languedoc ayant demandé quelque changement. La Compagnie a jugé que l'article demeureroit comme il a esté concen.

Cependant nonobstant toutes ces confirmations. Au Synode d'Ales 1610. Il est dit que Sur la lecture de cet article de Tonneins inseré au Synode de Vittré par lequel il est permis aux Anciens en un Consistoire, le Pasteur estant recusé de pouuoir suspendre un scandaleux de la Ste. Cene. Les Provinces de Bearn & des Cevenes ayant remonstré les inconueniens qui se peuvent rencontrer en l'exécution de cette ordonnance. La Compagnie a jugé qu'aduenant qu'un Pasteur fust valablement recusé les Anciens seuls ne doivent prononcer sentence de suspension de la Ste. Cene sans appeller pour ce jugement un Pasteur voisin.

Et en fin, au Synode de Charanton 1644. Il est dit que *pour éclaircir l'art. 9. du 5. chap. de la Discipline, & l'observation du Synode d'Alex sur le precedent. La Compagnie ordonne que lors qu'en une Eglise servie par plusieurs Pasteurs, recusation sera faite de l'un d'iceux, elle sera jugée par ses Collegues avec le Consistoire: & en celles qui ne jouissent du Ministère que d'un seul Pasteur, un des voisins sera pris de se trouver au Consistoire pour en deliberer, & prononcer le jugement, & qu'en attendant le recusant s'abstiendra de la participation de la sainte Cene.*

Au Synode de Loudun 1659. au 22. article des appellations quelques-uns sont censurés pour avoir pris vn Consistoire à partie.

X.

La coustume qui s'est trouuée en quelques lieux de faire enqueste & censure generale des fautes en l'assemblée du peuple, en presence tant des hommes que des femmes, estant condamnée par la Parole de Dieu: les Eglises sont aduerties de s'en abstenir & se contenter en fait de censure de l'ordre porté par la Discipline.

OBSERVATION.

Cet article est du Synode de Figeac 1579. qui adjouste que *les Eglises qui feront autrement seront censurées.*

XI.

Les Anciens seront aduertis de ne rapporter les fautes au Consistoire sans grandes raisons, comme aussi personne ne sera appelé au Consistoire sans raison ou occasion suffisante.

OBSERVATIONS.

Dés le Synode de Lion 1569. Il est porté qu'*aucun ne sera appelé au Consistoire sans raison & occasion suffisante.*

Au meime Synode sur quelques lettres & aduis des estats du Languedoc. Il est dit que *pour les injures particulieres, & les fautes domestiques & legeres, il suffira de faire admonester particulièrement par quelques-uns du Consistoire: & quand aux fautes publiques, qui sont scandaleuses & graves à cause des circonstances on pourra appeller les delinquans au Consistoire pour y proceder sur la circonstance du fait.* Il est dit outre cela que *bien que par la disposition du droit un crime soit appelé public qui merite punition exemplaire: scute-on le Syn-*

mode appellé public ce qui engendre scandale ou mauuais exemple, pour estre paruenu à la cognoissance de tous, ou de plusieurs. Cependant ce'a ne doit pas empêcher qu'és fautes publiques ne soient considérées les circonstances, pour proceder aux censures & correction.

Au Synode de la Rochelle 1571. Il est dit que l'on ne rapportera les fautes au Consistoire sans grande raison & charité, & selon l'ordre de la parole de Dieu. Et sur ce que là mesme vn particulier de tres-grande consideration proposa de ne nommer les personnes au Consistoire au premier rapport, iusques à ce qu'on eust resolu si la personne doit estre appellée. Il fut arresté qu'on ne nommeroit personne pour le premier rapport, si le Consistoire pour causes raisonnables ne jugeoit qu'il le falust nommer.

XII.

En l'exercice de la Discipline Ecclesiastique, on s'abstiendra tant que faire se pourra, tant des formalitez que des termes dont on vse ordinairement és jurisdictions ciuiles.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Figeac 1579.

Au Synode de Vitre 1583, Sur le Conieil que demanda l'Eglise de Vitre, s'il estoit necessaire de confronter les tesmoins qui deposent de la faute d'un delinquant, mesmes quand ledit delinquant nie opiniastrement, & avec serment auoir commis la faute. La Compagnie juge que pour euster toute matiere de nouuelles querelles, qui pourroient sonder de telles confrontations de tesmoins, ils ne seront confrontez si de leur bon gré ils n'y consentent, ou qu'il falust proceder aux extremes & dernieres censures, ausquelles on ne doit venir que le delinquant ne soit bien & deuëment conuaincu; ce qui ne peut estre qu'il ne confesse sa faute, ou que les tesmoins ne luy maintiennent constamment.

Au Synode de la Rochelle 1607. Il est dit que, pour obuier à l'aduenir à la mauuaïse coustume, qui se glisse parmi les Eglises, & donne beaucoup d'affaires aux Synodes par la lecture & examen d'une infinité d'actes faits deuant les Iuges seculiers, qui introduiroient à la fin vne maniere de chicane indigne de telles Compagnies. Il est defendu tres-expressement d'user à l'aduenir de telles procedures, & enjoint à tous de se tenir à la simplicité conuenable à telles matieres, sous peue à ceux qui y contrenviendront de n'estre point ouïs en leurs propositions. Le mesme Synode article 1. des faits particuliers, censure quelques particuliers, pour auoir produit plusieurs attestations, enquestes, & actes semblables faits deuant Notaires & Iuges seculiers. Le mesme Synode encores en l'article 2. des appellations censure quelques-vns, pour les Syndicats particuliers & chicaneries dont ils ont usé. Chose semblable est jugée au Synode de Tonnacins 1614. article 2. des appellations contre quelques-vns qui auient representé au Synode des actes faits par mains de Notaire. Le Synode d'Ales 1620. semblablement censure quelques-vns pour auoir donné vne procuration à vn particulier comme s'il eust esté question de plaider en vne justice ciuile. Et entre les reglemens donnez au mesme Synode pour la Prouence article 5. il

est porté que les Secretaires des Synodes ne coucheront point les articles en forme de proces verbaux, ni en termes de palais, mais avec simplicité & brieveté. Au Synode de Loudun 1659. sont pareillement condamnés les Syndicats article 10. des appellations, le tout conformément au règlement qui avoit esté pris dès le Synode de St. Maixant 1609. portant que les Syndicats, pratiques, monopoles, & recherches de signatures pour embrasser les divisions qui s'ourdrent en quelques Eglises, seront soigneusement reprimées par les Colloques & Synodes; lesquels y apporteront les censures convenables, selon leur discretion & prudence.

XIII.

Les fideles seront exhortez par les Consistoires, voire sommés au nom de Dieu de dire verité: d'autant que cela ne déroge en rien à l'autorité du Magistrat. Comme aussi on n'y usera des formalitez accoustumées en la prestation du serment deféré pardevant le Magistrat.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est du Synode d'Orleans 1562. Ce fut au Synode de la Rochelle 1571. que furent employez ces termes, *exhortez & sommez au nom de Dieu de dire verité.*

Au Synode de Montauban 1594. Sur cet article il est dit qu'il demeurera, sans toutefois qu'on use des formalitez & solemnitez accoustumées en la prestation du serment deféré par le Magistrat.

Au Synode de Lion 1563. Sur la question s'il suffit que la paillardise d'un homme soit prononcée par sa paillarde, & par le témoignage d'un homme notable, qui déposeroit avoir ouy la paillarde confesser le forfait, & autres domestiques qui témoignent de leur fréquentation. A esté ordonné qu'on exhorteroit au Consistoire l'accusé de dire verité, luy confrontant, tant le témoin que la paillarde, en examinant toutes les circonstances. Et au cas qu'il persistât à nier, sera néanmoins suspendu de la sainte Cene, si celui qui témoigne est homme de bien & sans reproche.

On peut rapporter icy ce qui fut réglé au Synode de Charanton 1623. Car sur la demande de la Prouince de Dauphiné si les Consistoires pourroient contraindre par censures Ecclesiastiques un Advocat à déposer contre la partie des choses que ladite partie luy auroit communiquées en secret: Le Synode considérant que les Advocats sont obligés par le devoir de leurs charges de tenir sous silence les choses qui leur ont esté confiées par les particuliers, a jugé que les Consistoires ne les doivent point presser, sinon en cas de crime de lèze Majesté, ou autre importante considération.

XIV.

Aux differens qui surviennent, les parties seront
M iij

bien exhortées par les Consistoires de se mettre d'accord par toutes voyes amiables : mais les Consistoires ne delegueront Arbitres, & ne se porteront pour Arbitres. Que si aucuns desdits corps jont appellez pour estre Arbitres, ce sera comme particuliers, & en leur nom seulement.

OBSERVATIONS.

Le deuoir des Consistoires est de mettre la paix où il y a diuision, & exhorter les parties contendantes à s'accorder, comme cela fut réglé au Synode de Saurmur 1556. *Ceux de la Religion qui ont des procez & differents tant civils que criminels, seront serueusement exhortez par leurs Pasteurs de s'achar à s'accorder par arbitres de la Religion sans plaider.* Et au Synode de Vertueil 1567. Il est dit que, *quand les Gentils-hommes estans de nostre Religion, auront quelques debats & querelles, ils seront admonestez de s'en soumettre à l'aduis & amiable composition de leurs parens & amis.* Cependant il est defendu aux Consistoires de se meller d'arbitrages en cette qualité. Au Synode de Lion 1563. *Les Corps des Consistoires ne seront point choisis pour arbitres, mais bien les particuliers en leur nom priuë seulement.*

XV.

Outre les admonitions qui se font par les Consistoires à ceux qui ont failly, s'il échet d'user de peine ou de censure plus grande, ce sera ou de la suspension & priuation de la sainte Cene à temps, ou de l'excommunication & retranchement de l'Eglise. Et seront aduertis les Consistoires d'user de prudence, & faire distinction de l'une & de l'autre, comme aussi de peser & examiner prudemment les fautes & scandales qui seront rapportez, avec toutes les circonstances, pour juger de la censure laquelle y sera requise.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article & du suiuant est du Synode de Paris 1559. Au Synode de Poitiers 1560. Sur la demande si on doit suspendre de La

Ceae ceux ausquels la repentance paroist exterieurement. Cela est remis au Consistoire pour en ordonner selon la gravité du fait.

Au Synode de Figeac 1579. Il est dit que les Consistoires seront avertis d'user prudemment, & le plus rarement que faire se pourra des recognissances publiques, & seulement ez fautes commises en effet, & cognues par la plus grande partie de l'Eglise, a quel cas la faute sera exprimée.

Le Synode de Gergeau met censure à la fin de l'article au lieu du mot de penne qui y estoit auparavant.

Il y a un fort grand acte du Synode de Paris 1565. duquel semblent extraits tant ces articles que les suivans jusques à l'acte d'excommunication, donc voicy à peu près le sens. Qu'y ayant divers degres de fautes plus ou moins enormes & scandaleuses publiques, ou secretes. Il leur faut proportionner les censures de l'Eglise, ne rapportant pas au Consistoire les fautes secretes dont le pecheur semble penitent sur les admonitions fraternelles qui luy ont esté faites, mais celles qu'on n'auroit peu corriger ou qui seroient publiques, dont on pesera au Consistoire le fait & ses circonstances, afin suivant cela de rendre la censure ou plus grieveuse ou plus modérée, selon qu'il sera expedient pour amener le pecheur à repentance, employant la suspension de la Ste. Cene, & mesme l'excommunication, s'il est rebelle, & demeure ostiné, & impenitent; ne voulant pas neantmoins que l'on vienne à ce dernier remede qu'à toute extremité, ny que l'on confonde, comme quelques-uns faisoient, la simple suspension avec l'excommunication, ne voulant pas aussi que la simple suspension se fasse de l'autorité des seuls Pasteurs, mais par les Consistoires & après les admonitions adressées au pecheur. Mesmes si la faute n'est connue que de peu de personnes ne veut pas que cette suspension soit signifiée au peuple, pour éviter le mépris, & scandale, comme aussi la recognissance se fera simplement au Consistoire. Mais en cas de rebellion, de grandes & enormes fautes, punissables par le Magistrat, scandaleuses à l'Eglise seront promptement & publiquement suspendus, bien qu'ils donnaient quelques marques de repentance, pour les humilier d'avantage, & donner de la crainte aux autres, & après de suffisantes marques de repentance seront publiquement admis à la paix de l'Eglise en confessant leur faute pour reparer le scandale qu'ils ont donné. Mais si après une longue attente, & diverses admonitions, & autres devoirs de charité; il demeure impenitent, il sera admonesté publiquement au nom de l'Eglise, sa faute estant déclarée, & tous les soins qu'on a pris pour le ramener à son devoir, & l'Eglise exhortée de prier Dieu pour luy: afin de l'amener à la recognissance de son péché pour prévenir le retranchement, & excommunication, à laquelle on témoignera qu'on ne vient qu'à regret, & on en exposera l'usage & l'importance selon la parole de Dieu, sçavoir que c'est pour sa gloire, l'honneur, & le repos de l'Eglise, le salut du particulier, & ce que chacun a prénue de se maintenir en son devoir. Que ces admonitions, & denonciations se continueront par 3. divers Dimanches, au premier desquels le pecheur ne sera nommé, mais aux deux autres seulement pour l'espargner encore. Et en cas qu'il persevera, au 4. Dimanche sera prononcée publiquement l'excommunication d'un tel homme, & cela par le Pasteur en l'autorité de la parole de Dieu, & au nom & consentement de toute l'Eglise. Et non seulement ceux là seront retranchés de la Cene, mais mesmes les autres seront exhortés de ne les frequenter familièrement pour leur donner honte, les humilier encorés & les amener à repentance. Et encas qu'ils en donnent de bonnes marques par les fruits connus du Consistoire on en donnera connaissance au peuple sans pour le porter à louer Dieu de la conversion d'un pecheur, qu'afin qu'ils

puissent reconnoître de la sincérité de cette repentance. En suite dequoy ils se présenteront publiquement pour reconnoître, confesser, & desister leur faute, & en demander pardon à Dieu & à l'Eglise, pour estre en suite reconcilié à elle. Tout ce grand acte fait voir combien les Synodes ont apporté de precautions dans l'usage des censures de l'Eglise, afin de rendre les Pasteurs & Consistoires fort retenus en cet égard, en considerant l'importance de ces procédures.

XVI.

On usera de la suspension de la sainte Cene, pour davantage humilier les pecheurs, & les toucher plus viuement du sentiment de leurs fautes. Ne sera publiée au peuple cette suspension, ny la cause d'icelle, ny pareillement la restitution du pecheur, sinon en cas que ce fussent heretiques, contempteurs de Dieu, rebelles au Consistoire, traistres contre l'Eglise. Item ceux qui seront atteints de crimes dignes de punition corporelle, & qui apporteroient grand scandale à toute l'Eglise. Plus ceux qui contre les remonstrances à eux faites se marient à la Papauté: les peres & meres, qui y marient leurs enfans, les tuteurs & curateurs, & autres qui tiennent lieu de pere & de mere & y marient leurs mineurs: ensemble ceux qui les y portent baptizer, ou en presentent d'autres au Baptesme. Estant necessaire que telles personnes, encore qu'on y apperceust quelque commencement de repentance, soient suspendus promptement & priuez pour quelque temps de la Cene, & que la suspension soit declarée au peuple, tant afin qu'ils soient davantage humiliez & induits à repentance, que pour descharger l'Eglise de tout blafme & reproche, & aussi donner crainte aux autres, & leur faire apprehender par cet exemple à ne commettre telles fautes.

O B S E R-

OBSERVATIONS.

Cet article a son fondement tant du Synode de Paris 1559. que dans le grand acte du 2. Synode de Paris 1565. rapporté sur l'art. précédent. Car au luidit premier Syn. de Paris il est porté que, *Ceux qui auront esté excommuniés pour heresie ou mespris de Dieu, schisme, trahison contre l'Eglise, rebellion à icelle, & autres vices grandement scandaleux à toute l'Eglise, seront declarez pour excommuniés au peuple avec les causes de leur excommunication. Quand à ceux qui auront esté excommuniés pour plus legere cause; ce sera à la prudence de l'Eglise d'adviser si elle les devra manifester au peuple ou non, jusques à ce qu'autrement en soit défini par le Synode Prouncial.*

Au Synode de Poitiers 1560. il est dit que, *celuy qui est denoncé heretique ou schismatique sera déclaré tel aux autres Eglises, afin qu'on s'en donne garde.*

Au Synode de Montpellier 1598. furent adjoustées ces paroles. *Item ceux qui contre les remonstrances à eux faites, se marient à la Papauté, les peres & meres qui y marient leurs enfans; ensemble ceux qui les y portent baptizer, on en presentent d'autres au Baptisme.*

Et au Syn. d'Ales 1620. furent inserées ces paroles. *Les tuteurs & curateurs, & autres qui tiennent lieu de pere & de mere, & y marient leurs mineurs.*

Quand à la nature des fautes pour le quelles on peut encourir les censures de l'Eglise, il a esté fait diuers reglemens sur cette matiere. Au Synode de Paris 1559. Sur la question touchant ceux qui achettent des pyrates ce qu'ils ont pillé, sçavoir s'ils sont sujets aux censures de l'Eglise. La réponse fut que *lesdites denrées ou marchandises pillées se vendent publiquement & comme par permission du Magistrat l'approuvant, on en peut acheter en saine conscience; mais si elle se vendent en cachette on fauoriseroit en cela lesdits pyrates.* Et sur ce qu'au même Synode fut proposé par le Ministre de Marennes sçavoir si les pyrates & autres gens de pratique qui auoient mal vŕe de leur estat auant que d'estre receus en l'Eglise, deuoient estre admis à la Cene Il fut répondu, que *non seulement ceux là, mais tous ceux qui detiennent le bien d'autrui injustement en quelque sorte que ce soit, sont tenus de le restituer à ceux à qui il appartient, s'il est possible, à quoy les Ministres & Consistoires prendront garde, & considerans aussi leur repentance les pourront admettre à la communion après les auoir exhortés à charité.*

Au Synode de Poitiers 1560. sur la question proposée par le Ministre dudit lieu, si le prisonnier qui a fait abjuration deuant le Juge & son Greffier doit faire penitence publique. La réponse est que *l'abjuration faite deuant le Magistrat, qui est personne publique, doit estre réparée en public.*

Le Synode de St^e. Foy 1578. ordonne que *ceux qui ont commis quelques crimes enormes comme parricides & incestes soient promptement suspendus de la Cene, & leur suspension déclarée au peuple.*

Au Synode de Montpellier 1598. Sur la question proposée si vn Prince souuerain peut en certains cas, & crimes dignes de mort, remettre, changer, ou différer la pene pour certaines considerations, & si cela est sujet à censure. La Comp. apres auoir soigneusement examiné toutes choses estime que *puis que par le benefice de nostre Seign. Iesum-Christ nous ne sommes plus astraits aux loix politiques de Moÿse, & que les penes sont maintenant arbitraires, veu les exemples que nous en auons en l'Escripture, que le souuerain le peut faire, principalement quand il y a de l'intérêt public.* Et sur la question qui fut faite en suite au même Synode, s'il est permis à vn particulier parent ou amy de quel-

que qualité ou condition qu'il soit, fust-ce exerçant le Ministère, d'interceder enuers le Souuerain pour vn parent ou amy, à ce que grace luy soit faite. *La Compagnie respond que par la decision de la precedante question, celle-cy est vniue : Car s'il est loisible au souuerain de la donner, aussi l'il au sujet de la demander ; moyennant que ce ne soit par mauuaises pratiques.*

Au Synode de Priuas 1612. Sur la question des Deputez de Berry, demandans comment on se gouvernera à l'endroit de ceux qui sont tombez en des crimes irremissibles selon les loix ciuiles, & neantmoins requierent avec temoignage de repentance d'estre consoléz par la participation des Sacremens. La Compagnie juge que le pecheur satisfaisant à l'Eglise, doit estre receu à la table du Seigneur, quoy qu'il ne puisse esperer de la part du Prince, remission de son crime, l'une des Iurisdiccions ne choquant point l'autre.

On peut rapporter à la rebellion à l'ordre de l'Eglise les reglemens pris touchant ceux qui ne le veulent assugettir à la pluralité des voix. Au luidit Synode de Priuas 1612. Vn particulier a esté censuré pour n'auoir adhé aux conclusions prises par la pluralité des voix en l'Assemblée de Saumur, & s'estre adjoit à ceux qui ont voulu faire valoir le petit nombre par dessus la plus grande partie, contre l'ordre de toutes Assemblées, dont ledit Sieur de B. a donné temoignage dès maintenant de repentance, protestant à l'aduent de ne se départir en aucune sorte de la generalité & pluralité des voix.

Au Synode de Tonneins 1614. En la lecture de l'article du Synode de Priuas, qui concerne ceux qui ne se rangent à la pluralité des voix es Assemblées generalis : Les Deputez de la Prouince de Xaintonge ayans requis qu'on aduast à la censure de ceux qui n'acquiescent aux resolutions des Assemblées Generalis & Prouinciales, tant Ecclesiastiques que Politiques, & s'opposent à l'exécution d'icelles, la Compagnie ordonne que ceux qui s'opposent ausdites Assemblées, seront poursuiz par toutes sortes de censures Ecclesiastiques, à la prudence des Consistoires, Colloques, Synodes Prouinciaux, & Nationaux.

A cela se peut encores rapporter ce qui fut arresté au Syn. de St. Maixant 1609. en ces mots. Sur la question des Deputez du bas La guedoc, comment on se doit comporter contre ceux qui en faueur de leurs parens & amz delinquans, contre lesquels les Consistoires ont procédé par censures Ecclesiastiques, selon la Discipline, se bandent avec eux contre les Consistoires, s'abstiennent des Preches & des Sacremens, & desbient le payement ordinaire, il a esté ordonné qu'on procedra contre eux par toutes censures Ecclesiastiques, à quoy les Colloques & Synodes tiendront la main.

An Synode de Vitté 1583. Sur la proposition faite par le Deputé du bas Languedoc touchant ceux de la Religion qui estans centurez selon l'ordre de la Discipline, obtiennent du Magistrat defense de ne passer outre. La Compagnie a esté d'aduis que protestant à celuy qui fera la defense d'incompetence du luge, & où il vouldroit passer outre, d'en appeler & releuer son appel à la Chambre de l'Edit ; cependant on ne laisse pas de continuer à l'exécution de la censure commencée, & si pour ce a les Ministres estoient inquietez, on est d'aduis, que tout le corps du Consistoire entreprenne leur defense. Et au 2. Synode de Vitté 1617. Il est dit, que d'autant que par le 29. article du chap. 5. de la Discipline, il est ordonné que l'on procedra par censures Ecclesiastiques, jusqu'à excommunication &c. La Compagnie a aussi enjoinct à toutes les Eglises de proceder par mesmes censures contre tous ceux qui pour se deliurer des censures des Consistoires se pouruoient par deuant le Magistrat, encores que ce fust de la connoissance seule des Assemblées Ecclesiast. par deuant lesquelles ils se doiuent pour-

voir. Voy outre cela les observations faites sur l'art. susditi 9. de ce même chap.

Quand au fait de ceux qui se marient à des personnes de Religion contraire & en l'Eglise Romaine, il y a eu diuers reglemens. Au Synode de la Rochelle 1607. Ceux qui auront espousé par un Prestre, ne pourront estre dispensés de la reconnaissance publique par les Consistoires, de quelque qualité, & condition qu'ils soyent.

Au Synode de Vitre 1617. Les Deputez de la Prouince de Normandie ayans demandé aduën sur l'exécution du 16. article du chap. 5. de la Discipline, touchant la censure de ceux qui se marient en l'Eglise Rom. La Compagnie ne leur en peut donner autre, que de presser leurs consciences par vives exhortations, tant en public qu'en particulier.

Au Synode de Charanton 1613. Les Deputez de Poitou ayans demandé si ceux qui estans mariez en l'Eglise Rom. ou y ayant marié leurs enfans viennent à resmoigner leur repentance, peuvent estre exemptés de la suspension publique. Le Synode jugeant une telle suspension nécessaire, pour contenir ceux qui n'ont que trop d'inclination à commettre telles, ou semblables fautes: a ordonné que l'article sera très-estroitement observé, veu mesme que sans telle suspension le scandale donné à l'Eglise ne pourroit estre suffisamment réparé.

Au Synode d'Alençon 1637. Il est dit que d'autant que l'Eglise ne juge point de ceux qui sort de dehors, & ne garde aucune jurisdiction sur ceux qui l'ont abandonnée. La Compagnie ne trouue pas à propos de denoncer en public ceux qui pour se marier à des partis de diuers Religion ont quitté la profession de la vraye qu'ils auoient suivie auparavant.

XVII.

Si par telles suspensions les pecheurs ne s'amendent, mais demeurent obstinez & impenitens; après une longue attente, & qu'ils auront esté plusieurs fois admonestez & sollicitez, on procedera contre eux par admonitions publiques faites au peuple par le Pasteur, par trois diuers Dimanches, estans nommez (si besoin est) pour leur faire plus de honte, & chacun aduertty de prier Dieu pour eux, & essayer par tous moyens de les ramener à repentance de leurs pechez, pour preuenir le retranchement & excommunication à laquelle on ne peut proceder qu'à regret. Que si pour tout cela ils ne se conuertissent, ains persèuerent en leur endurcissement & obstination, au quatrième Dimanche il sera dit publiquement par le Pasteur, que

l'on declare aufdits scandaleux & endurcis (en les nommant) qu'on ne les reconnoist plus pour membres de l'Eglise, les retranchant d'icelle au nom & en l'autorité de nostre Seigneur Iesus-Christ & de son Eglise. Et la forme de l'excommunication sera telle :

OBSERVATIONS.

Cet article est encores fondé sur le grand acte du Synode de Paris 1565. rapporté sur l'article xv. cy-dessus.

Sur la question proposée par le Ministre de Xaintes au Syn. de Nîmes 1571. sçavoir si vn homme ayant fait penitence publique pour grièves fautes qu'il auroit commises, seroit neantmoins retourné plusieurs autrefois en faute, doit estre excommunié. On est d'aduis qu'attendu qu'il n'a point eü vraiment l'Eglise, on peut proceder jusques à l'excommunication.

Ce qui est dit du 4. Dimanche est du Synode de la Rochelle 1571. qui donne mesme quelque forme d'excommunication, en ces mots; *Nous luy declaron, & à tous que nous ne le cognoissons plus pour membre de l'Eglise, & le retranchons d'icelle au nom & en l'autorité de nostre Seigneur Iesus-Christ.*

Au Synode de Figeac 1579. furent adjoustées ces paroles, *& de son Eglise*, après celle-cy, *en l'autorité de nostre Seigneur Iesus-Christ.*

Au Synode de Nîmes 1572. Il est dit que pendant lesdites publications tant du retranchement que de la reconciliation, sera luisible à ceux du peuple qui n'y consentiroient de le faire entendre au Consistoire en toute sainte liberté, lequel Consistoire en jugera, & le silence des autres sera tenu pour consentement.

Et sur ce que quelques vns entreprennent de se pourvoir és Cours de Parlement par appellations comme d'abus des ordonnances & censures Ecclesiastiques; la Prouince de Xaintonge ayant demandé comment on se doit comporter contre eux, au Syn. d'Alès 1620. La Comp. enjoingt aux Synodes, Colloques & Consistoires de proceder contre telles personnes, comme contre rebelles à la Discipline par toutes sortes de censures, jusques à excommunication, mesmes après avoir au préalable recherché toutes voyes de douceur, & ren. o. r. frances envers telles personnes, pour les ranger à leur devoir, & les faire soumettre à l'ordre de l'Eglise.

Ces paroles de la fin de cet article. *Et la forme de l'excommunication sera telle*, furent mises au Synode de Charanton 1623. en la place de celles-cy, qui y estoient auparavant, *estant de cette forme, ou de telle autre qu'il sera aduizé par le Consistoire.*

Forme de l'Excommunication.

MEs Freres: Voicy la quatrième fois que nous vous declaron que N. pour avoir commis plu-

11.

seurs fautes & auoir scandalisé l'Eglise de Dieu, & s'estre montré impenitent & contempteur de toutes admonitions qui luy ont esté faites par la parole de Dieu, a esté suspendu de la sainte Cene du Seigneur: laquelle suspension & ses causes vous ont esté notifiées, afin que vous joignissiez vos prieres avec les nostres, à ce qu'il pleust à Dieu amolir la dureté de son cœur, & le toucher de repentance, le retirant du chemin de perdition. Mais puis qu'après l'auoir si longuement supporté, prié, & exhorté, adjuré de se conuertir à Dieu, & essayé tous moyens de l'amener à repentance, il perseueré en son impenitence, & avec une obstination endurcie, se rebelle contre Dieu, & foule aux pieds sa parole, & l'ordre qu'il a estably en son Eglise, & se glorifiant de son peché, est cause que l'Eglise, depuis si long-temps est troublée, & le Nom de Dieu blasphémé. Nous Ministres de la Parole de l'Euan-gile de nostre Seigneur Iesus-Christ, que Dieu a armés d'armes spirituelles, puissantes de par Dieu à la destruction des forteresses qui s'opposent alencontre de luy: auquels le Fils Eternel de Dieu a donné la puissance de lier & délier en terre, declarant que ce que nous aurons lié en terre sera lié au Ciel, voulans repurger la maison de Dieu, & deliurer l'Eglise des scandales; & en prononçant Anatheme contre le meschant, glorifier le Nom de Dieu. Au Nom & en l'autorité du Seigneur Iesus, de l'aduis & autorité des Pasteurs & Anciens assemblez en Colloque &

N iij

du Consistoire de cette Eglise: *Auons retranché & retranchons ledit N. de la Communion de l'Eglise, l'Excommunications & ostons de la Société des fideles, afin qu'il vous soit comme Payen & Peager, & qu'entre les vrais fideles il soit Anatheme & Exccration. Que sa hantise soit estimée contagieuse, & que son exemple saisisse vos esprits de frayeur, & vous fasse trembler sous la puissante main de Dieu, puis que c'est chose horrible de tomber entre le mains du Dieu vivant. Laquelle Sentence d'Ecommunication le Fils de Dieu ratifiera & luy donnera efficace, jusques à ce que le pecheur confus & abbatu deuant Dieu, luy donne gloire par sa conuersion, & que deliuré de ces liens de Satan qui l'enveloppent, il pleure son peché d'un pleur de repentance. Priez Dieu, Freres bien aimez, qu'il ait pitié de ce pauvre pecheur, & que ce jugement horrible, lequel avec regret & grande tristesse de cœur nous prononçons contre luy en l'autorité du Fils de Dieu, serue à l'humilier, & redresser au chemin de salut une ame qui s'en est égarée. Amen.*

Maudit est celuy qui fera l'œuvre du Seigneur laschement. S'il y a quelqu'un qui n'aime point le Seigneur Iesus-Christ, qu'il soit Anatheme Maranatha. Amen.

OBSERVATIONS.

Au Synode de Tonncins 1614. Sur la requisition de la Prouince de Xaintonge, il ne fut pas trouué à propos de dresser autre formulaire d'excommunication que celuy qui est porté par la Discipline & rapporté sur l'article précédent du Synode de la Rochelle 1571.

Au Synode de Vitré 1617. Les Deputez de l'Isle de France ayans demandé qu'il fust dressé vn formulaire de l'excommunication auquel ne fussent compris ces mots de liurer à Satan. Il fut laissé à la prudence des Consistoires d'user de telles formes qu'ils jugeroient expedientes.

Ce fut au Synode de Charanton 1623. que ce formulaire fut inseré dans le corps de la Discipline, tel qu'il auoit esté dressé au Synode d'Alès 1620. à la requisition de la Prouince de Poitou, nonobstant l'arresté de Tonnacins cy-dessus.

Ces mots de l'aduis, & autorité des Pasteurs & Anciens Assemblez en Colloque & du Consistoire de cette Eglise, ont leur fondement dans vn arresté du Synode de Nîmes 1572. qui porte sur l'article d'excommunication, qu'en cas d'opposition ou mescontentement ne sera procédé au retranchement, que par l'aduis du Colloque; tenant neantmoins la suspension en son entiere vigueur.

Cela meisme fut confirmé au Synode de Charanton 1623. Car sur la question, si à cause de ces mots au formulaire d'excommunication. De l'aduis des Pasteurs assemblez en Colloque, le Consistoire ne peut proceder à l'excommunication sans l'aduis du Colloque, a esté jugé conformément à la Discipline, que les Consist. peuvent proceder à l'excommunication en cas qu'il n'y aït point d'appel: Et neantmoins sont exhortés les Consistoires, veu l'importance d'une telle action, de se fortifier de l'approbation d'un Colloque, au moins des Pasteurs voisins, tant que faire se pourra.

XVIII.

A l'aduenir toutes Sentences d'excommunication confirmées par le Synode Prouincial demeureront fermes, comme aussi toutes Sentences de suspension de la Cène données par le Consistoire lesquelles ne seront denoncées au peuple, siendront, combien que le suspendu fust appellant au Colloque ou Synode Prouincial.

OBSERVATIONS.

Le commencement de cet article est du Synode de Lion 1563. Ces paroless données par le Consistoire ne seront point denoncées au peuple, combien &c. sont du Synode de Charanton 1631.

Au Synode de Priuas 1612. Les Deputez de l'Isle de France ayans demandé l'interpretation du 18. article du chap. 3. de la Discipline touchant les appellations des suspensions publiques, pour scauoir si vn Consistoire ayant decerné une suspension publique contre quelqu'un, & que le condamné en appelle, on peut proceder à la suspension nonobstant l'appel. La Compagnie a jugé que le Consistoire ne peut passer outre, ains doit deferer à l'appel, horsmis es fautes publiques & connues à toute l'Eglise, & de cet appel sera jugé definitiuelement par le prochain Colloque ou Synode Prouincial.

XIX.

Ceux qui ont abandonné la Profession de la Religion pour adherer à l'idolatrie, s'ils persistent en cette Apostasie, apres qu'on aura tâché de les ramener au Troupeau, seront publiquement denoncez Apostats ; à sçavoir ceux qui de fraische memoire se seroient ainsi reuoltés, sinon que par telle nomination le Consistoire jugeast qu'il en deust arriuer quelque grand & notable danger à l'Eglise, auquel cas rien ne se fera que par l'aduis du Synode de la Prouince. Quant à ceux qui de long-temps se seroient reuoltés, l'exécution de cette denonciation est remise à la prudence des Consistaires.

OBSERVATIONS.

Les premieres paroles de cet article jusques à *Apostats*, sont du Synode de Figeac 1579. Les paroles suivantes jusques à la fin, sont du Synode de la Rochelle 1581.

Au Syn. de la Rochelle 1571. Sur la question proposée par les Eglises du Lyonois cōment on peut proceder aux censures de ceux qui se sont reuoltés pendant les troubles. Resp. S. Augustin dit, d'une Eglise où il y auoit grand nombre d'yrongnes, qu'il valoit mieux auoir une Eglise vicieuse que de n'en auoir point du tout. Et semble qu'il faut plus prendre garde à la qualité, & estai des personnes qu'à la grauité des faits : car il y en a qui ont failly grièvement, & se repentent affectueusement : d'autres qui ont failly plus legerement, ou point en apparence, qui n'ont pas grand zeile à se ranger à l'Eglise pour la restablir : parquoy il faut peser les circonstances, & sur tout faut regarder à réunir & ramener au Troupeau les deuotez pour restablir l'Eglise.

La mesme. Quand à ceux qui se disent Romains, & se sont retranchez de nos Eglises. Tant pour l'Edit du Roy, que pour ce qu'il n'y auroit aucune edification, à laquelle doit tendre tout ce qui se fait en l'Eglise, & que nous ne devons juger de ceux qui sont de dehors, il semble à aucuns qu'on doit delaisser telles personnes, & nous contenter que le Seigneur en juge : En cet endroit il seroit bon de les declarer au peuple, apres auoir attendu quelque temps, & fais deuoir de leur remonstrer ; afin qu'on recognoisse que ceux qui sont tels ne sont plus des nostres, prier Dieu pour eux, afin que s'ils appartiennent à l'Eglise, Dieu les y ramene, autrement que nous deuons louer Dieu qui nous à deliurez de telles gens, & partant declarer qu'ils ne nous appartiennent plus, mais que nous les laissons au jugement de Dieu.

At

Au même Synode sur la demande proposée par plusieurs Deputez touchant la censure de ceux qui ont abandonné la Religion, a été adjué que quand à ceux qui se sont départis de la doctrine de l'Evangile pendant les troubles, ceux qui sont touchés au vif de leur fautes seront censurés, & avertis au Consistoire, où il sera adjué de la qualité des fautes, & de la façon de la réception des delinquans. Quand aux obstinez on declarera en general que ceux qui se sont départis d'auec nous ne sont plus de nostre corps, ni des nostres : afin que les fautes qu'ils seront ne nous soient imputées ; & ne passera l'on plus outre aux lieux où il y a apparence d'euidens danger pour l'Eglise. Semme, la Compagnie est d'adjué que le tout soit remis à la prudence des Consistoires qui auront esgard à l'edification de l'Eglise.

Au Synode de Nîmes 1579. Il fut fait un acte ample sur cette matiere, portant, que sur la difficulté proposée par les Deputez de Poitou, comment on doit proceder contre ceux qui s'estans reuoltez durant les troubles ne pouuoient estre ramenez par aucunes censures, & mesmes se rendoient tellement ennemis, & persecuteurs, que si on les nommoit publiquement pour proceder contre eux selon la Discipline, il estoit tout certain qu'ils s'en rendroient pires, & s'agrireroient tant plus à l'encontre du Troupeau, pour luy faire plus de domage qu'auparauant, comme il a paru par effect. A été adjué que l'institution, & execution des censures de l'Eglise a été proprement faite pour ceux qui sont de son corps, & non contre ceux de dehors, & que son effet doit tendre à edification, non à destruction, afin que le Troupeau ne soit gasté par les brebis infectées, & que celui qui est separé estant humilié par honte soit à la fin reduit ; & qu'à son exemple les autres craignent. Que quand on nomme en l'Eglise les reuoltez, ce n'est pas proprement pour les excommunier, pour ce qu'ils sont desja hors de la Communion : mais pour declarer leur perfidie, & reuolte, afin que chacun se donne garde d'eux, s'ils sont incorrigibles ; & qu'on tâche neantmoins de les corriger, & reduire par tous moyens possibles, & que l'on prie Dieu pour eux. Et quand il n'y a apparence d'aucun amendement, & qu'il s'en trouue de tels, qu'au lieu de se repentir ils s'endurcissent, & empiètent, deuenans comme furieux, jusques à machiner, & conspirer contre le Troupeau & les conducteurs d'iceulx sur tout quand ils entendent qu'on les nomme, ou veut nommer publiquement ; Il est beaucoup meilleur de s'abstenir de telles nominations, pource que ce n'est aussi qu'une formalité, & que par un autre moyen on peut aussi bien pruenir ce même effet, qui est de noisier au peuple le retranchement de tels desesperés, afin qu'on se garde d'eux, & de leur conuersation : Cela se pouuant faire aisement, & doucement par le moyen des Anciens & Diacones, qui le seront entendre à leurs Compagnies, à ce que nul n'en puisse pretendre cause d'ignorance, & que ceux qui conuerseront avec lesdits reuoltez soient censurés selon l'ordre de la Discipline ce qui peut estre confirmé par la doctrine generale des Ministres, qui le seront assez entendre sans rien nommer, afin que l'aduertissement fait en particulier ne soit mespris, sur quoy les Ministres & Consistoires seront aduertis de proceder en toute moderation & prudence, comme il est besoin que toute censure, & tout ordre de la Discipline soit pour edifier & non pour ruiner, se souuenant du dire de S. Augustin que là où les remedes nuisent plus qu'ils ne profitent il vaut mieux s'en abstenir, & pour ce qu'en tous faits particuliers il y a beaucoup de circonstances pour lesquelles on ne peut faire une loy ; Il est besoin d'y user d'une grande discretion, & entiere consideration, ce qui est remis à la prudence & sagesse du Consistoire.

Au Synode de Montauban 1594. Sur la proposition faite par les Deputez de

Xaintonge, touchant la publication des Apostats en l'Eglise, dont la pratique semble difficile. A esté advisé que l'article 19. de la Discipline demeurera en son entier; & les Consistoires seront exhortés de se porter diligemment & prudemment en l'observation d'iceluy.

Sur les remontrances faites au Synode de Charanton 1631. par M^r. le Commissaire tant sur cet article que sur le suivant; les Prouinces sont exhortées d'en venir prestes au prochain Synode National, afin que là il soit aduisé si lesdits articles doivent recevoir quelque changement.

Au Synode suivant d'Alençon 1637. Il fut dit que rien ne seroit changé es susdits articles de la Discipline.

XX.

Es fautes publiques, c'est à dire commises en effet, & connues d'une grande partie du peuple, la restitution du pecheur sera faite par la reconnaissance publique de sa faute, quand mesme il auroit esté puny par la Sentence du Magistrat.

OBSERVATIONS.

Cet article a son fondement dans vn acte du Synode de Figeac 1579. portant que les Consistoires seront avertis d'user prudemment, & le plus rarement que faire se pourra des reconnaissances publiques, c'est à dire des fautes commises en effect. & connues par la plus grande partie du peuple, auxquels la faute sera exprimée. Au Synode suivant de la Rochelle 1581. au lieu de ces mots par la plus grande partie, furent mis ceux cy, d'une grande partie.

Ces dernieres paroles. Quand bien il auroit esté puny par la Sentence du Magistrat, sont du Synode de Gergeau 1601.

Au Synode de Montauban 1594. Sur la proposition faite par les Deputez du haut Languedoc: si le pecheur qui ayant commis quelque crime en a esté puny par Sentence du Magistrat iusques à note d'infamie, doit estre censuré par l'Eglise iusques à faire reconnaissance publique de sa faute. A esté aduisé qu'il la doit faire, attendu que ce sont choses distinctes que la Iurisdiction civile du Magistrat, & la connoissance Ecclesiastique du Consistoire; celle cy se rapportant à la conscience, & interieur de l'ame; & celle là au corps, & choses extérieures tant seulement.

Au Synode de Montpellier 1598. Sur ce qui a esté proposé par la Prouince du haut Languedoc, si vn Magistrat ayant condamné vn homme pour quelque crime, & neantmoins iceluy perseuerant en ses denegations, il doit estre admis à la paix de l'Eglise sans reconnaissance. La Compagnie a jugé qu'il falloit premierement examiner la vie passée du condamné, des accusateurs, témoins & juges, puis rechercher toutes les preuues qu'on pourra, outre celles dudit Magistrat; Que si apres ces diligences & adjurations de donner gloire à Dieu, ce neantmoins il persistoit en ses denegations, il soit receu en declarant au peuple en sa presence, qu'on le remet au jugement de Dieu, & de sa propre conscience.

Au mesme Synode il est dit que, Celuy qui mutilé quelcun injustement,

tellement qu'il ne puisse gagner sa vie & de sa famille, & le mal-faiteur a des moyens, il sera exhorté par censures Ecclesiastiques de luy donner quelque pension, encore qu'il n'y eust esté condamné par le Magistrat, d'autant qu'il ne peut autrement rendre témoignage de sa repentance.

Au Synode de la Rochelle 1607. Sur la question proposée par les Deputez du haut Languedoc, & haute Guyenne, comment on se doit gouverner envers ceux qui estans accusés de crime sont absous par le Magistrat, au cas qu'il se trouuast nouveaux témoignages, & que le scandale continuast. La Compagnie a remis cela à la prudence des Consistoires, lesquels s'y comporteront selon les circonstances, & auront grand égard à ne mettre en danger la vie ou l'honneur des défez.

Le même Synode declare que, ceux qui auront espousé par un Prestre, ne pourront estre dispensés de la reconnoissance publique par les Consistoires, de quelque qualité & condition qu'ils soient.

Au Synode de la Rochelle 1571. à la requisition des Deputez de Poitou: La Compagnie est d'avis que quand le Magistrat sera le premier saisi de la cognoissance de quelques crimes, le Consistoire attendra que le fait soit verifié par ledit Magistrat, pour puis après faire au delinquant telles censures pour la conscience qu'il apartiendra, sinon que les circonstances fussent telles, qu'on ne peust attendre si longuement.

XXI.

Attendu que la paillardise apporte note d'infamie, principalement aux femmes, la reconnoissance de tels scandales est remise à la prudence des Consistoires.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Montpellier 1598. Et fut dressé pour correction de l'acte de la Rochelle 1581. qui porte expressement que les paillardises commises & cognues publiquement, seront récognues publiquement par leurs auteurs.

Dès le Synode de Saumur 1596. qui precedoit celuy de Montpellier, il auoit esté arresté qu'és recognoissances publiques ne seroient nommez n'y specifier les crimes qui apporteroient danger de mort & note d'infamie, de sorte que l'arresté de Montpellier est vne explication plus particuliere de ce qui auoit esté resolu à Saumur.

XXII.

Les recognoissances publiques ne se feront qu'en personne, & rendra le pecheur témoignage de sa repentance.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de la Rochelle 1581.

Dès la premiere institution de la Discipline de Paris 1559. Il est dit que

ceux qui auront esté publiquement declarez excommuniiez, seront aussi penitence publique, mais s'ils n'ont esté excommuniiez publiquement, ils la feront seulement deuant le Consistoire.

Au Synode de S^{te} Foy 1578. Il est dit que *nulle recognoissance ne se fera sans exprimer la cause, & le peché commis par celui qui sera adité recognoissance.*

Au Synode de Montauban 1694. Sur la proposition faite par les Deputez de Xaintonge, si on se doit contenter de recognoissance publique quand le pecheur rend témoignage de sa repentance, & de ses fautes, sans qu'elles soient spécifiées. *La Compagnie a aduizé qu'on ne changeroit rien pour le present en cet article de la Discipline ainsi s'y conformeroit-on au plus près que faire se pourra: mais que toutes les Prouinces seront aduerties de venir bien préparées sur cette matiere au prochain Synode National.* Et ce fut sur cela que fut dressé au Synode de Saumur l'iuuant l'acte qui est rapporté sur l'article precedent.

Au Synode de Charanton 1613. La Prouince de Berry ayant requis que non seulement le formulaire d'excommunication fust inseré au corps de la Discipline: mais encorcs qu'il y eust vn autre formulaire dicté pour la reception du pecheur excommunié pour estre joint au precedent. *La Compagnie remittant à la prudence des Pasteurs & Consistoires d'user en la reception des excommuniiez repensans, de la forme qu'ils jugeront conuenable à la circonsfance des lieux, & des personnes, ordonne que le seul formulaire d'excommunication sera inseré dans la Discipline, comme il est porté cy-dessus.*

Au Synode d'Alençon 1637. Il est dit que *la recognoissance des fautes censurées par suspension publique de la Cene, sera faite par les pecheurs en personne & publiquement.* Et vne Eglise particuliere est en meime temps exhortée d'obeir delormais à ce reglement.

XXIII.

Le pecheur qui aura esté suspendu de la Cene par le Consistoire, sans que la suspension ait esté declarée au peuple, demandera au Consistoire d'estre restitué: & faisant apparoir de sa repentance, sera là restitué sans reconnoissance publique.

OBSERVATION.

Ceci a son fondement dans le 31. article de la Discipline dressée à Paris l'an 1559. Comme aussi l'article suuant.

XXIV.

Mais celui duquel la suspension aura esté declarée, apres que sa repentance aura esté conneuë au Consistoire par bons fructs & suffisans témoignages, sera publiquement reconcilié à l'Eglise, en reconnoissant sa faute.

XXV.

Ceux qui par leur obstination & endurcissement en leurs fautes, auront esté retranchez de l'Eglise, ne seront legerement restituez & reconciliez à l'Eglise; mais après une bonne & longue épreuve de leur repentance seront ouys au Consistoire, & s'ils requierent d'estre receus à la paix de l'Eglise, reconnoissans leurs fautes, la denonciation en sera faite au peuple pour l'é-mouvoir à prier & louer Dieu, & quelque temps apres seront presentez à toute l'Eglise, pour confesser & detester leurs fautes & rebellions passées, demandans pardon à Dieu & à son Eglise, & ainsi seront reconciliez avec joye & prieres publiques.

OBSERVATION.

Ceci a son fondement dans le grand acte de Paris 1565. rapporté cy deuant sur l'article xv. de ce Chap.

XXVI.

Ceux qui estans en une Eglise tombez en idolatrie, sur cela viendront demeurer en une autre, en laquelle leur faute ne seroit point connue, feront reconnoissance de leur cheute seulement au Consistoire; aux conditions que retournans en ladite Eglise, qu'ils auront offen-ée, ils reconnoissent aussi leur faute publiquement en icelle: remettant toutesfois à la discretion du Consistoire d'en user autrement, s'il le iuge estre ainsi expedient pour l'edification des Eglises. Mesme jugement sera fait de toutes autres fautes qui meruent reconnoissance publique.

OBSERVATIONS.

Le commencement de cet article est du Synode de la Rochelle 1581. Ces dernières paroles, *mesme jugement sera fait &c.* juques à la fin, sont du Synode de Vitry 1617.

XXVII.

Toutes fautes reconneuës & réparées seront ostées des liures des Consistoires, horsmis celles lesquelles conjointes avec rebellion, auroient esté censurées de suspension de la Cene, ou excommunication.

OBSERVATION.

Cet article est du Synode de Figeac 1579.

XXVIII.

Les Consistoires ne donneront témoignage au Magistrat par acte ny autrement; ny les particuliers des Consistoires ne reueleront à aucun les confessions des repentans, qui volontairement & de leur propre mouuement, ou par admonitions à eux faites, auront confessé leurs fautes deuant eux, fors en crime de leze Majesté.

OBSERVATIONS.

Cet article est encore du susdit Synode de Figeac 1579.

Au Synode suiuant de la Rochelle 1581. fut adjousté *si ce n'est par l'aduiue du Consistoire.*

Au Synode de Priuas 1612. furent adjoustées à la fin, ces paroles, *fors en crime de leze Majesté* selon l'intention des Synodes precedens.

Dès le Synode de Poitiers 1560. Sur la questien, s'il est loisible aux fideles de deferer ceux qui estans en l'Eglise ont commis quelque crime punissable par les loix. Il fut respondu que *aux vices scandaleux, & dommageables à l'Eglise les fideles doivent tenir la main au Magistrat, pour proceder contre les impenitens, & perseverans en leur mal; mais à l'endroit de ceux qui auroient failli pour un coup, & n'y persevereroient, une correction Ecclesiastique suffira.*

Au Synode de la Rochelle 1571. Sur la questien faite à sçauoir s'il se doit bailler acte en l'excommunication ou autre censure, a esté respondu qu'il ne le

faut bailler, parce que c'est un fait de conscience, & il n'appartient qu'au Magistrat de bailler acte de ce qui est public.

Au Synode de Vittré 1583, fut pris ce règlement, *Quand il vient à la connoissance du Consistoire ou de l'un de ses membres un crime tres-enorme, & meritant mort exemplaire: Celuy qui aura commis le crime n'ayant point esté appelé au Consistoire, & ne s'estant luy mesme decouvert que pour avoir conseil on demande si on le declarera au Magistrat. La Compagnie est d'avis qu'on ne le declare point, si ce n'est au Magistrat fidele, & ce par maniere d'advis seulement, & non comme delateur.*

Au Synode de la Rochelle 1607. a esté ordonné que dorénavant les actes particuliers qui concernent les appellations, censures & choses semblables, ne seront delivrez qu'à ceux qui y ont interest. Au mesme Synode il est dit que les Consistoires ne pourront delivrer leurs actes aux parties après qu'elles auront esté mises d'accord, quoy qu'elles les demandent.

Au Synode de Montpellier 1598. Sur la proposition faite par l'Eglise de Castres, s'il est loisible de donner par extrait un ou plusieurs Articles de la Discipline au Magistrat soit fidele ou infidele, pour s'en servir en l'exercice de sa charge: La Compagnie a esté d'avis qu'en le pouvoit faire, & mesmes luy communiquer tout le corps de la Discipline s'il le requeroit, attendu qu'il n'y a rien qui ne puisse servir à edification.

Au Synode de St. Maixant 1609. A la question proposée, comment se doit gouverner le Pasteur, auquel le Magistrat fait injonction d'exhorter publiquement ceux qui auront commis quelque crime, ou forfait, de le reueler. A esté respondu qu'il n'est point obligé à telles injonctions, non plus qu'à reueler ce qui se passe en Consistoire. En consequence dequoy tous Pasteurs sont avertis de ne deférer à tels commandemens, & sont exhortés toutes les Eglises de maintenir ceux qui pour tels refus seront poursuivis en justice.

Au Synode de Priuats 1612. article 23. des appellations, fut grièvement censuré un particulier de la Prouince de Berry pour avoir contreueu à ce règlement.

Au Synode de Tonneins 1614. A la question de la Prouince du haut Languedoc, s'il est permis aux Consistoires de rendre témoignage d'unant le Magistrat contre ceux qui se montrent insolens & outrageux, soit à l'encontre de ceux qui y sont appelés, soit contre les Pasteurs, & Anciens. A esté respondu que l'article de la Discipline, defendant la reuelation en jugement des choses qui se sont passées au Consistoire, ne doit pas estre restrainct à la seule confession des delicts, mais aussi de toutes les autres choses qui s'y passent, excepté seulement les excez, & outrages de voye de fait, desquels il sera loisible de reueler au Magistrat ce qui se sera passé. Quant aux excez de paroles quelles qu'elles soyent, ce sera au Consistoire d'y appliquer les censures Ecclesiastiques.

XXIX.

On procedera par censures Ecclesiastiques, jusques à excommunication contre ceux qui se disans de la Religion, appellent les Pasteurs & Anciens, ou tout le Consistoire pardenant le Magistrat, pour leur faire

rendre témoignage contre les delinquans, qui auront confessé leurs fautes pardevant eux.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Montauban 1594.

Au Synode de Vitré 1583. à la demande des Deputez d'Anjou comment en auroit à se gouverner sur ce que quelques Magistrats les vouloient contraindre à leur bailler les faits debattus, & relolus au Consistoire. *La Compagnie est d'avis que l'on proteste à celui qui sera le commandemens d'incompétence de luge, qu'on appelle de tout à la Chambre de l'Edit, & qu'en cas que les Ministres fussent inquiétez pour cela, tout le corps du Consistoire entreprendra leur defense.*

Au Synode de Montauban 1554. Sur ce que plusieurs vouloient contraindre les Consistoires de déposer par devant le Magistrat des choses dites au Consistoire, fut dit, *que seroit dressé memoire pour l'Assemblée de S. Foy de prendre à cœur ce fait, & s'achar d'obtenir de sa Majesté la conservation de la liberté desdits Consistoires.* Pour faire voir que les Synodes ont trouvé cette matiere tres-importante à la liberté de nos Compagnies Ecclesiastiques.

Au Synode de Vitré 1617. La Province des Seuenes demandant qu'en execution des articles 28. & 29. du chap. 5. de la Discipline, il soit déclaré de quelles censures en doit user contre les Anciens, tant ceux qui sont en charge de ceux qui en sont hors, lesquels contreviennent audit article. La Compagnie exhorte les Consistoires à proceder par toutes censures Ecclesiastiques contre telles personnes, & mesmes jusques à la deposition des Anciens qui sont en charge, & grièves censures contre ceux qui n'y sont plus, sans qu'ils doivent esperer d'y estre jamais receus. Et quant aux Magistrats faisans profession de la Religion, ils sont exhortez à ne demander telles revelations aux Pasteurs & Anciens, & s'ils persistent ils seront grièvement censurez par les Consistoires.

Au Synode d'Ales 1620. La Province de Xaintonge ayant demandé aduis, comment on se doit comporter contre ceux qui se pourvoient es Cours de Parlemens par appellations comme d'abus, contre les ordonnances & censures Ecclesiastiques; la Compagnie enjoint aux Synodes, Colloques & Consistoires de proceder contre telles personnes par toutes sortes de censures, mesmes jusques à excommunication, après avoir au préalable recherché toutes voyes de douceur & saintes remonstrances envers telles personnes, pour les ranger à leur devoir; & les faire soumettre à l'ordre de l'Eglise.

Le Synode de Loudun 1659. declare que ceux qui en violant les reglemens tirent les affaires hors les Compagnies Ecclesiastiques doiuent estre poursuivis par toutes sortes de censures, comme contempteurs des reglemens & rebelles aux Consistoires.

Voy encorés sur ce sujet les observations faites cy-dessus sur l'article xvi. de ce même Chapitre.

XXX.

Quant aux crimes qui auront esté declarez aux Ministres par ceux qui demanderoient conseil & consolation,

consolation, il est defendu aux Ministres de les reue-
 nir au Magistrat, de peur d'attirer du blâme sur le
 Ministère, & empescher les pecheurs de venir à re-
 pentance, & à une libre confession de leurs fautes.
 Ce qui aura lieu en tous crimes declarez, sinon en cas
 de leze Majesté.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Gap 1603. ces dernieres paroles, *ce qui aura lieu* &c. jusques à la fin, sont de Priuas 1612.

Au Synode de Lyon 1563. sur la proposition faite sçavoir si vn Ministre peut reueler au Magistrat les crimes qui luy auroient esté declarez secretement par celuy qui demanderoit Concil ou consolation. On est d'aduiz que cela soit remis à la conscience du Ministre, qui aura esgard selon prudence à toutes les circonstances.

XXXI.

Si un ou plusieurs du peuple émeuent debat pour rompre l'union de l'Eglise sur quelque point de Doctrine, ou de la Discipline, ou sur le formulaire du Catechisme, de l'administration des Sacremens, ou des prieres publiques, & de la Benediction du Mariage: & qu'à cela les particulieres admonitions ne puissent suffisamment remedier. Le Consistoire du lieu taschera promptement de resoudre & appaiser le tout sans bruit, & avec toute douceur de la Parole de Dieu. Et si les contredisans ne veulent acquiescer, le Consistoire du lieu priera le Colloque de s'assembler en temps & lieu le plus conuenable, ayant prealablement fait faire ausdits contredisans promesse expresse & enregistrée de ne rien semer de leurs opinions en sorte ou maniere quelconque, en attendant la conuocation dudit Colloque; sur peine d'estre censurez comme

Schismatiques, sauf toutes-fois de conferer avec les Pasteurs & Anciens, s'ils n'ont esté enseignez. Et au cas que lesdits contredisans refusent de faire lesdites promesses, ils seront censurez comme rebelles, selon la Discipline. Et le Colloque assemblé procedera comme dessus. Et si lesdits contredisans, ayant esté ouys patiemment, & refutez, demeurent satisfaits, le tout sera enregistré, sinon le Synode Prouvincial sera requis de s'assembler, mesme extraordinairement si besoin est, au temps & lieu que ledit Colloque jugera le plus propre, apres la promesse telle que dessus reiterée par lesdits contredisans. Le Synode assemblé adujsera prealablement avec bonne & meure deliberation & consideration, de la matiere, des lieux, du temps, & des personnes, s'il sera expedient que la Conference avec lesdits contredisans se fasse en la presence du peuple à huys ouuerts, & qu'on donne audience à quiconque des assistans voudra parler ou non; sans que toutesfois la decision en appartienne à autres qu'aux conuoquez de la Prouince, & le tout suiuant l'ordre porté par la Discipline. Et lors si lesdits contredisans ne se veulent ranger, ils feront les mesmes promesses que dessus, & seront renuoyez au Synode National ou ordinaire, ou si la necessité le requiert extraordinairement assemblé, lequel les orra en toute sainte liberté. Et là sera faite l'entiere & finale resolution par la Parole de Dieu, à laquelle s'ils refusent d'acquiescer de poinct en point, & avec exprés

desaducn de leurs erreurs enregistrees, ils seront retranchez de l'Eglise.

OBSERVATION.

Cet article & le suivant, sont du Synode de Nismes 1572. seulement ces mots qui se trouvent vers le commencement, *De l'administration des Sacremens, ou des Prieres publiques, & de la benediction du Mariage,* sont du Synode de Gergeau 1607.

XXXII.

Vn Pasteur ou Ancien rompant l'union de l'Eglise, ou emouuant contention sur quelque point de Doctrine ou de la Discipline qu'il auroit sousigné; ou sur le formulaire du Catechisme, ou de l'administration des Sacremens, ou Prieres publiques, & benediction du Mariage, ne se voulant ranger à ce que le Colloque en aura determiné, sera deslors suspendu de sa charge pour estre procedé plus outre au Synode Prouincial ou National.

OBSERVATION.

Cet article est du Synode de Nismes comme le precedent, & tous deux ne faisoient alors qu'un mesme article, mais ont esté separés tant pour leur longueur, que parce que ce sont matieres differentes.

XXXIII.

En chacune Eglise on dressera memoires de toutes choses notables pour le fait de la Religion, & en chacun Colloque sera deputé un Ministre pour les recevoir & les apporter au Synode Prouincial, & de là au National.

OBSERVATIONS.

Ce fut au Synode de la Rochelle 1581. que fut dit que *chaque Colloque deputeroit un Ministre, auquel une chacune Eglise enuoyeroit ses memoires pour les apporter au Synode Prouincial, & de là au National.*

Au Synode de Vittré 1583. l'article fut dressé tel qu'il est maintenant, l'exécution en fut soigneusement recommandée à toutes les Eglises de chaque Prouince.

Au Synode de Montauban 1594. toutes les Prouinces furent censurées pour le peu de deuoir qu'elles auoient fait au recueil des choses memorables auenuës en ce Royaume, & furent chargés leurs Deputés d'en aduertir à leur retour leurs Colloques pour y faire leur deuoir. & en faire rapport au prochain Synode National.

Au Synode suivant de Saumur 1596. Il fut dit que cet article seroit observé, & adués donné aux Prouinces d'y tenir le main.

Au Synode de Prias 1612. Il est dit que les Prouinces seront exhortées de recueillir soigneusement les histoires des Pasteurs & autres fidèles qui en ces derniers temps ont souffert pour la vérité du fils de Dieu. Et seront tels memoires envoyés à Geneue, afin que ce recueil soit joint au liure des Martyrs pour estre mis en lumiere.

Au Synode de Vittré 1617. Il est dit que l'article dernier du 5. Chap. de la Discipline, n'ayant point encore esté executé suivant les exhortations des Synodes precedens. La Compagnie enjoint tres-expresément à tous deputés d'aduésir leurs Prouinces de nommer promptement en chacun Colloque un Pasteur pour recueillir les memoires des choses plus notables aduenues en leurs quartiers depuis plusieurs années en ça, & les rapporter au prochain Synode de leur Prouince pour estre adressés au Sieur Riuet Pasteur de l'Eglise de Tournay; qui est chargé de les recevoir, & en dresser une histoire, laquelle sera par luy rapportée au prochain Synode National.

Au Synode de Loudun 1659. Il est dit que la Compagnie ayant appris le peu de soin qu'on a d'exécuter ce qui a esté ordonné par le 33. art. du 5. Chap. de la Discipline enjoint à toutes les Prouinces & Eglises particulieres de le faire tres-soigneusement à l'aduésir, & de dresser des memoires bien exacts des choses notables pour le fait de la Religion, & de les adresser aux Colloques ou Synodes par le moyen de quelqu'un, à qui ils seront envoyés pour les recueillir, & reiteler l'ordre qui en a esté donné au Synode National de Vittré 1617. & ordonne à toutes les Prouinces, chacune en leur premier Synode, de faire nomination de Pasteurs à qui seront faites les adressés.

A ceci se peut rapporter l'ordre du Synode de Gergeau 1601. portant que; les Eglises sont aduerties de faire memoire des Ecclesiastiques de l'Eglise Romaine qui se sont rangés depuis le dernier Synode National & se rangent tous les jours à la Religion Reformée pour les envoyer à l'Eglise de Montauban.

Observations generales sur tout le Chapitre V.

On peut fort bien rapporter à ce Chap. le reglement qui a esté pris de tenir soigneusement registre des morts baptêmes & Mariages qui se font en chaque Eglise, pour ce que cela est proprement du soin des Consistoires: le reglement fut pris au Synode d'Ales 1620.

A ce mesme chap. on peut rapporter les reglemens qui recommandent à chaque Eglise forte de dresser des Biblioteques pour l'usage des Pasteurs & autres, attendu que cela est encores des soins du Consistoire.

Au Synode de Saumur 1596. A la requisition de la Prouince du Bas Languedoc. Toutes les Eglises qui ont des moyens sont exhortées de dresser des Biblioteques publiques pour seruir aux Ministres & Proposans de leurs Eglises, Pareil

reglement & en termes tout à fait semblables fut réitéré au Syn.^e de la Rochelle 1607. à la requeste des Deputez d'Orleans & de Betry.

Au Synode de Castres 1626. La Compagnie exhorte toutes les Prouinces, & en chacune d'icelles les Eglises opulentes à dresser des Bibliothèques pour le soulagement des Pasteurs ce qui sera particulièrement notifié aux Consistoires de Montpellier & de Paris, & aux Academies de Nîmes & de Montauban.

CHAPITRE VI.

De l'vnion des Eglises.

ARTICLE I.

Nulle Eglise ne pourra pretendre primauté ne domination sur l'autre, ny vne Prouince sur vne autre.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Paris 1559.

Conformement à ce reglement il est dit au Synode de Lion 1563. au sujet d'une Prouince particuliere que *quand outre les Assemblées des Synodes ou propositions, on s'assemblera expressément pour aduiser aux affaires selon que la necessité se presentera, cela se fera de la volonité commune des Consistoires des Eglises, & non par forme de commandement aucun, afin de ne contreuenir à l'article qui porte qu'une Eglise n'entreprendra rien sur l'autre.*

II.

Nulle Eglise ne pourra rien faire de grande consequence, où pourroit estre compris l'intérêt ou dommage des autres Eglises, sans l'aduis du Synode Prouincial s'il est possible de l'assembler: Et si l'affaire pressoit; elle communiquera & aura l'aduis des autres Eglises de la Prouince par lettres pour le moins.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Paris 1559. & est le 39. de la Discipline qui fut dressée alors.

Au Synode de Montauban 1594. Sur la proposition faite par les Deputez de Xaintonge touchant les lettres qu'on escrit d'Eglise à autre, & d'un Colloque ou Synode à autre, des affaires communes des Eglises: A esté arresté que nulles lettres ne seront foy, qu'elles ne soient signées d'un Pasteur & Ancien conjoindement, ou de deux Anciens, où il n'y aura point de Pasteur elles seront adressées au Consistoire ou particulièrement aux Pasteurs, pour les communiquer prudemment au Consistoire, ou à quelque partie des Anciens, selon l'occurrence des affaires.

On peut fort bien rapporter à cet article le reglement pris au Synode de Charanton 1644. au sujet des Independans conceu en ces termes. Sur ce qui a esté représenté par quelques Deputez des Prouinces maritimes, que plusieurs venans des Pais Estrangers, qui s'appellent independans, parce qu'ils enseignent que chaque Eglise se doit gouverner par ses propres Loix, sans aucune dépendance de personne en matieres Ecclesiastiques, & sans obligation à reconnoistre l'autorité des Colloques & Synodes pour son regime & conduire, établissent leur demeure en ce Royaume, & pourroient cy-apres causer de grands inconueniens, s'il n'y estoit pourueu de bonne heure. La Compagnie craignant que ce venin gagnant insensiblement, ne jette la confusion & le desordre entre nous, & jugeant ladite Secte des Independans non seulement prejudiciable à l'Eglise de Dieu, entant quelle tâche d'introduire la confusion, ouvrant la porte à toute sorte d'irregularitez & extravagances, & osant tout moyen d'y apporter le remede; mais aussi tres-dangereuse à l'Estat; Et que si elle auoit lieu, il se pourroit auant former de Religions qu'il y a de Paroisses ou Assemblées particulieres: A enjoint à toutes les Prouinces, & spécialement aux maritimes, de prendre garde que ce mal ne prenne pied es Eglises de ce Royaume, afin que la paix & uniformité tant en la Religion, qu'en la Discipline, y soient inuolablement entretenues, & que rien ne s'introduise parmy nous, qui puisse alterer en aucune maniere le service qui est deu à Dieu & au Roy.

III.

Les Eglises, & les particuliers seront aduertis de ne se départir pour quelque persecution qui vienne, de l'union sacrée du corps de l'Eglise, pour se procurer une paix & liberté à part. Qui en fera autrement sera censuré selon que les Colloques & Synodes jugeront estre expedient.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Ste. Foy 1578.

On peut rapporter à cet article le soin que les Synodes ont pris de se servir

de temps en temps les liens de l'union qui est entre les Eglises. Car ayant esté renouvellee en l'Assemblée de Mantes. Il fut dit au Synode de Montrauban 1594. que l'union faite en l'Assemblée de Mantes sera jurée par toutes les Eglises en corps de ville ou en Temple selon qu'il sera jugé plus conuenable. Et au Synode de Saumur suivant 1596. Les Eglises sont exhortées d'observer estroitement en toutes choses l'union qui a esté faite à Mantes par les Deputez des Eglises de ce Royaume pour le bien d'icelles, & seront informées par leurs Deputez, combien elle est necessaire. Et les Eglises qui ne voudront se conformer aux autres seront grieuement censurées.

Au Synode de Tonnecins 1614. Les Deputez de la Prouince de Xaintes ayans requis qu'on adiustât à la censure de ceux qui n'acquiescent aux resolutions des Assemblées generales & Prouinciales tant Ecclesiastiques que Politiques, & s'opposent à l'exécution d'icelles, La Compagnie ordonne que ceux qui s'opposent aux dites Assemblées, seront poursuivis par toutes sortes de censures Ecclesiastiques à la prudence des Consistoires, Colloques, Synodes Prouinciaux, & Nationaux.

Au Synode de Prius 1612. Les Deputez generaux sont chargez de s'opposer formellement à tous ceux qui poursuivent en Cour pour obtenir quelque subvention au detrimment du corps des Eglises de ce Royaume, & contre l'union jurée: & en sera donné aduiz aux Eglises, afin que les Pasteurs particulièrement, & les Consistoires fassent tout deuoir de reprimer telle ouuerture, & entreprise, comme scandaleuse, & qui menace nos Eglises de grand desordre.

Le meisme Synode trouua puissamment à la reünion de plusieurs particuliers, mais sur tout des grands de nostre profession qui estoient deuiunis. & fut dreit l'acte du serment d'union des Eglises Reformées du Royaume, qui fut signé par tous les Pasteurs & Anciens qui se trouuerent en ce Synode. Il est conceu en ces termes.

Nous sous-signez Deputez des Eglises Reformées de France, Assemblez en Synode National en la ville de Prius en Vinarets, reconnoissans par l'experience du passé qu'il n'y a rien tant necessaire à l'entretienement du bien, paix, & establisement desdites Eglises, qu'une sainte union & concorde inuiolable, tant en la doctrine qu'en la Discipline & dependances d'icelle, & que lesdites Eglises ne peuvent nullement subsister sans une bonne & estroite union & conjoinction mutuelle mieux gardée qu'elle n'a esté par le passé. Pour cette raison desfrans esteindre à l'aduenir toute semence de diuision & sujet de partialité entre les Eglises, & obuier à toutes impostures, menées, calomnies, & pratiques, par lesquelles plusieurs mal affectionnez à nostre Religion taschent de la dissiper & ruiner: ce qui nous donne sujet plus que jamais de rechercher d'un commun accord les moyens de nostre iuste, legitime & necessaire conseruation en ladite union, sous l'obeissance de nostre Roy & Souuerain Seigneur: Auons au nom de toutes les Eglises, pour le bien d'icelles & pour le seruice de sa Majesté, juré & protesté, jurons & protestons, prometans faire ratifier les mesmes protestations dans nos Prouinces, de demeurer inseparablement unis & conjoincts en la Confession de Foy des Eglises Reformées de ce Royaume, confirmée, approuuée, & ratifiée de nous tous; iurons tant en nostre nom que des Eglises & Prouinces qui nous ont deputez en cette Assemblée, vouloir viure & mourir en cette confession. Comme aussi protestons aux mesmes noms de garder inuisiblement la Discipline Ecclesiastique, establie es Eglises de ce Royaume, & suiuant l'ordre porté par icelle tant pour la conduite desdites Eglises que pour la correction des mœurs: reconnoissans qu'elle est conforme à la parole de Dieu, l'Empire duquel

demeure en son entier. Protestons & jurons de rendre toute obéissance & fidelité à sa Majesté, ne desfrans sinon sous la faueur de ses Edicts, seruir à nostre Dieu en liberté de conscience.

On peut fort bien rapporter à cet article le soin que les Synodes ont pris d'aller au deuant de toutes les propositions d'accommodement en matiere de Religion, comme jugeans bien que cela ne tend qu'à detunir les Eglises, & ainsi les perdre entierement.

Au Synode de Montpellier 1598. Il fut dit que, *bien que les fideles doivent desirer de tout leur cœur tant pour la gloire de Dieu, & salut des ames, que pour le repos de l'Estat, la réünion de tous les sujets d'iceluy en vne mesme doctrine; souuesois d'autant qu'à raison de nos pechez, c'est chose plusloist à desirer qu'à esperer; & que sous ce pretexte plusieurs prophanes font ouuerture d'vnir ou mesler les deux Religions: les Pasteurs aduertiront soigneusement leurs Troupeaux de ne leur prester aucunement l'oreille: ne pouuant y auoir communion entre le Temple de Dieu, & celuy des Idoles, Joint que telles gens ne cherchent que d'engager les ames, pour leur faire apres quitter la profession du S. Euanqile. Seront pareillement aduertis de n'en faire aucune ouuerture, ny de bouche, ny par escrit, autrement seront grandement censurez.*

Et sur la plainte qui fut faite au mesme Synode de la part des Eglises de Geneue, Berne, Palatinat, & de diuers autres endroits de ce Royaume, touchant certains escrits mis en lumiere, sous pretexte de la réünion des Sujets d'iceluy à vne mesme doctrine, au prejudice de la verité, comme entre autres vn intitulé, APPARATVS AD FIDEM CATHOLICAM. Et vn autre intitulé ADVIS POVR LA PAIX DE L'EGLISE ET DV ROYAUME DE FRANCE. La Comp. apres auoir leu & examiné lesdits escrits, ouï le aduin du Colloque de Nismes, assisté des autres Colloques de la Prouince; ensemble les censures des Eglises sus-nommées, les a condamnées comme contenant plusieurs propositions erronnées; à sçauoir, que la verité de la Doctrine est tousiours demeurée en son entier entre tous ceux qui se disent Chrestiens. Que ceux de l'Eglise Romaine, ayans mesmes articles de Foy, Commandemens de Dieu, Formulaire de prieres, Baptême, & mesmes moyens pour paruenir au salut, sont par consequent la vraye Eglise, & que la contention n'est que des mots, & non de la chose. Item ce qu'il veut que les Anciens Conciles & Escrits des Peres soient juges de nos differens, qu'il cite les Canons de Gratian sous le nom de l'Eglise Catholique; nous fait Autheurs des Schismes & guerres suruenüs en ce Royaume de France: & autres tels pointz: & enjoint à toutes les Eglises de s'en garder.

Au Syn. de Charanton 1631. Plusieurs Princes ayans demandé aduis comment elles procederoient contre ceux qui donnans occasion à des bruits scandaleux, & prejudiciables à la paix de l'Eglise, pourroyent cy-apres mettre en auant des propositions d'accommodement, & meslange de Religions. La Compagnie recommande à toutes les Eglises la pratique du reglement du Synode de Montpellier rapporté cy-dessus.

IV.

Les disputes de la Religion avec les Aduersaires, seront réglées en telle sorte, que les nostres ne seront point

point agresseurs: & s'ils sont engagez en dispute verba-
le, ils ne le feront qu'avec la regle de l'Ecriture sainte, ne
donnans lieu aux escrits des Anciens Docteurs, pour le
jugement & decision de la Doctrine. N'entreront en
dispute reglée, que par escrits respectivement baillez &
signez. Et quant à la dispute publique, n'y entreront
que par l'aduis de leur Consistoire, & de quelque nom-
bre de Pasteurs, qui pour cet effect seront choisis par les
Colloques ou Synodes Prouvinciaux. N'entreront en
aucune dispute ou conference generale, sans l'aduis de
toutes les Eglises assemblées au Synode National, à
peine aux Ministres qui y entreront autrement, d'estre
declarez Apostats, & deserteurs de l'union de l'E-
glise.

OBSERVATION.

Cet article est de Gergeau 1601.

V.

Les Eglises doivent entendre que les Assemblées
Ecclesiastiques des Colloques & Synodes, tant Pro-
uinciaux, que Nationaux, sont les liens & appuys
de l'union & concorde contre les schismes, heresies,
& tout autre inconuenient: afin qu'elles fassent
tout deuoir & s'employent par tous moyens, à ce que
lesdites Assemblées Ecclesiastiques soient continuées &
entretenuës: & au cas que quelques Eglises ou personnes
particulieres ne voudroient contribuer aux frais qu'il
conuient faire pour se trouuer aux Assemblées Eccle-
siastiques, tels seront grièvement censurez, comme

Q

deserteurs de l'union sainte qui doit estre entre nous. Les Ministres aussi qui ne tiendront la main à ce que dessus seront grièvement censurez par les Synodes Prouvinciaux.

OBSERVATIONS.

Au Synode de Montauban 1594. furent adjoustées ces paroles à cet art. *Et au cas que les Eglises particulieres ne veillent contribuer aux Assemblées Ecclesiastiques, & autres qui concernent le bien des Eglises, elles seront primées du Ministère comme deserteurs de l'union qui doit estre entre nous pour nostre commune conservation, apres avoir esté dûement sommées dedans certain tems qui leur sera signifié. Il sera aussi defendu aux Ministres d'y exercer leur charge à peine d'estre declarez Schismatiques.* Mais au Synode suivant de Saumur 1596. les Prouvinces de Guienne, Xaintonge & Normandie ayans requis par leurs Deputez que ledit article fust moderé comme trop rigoureux, il fut resolu de le coucher és termes où il est à present, depuis ces paroles, *& au cas, &c. jusques à la fin.*

Il y a grande conformité entre cet article de la Discipline & le s. du Chap. 8. des Synodes Prouvinciaux, ainsi il sera bon de les confronter ensemble, & les observations faites tant sur l'un que sur l'autre.

CHAPITRE VII.

Des Colloques.

ARTICLE I.

EN chacune Prouince il y aura un département des Eglises, selon le nombre d'icelles, & la commodité des lieux, en Classes ou Colloques des plus voisines. Et sera fait ce département par l'autorité du Synode Prouvincial. Et s'assembleront ainsi en Colloques les Eglises voisines, deux fois l'an ou quatre

fois, s'il se peut faire, selon l'ordre ancien, cela estant reserué à la prudence des Prouinces : & là se trouueront les Ministres avec un Ancien de chacune Eglise.

Observation generale sur le titre du Chapitre.

Ce fut au Synode de Nismes 1572. que l'on arresta de faire vn Chap. des Colloques que fust mis auant celuy des Synodes Prouinciaux & tout le Chap. fut lors compris en vn seul article qui regle & les Eglises qui se doiuent joindre en Colloque, & les temps, & les choses qui s'y doiuent traiter.

OBSERVATIONS.

Au Synode de Nismes seldit, il auoit esté resolu qu'on s'assembleroit en Colloque quatre fois l'an, si faire se pouuoit, & que les Ministres s'y trouueroient accompagnez d'un Ancien de chaque Eglise.

Au Synode de Figeac 1579. Il fut dit que les Colloques se tiendroient deux fois l'an, reseruant aux Prouinces qui en auront le moyen de suivre le premier ordre.

Quand à ceux qui peuuent se trouuer és Colloques. Au Synode de Sautmur 1596. Sur la proposition de la Prouince de Gascogne si és Colloques & Synodes Prouinciaux, les Consuls, & Magistrats du lieu, faisant profession de la Religion, doiuent estre presens, a esté aduisé qu'ils n'ont droit d'y estre : toutefois si en cognoist leur pieté estre telle qu'ils puissent seruir à la Compagnie, il est en la liberté des Synodes de les y appeller, eux le requerrant. Conformement à ce reglement. Le Synode de St. Maixant 1609. aux appellations infirme le jugement d'un Synode Prouincial pour y auoir contreuenue, & le censure.

Au Synode de Gergeau 1601. La Compagnie est d'aduis qu'en Colloque composé de trois Pasteurs, peut proceder à tous les actes d'un Colloque legitime, même jusqu'à la suspension des Ministres.

Au Synode de Tonneins 1614. Sur la demande des Deputés du Vinarez & Vellay, qu'en l'art 1. du 7. du chap. de la Discipline, le nombre des Anciens qui doiuent estre enuoyez aux Colloques & Synodes, soit reduit au nombre des Pasteurs, & qu'un seul Ancien soit enuoyé avec chacun Pasteur ; A esté ordonné qu'en l'article rien ne sera changé.

Et quand aux Proposans exclus des Colloques & Synodes, voy les obseruations sur l'art. 5. du chap. 6. de la Discipline.

Au Synode de St. Maixant 1609. Il n'est point permis aux Colloques & Synodes, de s'assembler sinon par les voyes prescrites en la Discipline, par l'autorité de qui que ce soit : ny aux Pasteurs particuliers de donner attestation à part, pour quelque cause ou occasion que ce soit à ceux qui la demanderoient, ne faisant d'ailleurs profession de la Religion, & sans l'autorité des Colloques & Synodes, à peine de suspension de leur Ministère.

Au Synode de Castres 1626. Il est dit qu'on n'usera point és lettres d'enuoy portées par les Deputés des Eglises particulieres aux Colloques & Synodes Prouinciaux de clauses de subuersion si absolues que celles qui sont inserées és lettres des Prouinces aux Synodes Nationaux.

II.

*Et se feront telles assemblées & Colloques pour ad-
uifer à composer les differens & difficultez qui sur-
uennent ausdites Eglises, ainsi qu'il est ordonné par la
Discipline. Et generalement pour pouruoir à ce qui se-
ra connu expedient & necessaire pour le bien & en-
tretienement des Eglises.*

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est encore du Synode de Nismes susdit.

Cet article a beaucoup de conformité avec l'article 3. du Chap. 5. auquel il faut auoir recours pour plus grand esclarcissement du pouuoir des Colloques.

Au Synode de Vertueil 1667. Il est dit que *ce qui n'aura peu estre uuidé au Consistoire sera rapporté au Colloque & de là au Synode si besoin est.*

Au Synode d'Alès 1620. Entre les defaux d'une certaine Prouince particuliere dans la pratique de la Discipline & qui furent condamnez audit Synode est spécialement remarqué celui-ci, *de communiquer les uns avec les autres par lettres courantes, au lieu de conuoyer les Colloques & affaires importantes.*

III.

Là aussi les Ministres proposeront la Parole de Dieu, chacun à son tour afin qu'on connoisse quel deuoir chacun fait de s'exercer en l'estude de l'Ecriture, & en la methode & forme de la traitter.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est encores du mesme Synode de Nismes.

Au Synode de St^e. Foy 1578. Il est dit que les Colloques reprendront l'exercice des propositions de la parole de Dieu, *comme cela se faisoit cy-deuant avec grand fruit, & edification, & ce pour cognoistre quel deuoir chacun fait de s'exercer en l'estude de l'Ecriture, & en la methode & forme de la traiter.*

Au Synode de Gap 1603. Les Deputez de Bourgogne ayans demandé si les propositions des Pasteurs doiuent estre en forme Scolaſtique ou populaire. La Compagnie juge que telles propositions estans instituées pour rendre preuue comment Les Pasteurs peuuent travailler utilement en l'instruction de leurs peuples, doiuent semir plutôt de la forme Scolaſtique que populaire; c'est à dire qu'avec l'exposition de la doctrine, on y conjoigne seulement quelque briefue apoliation aux mœurs, & que l'article soit soigneusement obserué en tous les Colloques.

Et pource qu'il se faisoit certaines additions à la fin desdites propositions, le Synode de St. Maixant 1609. les condamne pour les inconueniens qui en reuenient & qui surpassent de beaucoup le fruit qui s'en peut esperer, & ordonne que quand aux censures desdites propositions, elles se feront par les Pasteurs en presence des Anciens. Et au Synode de Priuas suiuant, il est dit que les Prouinces qui n'ont point encores pratiqué ce reglement des additions à la fin des propositions sont exhortées de s'y ranger.

Et sur ce que quelques-vns vouloient adjoindre à ces propositions dans les Colloques quelques disputes & propositions latines, l'affaire ayant esté proposée au Synode de Montauban 1594. par les Deputez du Haut Languedoc. Il fut dit que les Prouinces en viendroient prestes au prochain Synode pour y statuer par un reglement general, & en consequence de cela.

Au Synode de Saumur 1596. fut dit que les disputes & propositions latines requises par quelques Prouinces, ont esté jugées propres aux Ecoles & Academies, & non aux Colloques.

Et sur ce que la Prouince de la Basse Guienne remit encores cette proposition sur le tapis, fut jugé conformement au reglement de Saumur que ces disputes deuient estre renuoyées aux Ecoles. La Compagnie en jugeant l'usage tres-dangereux entre les Pasteurs.

I V.

L'autorité des Colloques est soumise à celle des Synodes Prouinciaux, comme celle des Consistoires aux Colloques.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de la Rochelle 1581.

A ceci se peut rapporter ce qui a esté desia touché cy-dessus sur l'art. 11. de l'ordre qui se doit iuire pour les affaires que l'on veut premierement porter es Consistoires auant que de passer aux Colloques & Synodes, suiuant quoy vn Pasteur fut censuré au Synode de Priuas 1612. pour n'auoir premierement formé ses plaintes au Consistoire & puis poursuiui au Colloque & Synode.

Au Synode de Vitré 1617. Vn Colloque particulier est censuré pour ne s'être adressé au Synode de la Prouince auant que de se presenter au National.

Et pour monstrer combien les Synodes Nationaux ont à cœur de faire que les Compagnies subalternes deferent à leurs Superieurs. Au Synode de St. Maixant 1609. vn Consistoire particulier est censuré pour n'auoir excusé qu'une partie de ce qui luy auoit esté enjoint par le Synode de la Prouince. Et luy est ordonné de le faire, à faute de quoy ledit Synode est chargé de proceder contre ledit Consistoire par toutes censures Ecclesiastiques.

V.

Les Colloques & Synodes aduiseront à limiter l'étendue des lieux dans lesquels chaque Ministre pourra exercer son Ministère.

OBSERVATIONS.

Cet article est encores du Synode de la Rochelle 1581.

Au Synode de Vittré 1617. Sur la demande des Deputez de Saintonge, qu'il soit ordonné que désormais aucun Colloque ne puisse faire aucune distraction d'un annexe d'une Eglise pour l'adjouter à une autre sans l'advis & autorité du Synode Provincial: La Compagnie a jugé la demande equitable, & ordonné que cecy sera tenu pour un reglement general.

VI.

A la fin des Colloques seront faites des censures amiables & fraternelles, tant des Pasteurs que des Anciens qui s'y trouueront, de toutes choses qu'il sera trouué bon de leur remonstrer.

OBSERVATION.

Cet article est du Synode de Gergeau 1601.

CHAPITRE VIII.

Des Synodes Prouvinciaux.

ARTICLE I.

EN chacune Prouince, les Pasteurs de chaque Eglise s'assembleront une fois l'an ou deux, selon que l'on pourra: ce qui est remis à la prudence & discretion du Synode.

OBSERVATIONS.

Ceci a son fondement du Synode de Figeac 1579. Et au Synode de la Rochelle 1581. Cet article touchant les temps des Colloques & Synodes Prouvinciaux est confirmé selon le reglement de Figeac & l'Ancienne Discipline, estant laissé à la liberté de chaque Synode Provincial d'en user comme on le pourra.

Ce fut au Synode de Nismes 1572. que furent mises ces paroles tant qu'on pourra, au lieu de celle-cy, pour le moins.

II.

Les Ministres ameneront avec eux un ou deux Anciens pour le plus, esleus par ceux de leur Consistoire: & feront lesdits Ministres & Anciens apparoir de leur enuoy. Que si le Pasteur vient seul, on n'aura point d'égard aux memoires qu'il apportera, non plus qu'à ceux de l'Ancien, s'il vient seul sans Pasteur: Ce qui aura lieu en toutes Assemblées Ecclesiastiques: s'ils ne peuvent s'y trouuer, ils s'excuseront par lettres, desquelles les Freres assistans jugeront, & enuoyeront leurs memoires signez par un Pasteur & un Ancien. Ceux qui feront faute de se trouuer aux Colloques & Syn. Prouinciaux sans excuse legitime, seront censurez, & pourront lesdits Colloques & Syn. Prouinciaux juger de leur fait definitiuement, & disposer de leurs personnes.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est du Synode de Paris 1559. Ces paroles, *que si le Pasteur vient seul &c. jusques à ces mots ce qui aura lieu &c.* sont du Synode de Figeac 1579. Ces paroles suivantes *s'ils ne s'y peuvent trouuer &c. jusques à celles-cy, & enuoyeront*, sont du Synode de la Rochelle 1581. Celles-cy, *signez par un Pasteur & un Ancien* sont du Synode de Montauban 1594. les dernieres paroles *ceux qui feront faute de se trouuer &c.* jusques à la fin, sont du Synode de Ste. Foy 1578.

Au Synode de Figeac susdit, il fut arresté *que tous les Ministres se trouueroient en leurs Synodes Prouinciaux, ou s'excuseroient par lettres.*

Au Synode de St. Maixant 1609. Sur la question faite par les Deputez de Poitou, par quels moyens propres, on peut remedier à la contrauention de plusieurs Eglises, lesquelles enuoyent leurs Pasteurs sans Anciens aux Colloques, & Synodes Prouinciaux. La Compagnie a jugé qu'on ne pouuoit ordonner sur ce fait un reglement general, & partant a remis le tout à la prudence des Provinces.

Au Synode de Saumur 1596. Il est dit que les Eglises qui ont plusieurs Pasteurs en enuoyeront aux Synodes Prouinciaux le plus qu'elles pourront & alternatiuement.

Au Synode de Priuas 1611. Il est laissé à la prudence des Synodes Prouinciaux, d'enuoyer les Professeurs en Theologie aux Nationaux ou non. Mesme arresté pris au Synode National d'Allez 1620. D'où il appert qu'ils peuvent assister aux Synodes Prouinciaux.

118 DES SYNODES PROVINCIAUX.

Au Synode de Tonncins 1614. ayant esté représenté par les Deputez du Vivarais que plusieurs Eglises de leur Prouince enuoyans à leurs Synodes plusieurs Anciens, causent de l'inegalité és voix, & des plaintes des moindres Eglises en certains faits. *La Compagnie a laissé en la liberté du Synode de Vivarais où il y aura contestation de regler les voix par Eglises, sans consequence generale pour les autres Prouinces.*

Au Synode d'Ales 1620. Il est dit que nul de quelque qualité ou condition qu'il soit, ne pourra entrer aux Assemblées Synodales sans lettres d'enuoy de son Consistoire. Cependant les Consistoires sont exhortez de recevoir des Gentils-hommes en la charge d'Anciens, afin qu'ils puissent estre deputez aux Synodes.

Au Synode de Charanton 1631. vne Prouince entiere & quelques particuliers d'icelle sont censurez pour auoir admis quelques-vns dans leur Synode sans lettres d'enuoy contre ce reglement.

Au Synode de Loudun 1659. sur la proposition faite par les Deputez du Bas Languedoc lors de la lecture de cet article touchant le nombre des Anciens qui doiuent estre enuoyez au Synode avec les Ministres, Demandans que deormais aux Synodes Prouvinciaux, ou du moins au leur, ne fust enuoyé par chaque Eglise qu'un Ancien avec le Ministre. *La Compagnie n'a pas jugé à propos de rien changer audit article non plus à l'égard de ladite Prouince que des autres : Et aussi qu'une seule, & mesme Eglise bien que composée de diuers quartiers ou annexes non plus que les autres Eglises ne pourra deputer plus d'un ou deux Anciens.*

Le Synode de la Rochelle 1607. Enjoins à vne Prouince particuliere d'appeller à son Synode de chaque Eglise un Pasteur & un Ancien, ne pouuant approuuer ce qui s'est fait par le passé en ladite Prouince contre la Discipline, d'y appeller seulement les Deputez des Colloques & la censurée de l'auoir ainsi pratiqué.

III.

Les Eglises qui ont plusieurs Pasteurs les deputeront alternatiuement aux Colloques & Synodes.

OBSERVATIONS.

Dés le Synode de Saumur 1596. Il fut dit que les Eglises qui auroient plusieurs Pasteurs en enuoyeroient aux Syn. Prouvinciaux le plus qu'elles pourroient, & alternatiuement.

Cela fut confirmé au Synode de Gergeau 1601.

Au Synode de Charanton 1631. vne Prouince & un Pasteur sont censurez pour auoir violé le reglement qui porte que les Pasteurs des Eglises particulieres ne seront deputez aux Synodes Prouvinciaux sinon alternatiuement.

IV.

Les Ministres & Anciens deputez pour les Colloques & Synodes Prouvinciaux, y viendront aux fraiz communs de leurs Eglises.

OBSERVA.

OBSERVATION.

Ces dernières paroles, *y viendront aux frais communs des Eglises*, sont du Synode de Nîmes 1572. Icy se doit encores rapporter le reglement pris à Montauban & allegué cy-dessus chap. 6. art. 5.

V.

Les Eglises qui refuseront à leurs Ministres, les moyens de se trouver aux Colloques & Synodes, seront aduerties de faire leur deuoir, & à faute de ce faire, tellement que les Ministres fussent contrainsts d'y aller à leurs despens, apres deux ou trois admonitions, elles seront priuées du Ministère, & les frais que lesdits Ministres auront faits, seront remboursez par les Eglises ausquelles ils seront enuoyez : Sauf leur recours contre l'Eglise ingrate, selon le jugement qu'en fera le Synode Prouincial.

OBSERVATIONS.

Cet article fut ainsi dressé au Synode de S^{te}. Foy 1578. ces mots *seront priuées du Ministère*, sont du Synode de Gergeau 1601.

Les dernières paroles, *sauf leur recours &c.* julsques à la fin, sont du Synode de Tonneins 1614.

On peut rapporter à cet article ce qui est porté au 5. art. du chapitre 6. avec ses obseruations.

VI.

Quand il y aura different entre l'Eglise & son Pasteur, & que pour le composer, l'Eglise aura esté aduertie par deux fois du jour & du lieu du Colloque & Synode, & refusé de s'y trouver, ledit Colloque ou Synode nonobstant l'absence de l'une des parties, pourra passer outre au jugement.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de S^{te}. Foy 1578.

Au Synode de la Rochelle 1607 article 12. des faits generaux, il est dit que, quand en une Eglise survient different entre plusieurs parties, qu'une Eglise a contestation avec l'autre: dorenavant les Synodes Nationaux & Provinciaux, les parties differentes ne pourront enuoyer plus de deux deputez de chaque costé, & à l'aduenir n'en sera ainsin plus grand nombre esdites Assemblées.

VII.

En chaque Synode, tant Prouincial que National, sera esleu à basse voix par un commun accord, l'un des Pasteurs pour y presider avec un Scribe ou deux. Sa charge sera de conduire & moderer toute l'action: d'aduertir des lieux, des jours, & des heures esquelles on s'assemblera pour les Sessions du Synode: de proposer & faire ouuerture des choses qui sont en deliberation, de recueillir les voix d'un chacun en particulier, en declarer le plus grand nombre, & prononcer la conclusion. Item de faire qu'un chacun parle par ordre & sans confusion: d'imposer silence aux contentieux, & s'ils ne veulent obeir, les faire sortir pour aduiser à leur censure: de faire les remonstrances & responses à ceux qui demanderoient conseil, ou enuoyeroient lettres au Synode. Plus de presider aux censures, qui se feront à la fin de toute l'action; le tout suivant l'aduis de toute l'Assemblée, & non autrement. Et sera luy mesme sujet aux censures. Sa charge expirera à la fin du Synode; & sera en la liberté du Synode suivant, d'élire cettuy-là ou un autre. Les Moderateurs aussi des Colloques se gouverneront tout de mesme.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Paris 1559. ceci, à basse voix, est du Synode

de la Rochelle 1607. Ces mots, *avec un Scribe ou deux*, sont du Synode de Vitré 1583. Le Synode de Gergeau 1601. a adjouſté ces paroles *des jours & des heures*, item celles-cy, *de recueillir les voix d'un chacun en particulier*. Et ces dernières à la fin. *Les Moderateurs auſſi &c.*

Le Synode de St. Maixant 1609. ordonne que ces mots à *basse voix*, adjouſtez au Synode de la Rochelle demeurent, & enjoint aux Provinces qui ſont autrement de ſuivre cet ordre.

Au Synode de Vitré 1617. Les Deputez de la Prouince de Dauphiné ayans representé qu'il ſe trouue pluſieurs inconueniens en la nomination des Moderateurs des Colloques, & Synodes faite à basse voix conſormement à cet article de la Discipline, & demandé qu'il ſoit loiſible à leur Prouince d'en uſer autrement, & le faire à haute voix. La Compagnie a jugé n'eſtre point expedient de vien changer en l'article, & eſt enjoint à toutes les Provinces de ſe conſormer à cette regle.

Au Synode d'Alès 1620. Il eſt dit que, *la reglement pris en la Prouince de Xaintonge pour exclurre de l'élection à preſider en vn Synode Provincial ceux qui auroyent preſidé au Synode procedant, & de la deputation à vn Synode National, ceux qui auroyent eſté enuoyez au Synode National immediatement precedant, a eſté reprouué & caſſé: demeurant entiere la liberté aux Synodes Provinciaux de nommer ceux qu'ils voudront & jugeront plus à propos pour l'un & pour l'autre ſelon la Discipline Eccleſiaſtique*. Au meſme Synode ſur la queſtion de la Prouince de Bourgogne ſ'il eſt plus expedient de faire les elections des Moderateurs aux Synodes, & les deputations à haute voix qu'à basse, La Compagnie juge (conſormement aux Syn. de St. Maixant & Vitré) que pour enuirer pluſieurs inconueniens, il eſt plus utile de faire lesdites elections à basse voix. Le meſme Synode ordonne que les charges Synodales ſoient tellement diſtribuees que toute matiere de jalouſie, d'enuie, & de diſcorde ſoit oſtée. Ne ſe traittera es Synodes que d'affaires purement Eccleſiaſtiques. Les Secretaires des Synodes ne concluront point les Articles en forme de procès verbaux ny en termes du Palais, mais avec ſimplicité & briuevé. Enfin au meſme Synode ſur l'aduſ de quelques defaux qui ſe trouuent en vne Prouince particuliere comme ſpectialement que ceux qui auoient eſté nommez Moderateurs en vn Synode eſtoient touſiours adjoints au Moderateur au Synode ſuiuant contre la liberté requiſe par la Discipline en l'election des Moderateurs des Synodes. La Compagnie enjoit à ladite Prouince d'oſter ces deſordres, & de rendre compte au prochain Synode National du deuoir qu'elle y auroit fait.

Au Synode de Charanton 1644 Il eſt dit que *deſormais les elections tant des Moderateurs es aſſemblées Synodales, que des Deputez qui ſeront choiſis des Provinces pour aſſiſter en leur nom aux Synodes Nationaux, ſe feront ſelon la Discipline en toutes les Provinces par teſte, & non par Eglises*. Et quant à la nomination des abſens, elle demeure à la liberté de chacun des particuliers qui aura à donner ſon ſuffrage. Au meſme Synode a eſté arreſté que le Moderateur du Synode ayant fait la propoſition de chaque ſait concernant la Discipline, ſur lequel il y aura à deliberer, diſſerera à donner ſon ſuffrage apres tous les Deputez deſquels il recueillira les voix, & ſera la concluſion.

On peut rapporter à cet article les brigues, Syndicats &c. qui ſe commencent quelquefois es Synodes ſur ceut pour la nomination de la table, qui ſont viſiement condannez par les reglemens des Synodes Nationaux ſur touz par celuy de Prius 1612. qui dit que, *La Compagnie informée du peu d'ordre qui ſe garde aux Synodes de deux Provinces particulieres, des brigues, pro-*

132 DES SYNODES PROVINCIAUX.

tiques & Syndicats qui y sont ordinaires, & du mépris de la Discipline, d'où naissent plusieurs scandales. A enjoint expressement à tous Synodes Provinciaux, spécialement aux susdits de se comporter désormais autrement, sur peine de proceder contre les infractions de la Discipline avec toute rigueur, & notamment contre les Moderateurs de l'action, jusques à suspension de leurs charges.

VIII.

Les Anciens deputez des Eglises, auront voix comme les Pasteurs, & y pourront aussi assister les Anciens du lieu, auquel le Synode sera assemblé, & proposer en leur ordre; toutesfois deux d'entr'eux seulement y auront voix afin d'eiter confusion.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Paris 1559.

Au Synode de Saumur 1596. sur la proposition de la Prouince de Gascogne, si es Colloques & Synodes Provinciaux les Consuls & Magistrats du lieu, faisant profession de la Religion, doivent estre presens. A esté aduisé qu'ils n'ont droit d'y estre : Toutesfois si on cognoist leur pieté telle qu'elle puisse servir à la Compagnie, il est en la liberté des Synodes de les y appeller, eux le requerans.

Au Synode de St. Maixant 1609. sur l'appel porté par quelques Pasteurs & Anciens d'un jugement rendu par un Synode Provincial, par lequel estoit déclaré qu'un certain Magistrat pouvoit estre admis en l'assemblée du Synode seulement pour y apprendre, veu qu'au commencement il auoit voulu y entrer en l'autorité de Magistrat contre l'exemption qu'il à pleu à sa Majesté octroyer aux Colloques & Synodes. La Compagnie a jugé que les susdits ont eu raison d'appeller, & a infirmé le jugement du Synode avec censure.

IX.

Ce que les Synodes Prouvinciaux auront arresté pour le reglement des Eglises de leur Prouince, sera porté au Synode National.

OBSERVATIONS.

Au Synode de Lion 1563. Il est dit qu'à l'aduenir les Synodes Provinciaux enuoyeroient en l'Assemblée generale les articles par eux arrestez, tant ceux qui touchent le reglement de leur Prouince, que la generalité des autres Eglises.

Au Synode de Charanton 1623. Le Synode a ordonné que suivant les reglemens faits cy-deuant, aucune proposition ne sera receuë aux Synodes Nationaux qui n'ait esté premierement portée aux Provinciaux.

X.

Pource que plusieurs afin de declincr ou dilayer l'ef-
fet de la censure de leur faute, vont appellant de l'une
des Assemblées Ecclesiastiques à l'autre, mesme jus-
qu'au Synode National, qui par ce moyen est plus em-
pesché à la vuidange de leur fait que d'aucun. A l'ad-
uenir tous differens enclos en vne Prouince, seront
diffinitiuement jugez, & sans appel au Synode Pro-
vincial d'icelle : horsmis ce qui touche les suspensions
& depositions, tant des Pasteurs que des Anciens &
Diacres, & les changemens de Pasteurs d'une Pro-
uince à l'autre. Item le changement d'une Eglise d'un
Colloque à un autre, & aussi ce qui concerne la Do-
ctrine, les Sacremens, & le general de la Discipline:
sous lesquels cas pourront de degré en degré aller jus-
qu'au Synode National, pour en auoir le jugement
definitif & dernier.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Figeac 1579. Ces paroles. *Item le changement
d'une Prouince à l'autre, & d'une Eglise à l'autre, & des Eglises d'un Colloque
à l'autre,* sont du Synode de Gergeau 1601.

Il y a certains faits desquels les Synodes Provinciaux peuuent juger defi-
nitivement & sans appel au National, comme sont les ordres particulieres qui
se peuuent prendre pour les séances es temples, les temps des exercices es Eglis-
ses particulieres, les affaires pecuniaires, la jonction & distraction des an-
nexes &c. Et mesmes en cas de difficulté cela est renuoyé aux Synodes voi-
sins pour descharger ainsi les Synodes Nationaux de plusieurs affaires moins
importantes, à raison dequoy, au Syn. de Tonnes 1614. aux appellations,
il y en a deux mises à neant, & declarées non receuables, comme aussi au Syn.
de St. Maixant 1609. Le fait estant de ceux qui peuuent estre terminez es
Syn. Provinciaux, sçauoir touchant quelques reglemens pris pour des Eglis-
ses particulieres: & vne autre appellation renuoyce à vne Prouince voisine,
pour en juger definitiuement, selon l'ordre obserué es affaires pecuniaires.

Au Synode de St. Maixant 1609. *Doresnauant ceux qui viendront aux
Synodes Nationaux pour des causes qui se doiuent terminer en la Prouince, ne se-*

134 DES SYNODES PROVINCIAUX.

ront point ouïs, dequoy les Synodes Provinciaux avertiront les particuliers qui appellent sans justes raisons.

Au Synode de Vitry 1617. Toutes les Provinces sont exhortées de se conformer aux reglemens des Synodes Nationaux precedans, autrement seront renvoyez tous ceux qui en ces Assemblées apporteront des affaires qui peuvent ou doivent estre jugées par une Province voisine.

Au Synode de la Rochelle 1607. S'il advenoit que quelqu'un se sente grevé par le Synode Provincial en affaires pecuniaires esquelles le Synode auroit interest, s'il demande son renvoy à la Province voisine elle en pourra juger definitivement, sans renvoyer telles causes aux Synodes Nationaux.

Le Syn. de S. Maixant 1609. renvoye vne affaire de cette nature au chapitre des appellations à la Prouince voisine suivant ce reglement de la Rochelle. Le Synode de Tonneins 1614. fait le semblable, comme pareillement celuy de Vitry 1617. en deux occasions.

Au Synode de Castres 1626. fut attribué aux Synodes Provinciaux l'autorité de juger definitivement des jonctions & distractions des annexes des Eglises. Et le Synode de Charanton 1631. confirmant ce reglement sur vne appellation particuliere, ordonne qu'en cas que quelque difficulté empêche les Synodes Provinciaux de passer au jugement definitif de telles causes, elles soient renvoyées au Synode de la Province voisine, sans plus estre portées aux Synodes Nationaux.

On peut rapporter ici le reglement de Charanton 1644. au sujet des Ministres appellans au Synode National des censures & jugemens portez contre eux es Synodes Provinciaux, & qui est desia inseré sur l'article 3 du Chap. 1. de la Discipline. Le mesme Synode au Chap. des appellations a statué sur vn certain appel, bien qu'il ne soit de choses qui doivent estre portées au Synode National, declarant que c'est sans prejudice du reglement, & seulement pour la paix d'une Eglise particuliere.

Le Synode de Prius 1612. declare que l'appel d'un homme sans charge contre une Assemblée Provinciale n'est digne de consideration.

Et dans les reglemens particuliers faits pour la Prouence au Synode d'Alès 1620. art. 7. deldits reglemens. Il est dit que pour les matieres pecuniaires seront suivis les arrestez des Synodes Nationaux, qui portent que les appellations sur ce sujet seront renvoyées à la Province voisine pour quelque somme que ce soit, semblable renvoy est fait au Synode de Castres.

Au Synode de Loudun 1659. Sur ce qui fut representé par la Province de l'Isle de France, que les appellations interjetées des jugemens rendus par les Synodes Provinciaux en suspendent long-temps l'effet, ce qui causoit beaucoup de troubles, ausquels il seroit necessaire de remedier. La Compagnie reservant aux Synodes Nationaux, la connoissance de ce qui concerne la doctrine, les Sacremens, & le general de la Discipline, a ordonné que désormais lors qu'un Synode Provincial aura jugé de la deposition ou suspension d'un Pasteur ou d'un Ancien, ou prononcé sentence d'excommunication contre quelqu'un, ou ordonné le changement d'une Eglise, d'un Colloque, ou d'un Synode à un autre, ou d'un Pasteur d'une Eglise à l'autre, en quoy qu'il en soit sa separation d'avec son Troupeau: s'il y a appel du jugement, par qui qu'il soit interjeté: la Province qui l'aura prononcé, nommera d'entre les Provinces voisines, les deux qui seront les plus pres de tenir leurs Synodes, dont elle donnera le choix à l'appellant, pour s'y présenter, afin qu'elle en juge provisionnellement. Que si la partie appellante n'exprime point, la mesme Province de laquelle il y a appel, en choisira l'une des deux, de-

DES SYNODES PROVINCIAUX. 135

avant laquelle l'appellant sera tenu de comparoître pour en subir le jugement, qui tiendra par provision jusques au Synode National, & à faute d'y comparoître, pourra la Province qui aura jugé, prononcer nonobstant l'appel, & neantmoins sans y prejudicier en toutes autres choses, dont il n'est point autrement disposé par la Discipline, les jugemens des Synodes Provinciaux seront en dernier ressort, & sans appel, chacun en son droit; Et sera le présent arrêté pratiqué universellement dans toutes les Provinces, excepté en celles à l'occasion desquelles il auroit été fait quelque règlement particulier avant que celui-cy fut arrêté.

XI.

S'il advenoit différent entre deux Synodes Provinciaux, ils conviendront d'un troisième pour les accorder.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Vertueil 1567. Il est vray qu'en ce Synode cela estoit limité aux différens qui pouvoient survenir pour la reception des Ministres, ou pour la distribution des Eglises par leurs Provinces, ainsi que cela se voit par l'ordre qui en est rapporté cy-dessous sur l'article xv. de ce Chapitre: mais au Syn. suivant de la Rochelle 1571. cela fut estendu à toute sorte de différens en general qui pouvoient arriver entre deux Provinces.

On peut rapporter à cela ce qui fut arrêté au Synode de St^e. Foy 1578. article 1. que, *nulla Eglise ne pourroit pretendre aucune primauté, ni Supériorité sur l'autre.*

XII.

Les Synodes en chacune Province feront memoire des veufves & enfans des Ministres qui seront morts au service de leur Eglise, pour estre subuenus & entretenus aux despens communs de chacune Province, autant que la nécessité le requerra. Et où la Province seroit ingrate, le Deputé d'icelle le rapportera au Synode National pour y pourvoir.

OBSERVATIONS.

Cet article a beaucoup de conformité avec le 44. du Chap. 1. qu'il faut voir sur ce sujet avec ses observations.

Au Synode d'Alençon 1637. La pratique de l'article 12. du Chap. 2. de la Discipline est recommandée à toutes les Provinces.

Ces dernières paroles, & où la Province seroit ingrate &c. jusques à la fin, sont du Synode de Vitre 1583.

XIII.

Les deputez des Eglises ne se departiront du Synode sans congé, & sans emporter les decisions qui y auront esté faites.

OBSERVATIONS.

On peut rapporter à cet article generalement tous les ordres & reglemens pris touchant ce qui se doit faire & observer dans les Synodes Provinciaux tant à l'entrée qu'à la closture.

Pour le regard de l'entrée. Il est dit au Synode de Lion 1563. qu'*au commencement des Synodes tant Provinciaux que Nationaux, seront leus tous les articles de la Discipline.*

Au Synode de Gap 1603. *Les Provinces sont exhortées de lire dorenavant la confession de la Foy, avec la Discipline, à l'entrée des Synodes Provinciaux.*

Mais au Synode de la Rochelle 1607. Il fut dit que, l'exhortation faite par le Synode National de Gap, de lire la confession de Foy, & la Discipline és Synodes Provinciaux ne s'entend qu'autant que faire se pourra.

Au Synode d'Ales 1620. Il est ordonné, que dorenavant les Deputez és Synodes Nationaux apporteront le Roolle des Eglises, & Pasteurs actuellement servans dans les Provinces, signez des Moderateurs & Secretaires des Synodes Provinciaux, autrement on n'y aura point égard en la distribution.

Au même Synode dans les reglemens particuliers pour la Prouence, il est dit que, les Deputez ne se separeront point qu'après les actes mis au net, leus & signez, & seront les actes leus de séance en séance. Et quand à la convocation du Synode suivant, il est porté par les mêmes reglemens que le Synode ne se separera point sans designer le lieu du Synode suivant.

Et le Synode de la Rochelle 1607. veut qu'en chacune Prouince soit choisie une Eglise, en laquelle seront gardez les originaux des Synodes d'icelle, pour y avoir recours quand on en aura besoin.

Enfin le Synode de Castres 1626. A la requisition des Deputez de Berry, declare que, Les Synodes Provinciaux, sont obligez de proceder aux Censures à la fin de la tenuë d'iceux, de même qu'il a esté ordonné pour les Colloques.

Et des le Synode de Gap 1603. fut censurée vne Prouince pour s'estre separée tumultuairement d'un Synode.

Au Synode de la Rochelle 1607. article 10. des appellations; la censure d'un Pasteur portée par le Synode de la Prouince pour s'estre retiré du Synode sans congé, est confirmée, & son Colloque censuré pour s'estre joint à son appel.

XIV.

L'autorité des Synodes Provinciaux est soumise à celle des Synodes Nationaux.

OBSERVA-

OBSERVATIONS.

Pour confirmation de cet article, le Synode d'Alençon 1637. enjoint aux Synodes Provinciaux de lire les actes des Synodes Nationaux afin que rien de ce qui a été décidé en icieux ne demeure caché aux Eglises.

On peut rapporter à cet art. le règlement pris au Syn. de Charanton 1623. qui porte qu'après la lecture des faits particuliers, ayant été remarqué que plusieurs Provinces qui estoient chargées par le Syn. précédent de l'exécution de divers Articles, ne rapportoient pas témoignage des diligences par elles sur ce faites : Le Synode a ordonné que doré-en-avant les Deputez des Provinces rapporteront les actes des Synodes Provinciaux, & autres preuves nécessaires, pour faire paroître de leur devoir en l'exécution des choses à elles enjointes.

XV.

On se reglera selon les gouvernemens pour le regard des Colloques & Synodes Provinciaux, sans que l'un s'avance sur l'autre, & telle, pour cette heure, sera la distribution des Synodes Provinciaux.

1. L'Isle de France, pays Chartrain, Picardie, Champagne & la Brie.
2. Normandie.
3. Bretagne.
4. Orléans, Blefois, Dunois Nivernois, Berry, Bourbonnois, & la Marche.
5. Touraine, Anjou, Loudunois, le Maine, Vandois & le Perche.
6. Le Haut & Bas Poitou.
7. Xaintonge, Aunys, Ville & Gouvernement de la Rochelle, Angoulmois.
8. La Basse Guyenne, Perigord, Gascogne & Limosin.
9. Le Haut & Bas Vivarez avec le Velay & Forest.
10. Le Bas Languedoc, à sçavoir Nismes, Vitez, Montpellier, jusques à Beziers inclusivement.

11. *Le reste du Languedoc, la Haute Guyenne, Toloſe, Carcaſſonne, Quercy, Rouërgue, Armagnac, Haute Auvergne.*
12. *Bourgongne, Lyonnois, Beaujolois, Breſſe, Baſſe Auvergne, & Gex.*
13. *Prouence.*
14. *Dauphiné & la Principauté d'Orange.*
15. *Les Eglises de la Souveraineté du Bearn.*
16. *Les Seuennes & Gisaudan.*

Que ſ'il aduient pour la commodité des Eglises, qu'il en falluſt mi-partir une ou deux, ou conjoindre pluſieurs en une, cela ſe fera au Synode Prouincial, dont auſſi le National ſera aduertty.

OBSERVATIONS.

Cet arreſté fut pris au Synode de Paris 1565. ſeulement apres ces paroles, ſans que l'un s'auance ſur l'autre, eſtoient adjouſtées celles-cy, ſans toutefois ſi le Synode eſt trop grand, & qu'il y ait trop grand nombre de Miniſtres de le pouuoir diuiſer en deux Prouinces & autant de Synodes.

Dès le Synode d'Orleans 1562. Il fut dit que, la diſtribution des Prouinces pour le regard des Synodes Prouinciaux demeureroit en ſon premier eſtat, & au cas que leſdites Prouinces ayent trop grand nombre d'Eglises, elles ſeront diuiſées par l'aduiſ des Synodes Prouinciaux; leſquels regarderont d'accommoder les Eglises qui ſe plaindront d'eſtre incommodées, & les renuoyer à une autre Prouince qui leur ſera plus commode, leur donnant lettres pour ce regard, addreſſantes à la Prouince à laquelle icelles Eglises ſeront renuoyées pour ſ'y adjoindre. Et quand aux Eglises dreſſées depuis les derniers Synodes Prouinciaux & autres qui ſeront par-cy-apres à dreſſer ſeront tenuës de ſe ranger ſous la Prouince de l'Egliſe que leur ſera plus prochaine.

Au Synode de Vertueil 1567. Il fut dit que les Synodes Prouinciaux ſe ſeroient ſelon les gouuernemens, au cas qu'il y ait nombre ſuffiſant de Miniſtres pour faire un Synode. Et où quelque Eglife ſe plaindroit d'eſtre incommodée par ce moyen, & qu'ils y auroit debat d'une Prouince contre l'autre, elles choiſiroient une troiſième Prouince pour en cognoiſtre.

Au Synode de Figeac 1579. Il eſt dit que, les Prouinces demeureroient appelles qu'elles ſont maintenant pour le departement des Synodes, ſans y rien changer. Bien ſont elles exhortées chacune en ſon endroit, d'assigner les lieux de leurs Affemb'ées avec la meilleure commodité pour tout qu'il leur ſera poſſible.

Au Synode de la Rochelle 1607. Il eſt dit qu'en liſant le departement des

DES SYNODES PROVINCIAUX. 139

Provinces, il a esté trouué l'on que celles qui sont grandes, & peuplées de grand nombre de Pasteurs, aduisent s'il leur sera commode de se partager en deux pour en venir prestes au Synode National prochain, qui est celuy de St. Maixant.

Pour le regard de la distribution particulière des Prouvinciaux qui se trouue presentement inserée en cet article de la Discipline. Il y a eu quelques ordres pris & changez, ou confirmez par les Synodes Nationaux.

Au Syn. de S. Maixant 1609. Sur l'art. 15. du Chap. 8. de la Discip. en la distribution des Prouvinces, celle de L'Isle de France, pais Chartrain, la Brie, Picardie, & Champagne, & les Eglises de la souveraineté de Sedan ayans requis qu'on approuuait les partages deldites Prouvinces en deux Synodes. La Compagnie n'a jugé à propos de faire cette separation; Et leur a enjoint de demeurer conjoints, comme deuant: nonobstant ce qu'ils en auoient arresté en leur Syn. Prouvincial à la seconde instance des Deputez de la Prouince en la presente Assemblée.

Aussi ledit Synode ne voulut pas admettre les deputez de Sedan en qualité de deputez, mais seulement comme Pasteurs particuliers à l'ouïe de ce qui concerne la doctrine & Discipline.

Au Synode de Gap 1603. Sur ce mesme article. Il est dit que les Freres de Bretagne se pouruoyeroient d'un nombre de Pasteurs conuenable pour faire un Syn. Prouvincial autrement au prochain Synode National sera aduisé à quelle Prouince ils s'adjoindront.

La separation de la Prouince de Bourgogne, Lionnois &c. d'auec celle de Dauphiné & Principauté d'Orange, fut faite au Synode de Nismes 1572.

Quand à la Prouence, il fut dit au Syn. d'Ales 1610. que les difficultez qui se sont rencontrées sur la proposition de réunir les Eglises de Prouence avec la Prouince du Bas Languedoc, ou avec celles de Dauphiné, ayant fait juger que pour le present on n'y peut apporter de changement: d'autant neantmoins que le nombre des Eglises qui sont en Dauphiné est fort grand; & qu'il semble qu'à cause de la proximité, une partie pourroit estre commodement jointe à ladite Prouince de Prouence pour constituer un Syn. en nombre conuenable: ladite Prouince de Dauphiné aduisera quelles de leurs Eglises peuuent estre adjoindres à la Prouence pour en faire declaration au Synode National prochain. Cependant l'affaire n'ayant pas esté rapportée au Synode suivant, les choses sont demeurées en l'estat où elles estoient alors.

Au Syn de Charanton 1631. & d'Alençon 1637. Il fut pris quelques reglemens au sujet de la joinction de la Prouince de Bearn aux corps des Eglises du Royaume. Et depuis il a esté arresté au Syn. de Loudun 1659. que dans l'impression qui se fera de la Discipline Ecclesiastique, on prendra garde de mettre la Prouince de Bearn au nombre de celles qui composent les Synodes Nationaux.

XVI.

Un Ministre député par un Synode Prouvincial, pour aller au Synode ou Colloque d'une autre Prouince pour quelques affaires communes, peut auoir voix deliberatiue, & ce non seulement pour le fait pour lequel

S ij

140 DES SYNODES PROVINCIAUX.

il est venu ; mais aussi durant toute l'action, sinon qu'il s'agist de son fait particulier.

OBSERVATION.

Cet article fut ainsi dressé au Synode de Vitre 1583. sur la proposition qui en fut faite par les Deputez d'Anjou.

On peut rapporter à cet article l'approbation faite au Synode de S. Mairant 1609. des deputations qui se font en certaines Prouinces de quelques Pasteurs vers vne autre Prouince voisine, pour entretenir vniformité entre les voisins.

CHAPITRE IX.

Des Synodes Nationaux.

ARTICLE I.

Les Synodes Nationaux seront conuocquez d'an en an, autant que faire se pourra : & sera suivy cet ordre pour la Conuocation, qu'en la fin de chaque Synode National, il y aura vne Prouince choisie, qui aura la charge d'assigner aux autres le iour & le lieu du suiuant.

OBSERVATIONS.

Il estoit porté par le Synode de Paris 1559. que les Synodes generaux s'assembleroient selon la necessité des Eglises.

Au Synode de Poitiers 1560. Il est dit que des à present, & à la fin de chaque Synode, sera donnée puissance à certaine Eglise d'assembler dedans l'an vn Concile general de toutes les Prouinces, auquel conuendront vn Ministre, & vn Ancien ou Diacre pour le moins de chaque Prouince : estant en la liberté des autres Ministres de s'y trouuer si bon leur semble, avec le congé de leur Eglise. Et audit Synode fut nommée l'Eglise d'Orleans pour la conuocation du Synode suiuant, & luy fut enjoint de l'assembler dans vn an ou enuiron.

Ce fut au Syn. de Nismes 1572. qu'on adjousta ces mots, *autant que faire se pourra.* Pour la difficulté qu'on commençoit à rencontrer de s'assembler

fréquemment. Cependant au Synode de Figeac, il fut encores recommandé de tenir le Synode National chaque an.

Depuis au Synode de Montpellier 1598. Il fut dit, qu'ayant égard à la nécessité présente des Eglises, & jusques à ce que Dieu leur aye donné plus de moyens, la Compagnie a ordonné que les Synodes Nationaux ne se tiendront que de trois en trois ans, sinon en cas de nécessité, comme d'herésie ou schisme, dans la Province qui sera chargée d'assembler le Synode convoquera : Et à condition que les Provinces enuoyeroient le nombre des Pasteurs & Anciens porté par l'article de la Discipline, autrement ne seront reçus pour avoir voix deliberative au Synode.

II.

S'il survient en une Province quelque difficulté elle aura soin d'en donner avertissement à celle qui aura la charge de la Conuocation, afin que cette-cy puis apres faisant ladite Conuocation, en donne aussi aduis aux autres Provinces, & que par ce moyen chacun puisse venir prest au Synode, pour en faire la resolution.

OBSERVATIONS.

Au Synode de Paris 1569. fut pris ce reglement. En la conuocation des Synodes Nationaux on est d'aduiz de garder désormais l'ordre qui s'ensuit. Il y aura une Eglise choisie qui aura la charge d'assigner aux autres, le jour & le lieu de la conuocation. A cette Eglise toutes les difficultés qui surviendront par les Provinces seront enuoyées : si elles sont telles qu'il soit besoin que le Synode National en cognoisse, ladite Eglise le conuocquera dans le temps dit, en temps & lieu convenable, & donnera l'assignation à chacune Province trois mois auparavant, & enuoyera un double des difficultés qu'elle aura reçues de part & d'autre aux dites Provinces pour y adviser. Et afin que ceux qui auront charge de ladite conuocation sachent où adresser leurs lettres : sera bon qu'en toutes les Provinces une Eglise soit choisie entre toutes, afin de recevoir lesdites lettres, & suivant icelles assembler le Synode Provincial dans lesdits trois mois, où les difficultés enuoyées seront pesées & examinées, & les raisons soigneusement écoutées de part & d'autre pour estre résolues au S^{ynode} general.

Dès le Synode de Poitiers 1560. Il fust dit que, l'Eglise d'Orleans feroit entendre trois mois deuant la conuocation du Synode, à toutes les Eglises le lieu, le jour, & les questions les plus difficiles qui y deuient estre traitées. Et pour cet effect les autres Eglises luy enuoyeroient dans neuf mois les difficultés qu'elles voudront estre preuenues.

Au Synode de Montpellier 1598. Il est porté que, quand une Province desire quelque notable changement aux articles de la Discipline, elle en donnera aduis à celle qui est chargée d'assembler le Synode National, afin que par elle toutes les autres en estans averties, leurs Deputez en puissent venir prests audit Sy-

node, n'entendant toutefois estreindre ledit Synode National de suivre le jugement des particuliers.

- Au Synode de Gergeau 1601. A esté arresté que dorénavant la Province qui aura la charge de convoquer le Synode National, aura l'autorité de denoncer la jeûne general à toutes les Provinces quand elle jugera qu'il en sera besoin.

Le même règlement a esté confirmé au Synode de Loudun 1659. qui adjouste seulement que ce sera selon l'advis des autres Provinces & de ceux qu'elle demandera aux plus proches.

Au Synode de Gap 1603. quelques Provinces & Eglises particulieres, sont grièvement censurées, pour avoir de leur propre autorité entrepris quelque chose qui regardoit le general des Provinces, sur quoy fut dit, que les Provinces seroient adverties de ne donner à l'advenir l'autorité à une seule Eglise ou personne pour disposer des choses qui peuvent concerner le general desdits Provinces sans le leur avoir communiqué à toutes.

III.

Et parce qu'il est mal-aisé aujourd'huy & mesmes dangereux d'assembler le Synode National en grand nombre de Ministres & Anciens, on a esté d'advis pour ce temps seulement, & durant telles difficultez que les Freres assemblez en chaque Synode Prouincial élisent deux Ministres & deux Anciens, des plus experts es affaires de l'Eglise, pour les y enuoyer au nom de toute la Prouince; & y viendront ces Deputez avec tesmoignages suffisans, & chargez de bons memoires, signez par le Moderateur & Scribe du Synode Prouincial: & afin qu'il n'y adienne defaut, seront nommez trois ou quatre Pasteurs, & autant d'Anciens, à ce que, si les premiers nommez sont empeschez de faire le voyage, il y en ait qui puissent tenir leur place.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Paris 1565.

Ces mots, signez par le Moderateur & Scribe du Synode Prouincial, sont du Synode de Montauban 1594.

Les paroles suivantes. Et afin qu'il n'y adienne defaut &c. jusques à la fin, sont du Synode de Gergeau 1601.

Pour le regard du nombre des Deputez.

Au Synode de la Rochelle 1581. Il est dit que, le 3. article des Synodes Nationaux demeurera. Mais pour le bien des Eglises, sera adjousté que la plus que faire se pourra, on y enuoyera dorénavant deux Ministres, & deux Anciens de chaque Prouince. Ce qui a esté depuis pratiqué à la referée de deux Prouinces Prouence & Bretagne qui n'enuoyent qu'un Pasteur & un Ancien.

Au Synode de Montpellier 1598. Il est dit que, dorénavant les Prouinces feront nomination de trois ou quatre, pour se trouver aux Synodes Nationaux, afin que si quelque'un est empêché par maladie les autres puissent suppléer à ce défaut.

Au même Synode, il est dit que, si les Prouinces n'enuoyent au Synode National, le nombre de Pasteurs & Anciens porté par l'article, leurs Deputez ne seront point receus pour avoir voix deliberative audit Synode.

Au Synode de Gap 1603. Il est dit que, les Prouinces qui n'ont enuoyé le nombre de Pasteurs & Anciens porté par la Discipline, sont excusées pour cette fois: Mais qu'à l'aduenir elles se conformeront toutes à ce qui en fut ordonné à Montpellier, autrement n'auront voix deliberative.

Au Synode de Loudun 1659. A esté pris ce reglement, afin que désormais les deputations aux Synodes Nationaux soient completes; outre les reglemens cy-deuant faits sur ce sujet. La Compagnie ordonne que ceux qui ne s'y trouveront pas selon leur deputation, informeront le Synode des raisons de leur absence, & de l'ordre qu'ils auront donné pour y faire trouver ceux qui estoient substitués, qui en jugera. Et s'ils ne le font, il est enjoint aux Prouinces d'en prendre une exacte connoissance, & de proceder contre ceux qui auront defailli sans de pertinentes raisons jusques à la suspension de leurs charges, dont on rendra compte au prochain Synode National.

Le Synode de Tonneins 1614. censure grandement le Consistoire d'une Eglise particuliere pour s'estre opposé à ce que son Pasteur le trouuast au Synode où il auoit esté député, & même n'approuue pas que ledit Pasteur ait acquiescé à la volonté dudit Consistoire, au prejudice de l'arresté du Synode Prouincial, & nomme des deputez pour se transporter sur les lieux en execution dudit arresté.

Au Synode de la Rochelle 1571. Il est laissé à la liberté des Prouinces d'enuoyer au Synode National subsequent ceux qui auoyent esté Deputez au precedent, selon qu'elles verront & jugeront expedient.

Pour le regard des lettres d'enuoy des Deputez aux Synodes Nationaux, ont esté pris diuers reglemens. Au Synode de Gap 1603. Le pouuoir donné au Deputé d'une Prouince par deuant Notaires & tesmoins est excusé pour cette fois. Mais il est dit que dorénavant elle n'usera plus de telles formes, ains de lettres d'enuoy signées des Moderateurs & Scribes du Synode Prouincial.

Au Synode de la Rochelle 1607. Il est dit qu'en la lecture des lettres d'enuoy celles de quelques Prouinces s'estant trouuées manquées de la clause qui promet approbation, & soumission aux choses qui seront arrestées & résolues: Elles ont esté aduerties pour l'aduenir de ne l'omettre plus, comme estant tres-necessaire pour la validité des conclusions de telles Assemblées.

Au Synode de Tonneins 1614. Il est enjoint à l'aduenir à toutes les Prouinces d'exprimer les propres noms & surnoms des Pasteurs & Anciens deputez, de specifier les lieux esquels ils exercent leurs charges, & pour ce que le manquement remarqué es Synodes Nationaux precedens, s'est encore remarqué en plusieurs lettres des Prouinces en ce qui regarde la submission d'obeissance, il est ordonné qu'elle sera promise en propres termes, à tout ce qui sera conclu & arresté, sans condition ou modification.

Au Synode de Vitré 1617. fut dressée cette forme de lettre d'envoy pour estre suivie par les Prouvinces quand elles deputeront au Synode National. Nous promettons d'enant Dieu de nous soumettre à tout ce qui sera conelu & resolu en vostre sainte Assemblée, y obeir & l'exccuter de nostre pouvoir, persuader que nous sommes que Dieu y presidera & nous conduira par son S. Esprit en toute verité & equité par la regle de sa parole, pour le bien & edification de son Eglise, & à sa grande gloire. C'est ce que nous luy demandons par nos prieres, &c.

Au Synode de Castres d'autant que les Deputez d'une Prouince particuliere se presenterent avec lettres d'envoy, qui ne portoienc point la clause de soumission, leur fut déclaré qu'en les receuant pour cette fois, ils ne pourroient à l'aduenir estre admis aux Synodes Nationaux pour y auoir voix deliberative, sinon lors que la lecture sera faite de la confession de Foy, à l'égard de laquelle seule elle conseruoit l'union avec nos Eglises, depuis elle s'est assijetie à l'ordre.

Au mesme Synode, les Deputez d'une autre Prouince furent exhortez, de tenir la main à ce que désormais leur Synode Prouincial ne permecte plus que les lettres d'envoy, & les memoires qui seront apportez aux Synodes Nationaux par leurs Deputez, soient dressiez hors des Assemblées Synodales, & soient signez par autres que par les Moderateurs de l'action, ou ceux qui leur seront subrogez, en cas que quelq'un desdits Moderateurs entre en la deputacion.

Ce qui fut cause qu'au mesme Synode, fut renouuellé le reglement de Tonneins, en ces termes. A cause de diuers defauts qui se sont rencontrez és lettres d'envoy apportées par les Deputez de quelques Prouvinces, toutes sont exhortées de tenir la main à l'exccution du reglement pris au Synode de Tonneins touchant l'expression des noms & surnoms, de ceux qui sont Deputez: Comme aussi de prendre garde que les lettres d'envoy & memoires, ne soient souueris par les mains des Deputez, au Synode National ou de leurs substituez.

Le mesme Synode declare, qu'on n'usera point és lettres d'envoy portées par les Deputez des Eglises particulieres aux Colloques & Synodes Prouinciaux, des clauses de soumission si absolues, que celles qui sont inserées és lettres des Prouvinces aux Synodes Nationaux.

Au Synode de Charanton 1631. Est enjoint à une Prouince particuliere de n'obmettre plus à l'aduenir la clause de soumission qui ne s'estoit trouuée dans les lettres d'envoy apportées à ladite Compagnie.

Le Syn. de Charanton 1644. Exposant l'art. 3. du 9. chap. de la Discipline, dit que la Compagnie declare que les memoires dont chaque Prouince charge les Deputez qu'elle enuoye au Synode National, doiuent estre resolus dans les Synodes Prouinciaux à la pluralité des voix, & signez dans lesdites Assemblées par les Moderateurs: à suite dequoy on n'y aura égard, non plus qu'aux propositions que les particuliers pourroient aduancer de leur chef sans aucune charge.

Au mesme Synode il est dit, qu'à cause du manquement qui s'est rencontré en quelques lettres d'envoy des Prouinces, il est enjoint à toutes d'inserer en icelles les noms propres & surnoms de leurs Deputez. Et conformement aux seldits reglemens, une Prouince particuliere, est aduertie au mesme Synode de faire signer les lettres d'envoy de ses Deputez dans le Synode qui les à nommez, & d'imprimer en icelles la clause de soumission aux Synodes Nationaux telle qu'elle est imprimée en l'article de la Discipline.

On peut fort bien rapporter icy, les reglemens qui ont esté pris au sujet des brigues qui se font dans les Prouinces, pour les deputations aux Synodes Nationaux.

Au Synode de St. Maixant 1609. Sur la proposition faite par les Deputez de l'Isle de France, les Prouinces sont chargées de proceder par toutes censures, mêmes par suspension de charges contre ceux qui seront conuaincus d'auoir brigué les deputations aux Assemblées Politiques ou Ecclesiastiques, esquelles ceux qui s'y trouuent de la part des Prouinces, feront serment de n'auoir esté Deputez par telles brigues : Et qu'en donnant leur voix pour deputer en telles Assemblées, en quelque lieu que ce soit, ils n'ont donné lieu par leurs suffrages à ceux qui auroient demandé, brigué ou recherché telles deputations, Et ne les auront demandées ou recherchées pour eux mesmes par telles ou semblables voyes.

Au Synode de Priuas 1612. A esté resolu par la Compagnie que d'oresnauant aux Synodes Nationaux, de peur qu'à l'élection des Moderateurs, n'entre quelqu'un qui ait brigué sa deputation, on lira les lettres d'enuoy des Deputez des Prouinces, auant que proceder à la nomination des Moderateurs, Et que le Pasteur du lieu où sera conuqué le Synode, prendra de chacun des Deputez le serment, s'ils ont brigué leur deputation.

Au Synode suivant de Tonneins 1614. le premier article porte qu'après l'innocation du nom de Dieu a esté procédé à la lecture des lettres d'enuoy pour cognostre la vocation des assistans, Et tiré d'eux le serment de n'auoir brigué leur deputation, n'y sceu qu'aucun de leurs Compagnons l'ayent fait.

Au Synode de Vitré 1617. un chacun des Deputez a juré Et protesté deuant Dieu n'auoir en aucune sorte brigué, ni sceu qu'aucun de ses Colloques ait brigué sa deputation.

Au Synode d'Alés 1620. Il est dit qu'un chacun des Deputez en cette Compagnie a fait serment, selon l'ordre du Synode de Priuas, de n'auoir brigué la deputation en ce lieu ni directement, ni indirectement, ni pour soy, ni pour autres. Et que la mesme sera fait d'oresnauant à tous les Synodes.

Au Synode de Castres 1626. Il est porté qu'en consequence du reglement du Synode de Priuas : il est enjoint aux Prouinces de faire prestre le serment aux Deputez de chacune Eglise qu'ils ne donneront leurs voix à ceux qui seront reconneus briguer les suffrages pour estre enuoyez au Synode National.

On peut rapporter encores à cet article ce qui est porté par le susdit Synode de Priuas, que sur la proposition des Deputez du Bas Languedoc à l'entrée du Synode distreux qu'auant que passer outre, la Compagnie aduise, s'il n'y en a point entre les Deputez des Prouinces, qui depuis leur election ayent commis des actes suffisans pour les exclurre de cette Assemblée, on a trouué bon de faire cette recherche pour aduise à leur censure.

Quand aux personnes qui peuuent estre admises és Syn. Nationaux, outre les Deputez, voicy tout ce qui se trouue statué par les reglemens sur ce sujet.

Les Deputez generaux y ont leur seance, & voix deliberatiue & decisive. Au Synode de Vitré il est dit que, le 6. Iuin Monsr. de Berteuille Deputé general, est venu dans la Compagnie en laquelle il a esté receu, selon l'ordre pour y auoir voix deliberatiue & decisive; Et y a juré & signé l'union des Eglises Reformées de ce Royaume.

Au Synode de Charanton 1631. Il est dit que, lors que les Sieurs Deputez generaux assisteroient aux Synodes Nationaux, ils prendroient leur seance en chaise au dessus de tous les Deputez des Prouinces.

Quand aux Professeurs en Theologie il a esté dit cy-dessus du Synode de St. Maixant qu'ils ne peuuent auoir de seance és Synodes Nationaux qu'en qualité de Deputez des Prouinces, estant laissé à la liberté desdites Prouinces de les y enuoyer.

T

Quand aux Pasteurs & Anciens non Deputez. Au Synode de Gap 1603. Il fut dit, qu'attendu les inconueniens qui arrivent ordinairement en ces Assemblées, par le moyen de ceux qui ne sont Deputez en icelles. Il a esté jugé que pour éviter tels inconueniens, dorénavant es Synodes Nationaux les particuliers qui n'auront point esté Deputez par les Prouvinciaux n'auront séance ausdits Synodes si long-temps, & es choses qui seront trouuées bonnes par la Compagnie.

Depuis fut pris ce reglement au Synode de la Rochelle 1607. Sur l'instance de plusieurs Pasteurs & Anciens de diverses Eglises, qui n'estans point Deputez desireroient assister en l'assemblée pour voir & ouïr tout ce qui s'y passeroit. La Compagnie considerant le grand nombre d'iceux qui croissoit excessivement, & astireroit de la confusion, & autres mauuaises consequences, si tous y eussent esté admis indifferemment en toutes choses, n'a pas esté d'aduis de donner entrée à autres qu'aux Deputez, sinon lors qu'on traitera des choses qui sont de la doctrine, & de la Discipline en general: Ce qui seruira de reglement pour l'aduenir. Et ne seront mesmes receus à ces choses ceux qui se presenteront, n'ayans autres affaires, s'il n'apportent attestation du congé de leurs Eglises avec limitation du temps de leur demeure.

Au mesme Synode il fut dit que, les Proposans pourroient estre admis es Synodes Nationaux, lors que l'on traiteroit de la doctrine & Discipline en general, s'ils ont bon tesmoignage; quand aux autres personnes qui ne sont Ecclesiastiques de quelque qualité & condition qu'elles soyent, il n'a pas esté jugé expedient de les y admettre pour la consequence.

Et au Synode de St. Maixant 1609. Il est dit que, dorénavant les Prouvinciaux seront aduerties pour grandes considerations, de retenir en leurs Eglises par leur autorité les Pasteurs & Anciens qui ne sont point Deputez au Synode National, afin de prevenir toutes les importunités de ceux qui s'y trouuent sans charge. Ce reglement fut pratiqué au Syn. de Vitré 1617. tant enuers les Pasteurs du lieu qu'enuers les autres, & mesmes aussi enuers les Proposans qui estoient sur les lieux. Le mesme reglement fut pratiqué & confirmé au Synode d'Alés 1620. qui admet les Pasteurs du lieu, & deux Anciens seulement choisis par le Consistoire & les autres Pasteurs sous les conditions du reglement de la Rochelle confirmé à Vitré.

On peut icy rapporter le reglement pris au Syn. de Loudun 1639. touchant l'ordre qui doit estre suivi pour donner les aduis aux Synodes Nationaux, conceu en ces termes, Dans les Synodes Nationaux apres que le Moderateur adjoïnt, & le Secretaire de l'ordre des Pasteurs auront dit leur aduis: Le Secretaire de l'ordre des Anciens dira le sien; ensuite Monsr. le Deputé general: puis apres tout le corps des Pasteurs, & celui des Anciens Deputez des Prouinces: & enfin le Moderateur recueillira les voix & fera la conclusion, auquel ordre & rang d'opiner se conformeront pareillement les Synodes Prouvinciaux.

Au Synode de la Rochelle 1607. Les Deputez du corps de ladite Ville, ayans demandé estre admis audit Synode: La Compagnie ne fut pas d'aduis qu'ils y fussent admis, veu que c'estoit une Assemblée purement Ecclesiastique.

IV.

Aux Ministres & Anciens Deputez pour le Synode National, les Synodes Prouvinciaux ne limiteront certain terme de retourner, ains souffriront qu'ils

demeurent audit Synode, tant & si longuement que besoin sera, & viendront lesdits deputez aux frais & despens communs de toute la Prouince.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Paris 1565.

Au Synode de Tonneins 1614. Il est dit, qu'il passera en jugement general que les Prouinces partiroient entr'elles les frais des Eglises desquelles les Pasteurs seroient employez, es Assemblies generales, tant Ecclesiastiques que Politiques.

Au Synode de Charanton 1631. Il est dit qu'en explication du reglement dressé au Synode National de Tonneins, obseruation 7. sur celuy de Prius, ordonnant aux Prouinces de porter &c. La Compagnie declare que, lesdits frais faits par les Eglises particulieres, pour estre seruius pendant l'absence de leurs Pasteurs, doiuent estre restituez non par les Pasteurs sur leurs gages; mais par la Prouince qui les a Deputez sur les deniers appartenans à toutes les Eglises de son departement, & à cette occasion met à neant les appellations de diuerses Eglises sur ce sujet.

Les frais mesmes de quelques Deputez d'un Synode particulier pour l'exécution d'une charge qui leur auroit esté donnée par le Synode National, doiuent estre repetez sur la Prouince, à qui le Synode d'Alençon 1637. ordonne d'auoir soin de leur remboursement.

V.

Au commencement des Synodes Nationaux seront leus les Articles de la confession de Foy, & de la Discipline.

OBSERVATIONS.

Dés le Synode de Lion 1563. Il fut dit, qu'au commencement des Synodes tant Prouinciaux que Nationaux, seroient leus tous les articles de la Discipline.

Au Synode de la Rochelle 1571. Il est dit d'abord que, parce que le vray establissement de la Discipline Ecclesiastique, prouient de la pureté de la doctrine, bien & deuëment entretenue en l'Eglise, a esté aduisé de commencer par la lecture de la confession de Foy des Eglises de France.

Enfin l'article fut dressé tel qu'il est presentement, au Synode de Gergeau 1602.

On peut rapporter encors à ce mesme acte ce qui fut attesté au Synode de Prius 1612. & reiteré au Synode d'Ales 1620. pour vn serment d'vnion soubsigné de tous les Deputez au Synode, & qui fut fait auant tout autre chose, mesme auant la lecture de la confession de Foy, & qui a esté rapporté ci-dessus sur l'article 3. du Chap. 6.

VI.

Et afin que le National ne soit occupé de que-

148 DES SYNODES NATIONAUX.

ſions vidées aux Actes des Nationaux paſſez; les Prouvinciaux ſeront aduertis de lire ſoigneuſement les Actes deſdits Nationaux paſſez, auant que de dreſſer leurs memoires, & n'enuoyer rien qui ne ſoit commun & general à toutes les Eglifeſ, ou qui autrement ne merite la reſolution du Synode National.

OBSERVATIONS.

Ceci eſt du Synode de Paris 1565.

Au Synode de la Rochelle 1607. Il eſt dit que, pour obuier à l'aduenir à la mauuaife couſtume qui ſe gliſſe parmy les Eglifeſ, & donne beaucoup d'affaires aux Synodes par la lecture & examen d'une infinité d'actes faits deuant les Iuges ſeculiers, qui introduiroit à la fin vne maniere de chicane, indigne de telles Compagnies. Il eſt defendu tres-expreſſement d'uſer à l'aduenir de telles procedures, & enjoint à tous de ſe tenir à la ſimplicité conuenable à telles matieres, ſous peine à ceux qui y contreviendront de n'eſtre point ouïs en leurs propoſitions.

On peut rapporter à cet article les cenſures portées contre ceux qui appellent aux Synodes Nationaux, d'affaires de peu d'importance, & qui ſe pourroient aiſement terminer és Prouinces, comme il y en a deux au Synode de Charanton en la 5. & 7. des appellations, & au Synode de Alençon 1637. en la premiere des appellations.

Au Synode de Poitiers 1560. Il eſt dit, qu'on n'apportera aux Conciles generaux ſinon les queſtions qui n'auront peu eſtre vidées par les Conciles Prouinciaux enſemble tout ce qui concernera en general toutes les Eglifeſ.

C'eſt à cela encore que ſe rapporte le reglement pris de ne rien porter au Synode National qui n'ait premierement paſſé par le Prouincial. Au Synode de Charanton 1623. La Prouince de Bourgogne, ayant requis qu'à l'aduenir nulle Eglife ni Paſteur, ne ſoyent receus à faire propoſition ni demande au Synode National que par la voix du Synode Prouincial, & Deputez de la Prouince; Le Synode a ordonné que ſuiuant les reglemens cy-deuant faits, aucune propoſition ne ſera receuë aux Synodes Nationaux, qui n'ait eſté premierement portée au Prouincial.

VII.

Le Synode National pourra deſſinitiuement decider & reſoudre de routes choſes Eccleſiaſtiques, les Prouinces en ayant au prealable eſté aduerties par celle qui à la charge d'aſſembler le Synode, tant que faire ſe pourra.

OBSERVATIONS.

Il fut dit au Synode de Poitiers 1560. que le Concile pourra decider sans appel, de toutes choses Ecclesiastiques, reservant les points qu'il jugera estre necessaires pour envoyer au Concile universel de toutes les Eglises du Royaume, & autres qui s'y voudront trouver. La Convocation duquel est remise à la discretion du Concile general, quand la necessité le requiert. Mais ce Concile universel n'ayant esté d'aucun usage, n'ayant pas mesme peu estre convoqué à cause de la Police de l'estat, cela se vuide és Synodes Nationaux qui ont desormais ce pouvoir de regler toutes choses Ecclesiastiques.

Au mesme Synode de Poitiers il est dit que, quand il y aura contention ou debas és articles de Foy, de la doctrine ou heresie, qui ne se pourra voider par disputes aux Conciles generaux ou Provinciaux : les Diacres, & Anciens seront choisis pour reduire leurs voix à pareil nombre que les Ministres; Quant aux autres faits & reglemens de Police toutes les voix seront recueillies, encorés que celles des Diacres & surveillans surpassent en nombre celles des Ministres.

Au Syn. de Lion 1563. Il fut ordonné qu'on ne diminueroit autres articles de la Discipline Ecclesiastique, que ceux qui sont résolus par l'advis commun de tous.

Le mot Ecclesiastiques fut adjousté au Synode de Vitry 1583.

Ces paroles, les Prouinces en ayans au préalable &c. juiques à la fin, auoyent esté ostées au Synode de Gap 1603. mais elles furent remises au Synode de la Rochelle 1607. avec la limitation de celles-cy, tant que faire se pourra. Cependant le mesme Synode de Gap, qui les auoit ostées, renuoye quelques questions sur la confession de Foy, aux Prouinces pour en venir prestes au National.

Enfin fut pris ce reglement au Syn. de Tonneins 1614. Il a esté ordonné pour l'aduenir à la requisition de plusieurs Prouinces, que les Synodes Nationaux non seulement ne changeront aucune chose à la Confession, Catechisme, Formulaire des Prières, & Discipline des Eglises, si la chose n'est proposée au nom d'une Prouince ou plusieurs; Mais aussi que si la chose est grandement importante, elle ne sera point résolue sans auoir esté au préalable agréée de toutes les Prouinces deuëment aduerties, & aduenant que quelque Prouince s'en aduise de bonne-heure, elle pourra en escrire à celle qui aura la charge de convoquer le Synode National, lequel en cas que la chose presse, la pourra toucher és lettres de convocation, afin qu'elles en viennent prestes.

VIII.

Les resolutions se feront par les Deputez des Prouinces, que s'il s'y trouue autres Ministres outre les Deputez, ils pourront bien proposer ce qu'ils verront se deuoir faire; mais ils n'auront voix deliberative ou decisive.

OBSERVATION.

Toutes les obseruations qui ont esté faites sur l'article 3. de ce Chapitre

touchant les personnes qui peuvent & doiuent estre admises aux Synodes Nationaux, peuvent encores auoir leur lieu sur celuy-cy.

IX.

Ceux qui appellent des Synodes Prouvinciaux aux Nationaux, seront tenus de s'y représenter, ou enuoyer amplex mémoires, avec excuse legitime de leur absence. Et à faute de ce faire, la sentence du Synode Prouincial sera ratifiée. Le semblable est des appellations des Consistoires aux Colloques, & des Colloques aux Synodes Prouvinciaux.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de St^e. Foy 1578. Ces paroles *avec excuse legitime de leur absence*, sont du Synode de Vittré 1583.

Au Synode de Vittré 1617. & en plusieurs autres sont renuoyées & mises à neant diuerses appellations faute de memoires.

On peut rapporter à cet article l'arresté au Synode de la Rochelle 1607, qui porte que, *pource que plusieurs des l'ouverture de l'Assemblée importunent la Compagnie, & troublent l'ordre des affaires, pressans les leurs particulieres impatiemment à cause des frais qu'ils peuvent faire en un trop grand séjour. Les Eglises seront aduerties qu'on ne procedera aux appellations à l'aduenir qu'au 7. jour apres la conuocation du Synode, afin que ceux auxquels elles touchent, ne se precipitent par trop, & qu'ils ayent loisir de se presenter à propos.*

A ceci encores peut-estre rapporté le reglement du mesme Synode de la Rochelle portant que, *quand en une Eglise il suruiens different entre plusieurs parties, ou qu'une Eglise a contention avec l'autre, dorez-en-auant es Synodes Prouvinciaux & Nationaux, les parties differentes ne pourront enuoyer plus de deux Deputez de chaque costé, & à l'aduenir n'en sera admis plus grand nombre esdites Assemblées.*

Semblablement appartient à cet article le reglement du Synode de Charanton 1613. qui dit que, *les Deputez des Prouinces aux Synodes Nationaux ne seront admis à parler pour aucune Eglise, ny particuliers appellans du iugement de la Prouince : bien pourront-ils porter les memoires & instructions desdites Eglises ou particuliers pour les presenter au Synode National, afin qu'ils soient mis es mains des Commissaires pour en faire leur rapport.*

X.

Les Deputez des Prouinces ne se departiront sans emporter les resolutions du Synode signees de la main du President & Secretaire. Et un mois apres leur re-

DES SYNODES NATIONAUX. 151
tour en donneront auides aux Colloques de leurs Prouin-
ces, afin qu'ils enuoyent querir les Actes dudit Sy-
node; & ce aux despens desdits Colloques.

OBSERVATIONS.

Ces dernieres paroles, & un mois apres &c. jusques à la fin, sont du Synode de Montpellier 1598.

Quand aux actes & personnes particulieres, il fut ordonné au Synode de la Rochelle 1607. que, dorénavant les actes particuliers, qui concernent les appellations, censures & choses semblables, ne seront delivrées qu'à ceux qui y ont intérêt. Mais en suite cet article du Synode de la Rochelle fut reuoké au Synode de St. Maixant pour plusieurs considerations.

XI.

Et afin que les Actes des Synodes soyent conseruez,
& qn'on s'en puisse servir à l'aduenir en la decision
des questions qui se proposeront és Synodes Nationaux:
lesdits Actes tant du passé que de l'aduenir, & tous
autres qui concernent les Synodes: ensemble les Arti-
cles de la Discipline & de la Confession de Foy des
Eglises Reformées, seront laissez en garde entre les
mains des Deputez de la Prouince, qui sera nommée
pour la conuocation du Synode National prochain, &
en demeurera ladite Prouince chargée pour les apporter
au Synode.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Nismes 1572.

Au Synode de Vitre 1583. Il est dit que, l'Eglise en laquelle le Synode National aura esté assemblé sera chargée d'enuoyer les actes dudit Synode à la Prouince qui aura charge d'assembler l'autre prochain Synode. Au mesme Synode il fut trouué bon de faire un cachet pour sceller les lettres d'importance qui seront enuoyées au nom du Synode National lequel sera enuoyé à la Prouince où se doit tenir ledit Synode.

Cet article de la Discipline estoit du commencement placé dans le Chap. precedent, mais au Synode de Gergeau 1601. Il fut transporté en ce Chap. & fut mis le mot de Nationaux au lieu de celui de Prouinciaux, & adjoulté le mot de Confession de Foy.

Au Synode de Gap 1603. Il fut dit que, la Prouince qui sera chargée de conuoquer le Synode National aura aussi la charge d'y représenter l'original de la Confession de Foy, lequel à cet effet sera dressé & signé de cette Compagnie.

Au même Synode deux personnes furent nommées l'un pour la Bretagne & l'autre pour le Languedoc pour faire recherche des actes & papiers des Synodes Nationaux, pour sçauoir s'ils ne seroient point à Vitré ou en Languedoc, afin de donner ordre qu'ils fussent mis es mains de la Prouince qui seroit nommée pour la conuocation du prochain Synode National laquelle cependant deuoit faire son deuoir pour en solliciter lesdits Deputez.

Au Synode de Loudun 1659. Il est dit qu'à la requisition des Deputez de la Prouince de Dauphiné, tous les Colloques sont exhortés de faire transcrire les actes de tous les Synodes Nationaux pour s'en seruir dans l'administration de la Discipline.

On peut rapporter à cet article le soin que les Synodes Nationaux ont eu de faire conseruer es Eglises les titres de leur établissement. Car au Synode de Charanton 1644. Il fut dit que, sur la proposition de l'Isle de France, il est et joint à toutes les Eglises de conseruer chèrement les actes des établissements, faits es années 1599. & 1600. par Messieurs les Commissaires Deputez, par sa Majesté pour l'exécution de l'Edit, les faire insinuer par tout où ils ne l'ont esté, & prendre pareil soin de tous les titres & actions qui contiennent des preuves de l'exercice de la Religion es lieux où il a esté es années, 1576. & 1577. & 1596. & 1597.

XII.

Aux Synodes Nationaux deuant que se departir, il y aura vne censure amiable & fraternelle de tous les Deputez, tant Ministres qu'Anciens, de ce seulement qui sera suruenu durant l'action, & en general de leurs Prouinces. Et sera celebrée la sainte Cene de nostre Seigneur Iesus-Christ, pour témoignage de leur union: pourueu, toutesfois, que ce soit avec toute l'Eglise, où ils seront assemblez, laquelle pour cet effect sera aduertie de s'y preparer.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Paris 1559. Ces paroles, de ce seulement qui sera suruenu durant l'action, sont du Synode de Montauban 1594. Au Synode de Charanton 1623. au lieu qu'auparauant il y auoit apres laquelle sera celebrée la Cene, fut mis, & sera celebrée la Cene. Le Synode declarant que c'est afin que le temps de la celebration d'icelle demeure en la liberté du Synode.

Dés le Synode de Vitre 1583. Il auoit esté arresté que, désormais l'Eglise en laquelle le Synode National sera assigné, aura soin de prendre le temps si à propos

propos de l'assignation, qu'à la fin du Synode la S. Cene du Seigneur se puisse célébrer, pour témoignage d'une sainte union entre toutes les Eglises de ce Royaume.

Depuis même au Synode de Castres 1626. Il fut arrêté, nonobstant la disposition cy-dessus de celui de Charanton pour laisser le temps à la liberté du Synode, que la pratique Ancienne demeurant, la S. Cene ne seroit célébrée qu'à l'issue des Synodes Nationaux.

Ces dernières paroles, laquelle pour cet effet sera advertie de s'y préparer, sont du Synode de Vitre 1583.

Observation sur tout le Chapitre.

On doit rapporter à ce Chapitre l'ordre qui a esté pris, d'envoyer aux Synodes Nationaux le roole de tous les Pasteurs du Royaume.

Au Synode de Priuas 1612. Il est dit que, la Compagnie a ordonné que cy-apres les Provinces enverroient aux Synodes Nationaux le roole de leurs Pasteurs actuellement seruant, & de leurs Proposans entretenu, signez par les Medérateurs & Scribes des Synodes, autrement on n'aura aucun égard audit roole quand il sera question de la distribution des deniers de sa Majesté.

Au Synode d'Alès 1620. Il est ordonné que, les Deputez aux Synodes Nationaux y apportent dorénavant le roole des Eglises & Pasteurs actuellement seruant dans les Provinces &c. qui est cela même qui avoit esté resolu à Priuas.

Au Synode de Charanton 1623. a esté fait ce reglement, Le Synode voulant pourvoir à ce qu'à l'advenir les Synodes Nationaux puissent avoir une plus particulière connoissance des Pasteurs employez au S. Ministère en ce Royaume, a ordonné que des à présent il seroit fait un roole contenant les noms des Pasteurs seruant en chaque Province, & de leurs Eglises, & des Pasteurs deschargez, ensemble des Eglises à pourvoir. lequel roole sera attaché à l'original des actes du présent Synode, & représenté par la Province qui aura droit de convoquer le prochain Synode National, & que cela sera continué en cette sorte les Synodes Nationaux subsequens, enjoignant expressément à toutes les Provinces qu'ils rooles qu'elles apporteront dorénavant des Pasteurs seruant en leurs departemens les noms & surnoms desdits Pasteurs seront exprimez & à cette fin rapporteront les actes des Synodes Provinciaux signez des Medérateurs.





CHAPITRE X.

Des Exercices sacrez de la Congregation des Fideles.

ARTICLE I.

ON corrigera l'irreuerence , laquelle s'apperçoit en plusieurs , lors qu'ils sont presens aux Prieres publiques ou domestiques , de ne se decourir point le chef , & de ne flechir point les genoux , chose qui repugne à la pieté , donne soupçon d'orgueil , & peut scandaliser les bons. Et pourtant les Pasteurs seront aduertis , comme aussi les Anciens & chefs de famille , de veiller soigneusement à ce que durant lesdites Prieres , un chacun sans exception , ou acception de personnes , donne par ces marques exterieures , témoignages de l'humilité de son cœur , & de l'hommage qu'il fait à Dieu : sinon que quelqu'un soit empesché de ce faire par maladie ou autrement , dont le jugement sera laissé au témoignage de sa propre conscience.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Figeac 1579.

On peut rapporter à cet article le reglement qui fut pris au Synode de Charanton 1644. conceu en ces termes , la Province de la Basse Guyenne ayant requis qu'injonction fust faite à toutes les Eglises de garder conformité avec celles qui ont receu la coutume que les particuliers entrans au Temple s'humilient de-

uant Dieu, & luy fassent chacun sa priere, pour implorer son assistance en l'oüy de sa parole. La Compagnie n'a pas jugé devoir faire reglement d'une chose qui de soy-mesme est libre, mais a laissé les Eglises en leur anciens usages : les exhortant toutes respectivement à chercher ce qui est de l'edification, & éviter toute ostentation, affectation & superstition.

II.

Les Congregations des Fideles estans aussi ordonnées pour chanter les loüanges de Dieu, & se consoler & fortifier par l'usage des Pseaumes, tous seront aduertis d'en porter es Assemblées : & ceux qui par mépris délaisseront d'en auoir, seront censurez, comme aussi ceux qui ne se décourent tandis qu'on chante, tant au commencement qu'à la fin du Presche, & mesmes durant la celebration des Sacremens.

OBSERVATIONS.

Ces dernieres paroles, comme aussi ceux qui ne se decourent &c. jusques à la fin, sont du Synode de Montauban 1594. lequel adjoûtoit encores ces mots, tant que faire se pourra. Mais le Synode de Gap 1603. les a rayez & a exhorté toutes les Eglises à l'estroite observation de cet article.

Au Synode de Figeac 1579. Il est dit que, les Eglises qui en chantant les Pseaumes en l'Assemblée, font lire tout haut les vers auant que de chanter, seront aduerties de s'abstenir de cette façon de faire, comme estant inepte, & seront celles qui ont accoustumé d'en user ainsi, censurées.

Au Synode de la Rochelle 1581. Il fut dit que, pour le grand mespris de la Religion qu'on voit mesmes es saintes Assemblées seroit fait aduertissement à tous d'auoir des Pseaumes esdites Assemblées, & que ceux qui par mespris délaisseront d'en auoir, & de les chanter, seront sujets aux censures.

Au Synode de Montpellier 1598. Il se lit que, l'Assemblée apres auoir ouï la lecture des lettres de l'Eglise de Geneue, & pesé les raisons y contenues, & autres qui ont esté mises en auant, a ordonné qu'il ne sera rien changé en la liturgie receüe en nos Eglises, chant des Pseaumes & formulaire du Catechisme. Et pour le regard des Cantiques de la Bible que Mr. de Baze à la requisition des Synodes precedens a mis en lumiere, seront receus & chantez es Familles, pour dresser & façonner le peuple au chant d'iceux, jusques au prochain Synode National.

Au Synode de Vitré 1617. Il est dit que, d'autant que quelques-uns se sont plaints de ce qu'en quelques Eglises on chante auant la Predication une Pause d'un Pseumo, de laquelle on reserve le dernier verset apres la Predication. La Compagnie exhorte toutes les Eglises de chanter les Panjes entieres, & ainsi se confor-

mer à l'ordre ancien, tant que faire se pourra. Le Synode suivant sçavoir d'Alençon 1620. raye les mots de, tant que faire se pourra.

Au Synode d'Alençon 1637. La Compagnie remet à la liberté des Prouvinces de garder les costumes qu'elles ont observés d'ancienneté au chant de la priere qui a esté adjoustée aux commandemens de Dieu, & est recitée par quelques-uns à genoux, & par d'autres debout, & par autres assis, selon l'ordre establi en chaque Eglise, n'estimans pas raisonnable de les astringre toutes à une seule forme, de sa nature entierement indifferente.

III.

En temps d'aspre persecution, ou de peste, ou de guerre, ou de famine, ou autre grande affliction. Item quand on voudra élire les Ministres de la Parole de Dieu, & quand il sera question d'entrer au Synode, on pourra, si la necessité le requiert, à certain jour ou plusieurs, denoncer les Prieres publiques & extraordinaires, avec le jeusne, toutesfois sans scrupule & superstition, le tout avec grande cause & consideration. Et les Eglises sont aduerties de se conformer les unes aux autres en la celebration du jeusne, autant que faire se pourra, selon la commodité des lieux & des temps.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Paris 1559. Ces paroles, & les Eglises sont aduerties de se conformer les unes aux autres en la celebration du jeusne, sont du Synode de Vertueil 1567. Les dernieres paroles, autant que faire se pourra, selon la commodité des lieux & des temps, sont du Synode de Vitry 1583.

Pour ce qui regarde la celebration du Jeusne en l'élection des Ministres, il en a esté traité au 1. Chap. sur l'art. 7. auquel on peut avoir recours.

Le Synode de Charanton 1644. exhorte les Prouvinces d'indire des Jeusnes, selon que la necessité particuliere le requerra.

Au Synode de la Rochelle 1647. Il est permis aux Eglises particulieres de celebrer le Jeusne en prenant aduiz des Eglises voisines, & ce pour grandes causes & urgentes, desquelles elles rendront raison aux Colloques & Synodes Prouvinciaux.

IV.

Les Eglises qui ont accoustumé de faire Prieres publiques à certain jour, pourront garder l'ordre qu'el-

les ont longues années heureusement observé: les autres s'y conformer selon les moyens qu'il plaira à Dieu leur en donner cy-apres, & que leur edification le requerra.

OBSERVATIONS.

Au Synode de Castres 1616. Il y a ces mots à la fin de cet article. Les Pasteurs aussi s'acquittans avec soin & fidelité du den de leur charge, obvièrent par leurs remonstrances & exhortations au mespris duquel sont comptables plusieurs particuliers, qui dedaignent de frequenter les Predications, & negligent l'usage des Prieres qui doivent estre faites es Maisons privées par les chefs de famille & leurs domestiques.

Au Synode de Liön 1563. Il est dit que, quand à la question proposée par les freres de Nismes touchant les prieres du soir & du matin, les Freres sont d'advis que cela soit remis à la prudence & aduis des Synodes Provinciaux.

La mesme proposition estant remise sur le tapis au Synode de Paris 1565. fut fait ce reglement, les Eglises esquelles ouvre les predications ordinaires on a accoustumé de faire prieres publiques, le soir & le matin à certains jours qu'on ne fait point de presche, ou bien le soir tous les jours, seront exhortées de se conformer en cela à celles qui n'ont pas cette coustume, afin d'obvier à la Superstition qui s'en pourroit ensuiure, & à la nonchalance & mespris qu'on voit advenir souvent tant des predications que des prieres, qui deivent estre faites par les familles. Ioint aussi que l'usage des prieres publiques & extraordinaires, doit estre referé pour le temps de necessité, & afflictions, comme un remede extraordinaire, ainsi que le Teufin public, dont l'usage ne doit estre commun, desquelles raisons les Ministres des Eglises, où cette coustume des prieres publiques a esté pratiquée, advertiront le peuple, afin d'oster tous scandales, & murmure qui se pourroit faire à cause de l'abolition d'icelles, & admonesteront soigneusement les chefs de famille de faire ordinairement soir & matin, les prieres en leurs maisons.

Quelques remonstrances ayans esté faites sur cette matiere. Au Synode de Vercueil 1567. Il fut dit que, sur la remonstrance faite par plusieurs, touchant l'article des prieres publiques es lieux où la predication ordinaire est establie, disans qu'il est impossible de le faire pratiquer & observer sans beaucoup d'inconueniens, on est d'advis que l'article est fondé en tres-bonnes & saintes raisons, & que toutefois là où on ne pourroit obtenir l'observation dudit article, sans euindant danger & dommage des Eglises, la chose pourra estre tolerée. Et neantmoins seront tous les Ministres de la Parole de Dieu, tenus de l'empescher de toute leur pouuoir, & faire observer ledit article.

La mesme affaire fut encores agitée au Synode de S^{re} Foy 1578. Et fut die que, sur l'article touchant les prieres publiques qui se font en plusieurs lieux, les Eglises esquelles telles prieres se font ordinairement, seront exhortées de se conformer aux autres, ou telle coustume ne s'observe selon l'article, & les Ministres exhorteront les particuliers de faire prieres soir & matin, en chacune maison & famille.

Au Synode de Montauban 1594. vne Eglise particuliere est censurée pour auoir dit ne le pouuoir sousmettre à cet ordre.

Au Syn de Montpellier 1598. Il est dit que, les prieres extraordinaires qui ont esté establies à raison de la persecution, cesseront si tost que cet art. aura esté publié.

Le Synode de Gergeau 1601. *Laisse à la liberté des Eglises de faire prieres publiques, & la predication es jours de feste, c'est en l'art. 10. des appellations.*

Au Synode de Gap 1603. Il est dit sur cet article, qu'attendu les inconueniens que quelques-uns des Freres ont representé pouuoir suruenir par la contrauention de cet article entant que cette continuation des prieres instituees du temps des troubles, apporte en quelques lieux un mespris des exhortations ordinaires, glisse quelque soupçon de Superstition, & rend les particuliers negligens aux prieres domestiques, tous Pasteurs sont exhortez de disposer peu à peu leurs Troupeaux à l'observation de l'article, laissant cependant à la prudence des Consistoires de reconnoistre ce qui tend le plus à edification.

Le Synode de Tonneins 1614. *remet à la prudence des Prouinces, de retenir les prieres extraordinaires où elles sont, & les restablir où elles auront esté discontinuées.*

Enfin au Synode de Castres 1626. l'article fut reformé & dressé, tel qu'il est icy presentement inseré, y joignant ce qui a esté rapporté de Castres en la premiere obseruation.

V.

Il ne se fera aucune Priere, ou Predication, ny aumosnes publiques aux enterremens, pour obuier à toutes superstitions : & seront exhortez ceux qui accompagnent les corps, de se comporter avec modestie durant le conuoy, meditant selon l'object qui se presente, tant les miseres & briuerié de cette vie, que l'esperance de la vie bien-heureuse.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est du Synode d'Orleans 1562.

Les dernieres paroles de l'article, & seront exhortez &c. jusques à la fin, sont du Synode de Vitry 1583.

Le Synode de Figeac 1579. veut que, l'article touchant la sepulture des morts, qui defend d'y faire exhortations ou prieres soit obserué, & que ceux qui y contraindront soient censurez.

Au Synode de Montauban 1594. Toutes les Eglises sont exhortées de faire diligemment observer les articles 5. & 6. du 10. chapitre de la Discipline. Mesme arresté pris es Synodes de Montpellier & Figeac.

Au Synode de Saumur 1596. Sur cet article de la Discipline, le Deputé de Normandie, ayant proposé suivant les memoires du Colloque de Constantin, qu'il soit fait quelque remontrance aux enterremens. La Compagnie a aduisé que l'article demeurera sans y rien adjoûter.

Au Synode de Montpellier 1598. En exposant cet article touchant les sepultures, est enjoint aux Pasteurs d'empescher qu'aucune aumosne publique, ne se fasse aux enterremens pour obuier aux inconueniens qui en pourroient aduenir.

Au même Synode il est dit que, les Eglises de Languedoc sont exhortées d'empêcher les nouveautés que l'on veut introduire en la sépulture des morts, comme que les filles soient portées en terre par des filles, avec chapeaux de fleurs.

Au Synode de Gap 1603. Sur la proposition faite par les Freres du Bas Languedoc, si les Pasteurs doivent aller aux enterremens; La Compagnie estime que *veu l'estat de nos Eglises, & la forme des sepultures, il doit estre remis au jugement & à la discretion du Pasteur de s'y trouver ou non.*

Au même Synode, sur la question des Freres de Xaintonge, s'il est loisible à un particulier de s'approprier un lieu de sepulture, & dresser sur pierres ou autrement les sepulchres, & s'il est loisible aux Seigneurs ou autres, de faire mettre leurs armoiries aux Temples qui se construisent en nos Eglises. La Compagnie a jugé que pour les sepultures tout se doit tenir à la simplicité ancienne, sans s'approprier rien de particulier, témoignant nostre communion avec les Saints, aussi bien en la mort, que nous la désirons en la bien-heureuse resurrexion. Quand aux Temples on y observera la même modestie & simplicité, laissant cependant aux Colloques & Consistoires, le jugement des faits particuliers.

Au Synode de Caltres 1626. Il est dit que, le reglement dressé au Synode de Gap, touchant les sepultures relevées es Temples & cimetières, sera exactement observé par toutes les Eglises.

Au Synode d'Alcaçon 1637. Il est dit que, sans permettre l'introduction d'aucune nouvelle coutume es conuois des funerailles pour la consolation des parents, & la pratique de l'art. 5. du 10. chap. de la Discipline, estant recommandée à toutes les Eglises: La Compagnie permet à celles qui de long-temps ont quelque forme particuliere, & en ont usé avec edification, de demeurer en l'observation de leur ordre.

VI.

Pource que le dueil ne gist point es habits, mais au cœur; les fideles seront aduertis de s'y comporter en toute modestie, en rejetant toute ambition, hypocrisie, vanité & superstition.

OBSERVATION.

Cet article est du Synode de Vitré. 1583.

Observations generales, sur tout ce Chapitre.

On peut fort bien rapporter à ce chap. diuers reglemens generaux qui ont quelque relation à ces saints Exercices, & aux Assemblées des Fideles, où ils se font, comme celui du Synode de Paris 1565. au sujet de ceux qui se doivent trouver en ces Assemblées, qui fut pris dans les temps où il se glissoit diuerses personnes qui ne cherchoient qu'à espier ce qui s'y faisoit, pour troubler & scandaliser les bonnes ames, ce reglement est conceu en ces termes. *Pource que plusieurs gens débordéz & de mauuaise vie, se meslent avec les bons aux Assemblées Chrestiennes, qui se font pour ouïr la Parole de Dieu, dont son S. Nom est deshonoré, & l'Eglise grandement scandalisée; & qu'on ne peut exercer contre eux la Discipline de l'Eglise, d'autant qu'ils ne veulent pas s'y ranger, & as-*

sujettir : seront par plusieurs fois particulièrement admonestez de leurs fautes, & sollicitéz à se ranger à l'ordre de l'Eglise ; ce que ne voulans faire, & continuans en leur mauvaise vie ; afin que les fautes & scandales qu'ils commettent ne soient imputez à l'Eglise, & soient au deshonneur d'icelle, & que les ennemis de l'Evangile ne prennent de là occasion de la calomnier. Le Ministre signifiera publiquement au peuple Fidele, & sans toutefois nommer personne, qu'on ne reputé point telles manieres de gens pour vrais membres de l'Eglise ; ce que seront aussi les Anciens en leurs charges & quartiers, aduertissans un chacun en particulier, que tels & tels en les nommant ne sont de l'Eglise. La Compagnie aussi trouue bon & expedient que l'oratoire qui est pratiqué en quelques Eglises soit gardé par toutes, c'est que les nouveaux qui voudront estre introduits en l'Eglise pour estre membres d'icelle, se feroient entendre à l'Ancien de leur quartier, qui s'informerait de leur vie, & fera rapport au Consistoire du témoignage qu'il en aura eu, lequel estant ben il les amenera à la fin au presche devant le Ministre, qui leur fera faire la protestation & promesse accoustumée, de suivre la doctrine de l'Evangile qui leur sera enseignée, & s'assujettir à l'ordre & Discip. de l'Eglise, & les admonestera de se trouver ordinairement aux presches & Catechismes, pour estre instruits en la Foy, jusques à ce qu'ils soient trouvez capables de participer à la S. Cene. Quo si apres avoir esté instruits ils diffèrent trop long-temps à y participer & communiquer ; s'il est connu qu'ils s'en abstiennent par mespris, sera procédé contre eux selon la Discipline, si c'est par infirmité seront supportez pour quelque temps, tant qu'ils se puissent confesser. Quand à ceux qui ne se veulent ranger à l'ordre de l'Eglise, & neantmoins frequentent les exhortations, & ne sont de vie mauvaise & scandaleuse, seront admonestez & incitez par tous moyens de s'y ranger.

On peut eue cela rapporter à ce chapitre, les ordres & reglemens pris au sujet des bancs & seances es saintes Assemblées.

Le Synode de Charanton 1644. Cassé le jugement d'un Synode Provincial qui avoit approuvé qu'un particulier eust fait mettre un banc pour soy dans le Temple, directement contre l'avis du Consistoire, qui se tenant à l'ancien usage de l'Eglise, avoit estimé que les seules places des Seigneurs Magistrats & Juges du lieu exceptées, les autres devoient estre libres à chacun, & ordonne qu'en telles causes chaque Consistoire aura droit de pourvoir à l'edification du temple qui luy est commis souverainement & sans appel, & que cy-apres telles sortes d'appellations, ne soient plus receues aux Synodes Nationaux. Le même Synode en vne autre fait declare, qu'encores que son intention ne soit pas de toucher aux usages particuliers des Eglises, touchant les places dans le Temple, juge toutefois qu'il y a moins d'inconvenient à les laisser libres qu'à en faire de particulieres affectées à ceux qui estans de condition purement prinée, ne peuvent de droit s'attribuer aucune preference les uns sur les autres.

Au Synode de Loudun 1659. Les Deputez du Bas Languedoc, & des Cévennes, ayans demandé quelque changement en l'arresté du seldit Synode de Charanton, qui donne aux Consistoires l'autorité de juger souverainement des difficultez qui naissent au sujet des bancs qui se mettent dans les Temples. Et le Consistoire de Montpellier, ayant enuoyé des memoires pour demander au contraire la confirmation du seldit arresté. La Compagnie sans avoir égard aux arrestez des Synodes Provinciaux rendus au prejudice de la disposition du Synode National de Charanton, & qui n'ont esté jusques à present executez par les Consistoires, lesquels arrestez, la Compagnie a cassez & annullez ; elle a jugé que rien ne doit estre changé en l'arresté dudit Synode National de Charanton, mais seulement a ordonné qu'en cas qu'il se trouuve des diffi-

cultes

collez, qui mettent en pene les Consistoires, ils pourront appeller des personnes notables d'entre les chefs de familles, ou des Consistoires voisins pour se fortifier de leur avis, & juger de tous les differens touchant les bancs, souverainement & sans appel, & poursuivre par censures tous ceux qui ne s'y assujettiront, & particulièrement ceux qui entreprendroient de tirer cette sorte d'affaires hors des Compagnies Ecclesiastiques: declarant au reste quelle juge, (comme au precedent Synode National es article 7. & 11. des appellations,) qu'il y auroit moins d'inconveniens à laisser les places libres, qu'en faire des particulieres affectées à ceux qui estans de condition purement priuée, ne peuvent de droit s'attribuer aucune preference les uns sur les autres, & exhorter toutes les Eglises de faire tout ce qui se pourra, pour rendre les places communes.

Le même Synode sur ce qui luy fut représenté de quelque different survenu dans vne Eglise particuliere au sujet des bancs dans le Temple, renuoye le tout au Consistoire de ladite Eglise pour y estre jugé souverainement, selon le reglement susdit du Synode de Charanton.

On peut aussi rapporter à ce Chap. le réglement pris au dernier Synode de Loudun 1659. au sujet de l'observation du dimanche, conceu en ces termes. Les Deputez de Bourgogne ayans représenté le peu de soin qu'on remarque en divers endroits de sanctifier le jour du repos, qui est employé par plusieurs personnes en diuertissemens, & occupations mondaines, en se priuant des exercices de pieté & se laissant emporter par les mauvais exemples à des jeux meslez de dissolution. La Compagnie touchée d'une sensible douleur d'une telle profanation, qui est capable d'attirer sur les hommes les iugemens de Dieu, exhorte tous les Fideles à employer ces saints jours à la fin à laquelle ils sont destinez, en s'addonnant aux exercices de pieté publics & particuliers, à la priere, à l'ouïe & Lecture de la Parole de Dieu, en s'abstenant religieusement non seulement du travail ordinaire, mais principalement des Compagnies & diuertissemens, qui peuvent détourner les esprits du service diuin & de la deuotion, à quoy nous sommes obligez particulièrement en ces jours-là. On a ordonné aux Synodes Provinciaux de faire sur ce sujet les reglemens qu'ils jugeront necessaires, enjoignant bien expressement aux particuliers de s'y assujettir.

A ce même Chapitre peut estre rapporté ce qui fut dit au Syn. de Charanton 1644. au sujet des prieres qui se font par quelques particuliers en entrant au Temple, sçavoir que la Prouince de Guyenne ayant requis qu'injonction fust faite à toutes les Eglises de garder conformité avec celles qui ont receu la coutume, que les particuliers entrans au Temple s'humilient deuant Dieu, & luy fassent chacun à part priere pour implorer son assistance en l'ouïe de sa Parole. La Compagnie n'a pas jugé de uoir faire reglement d'une chose qui de soy même est libre: mais à laissé les Eglises en leurs anciens usages, les exhortant toutes respectueusement à chercher ce qui est de l'edification, & éviter toute ostentation, affectation & Superstition.

Icy peut auoir lieu ce qui fut arresté au Synode de Saumur 1596. que les Eglises qui n'ont l'exercice qu'un jour la semaine, sent exhortées d'en auoir plus souvent s'il est possible.

On doit aussi rapporter icy l'ordre pris au Synode de Vestueil 1567. de ne lire es Assemblées publiques au peuple que l'Ecriture sainte.

Enfin c'est à ce Chapitre que doit estre rapporté, ce qui fut ordonné au Synode de Paris 1565. au sujet de l'absolution generale qui se donnoit en quelques Eglises apres la Confession des pechez: l'acte est conceu en ces termes. Les Eglises où est déjà introduite la coutume de prononcer aux jours de Ceni,

on tous les dimanches apres la Confession des pechez, une absolution generale, pour-
ront continuer en icelle. Mais où elle n'est point, le Synode leur donne conseil de ne
rien innover à cause des dangereuses consequence qui s'en pourroient ensuivre.

CHAPITRE XI.

Du Baptême.

ARTICLE I.

LE Baptême administré par celuy qui n'a voca-
tion aucune, est du tout nul.

OBSERVATIONS.

Dès le Synode de Paris 1559. Le Ministre de Chastelleraut mit en avant
qu'un Papiste avoit trouvé mannaï l'huile, crachant, & autres ceremonies jointes
au Baptême desdits Papistes, au moyen dequoy il se seroit adressé à luy requerant
qu'il baptisât son enfant: la question est s'il le devoit. En cette question pour ce qu'il
falloit débattre si les enfans des Papistes doivent estre receus en l'Eglise de Dieu,
apres plusieurs raisons deduites de part & d'autre, l'affaire fut remise à une gran-
de Assemblée.

Au Synode de Poitiers 1560. la question fut proposée, s'il faut rebaptiser
ceux qui auroient esté baptisez par un Moine; Réponle: le Baptême admini-
stré par celuy qui n'a ny commission ny vocation aucune, est du tout nul: pourtant
veu que les Moines n'ont aucune vocation, ny des Eglises Reformées, ny d'ailleurs,
il faut rebaptiser ceux qui auroient esté baptisés par lesdits Moines, sinon qu'ils
sussent receus du peuple pour prescher l'Evang. auquel cas y a apparence de vocatiō.

Au mesme Synode on forma cette question. Comment on se porteroit quand
un enfant auroit esté baptisé par un particulier; Réponle: Il faut oster le scan-
dale qui en pourroit venir par plusieurs predications, & imprimer au cœur des
Fideles qu'un tel Baptême n'est d'aucune valeur, parquoy il faut introduire l'en-
fant dans l'Eglise de Dieu par le vray Baptême.

Au Synode de Lion 1563. fut arresté qu'il ne falloit rebaptiser ceux qui
auroient esté baptisez par un Prestre, & cela conformément à la decision du
Synode de Poitiers cy-dessus, qui demande seulement quelque apparence de
vocation, telle qu'est celle des Prestres & Curez, & non des simples Moines
qui n'ont receu aucuns ordres.

Au Synode de Gap 1603. Sur la question proposée si le Baptême d'un enfant
baptisé par un Proposant, sans avoir vraye vocation est suffisant: La Compagnie
juge qu'il faut soigneusement oster le scandale que le peuple en pourroit recevoir:
mais que tel Baptême estant de nulle valeur, l'enfant doit estre introduit en l'E-
glise de Dieu par le vray Baptême suivant la decision du Synode de Poitiers.

Au Synode de la Rochelle 1607. Sur la question proposée si on doit baptiser ceux qui après avoir fait long-temps profession de la Religion Reformée, & desia parvenus à grand âge, se trouvent n'avoir reçu autre Baptême que des sages femmes : La Compagnie a jugé qu'ils le devoient recevoir en l'Eglise par le Ministère de ceux qui ont legitime vocation, le premier estant du tout nul.

II.

Le Docteur en l'Eglise ne peut prescher ny administrer les Sacremens, sinon qu'il fust ensemble Docteur & Ministre.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Poitiers 1560.

Au Synode de Tonneins 1614. Il fut dit qu'au lieu de ces mots, qu'il fust eslu Docteur, seront mis ceux-cy qu'il fust ensemble Docteur & Ministre.

On peut rapporter icy ce qui a esté décidé, touchant vn Ministre déposé, au Syn. de S. Maixant 1609. Sur la question proposée, si en doit tenir pour vray Baptême, celui qui auroit esté consacré par vn Ministre déposé à la Requête & en la présence de toute l'Eglise. La Compagnie a jugé que le déposé estant appelant au Synode National, le Baptême ne laisse d'estre valable avec les circonstances susdites, par conséquent ne sera réitéré. Et neantmoins on procedra dorénavant jusques à excommunication contre tels deposez, qui entreprendront telle chose.

III.

Vn Payen ou vn Juif, en quelque aage qu'il soit, ne doit estre baptisé deuant qu'estre instruit en la Religion Chrestienne & qu'il en apparaisse par sa confession.

OBSERVATIONS.

Au Synode de Vitré 1617. Les Deputez de Xaintonge ayans demandé si les Mores, & autres infideles ravis en leurs pays, & amenez en la Chrestienté & baptisez par des Prestres, sans prealable instruction es points de la Religion Chrestienne, doivent estre baptizez apres avoir deüement esté enseignez : La Compagnie reconnoissant qu'il y a beaucoup de défaut en la premiere action, tient neantmoins que telles personnes ne doivent estre rebaptisées : ains qu'il doit estre suppléé à ce défaut par bonnes instructions. A quoy les Eglises, auxquelles telles gens seront adressées, sont exhortées de s'employer de tout leur pouvoir.

Au Synode de Lion 1563. Il fut dit qu'une fille sauvage non instruite au Christianisme, ne doit estre baptisée deuant qu'estre endoctrinée en la Religion Chrestienne, & qu'il en apparaisse par sa confession.

Le formulaire qu'il faut suivre au Baptême des Juifs & autres, se convertissans au Christianisme, fut dressé au Synode de Charanton 1644. & est rapporté à la fin de ce Chapitre.

IV.

Les enfans des peres & meres de l'Eglise Romaine, & des excommuniés, ne pourront estre receus au Baptême des Eglises Reformées, encore qu'ils fussent presentés par Pareins fideles, si le pere ou la mere n'y consentent, ou le requierent, & ne se demettent de leur autorité, en quittant & cedant aux Pareins leur droit quant à l'instruction, avec promesses qu'ils souffriront que leurs enfans soient instruits en la vraye Religion.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Poitiers 1560.

Des le Synode de Paris 1559. Il fut dit sur la proposition du Frere de St. Lo, que le pere & mere estans excommuniés leur enfant ne sera receu au Baptême jusques à ce que ledit pere & mere, ou l'un d'eux se soit reconcilié à l'Eglise, sinon que le grand pere, ou grand mere dudit enfant se presentassent, auquel cas il sera receu, d'autant qu'il est leur sang issu d'iceux.

Au Synode de Vittré 1583. Il fut dit qu'un pere pourra estre present au Baptême de son enfant, encore qu'il soit suspendu de la Cene.

Au Synode de la Rochelle 1607. Sur la Question proposée par les Deputés de Normandie, au nom de l'Eglise de Caen, si on peut recevoir au Baptême l'enfant né de mariage reprouvé en l'Eglise, estant présenté par pareins fideles qui de son en auroient présenté d'autres issus de mesme mariage. A esté jugé que la fautes des pareins ne pouvant prejudicier aux enfans, il n'y a point de doute ou de difficulté qui les empesche d'estre receus au Baptême, estant présentés par les mesmes pareins: l'Eglise neanmoins avertie que c'est sans approbation du mariage.

Au Synode de Vittré 1583. Sur la Question des Deputés de Kaintonge, si pour le regard des enfans nés hors mariage, mesme en adultere, ou incest, on usera de la forme de priere acoustumée, engendré de pere & de mere que tu as appellez en ton Eglise. La Compagnie est d'avis qu'on n'en doit faire difficulté, d'autant que le nom de pere & de mere comprend non seulement les plus proches, mais aussi les Aïeulx jusqu'à mille degrez: Ayant aussi égard qu'encore qu'il y ait des fautes és parens, ils ne laissent d'estre compris généralement en l'alliance.

V.

Les enfans aussi de ceux qu'on appelle Sarrazins ou Bohémiens, pourront estre receus au Baptême des Eglises Reformées aux conditions que dessus, moyennant

aussi qu'il n'y ait presumption qu'ils eussent esté desia baptisez. Et apres serieuses remonstrances aux Parrains d'adviser bien comment ils pourront bien s'acquitter de leur obligation & promesse qu'ils font à l'Eglise, & en outre que les Parrains & Marreines se chargent de la nourriture & instruction de l'enfant.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Montauban 1594.

Au Syn. de Saumur 1596. cet article fut confirmé, & seulement furent adjoustées ces dernieres paroles. *Et en outre que les parrains &c. jusques à la fin.*

Au Synode de Gerçeau 1601. ont esté adjoustées ces paroles, *moyennant aussi qu'il n'y ait presumption &c.*

Au Syn. de Charanton 1631. fut osté le nom de *Bohemiens* attendu, que les deux suffisoient, sçavoir *Sarrasin & Egyptien.*

V I.

On ne fera aucun Baptême sinon és assemblées Ecclesiastiques, où il y a Eglise publiquement dressée, & où elle n'est pas publique, & les peres & meres par infirmité craignent d'aller faire baptiser leurs enfans en l'assemblée: les Ministres adviseront bien prudemment combien ils leur doivent conceder: quoy que ce soit, qu'il y ait forme d'Eglise, & ensemble exhortation & priere: mais s'il n'y avoit aucune Eglise, & ne se pouvoit assembler Compagnie, le Ministre ne ferapoint difficulté de baptiser l'enfant du fidele à luy présenté avec priere & exhortation.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Paris 1559.

Au Synode de Poitiers 1560. Sur la Question s'il est loisible d'administrer le Baptême extraordinairement, quant il y a apparence que l'enfant ne puisse vivre que pour un peu de temps. *Re.* Et lieux où il y a predication ordinaire on doit garder l'ordre accoustumé: quand aux lieux où les predications se font ex-

traordinairement & hors heure, c'est à la discretion du Ministre de s'accommoder à l'infirmité des peres, se gardant bien de les nourrir en aucune superstition.

Au Synode de Lion 1563. Il est dit qu'en interpretant les articles des Synodes precedens, on ne fera aucun Baptême sinon es Assemblées Ecclesiastiques & publiques.

Au Synode de Montauban 1594. Il fut dit qu'on ne laissera pas de baptiser les enfans, encore que les Peres & Parreins les apportent trop tard, pourveu que l'Assemblée de l'Eglise ne soit entierement departie, parce que les enfans ne doiuent porter la faute des Peres, lesquels avec les Parreins seront grieuement censurez de leur paresse & du mespris des predications où ils n'auroient daigné assister.

Au Synode de Saumur 1596. Il fut dit que cet article demeurerait, sçavoir qu'es Eglises qui ont exercice public on ne baptisera qu'aux heures & lieux ordinaires, mais es Eglises qui n'ont tel exercice on y baptisera selon les occurrences, & tousiours avec quelque forme de predication: que si le pere par infirmité presse de faire baptiser son enfant auant la predication, les Pasteurs aduiseront à ce qui sera pour l'edification de l'Eglise, en aduertissant le peuple.

Au Synode de Gap 1603. fut encores arrêté, que cet article tiendrait selon les resolutions des Synodes de Poitiers, & Saumur. Et que quand à prescher es maisons des Gentils-hommes pour baptiser leurs enfans, on s'y conduira pour l'edification de l'Eglise: Et que quand au mot d'infirmité il s'entend des peres & non des enfans mesmes.

Au Synode de St. Maixant 1609. A la question proposée par la Prouince du haut Languedoc, s'il est licite en cas de maladie pressante, l'enfant estant en euident peril de mort, de baptiser aux jours de preches ordinaires deuant que le presche soit commencé: & si on peut administrer le Baptême aux prieres publiques & ordinaires qui se font sans predication. A esté respondu que les Pasteurs le pourroient faire sur l'attestation que le Consistoire ou quelques Anciens rendrons de la maladie de l'enfant. Et si sur la pratique de cet article se trouuent de nouvelles difficultez, les Prouinces sent exhortées d'en venir presles au Synode National prochain.

Au Synode de Prius 1612. Il est dit qu'on n'a rien voulu changer en l'Article susdit qui approuue le Baptême deuant la predication & aux prieres publiques & ordinaires, fors en la clause qui specife que cela est licite en euident peril de mort, & demande témoignage du Consistoire ou de quelques Anciens, pource qu'il semble que cette clause donne quelque ouerture à l'opinion de la necessité du Baptême: & le reste de l'Article tiendra jusqu'au Synode National prochain. Pendant lequel temps les Prouinces sont chargées de se preparer soigneusement sur cette matiere par l'aduis des Consistoires, Colloques & Synodes Prouinciaux, & enuoyer leur aduis fortifié de raisons, afin que le tout meurement considéré audit Synode National, il en soit fait une decision finale par la pluralité des voix recueillies par reste de tous les Deputez qui se trouveront audit Synode. Et pour faciliter l'exécution de ce que dessus, quatre Pasteurs ont esté nommez, pour recueillir par escrit les raisons de part & d'autre, qui ont esté proposées, & dont copie sera emportée avec les actes de la presente Assemblée.

Au Synode suivant de Tonncins 1614. La Compagnie fut d'aduis que les Deputez des Prouinces proposeroient l'aduis de chacune d'icelle selon qu'il a esté recueilly par la pluralité des voix, & non le particulier de chacun d'eux, suivant quoy, par la pluralité des voix des Prouinces; A esté ordonné qu'on se tiendrait à l'ordre pratiqué deuant le Synode de S. Maixant, & qu'il ne sera loisible de baptiser sans predication precedente ou immediatement suivante.

Au Synode de Castres 1626. La Province de Dauphiné ayant demandé adu-
 uis si elle doit contraindre par la rigueur des censures Ecclesiastiques ceux qui con-
 viennent au reglement du Synode de Tonneins, ordonnant que l'administration
 du Baptesme ne se fera point sans predication immédiatement precedente, ou im-
 mediatement subseuente; veu que plusieurs des Eglises qui ont retenu l'usage
 des Prieres publiques & ordinaires à certains jours, administrent le Baptesme esdites
 Prieres sans Predication. La Compagnie apres une longue concertation, ayant re-
 cogneu que la parole necessaire en la celebration du Sacrement est suffisamment con-
 tenuë dans la liturgie de nos Eglises, & n'ayant trouué à propos de presser l'ob-
 servation du reglement de Tonneins, a arresté que les Prouinces apres l'examen
 des raisons, qui peuvent estre alleguées de part & d'autre, chargeront les Deputez
 qu'elles enuoyeront au Synode National prochain, des arguments qu'ils estiment
 plus forts, afin que sur iceux ledit Synode, prenne une finale resolution.

Enfin au Synode de Charanton 1631. fut fait ce dernier reglement conceu
 en ces termes. En procedant selon l'arresté du Synode National de Castres, à
 l'examen des raisons rapportées par les Deputez des Prouinces sur la Question, s'il
 est licite & expedient d'administrer le Baptesme es jours de Prieres publiques & or-
 dinaires sans Predication. Apres auoir ouy les resultats des deliberations desdites
 Prouince: La Compagnie a declaré que la Predication auant ou apres le Ba-
 ptesme n'est de l'essence d'iceluy, ains de l'ordre dont l'Eglise peut disposer. Et pour-
 uant les Eglises & Prouinces seront renuoyées aux coustumes & usages qu'elles ju-
 geront plus conuenables à leur edification.

VII.

Pource que nous n'auons aucun commandement du
 Seigneur de prendre des Parreins & Marreines pour
 presenter nos enfans au Baptesme, on ne peut imposer
 loy expresse aux personnes d'en user: toutesfois pource
 que cette coustume est ancienne, & introduite pour
 bonne fin; à sçauoir pour témoigner de la foy des Par-
 reins & du Baptesme de l'enfant, & aussi pour entre-
 tenir la Societé des Fideles, par conjunction d'amitié;
 ceux qui ne la voudront suivre, ains eux mesmes seuls
 presenter leurs enfans, seront exhortez instamment de
 n'estre contentieux, mais se ranger à l'ordre ancien qui
 est bon & profitable.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Paris 1665.

Au Synode de la Rochelle 1571. le mot d'*alliance*, qui estoit joint à ce-
 luy d'*amitié* fut ôté. Et là mesme le mot de *contentieux* fut mis au lieu de ce-
 luy d'*opiniastre*.

VIII.

Les femmes ne seront reçues à présenter les enfans au Baptême, sinon accompagnées d'un Parrein, & apres avoir fait profession de la Religion Chrestienne.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Lion 1563. expliqué au Synode de Paris 1565. Cela avoit esté aucunement toleré d'abord par la necessité des temps. Car au Synode de Poitiers 1560. sur la demande, *si les femmes peuvent presenter (sçavoir seulement) les enfans au Baptême*, fut répondu, qu'il n'en faut faire coustume : mais qu'il n'y a rien qui empêche que pour quelque consideration on ne les puisse quelquefois admettre.

Ces dernières paroles, *Et apres avoir fait profession de la Religion Chrestienne*, sont du Synode de Nîmes 1572.

IX.

Nul Parrein venant d'une autre Eglise ne sera admis à presenter un enfant au Baptême, sans apporter témoignage de son Eglise.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Montauban 1594.

Au mesme Synode il est dit, qu'on ne receura point les presentations des enfans au Baptême, faites par Procureur, si ce n'est pour le regard des Rois ou Princes, qui à cause de leur grandes occupations ne se peuvent trouver sur les lieux quand le Baptême s'administre.

On doit rapporter à cet article ce qui a esté arresté au Synode de Loudun 1659. touchant les Lutheriens en ces mots, *en execution de l'article du Synode National de Charanton 1631. lors qu'il se rencontre quelques-uns de ceux de la confession d'Ausbourg qui sont appellez Lutheriens pour presenter au Baptême, n'ayant point auparavant participé à la S. Cene avec nous. La Compagnie ordonne que les Consistoires prendront une particuliere connoissance de leur disposition, s'ils se rangent à nos Assemblées avec cet esprit de charité, & vraiment paisible que ledite article requiert, auquel cas ils les recevront, ce qui sera pareillement observé à l'égard des mariages.*

X.

Il faut que ceux qui presenteront des enfans au Baptême, soient d'age suffisant, comme de quatorze

torze ans, ayans fait la Cene: ou s'ils sont aduancez en aage, & n'ayent fait la Cene, protestent de la faire, & soyent deuëment catechisez.

OBSERVATIONS.

Cet article commençoit par ces mots, *il sera bon*, mais au Synode de Gap 1603. Ils furent changez en ceux-cy plus obligatoires, *il faut*.

Dès le Synode de Paris 1565. Il fut dit que, *le Synode n'estoit pas d'aduis que les enfans au dessous de l'age de douze ans, fussent admis à la Cene &c. Mais qu'après qu'ils auroient esté une fois admis à la Cene ils pourroient estre reçus à presenter les enfans au Baptisme.*

XI.

Ceux qui sont suspendus de la Cene ne pourront en qualité de Parreins presenter des enfans au Baptisme tant que durera leur suspension.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Figeac 1579.

Au Synode de Gerseau 1601. *A esté résolu que pour quelques fautes que ce soit on ne peut refuser les fidèles de presenter les enfans au Baptisme, jusques à ce qu'ils ayent esté suspendus de la Cene.*

XII.

Les Pasteurs exhorteront diligemment les Parreins & Marreines, de peser & considerer les promesses qu'ils font en la celebration du Baptisme. & les peres & meres pareillement de choisir des Parreins & des Marreines bien instruits en la Religion, & de bonne vie & conversation, & qui soient de leur connoissance tant que faire se pourra; & par le moyen desquels il y ait apparence qu'à un besoin les enfans puissent estre bien enseignez.

OBSERVATIONS.

Cet article est encores du Synode de Figeac susdit.

Dès le Synode de 3^{me} Foy 1578. Il fut dit que, *les femmes estans reçues Marreines se chargeoient de l'instruction des enfans, comme les Parreins, & seroient exhortées par les Ministres d'accomplir la promesse par elles faite.*

Au Synode de Saumur 1596. Il fut dit qu'on exhorteroit les peres de choisir des Parreins qui soient de cognoissance, & propres à accomplir les promesses qu'ils font.

Au Synode de Montpellier 1598. Il est dit que, l'obligation des Parreins, & Marreins portée par le formulaire du Baptême importe non seulement l'instruction des enfans en la piété : mais aussi en cas de nécessité de procurer par tous moyens leur entretènement.

XIII.

Ceux qui presenteront par Procureurs des enfans au Baptême de l'Eglise Romaine, seront asprement censurés, comme consentans à l'idolatrie.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Montauban 1594. Ledit Synode avoit fait un fort ample reglement sur ce sujet, dont tout le commencement se voit es observations marginales de la Discipline de Saumur, commençant par ces mots, On ne recoura point &c. Mais tout cela fut retranché au Synode suivant tenu à Saumur, & la fin seulement retenuë, avec ordre qu'elle seroit inserée dans le corps des articles de la Discipline, qui est celui que nous avons en ce lieu.

Au Synode de Vitry 1617. Sur la demande de la Province du bas Languedoc, la Compagnie a ordonné que les peres & meres qui prennent les Parreins & Marreins de la Religion Romaine, pour presenter au Baptême leurs enfans par Procureurs faisant profession de la Religion Reformée, seront poursuivis par censures Ecclesiastiques comme aussi lesdits Procureurs.

XIV.

Touchant les noms qui sont imposez aux enfans: les Ministres rejetteront autant qu'il leur sera possible & expedient; ceux qui restent de l'ancien Paganisme & pareillement n'imposeront ausdits enfans les noms attribuez à Dieu en l'Eglise, comme Emanuel & autres. Et au reste admonesteront les peres & parreins de prendre les noms approuvez en l'Ecriture sainte, autant qu'il sera possible. Que s'ils ont affection à quelque autre, on les pourra recevoir, les susdits exceptez, & ceux qui signifient quelque chose d'indecent.

O B S E R V A T I O N S.

Cet article est du Synode d'Orleans 1562. Au Synode de Vittré 1583, on ad-
justa ces mots, *comme Emanuel & autres.*

Le Synode de Charanton 1631. veut que ces mots ni aussi les noms d'*office*
comme Baptiste, Ange, Apôtre, soient retranchez, comme estans inviles, &
éloignez de la pratique de nos Eglises, & qui se lioient dans l'ancienne Discip.

An Synode de Nîmes 1572. Il fut dit que les Ministres d'une Prouince
particuliere seroient aduertis, sur quelque difficulté qu'ils faisoient de rece-
voir certains noms au Baptême, que pour ce regard on s'y porteroit dorénavant
en toute modestie, sans y estre par trop difficiles.

Au Synode de Figeac 1579. fut dit qu'en l'imposition des noms aux enfans
il faut fuir d'une part la nécessité précise, & d'autre la superstition & scandale
pour ce que ce fait comme tous autres doit servir à l'edification de l'Eglise, de sa-
çon que là où les peres, & Parreins requerroient que leurs noms ou autres fussent
donnez aux enfans presentez par eux, pourroient estre receus, pourveu que ce ne
soient noms prohibez par la Discipline, comme noms de Dieu, d'Ange, ou d'os-
fise, ou notoirement ridicules.

Les dernieres paroles de l'article sont fondées sur ce qui fut dit au Synode
de Montauban 1594. Içavoir que les Ministres serons exhortés de ne faire plus de
difficulté de recevoir les noms des enfans au Baptême, encore qu'ils ne soient conte-
nus en l'Ecriture Sainte, pourveu qu'ils ne contiennent rien d'indecent.

Au Synode de Saumur 1596. Les Deputez de la Prouince de Poitou deman-
dant si on peut imposer deux noms à un enfant. A esté aduisé qu'il est indifferent:
mais on exhorte les parens de se tenir à la simplicité.

Au Synode de Charanton 1631. Les Deputez de Xaintonge ayans representé
que plusieurs selon la custume du pais, imposent aux enfans des noms qui souuent
donnent occasion à des rencontres ridicules, & qu'il seroit necessaire d'y remedier.
La Compagnie remet à ladite Prouince d'y pourvoir par les expedien qu'elle juge-
ra plus conuenables.

X V.

Les Ministres admonesteront leurs Troupeaux de se
comporter en toute reuerence lors que le Sacrement du
Baptême est administré. Et pour éuiter le mépris que
la plupart du peuple fait du Baptême, sortant de
l'assemblée, ou s'y comportant irreueremment lors qu'on
l'administre; A esté aduisé qu'il sera bon deormais de
l'administrer deuant le dernier chant du Pseaume, ou
pour le moins deuant la dernière benediction, & sera
le peuple soigneusement aduertty de porter mesme reue-
rence en l'administration du Baptême que de la Cene,

veu que Iesus-Christ avec ses promesses, nous est offert en l'un & en l'autre Sacrement.

OBSERVATIONS.

Le commencement de l'article est du Synode de Lion 1563.

Ces paroles, *pour éviter &c.* jusques à la fin, sont du Synode de Vitré 1583. & depuis au Synode de Montpellier 1598. fut arrêté qu'elles seroient insérées dans la Discipline.

Au Synode de Montauban 1594. Il fut dit qu'on ne délaissera de baptiser les enfans enceres que les peres ou parrains les apportent trop tard, pourveu que l'Assemblée de l'Eglise ne soit entierement departie, parce que les enfans ne doivent porter la faute des peres, lesquels avec les parrains seront neanmoins grievement censurés de leur parolle & du mespris des predications où ils n'auroient daigné assister.

XVI.

Les Consistoires auront l'œil sur ceux qui sans grandes considerations gardent leurs enfans long-temps sans estre baptisez.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de la Rochelle 1571.

Le Synode de la Rochelle 1581. veut qu'on admoneste les fideles tant en predication qu'en particulier de ne laisser long-temps leurs enfans sans les faire baptiser, s'il n'y a une bien grande consideration.

Au Synode de Vitré 1617. La Province d'Anjou ayant demandé qu'à la fin de l'article 16. du chap. II. de la Discipline soit adjousté, qu'il est enjoind aux Consistoires de proceder par censures contre ceux qui contreviendront audit article. La Compagnie n'a pas trouvé bon d'y rien adjouster. Neantmoins charge les Consistoires d'exhorter les fideles de faire presenter leurs enfans au Baptême au plutôt apres leur naissance, & de censurer les rebelles jusqu'à les suspendre de la S. Cene.

Au Synode de Loudun 1659. Il fut dit que, ceux qui different le Baptême de leurs enfans seront grievement censurés, selon la rigueur de la Discipline. Et s'il s'en trouve quelques-uns qui soient parvenus à l'age de discretion, ils seront satisfaits, avant que de recevoir le Baptême.

XVII.

Encore que le mary fidele ait sa femme de Religion contraire, si n'est-il point excusé quand son enfant est présenté au Baptême de l'Eglise Romaine, & pourtant ne sera receu à la Cene, sinon au cas qu'il l'ait empesché de tout son pouvoir.

OBSERVATION.

Cet article est du premier Synode de Paris 1559.

XVIII.

Les Baptesmes seront enregistrez, & soigneusement gardez en l'Eglise avec les noms des Peres & Meres, Parreins & Marreines & enfans baptisez. Et seront les peres & Parreins tenus d'apporter un billet dans lequel seront contenus les noms de l'enfant, des pere & mere, Parrein & Marreine d'iecluy, & y sera mis le jour de la Natiuité.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est du Synode de Paris 1559.

Au mesme Synode sur la question proposée par les Deputés de St. Jean d'Angeli, s'il est licite aux fidèles de faire enregistrer les noms de leurs enfans au Registre des Prestres Papistes : A esté répondu, que puisque c'estoit une Ordonnance faite par le Roy concernant la Police : les Ministres & les Consistoires auroient égard à la fin & intention de ceux qui feroient telles choses, & les admonestons de ce que par ce moyen ils ne voullent donner à entendre qu'ils sens encore Papistes.

Ces dernières paroles, & seront les peres & parreins dec. jusques à la fin de l'article, sont du Synode de Mougaban 1594.

Au Synode de Saumur 1596. Il fut dit que, l'article du Synode precedent contenant qu'on enregistrera les noms de ceux qui seront nouvellement receus en l'Eglise sera observé.

Au Synode de Charanton 1631. Sur l'article 18. du Chap. 11. de la Discipline, remonstrances ayans esté faites par M. le Commissaire : Il est enjoint à toutes les Prouvinces de tenir la main à ce que d'un en an les Registres des Baptesmes, Mariages & deceds en chaque Eglise, soient portez aux Greffes des Sieges de Justice dont les dites Eglises dépendent.

XIX.

On enregistrera au liure des Baptesmes les noms des peres & meres des enfans nez de conionction illicite, entant qu'on les pourra connoistre : sinon ceux qui seroient nez en inceste, afin d'esteindre la memoire d'une meschanceté si enorme : auquel cas suffira de nommer la mere, avec celuy & celle qui presenteront

l'enfant. Et en tous illegitimes sera fait mention qu'ils sont nez hors mariage.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Vitré 1583.

Au mesme Synode il est porté que, sur la question faite par le Daputex, de Xaintonge, si pour le regard, des enfans nez hors mariage, mesme en adultere, ou en inceste, on usera de la forme acoustumée. Engendré de pere & mere que tu as appellez en ton Eglise. La Compagnie est d'advis qu'en n'en doit faire difficulté, d'autant que le nom de pere & mere comprend non seulement les plus proches qui ont engendré : mais aussi les aïeulx jusq' à mille degrez : ayant aussi égard qu'entors qu'il y ait des fautes es parents, ils ne laissent d'estre comprû généralement en l'alliance.



FORMULAIRE DV BAPTESME

de ceux qui se conuertissent à la Foy Chrestienne d'entre les Payens, Juifs, & Mahumetans, & des Anabaptistes, qui n'ont esté baptisez : dressé au Synode National des Eglises Reformées de France, assemblé à Charanton, l'an 1644. le 26. Decembre, & jours suiuvans.

Après que le Catechumene aura esté suffisamment instruit & Catechisé, pour rendre raison de sa Foy, & que l'Eglise aura pris par tesmoins irreprochables, connoissance ac l'intégrité de sa vie, & de son instruction; il sera par lesdits tesmoins présenté à toute l'Assemblée des Fideles, pour estre baptisé en sa presence. Et le Ministre luy dira.

PREMIERE DEMANDE.

NE reconnoissez-vous pas, que vous estes de nature enfant d'ire, digne de la mort & malediction éternelle ?

Resp. Oüy.

2 Dem. N'estes-vous pas marry & déplaisant de tous les pechez que vous auez commis depuis que vous estes au monde : & ne promettez-vous pas de vous en desister à iamais ?

Resp. Oüy.

1. Dem. Ne renoncez-vous pas de tout vostre cœur aux seductions & artifices du Diable & de ses Anges, à toutes les pompes & vanitez du monde, & à toutes les affections & connoitiles de la chair?

Resp. Oüy.

Si c'est vn Payen, le Ministre luy dira,

4. Dem. Ne croyez-vous pas qu'il y a un seul Dieu, qui a créé le Ciel & la Terre; qui soutient toutes choses par sa parole puissante, & en qui nous auons estre, vie & mouuement,

Resp. Oüy.

Après on viendra à la demande suiuaute, qui est commune à tous. Et icy le Lecteur doit estre aduertty que toutes les demandes qui sont du petit Caractere Romain, doiuent estre faites à tous les Catechumenes, quels qu'ils soient. Et les autres qui sont en Caractere Italique, appartiennent ou aux Payens seuls, ou aux Anabaptistes seuls, selon que le Titre de chacune le montre. Après quoy on reuiert aux demandes generales, qui sont de petit Caractere, & qui doivent estre faites à tous. Le tout dans l'ordre qu'elles sont icy couchées.

Dem. Ne croyez-vous pas que ce grand Dieu, qui a créé le Ciel & la terre, est vn en essence, & distingué en trois personnes égales & coëternelles, le Pere, le Fils engendré du Pere de toute eternité, & le S. Elprit procédant eternellement du Pere & du Fils.

Resp. Oüy.

Si c'est vn Payen, on dira encore ces trois demandes suiuautes.

Dem. Ne croyez-vous pas que ce grand Dieu, ne se laissant jamais sans tesmoignage, s'est manifesté aux hommes, non seulement par ses œuvres, qui publient incessamment, depuis leur premiere production, sa louange & sa gloire: mais aussi par la reuelation de son conseil, pour le salut du genre humain, contenuës Saintes Escriures, appelées le Vieil & Nouveau Testament.

Resp. Oüy.

Dem. Ne croyez-vous pas que toutes ces saintes Escriures sont diuinement inspirées, & contiennent la règle parfaite de nostre croyance & de nos mœurs?

Resp. Oüy.

Dem. Ne protestez-vous pas de resister jusqu'au dernier soupir de vostre vie au diable, que vous auex adoré jusqu'à present; seruant ou aux Idoles faites de main, ou à la gendarmerie des Cieux, ou en somme, à ceux qui de nature ne sont point Dieux?

Resp. Oüy.

Si c'est vn Iuif, on fera ces cinq demandes suiuautes; obmet-

tant les quatre de cy dessus qui appartiennent aux Payens.

Dem. Ne detestez-vous pas la rebellion & endurcissement des Juifs, & ne demandez-vous pas pardon à Dieu d'y avoir esté engagé si long-temps?

Resp. Oüy.

Dem. Ne-croyez-vous pas que tout ce que Dieu nous a daigné reveler de sa volonté est contenu non seulement dans les Livres de l'Ancien Testament, mais aussi en ceux du Nouveau?

Resp. Oüy.

Dem. Ne croyez-vous pas que *Iesus*, le Fils de la bien-heureuse Vierge Marie, conçu en elle par la vertu ineffable du S. Esprit, & condamné depuis à la mort de la Croix, sur l'accusation calomnieuse des Juifs, par la sentence inique de Ponce Pilate, ressuscité des morts au troisieme iour, & maintenant eslévé en gloire, est Dieu manifesté en chair, la parole éternelle du Pere, par laquelle il a créé & soustient l'Univers, la semence benite qui a esté promise à Adam incessamment apres sa cheute, par la vertu de laquelle la teste du serpent a esté brisée, de qui tous les Patriarches ont attendu l'advenement en foy & esperance, & le grand Prophete & vray Messie prédit tant par Moïse, que par les autres Prophetes qui ont vécu apres luy?

Resp. Oüy.

Dem. Ne croyez-vous pas que le Seigneur *Iesus*, est l'accomplissement de la Loy en Justice à tout Croyant; la verité de ses Types, & figures; le vray Agneau de Dieu qui oste le peché du monde, & qu'en luy habite toute plénitude de Deité corporellement?

Resp. Oüy.

Dem. Ne croyez-vous pas que maintenant l'observation des ceremonies de la Loy est non seulement superflue, mais aussi totalement préjudiciable aux consciences?

Resp. Oüy.

Si le Catechumene est Mahumetan, le Ministre dira ces dix demandes suivantes, obmettant celles-cy, qui sont particulieres aux Payens, ou aux Juifs.

Dem. Ne croyez-vous pas que les Escritures du Vieil & Nouveau Testament sont inspirées de Dieu, & contiennent tout son Conseil, pour le salut des hommes, & la regle unique & parfaite de la foy & des mœurs?

Resp. Oüy.

Dem. Ne croyez-vous pas que *Iesus*, le Fils de la bien-heureuse Vierge Marie, conçu en elle par la Vertu du S. Esprit, & for-

me

me' selon la chair, de la propre substance d'icelle, est Dieu & homme benit eternellement, Dieu parfait, & homme parfait, homme fait de femme en l'accomplissement des temps, & Dieu engendré de Dieu le Pere devant les temps eternels?

Resp. Oüy.

Dem. Ne croyez-vous pas que le Seigneur I E S V S dès sa premiere conception selon la chair a esté Saint, Innocent, sans macule & separé des pecheurs, & qu'il n'a point souffert la mort pour ses pechez, mais seulement pour les nostres?

Resp. Oüy.

Dem. Ne croyez-vous pas que sa mort est la propitiation de nos pechez, voire de ceux de tout le monde: & que cette propitiation est d'un merite infiny, par lequel nous a esté acquis le salut & la gloire eternelle?

Resp. Oüy.

Dem. Ne croyez-vous pas que Mahomet a esté un imposteur; & que son Alcorán est un ramas sacrilege de songes pleins d'absurditez, & avancez à dessein d'establir une fausse & abominable Religion?

Resp. Ouy.

Dem. Ne croyez-vous pas que l'Evangile du Seigneur I E S V S est la puissance de Dieu en salut à tout Croyant, que la seule Religion Chrestienne, est l'unique, par laquelle Dieu le Pere a manifesté son bon plaisir pour le salut des hommes, jusques à la fin du monde: que depuis la manifestation d'icelle, il n'y en a plus de nouvelle à attendre: que le Seigneur I E S V S C H R I S T seul, est le grand Prophete, promu aux fideles de l'Ancien Testament; & que Dieu ayant iadis parlé en diverses manieres aux hommes avant la Loy, & sous la Loy, a parlé à l'Eglise du Nouveau Testament par la propre bouche de son Fils uni- que I E S V S?

Resp. Ouy.

Dem. Recitez le Sommaire de vostre Foy.

Resp. Je croy en Dieu le Pere Tout-puissant, &c.

Si le Catechumene est Anabaptiste, le Ministre dira, ayant fait toutes les demandes qui sont de petit Caractere, & obmis celles qui sont en lettre Italique, & qui appartiennent en particulier ou aux Payens, ou aux Juifs, ou aux Mahumetans.

Dem. Ne Croyez-vous pas que le Seigneur I E S V S est, & sera vray Dieu & vray homme en ces deux natures eternellement, qu'il a esté, selon son humanité, semblable en toutes choses, horsmis peché, aux autres hommes, tellement qu'il a esté vray fils d'Abraham, de

David, & de la sainte Vierge, issu de leur sang & semence, & que la substance de son corps a esté formée non seulement en la Vierge, mais aussi de la propre substance de la Vierge, conformément au dire de l'Apostre, qu'il a esté de la semence de David selon les Escritures, qu'il a esté fait de femme, & qu'il a participé à la chair & au sang comme les autres enfans ?

Resp. Ouy.

Dem. Ne croyez-vous pas que le Baptême des petits enfans est fondé en l'Escripture & en la pratique perpetuelle de l'Eglise ?

Resp. Ouy.

Dem. Ne renoncez-vous pas de bon cœur à l'erreur de ceux qui le rejettent, & n'estes vous pas repentant de l'avoir désdaigné jusqu'icy ?

Resp. Ouy.

Dem. Ne croyez-vous pas que l'establissement des Magistrats est une Ordonnance de Dieu, à laquelle ceux qui ne se veulent assujettir font venir condamnation sur eux-mêmes, & que toute sorte d'obéissance, selon Dieu, leur est due ?

Resp. Ouy.

Dem. Ne croyez-vous pas que ce bon Dieu qui nous appelle tous par la predication de sa parole à vie & salut, a institué quelques signes & Sacrements en son Eglise, qui nous scellent & confirment la vérité de l'alliance de grace, qui nous est proposée par la predication de l'Evangile ?

Resp. Ouy.

Dem. Combien croyez-vous qu'il y a de Sacrements en l'Eglise Chrestienne ?

Resp. Deux, à sçavoir, le Baptême, & la sainte Cene.

Dem. Désirez-vous pas estre instruit de la nature & usage du Baptême que vous demandez à l'Eglise ?

Resp. Ouy.

Le Ministre dira. Notre Seigneur nous montre en quelle pauvreté & misère nous naissons tous, en nous disant qu'il nous faut renaître : car s'il faut que nostre nature soit renouuellée pour avoir entrée au Royaume de Dieu, c'est signe qu'elle est du tout pervertie & maudite ; en cela donc il nous admoneste de nous humilier, & nous déplaire en nous-mêmes ; & en cette maniere il nous prepare à désirer & requérir sa grace, par laquelle toute la perversité & malediction de nostre premiere nature soit abolie : car nous ne sommes point capables de la recevoir, que premierement nous ne soyons vuides de toute fiance de nostre vertu, sagesse, & justice, jusques à condamner tout ce qui est en nous.

Or quand il nous a remonstré nostre malheur, il nous console semblablement par sa miséricorde, nous promettant de nous regenerer par son saint Esprit en une nouvelle vie, laquelle nous soit comme une entrée en son Royaume ; Cette regeneration consiste en deux parties, c'est que nous renoncions à nous mêmes, ne suivans point nostre propre raison, nostre plaisir & propre volonté ; mais captivans nostre entendement & nostre cœur à la sagesse & justice de Dieu, que nous mortifions tout ce qui est de nous &

de nostre chair : puis apres que nous suivions la lumiere de Dieu, pour complaire & obtemperer à son bon plaisir, comme il nous le monstre par sa parole, & nous y conduit par son Esprit.

L'accomplissement de l'un & de l'autre est en nostre Seigneur I E S V S, duquel la mort & passion a telle vertu, qu'en participant à icelle, nous sommes comme enseuclis à peché, afin que nos concupiscences charnelles soient mortifiées. Pareillement par la vertu de sa resurrection, nous resuscitons en vne nouvelle vie, qui est de Dieu, entant que son Esprit nous conduit & gouverne, pour faire en nous les œuvres qui luy sont agreables. Toutefois le premier & le principal point de nostre salut, c'est que par sa misericorde il nous remet toutes nos fautes, ne nous les imputant point, mais en effaçant la memoire, afin qu'elles ne viennent point en compte en son Jugement. Toutes ces graces nous sont conférées quand il luy plaist nous incorporer en son Eglise par le Baptême ; car en ce Sacrement il nous testifie la remission de nos pechez : Et pour cette cause il a ordonné le signe de l'eau, pour nous figurer, que comme par cét Element les ordures corporelles sont nettoyyées, ainsi il veut laver & purifier nos ames, afin qu'il n'y paroisse plus aucune macule. Puis apres il nous represente nostre renouvellement ; lequel gist, comme dit a esté, en la mortification de nostre chair, & la vie spirituelle, laquelle il produit en nous.

Ainsi nous receuons double grace & benefice de nostre Dieu au Baptême, moyennant que nous n'aneantissions point la vertu de ce Sacrement par nostre ingratitude. C'est que nous y auons certain tesmoignage que Dieu nous veut estre Pere propice, ne nous imputant point toutes nos fautes & offenses.

Secondement ; qu'il nous assistera par son saint Esprit, afin que nous puissions batailler contre le Diable, le peché & les concupiscences de nostre chair, iusqu'à en auoir victoire, pour viure en la liberté de son regne, qui est le regne de Iustice.

Puis donc qu'ainsi est que ces deux choses sont accomplies en nous par la grace de I E S V S - C H R I S T ; il s'ensuit que la vertu & la substance du Baptême est en luy comprise : & de fait nous n'auons point d'autre lauement que son sang, n'y d'autre renouvellement qu'en sa mort & resurrection ; mais comme il nous communique ses richesses & benedictions par sa parole, aussi il nous les distribue par ses Sacremens.

Or en cecy paroist la merueilleuse charité de Dieu enuers nous, que ces graces qui nous sont conférées, ayans esté (auparauant la venue du Redempteur) renfermées dans le peuple des Iuifs, & la paroy entre-moyenne qui separoit les Iuifs d'avec les Gentils, étant ostée par la mort du Seigneur I E S V S, il a respendu sur le genre humain les eaux salutaires de sa grace en telle abondance, qu'en luy il n'y a maintenant ny Iuif, ny Grec, ny masse, ny semelle, ny Circoncision, ny prepuce, ny aucune condition exterieure, qui nous excluë de ce grand salut, que I E S V S - C H R I S T, veut estre presché à toutes nations, & l'alliance de sa paix ratifiée par le Baptême, selon la charge qu'il en a donnée à ses Apostres, disant, *Allez, preschez à toutes nations, les baptizans au nom du Pere, du Fils, & du saint Esprit, & c'est de cette grace, mon Frere, dont vous desirez estre participant par le Baptême. N'est-il pas vray.*

Resp. Oüy.

Dem. Mais parce qu'entrant en la Maison de Dieu, chacun doit prendre garde à ses voyes, de peur de profaner le Sanctuaire, en se hazardant d'y

présenter, selon le dire du Sage, le Sacrifice des infensez & impies, & qu'il doit estre repurgé de tout leuain d'erreur & de malice; Ne desestez-vous pas toutes les erreurs contraires à la sainte doctrine enseignée en nos Eglises?

Resp. Oüy.

Dem. Puis qu'il est question de vous conferer le S. Baptême, ne protestez-vous pas devieure & mourir en la foy du Seigneur IESVS, confessée par vous cy-dessus, l'accompagnant d'une vie & conuersation sainte, & d'employer toutes vos pensées, paroles & actions à glorifier Dieu, & edifier vos prochains, vous sous-mettant à l'ordre de l'Eglise, & à la Discipline, selon laquelle ce saint Ordre doit estre maintenu inuiolablement?

Resp. Oüy.

Cela fait ainsi, le Ministre adjousterà, Prions Dieu qu'il luy plaise benir cette sainte action, & fera cette priere.

Seigneur nostre Dieu, tout sage & misericordieux: nous louons & benissons ton saint Nom, pour la grace que ta bonae main a daigné espandre sur sur ce tien seruiteur, qui estoit dans les plus profondes tenebres de l'ombre de la mort, lors que tu l'as illuminé, faisant leuer sur luy la clarté salutaire & viuifiante de ton Orient d'enhaut, le tirant d'un endurcissement déploré pour amollir son cœur, & le deliurant des liens de la mort, pour luy rendre la vie: comme tu as, Seigneur, leué le voile qui estoit sur son cœur, l'appellant à te reconnoistre seul vray Dieu, & celui que tu as enuoyé, IESVS-CHRIST: & luy as inspiré le courage de faire aujourd'huy confession publique de ta tres-sainte foy, & de l'esperance que tu as fait naître en son ame, luy donnant de se presenter deuant ta face pour receuoir le saint Baptême, sceau de ton Alliance, gage de la remission de nos pechez, & symbole de nostre entrée en ta Maison par vne renaissance spirituelle. Iette, ô bon Dieu, de plus en plus sur luy le regard de ta misericorde, pardonnant tous ses pechez, arroulant sa conscience du sang precieux de l'Agneau sans macule, qui oste le peché du monde, & luy faisant sentir la vertu toute puissante de sa propitiation; que ton Esprit le sanctifie & le rende nouvelle creature, afin que mourant à peché, il viue à justice, & dépouillant le vieil homme avec ses fautes, il reueste le nouveau qui se renouelle en justice & vraye sainteté: & comme nous allons verser sur sa teste l'eau de ton Sacrement, eipans sur luy les dons & graces de cet Esprit principal, le receuant au nombre de tes domestiques, & l'honorant de l'adoption de tes enfans, Fay-luy la grace de te consacrer durant tout le cours de sa vie, l'obeïssance & le seruice religieux qui t'appartiennent, & de perséuerer à jamais en ta sainte alliance, afin que comme maintenant en ton nom, nous le receuons en la communion de ton Eglise militante, tu daignes l'éleuer vn jour dans le sein de ton Eglise triomphante, & l'aggreger pour jamais à l'assemblée des premiers nés, dont les noms sont escripts au Ciel. Exauce nous Pere de misericorde, afin que le Baptême que nous luy communiquons selon ton ordonnance, produise son fruit & sa vertu telle qu'elle nous est déclarée par ton Saint Euangile en ton Fils nostre Seigneur IESVS-CHRIST, qui nous a commandé de te prier & dire, *Nostre Pere qui es es Cieux, &c.*

Parlant à ceux qui presentent le Catechumene, le Ministre leur dira.

Comme vous vous estes charitablement employez à l'instruction & edification de nostre Frere, & estes tesmoins du Baptême qu'il doit receuoir

presentement par nostre Ministère; Ne promettez-vous pas deuant Dieu & cette sainte Assemblée, de continuer de plus en plus à le fortifier en la foy & l'exhorter à toutes bonnes œuvres?

Resp. Oüy.

Cela fait, parlant au Catechumene qui attend à genoux que le Baptisme luy soit administré, & en luy versant l'eau sur la teste, le Ministre dira, Veus les tesmoignages de vostre Foy, N. Je vous baptise au nom du Pere, du Fils, & du Saint Esprit. Amen.

CHAPITRE XII.

De la Cene.

ARTICLE I.

OV il n'y a forme d'Eglise, il n'est permis de faire la Cene du Seigneur.

OBSERVATIONS.

Cet article est fondé sur la raison, & sur la nature de ce Sacrement, qui est vn Sacrement de communion des Fideles, qui doiuent à cette occasion former vn corps de société legitime, pour participer ensemble à ce Sacrement avec fruit & consolation.

II.

Les enfans au dessous de l'aage de douze ans, ne seront admis à la Cene; mais au dessus de cet aage il sera à la discretion des Ministres de inger de ceux qui seront bien instruits pour y estre receus ou non.

OBSERVATIONS.

Au Syn. de Lion 1569. il fut proposé, *sçauoir si les Fideles au dessous de dix ans seront receus à répondre au Catechisme: à quoy fut répondu que les Ministres regarderoient prudemment à ce qui est bien seant pour l'edification. Et bien que cela regarde les Catechismes dont il a esté parlé au Chap. I. neantmoins c'est entant qu'ils ont relation à la S^{te} Cene. Ces Catechismes estans proprement instituez pour sçauoir qui sont ceux qui sont en estat d'y participer conuenablement.*

III.

Les Prestres, Moines & autres Ecclesiastiques de l'Eglise Romaine ne seront admis à la S. Cene qu'ils n'ayent fait reconnoissance publique de leur vie & Profession passée.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode d'Orleans 1562. à la reserve de quelque clause, mais il fut dressé dans les termes où il est à present au Synode de Gergeau 1601.

Au Synode de la Rochelle 1607. il fut dit que les Moines qui sortent de la Papauté ne seront receus en l'Eglise qu'ils ne soient instruits és Rudiments de la Religion Reformée, & seront par les Eglises auxquelles ils s'adresseront, renvoyez aux Prouinces desquelles ils seront natifs, avec attestation de ce à quoy on les a jugez propres.

IV.

Les Beneficiers qui portent le nom & tiltre de leurs benefices, & ceux qui y meslent de l'idolatrie, directement, ou indirectement: soit qu'ils jouissent de leurs benefices par leurs mains, ou par les mains d'autrui, ne seront receus à la Cene.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de la Rochelle 1571. qui avoit vne clause touchant ceux qui jouissoient de leurs benefices par don du Roy, & faisoient cependant ouverte profession de la Religion, mais cette clause fut rayée à Gergeau 1601. & l'article dressé tel qu'il est à present. Cette clause estoit conforme à un reglement pris au Synode de Lion 1563. conceu en ces termes; Ceux qui tiendront quelques biens Ecclesiastiques sans se polluer en aucune idolatrie, & se mettront en deuoir d'en extirper toute superstition, pour le moins de faire qu'il ne s'y en commette de leur consentement, faisant protestation par mesme moyen de renoncer à tous droits qu'ils pourroient avoir du Pape, moyennant aussi qu'icoux biens fussent notoirement employez en bons & legitimes usages; tandis que le Roy leur permettra d'en jouir avec liberté de conscience, ils ne seront point rejettz de la Cene. Mais la chose a esté jugée depuis de telle importance qu'on s'est restreint aux termes lesquels est couché l'article sans cette modification.

Au Synode de Toncains 1614. Il est estroitement defendu aux Synodes Pro-

ninciaux, Colloques & Consistoires, d'admettre à la S. Cene du Seigneur ceux qui entretiennent directement l'idolatrie, nourrissent en icelle leurs enfans, ont recours aux dispenses du Pape pour les pourvoir de benefices, & en jouir sous leur nom : & sont telles gens jugés indignes d'obtenir témoignage en l'Eglise pour estre admis aux charges importantes à la sseurété d'icelle.

On doit aussi avoir recours sur cette matiere à l'article 3. du Chapitre 14. de la Discipline où elle est traitée, & esclarcie plus amplement.

V.

Les Ministres seront aduertis de ne recevoir à la Cene aucun des autres Eglises, qu'il n'ait suffisant témoignage de son Pasteur, ou au defaut d'iceluy d'un Ancien tant que faire se pourra.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Paris 1565.

Au Synode de Saumur 1596. Il est dit que, les Eglises seront aduerties de ne recevoir à la participation de la S. Cene les habitans des lieux où il n'y a exercice public de la vraye Religion sans attestation de leurs Anciens.

Au Synode de Gap 1603. Les Eglises sont aduerties d'observer soigneusement cet article de la Discipline.

VI.

Un homme sourd & muet, qui par signes & evidens témoignages, & gestes demonstre tant qu'il peut sa pieté & religion, pourra estre recen à la Cene, quand par une longue experience de sa sainteté de vie, l'Eglise pourra appercevoir qu'il aura la foy, & sera vrayement ensigné de Dieu.

OBSERVATION.

Cet article est du Synode de Verceil 1167.

VII.

On d'it administrer le pain de la Cene à ceux qui ne peuvent boire du vin, en faisant protestation que ce n'est par mépris, & faisant tel effort qu'ils pourront, mesme approchant la coupe de la bouche tant qu'ils pourront, pour obuier à tout scandale.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Poitiers 1560. Les dernieres paroles, *mesme prenant la coupe*, &c. sont du Synode de la Rochelle 1571.

Au Synode de Vertueil 1567. Il est dit que, *la Compagnie n'est pas d'advis qu'en administrant la Cene, on distribue le pain à ceux qui ne voudront recevoir la Coupe.*

On peut rapporter à cet article ce qui a esté resolu au Synode National touchant l'usage du pain leué en la Cene.

Au Synode de la Rochelle 1607. les Freres de Geneve furent priez de se vouloir conformer aux Eglises de France en l'usage du pain leué en la celebration de la S. Cene. Depuis au Synode de Charanton 1623. Ils promirent au Synode de se conformer aux Eglises du Royaume en la pratique de la S. Cene, non seulement és choses essentielles, mais mesmes és exterieures & indifferentes, & particulièrement en ce qui concerne l'usage du pain leué.

VIII.

Il demeure en la liberté des Pasteurs en distribuant le pain & le vin, d'user des paroles accoustumées, la chose estant indifferente, pourueu qu'on en use a edification.

OBSERVATIONS.

Dès le Synode de S. Foy 1578. Sur ce qui fut remontré qu'en plusieurs lieux en administrant la S. Cene les Ministres usent de certaines paroles adressées à chacun du peuple leur distribuant le pain & le vin. La Compagnie fut d'avis que pour ne rien innover, pour le present, de l'usage qui s'observe en plusieurs Eglises, la chose demeurera en la liberté des Ministres: dequoy les Prouvins seront adverties, pour en venir préparées au prochain Synode National.

En consequence dequoy au Synode suivant tenu à Figeac l'an 1579. l'article fut dressé tel qu'il est à present.

IX.

Les Eglises seront adverties que c'est aux Ministres à administrer la Coupe.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Lion 1563. qui portoit encores ces mots, *entant que faire se pourra pour evnir aux mauvaises consequences*, qui furent depuis rayées au Synode d'Allez, comme il sera dit cy-apres.

Au Synode de Vertueil 1567. Sur la question proposée, Sçavoir s'il estoit permis aux autres, qu'aux Ministres de la parole de Dieu, de distribuer la coupe au Sacrement de la Cene. La Compagnie apres avoir bien & murement examiné

examiné les raisons d'une part & d'autre, est d'adju que l'article du Synode de Lion tiendra, qui est que les Ministres seuls administreront la coupe entant que faire se pourra.

Au Synode de Montauban 1594. Il est dit que cet article de la Discipline demeurera en son entier.

Au Synode de Gergeau 1601. A esté résolu que le pain & la coupe ne se doivent distribuer en la S. Cene que par le mains des Pasteurs & Anciens, qui les baillent ou mesmes es mains de chacun des Fideles.

Au Synode de S^t. Maixant 1609. cette question de la distribution de la coupe par les Anciens & Eglises nombreuses ayant esté mené au sujet des lettres des Pasteurs de Geneve, & du Consistoire de Metz sur ce sujet, & des lettres & liure d'un particulier sur la mesme matiere. La Compagnie declare qu'ayant desja esté pourueu par l'art. de la Discipline, auquel elle ne change rien, aux difficultez qui se pourroient presenter en la distribution de la coupe, elle ne peut approuver les procedures du susdit particulier, sur tout en la publication de son liure, & la passion de ses lettres: A ordonné qu'il seroit escrit à l'Eglise de Metz afin que par elle il soit exhorté à la paix & charité Chrestienne. Et pour adju à ladite Eglise sur sa demande, juge que les Pasteurs & Eglises populeuses esquelles ils ne peuvent suffire à la distribution de la coupe, se servans de la main des Anciens, leur doivent imposer silence. & parler seuls en la distribution des signes sacrez: afin qu'il apparaisse clairement que l'administration du Sacrement est de l'autorité de leur Ministère.

Au Synode de Privas 1612. le Sieur Mozet l'un des Pasteurs de l'Eglise de Metz ayant representé quelques diuisions suruenues en son Eglise sur la distribution de la coupe en la S. Cene par la main des Diacres, qui selon la coustume practiquée de longue main en ladite Eglise en presentant la coupe disent: *Cette coupe est la Communion au Sang de Christ*, en obmettant ces paroles, *que nous benissons*: les lettres de l'Eglise de Metz ayans esté leus, & les raisons deduites sur lesquelles elle se fonde en l'observation de cette coustume. La Compagnie toutes raisons pesées de part & d'autre a confirmé le jugement rendu par le Synode National de S. Maixant, qui porte que les Anciens & Diacres en cas de nécessité pourront distribuer la coupe, mais sans parler, estans en cela fondez sur l'exemple de nostre Seigneur Jesus-Christ, lequel a parlé seul; mais a bien permis que les Apostres distribuassent le pain & la coupe l'un à l'autre, & de main en main. Quand à ce retranchement des mots de l'Apostre, laquelle nous benissons. La Compagnie n'estime pas qu'aucun doive estre employé à profaner les paroles de l'Apostre, s'il ne peut les dire toutes entieres. L'exemple de l'Eglise de Geneve ne peut servir à l'Eglise de Metz, puis qu'à Geneve les Diacres ne parlent point, non pas mesme les Ministres en la distribution. Pour lesquelles causes, & pour donner plus d'autorité, & de veneration au S. Sacrement, ladite Eglise est exhortée à se conformer en cela à l'exemple de Jesus-Christ & à la coustume de nos Eglises, le tout par les voyes les plus douces qu'ils pourront, & sans rien violenter.

L'arresté du Synode de S. Maixant duquel est fait mention en celuy-cy de Privas est rapporté tout au long à la fin de ce Chapitre & observations generales.

Au Synode d'Aleix 1620. Il est dit que les mots de cet article, *sant que faire se pourra*, seront rayez, & en toutes les Prouinces les Pasteurs seront obligez, sans distinction quelconque, d'administrer la coupe aussi bien que le pain: comme aussi useront-ils de paroles convenables en l'administration de l'un & l'autre.

A a

tre Signe, pour élever en haut les esprits des Communians : & est Injoint bien expressément à tous les Synodes Provinciaux d'avoir l'œil sur les Pasteurs qui y entretiendront.

Au même Synode sur la remontrance de l'Eglise de Montauban à ce que la distribution de la coupe en la S. Cene soit laissée aux Anciens, selon la pratique de ladite Eglise. *La Compagnie déclare qu'elle ne peut rien changer en l'arresté contenu es observations de ce Synode sur la Discipline, (qui est celui qui vient d'estre cité,) & est enjoint à tous Pasteurs sans exception quelconque, de se soumettre à l'ordre qui y est prescrit.*

Au Synode de Charanton 1623. Entre les autres choses esquelles les Pasteurs de l'Eglise de Geneve déclarent par lettres, se vouloir conformer aux Eglises de ce Royaume, dans la celebration de ce Sacrement ; Ils promettent particulièrement, que quand à la pratique qu'ils avoient observée en la celebration de la Cene, les Anciens aydans aux Ministres pour la distribution de la coupe, qu'à l'advenir ils en vseront, comme les Eglises de France, laissant aux seuls Pasteurs ladite distribution de la coupe.

Au même Synode il est dit que, *sur la lecture des Actes du Synode d'Alex, & sur l'article dudit Synode, qui enjoit aux Pasteurs de distribuer la coupe aussi bien que le pain en la S. Cene : diuverses Provinces ayant requis que les mots tant que faire le pourra, qui avoient esté rayez par l'Ordonnance du Synode d'Alex de l'article 9. du Chapitre 12. de la Discipline, soient remis. La Compagnie considérant que la plus grande partie des Eglises de ce Royaume se conforment à l'article dudit Synode, & que plusieurs Eglises tant dedans que dehors le Royaume y ont depuis acquiescé. De plus qu'une telle observation est plus convenable à la dignité du Sacrement de la sainte Cene, & apporte une plus grande edification aux communians, il est enjoint à toutes les Eglises d'observer uniformément l'article dudit Synode d'Alex,*

Au Syn. de Charanton 1631. Plainte ayant esté faite de l'inexécution du règlement pris au Synode National d'Alex, touchant l'administration de la coupe en la S. Cene par les seuls Pasteurs. *La Compagnie juge une Province particuliere digne de censure pour avoir usé de trop grand support envers quelques Eglises de son ressort, qui n'ont jusques à present obey. Censure grièvement les Consistoires desdites Eglises & leur enjoit, pour l'advenir, de ne se departir de la pratique des autres Eglises de ce Royaume, à peine d'estre poursuivis par toutes censures Ecclesiastiques.*

Au Synode d'Alençon 1637. *La Compagnie enjoit de nouveau à une Eglise particuliere de se ranger à l'observation de cet article, selon l'intention des Synodes precedens.*

Tous ces reglemens sont fondez sur cette raison generale, que c'est aux seuls Pasteurs légitimement établis, qu'appartient de distribuer ce Sacrement au peuple Chrestien. Et c'est à cela qu'on peut rapporter la réponse donnée au Synode de Poitiers 1560. à une question qui y avoit esté faite, sçavoir si un Curé ou Eveque peut administrer la Cene, veu que le Baptême qu'il a administré n'est point réitéré. *re. qu'il y a difference, veu que celui qui reçoit la Cene est grand & assez âgé, pour rejeter ce qui est d'im-pur en son ministère, ce que ne peut faire le petit enfant au Baptême, pour ce n'est aucunement loisible de recevoir la Cene d'un tel homme.*

On peut rapporter à cet article le règlement pris au Synode de Charanton 1644. touchant les Pasteurs tellement infirmes par l'age ou autrement qu'ils ne peuvent distribuer la coupe. Le Synode déclare que, *lors qu'és Eglises qui*

font servir par plusieurs Pasteurs, quelqu'un d'entr'eux se trouue ou par vieillesse ou autre accident tellement incommodé, qu'il ne puisse administrer la coupe, il distribuera tousiours le pain de la Cene. Et sera cet ordre suiuy en toutes les Provinces sans exception.

X.

D'autant qu'en la distribution de la Cene se presentent plusieurs personnes malades, qui fait que plusieurs font difficulté de prendre le vin apres elles, les Pasteurs & Anciens seront aduertis d'y pourvoir prudemment & avec bon ordre.

OBSERVATION.

Cet article est du Synode de Figear 1579.

XI.

Ceux qui auront esté long-temps en l'Eglise, & ne voudront communier à la Cene du Seigneur, s'ils le font par mépris, ou de peur d'estre obligez de renoncer à toute idolatrie, apres plusieurs admonitions, seront retranchez du corps de l'Eglise : mais si c'est par infirmité, ils seront supportez pour quelque temps, jusqu'à ce qu'ils se puissent confirmer.

OBSERVATION.

Cet article est du Synode de Poitiers 1560.

XII.

Ceux qui ne se trouueront en la Congregation Chrestienne qu'au jour de la Cene, seront repris & admonestez de faire leur deuoir, & mesme pour cet effect de se ranger à une certaine Eglise.

Aa ij

XIII.

Les fideles qui font estat d'aller ouïr la Parole de Dieu en une Eglise, & recevoir les Sacremens en une autre, seront censurez, & se rangeront à la plus prochaine & plus commode par l'aduis du Colloque.

OBSERVATION.

Cet article est du Synode de la Rochelle 1581.

XIV.

Combien qu'on n'ait accoustumé de celebrer en nos Eglises la sainte Cene plus souvent que quatre fois l'an, toutefois il seroit bien à desirer qu'elle se celebrast plus souvent, la reuerence qui y est requise estant gardée, pource qu'il est tres-utile que le peuple fidele soit exercé & croisse en foy par l'usage frequent des Sacremens, comme aussi l'exemple de l'Eglise primitive nous y conuie. Et pourtant les Synodes Nationaux y pouruoiront comme le bien des Eglises le requerra.

OBSERVATIONS.

Dés le Synode d'Orleans 1562. sur ce qu'un des Pasteurs de Picardie auoit de coustume de faire la Cene tous les mois. *La Compagnie est d'aduis qu'il soit aduertis par un autre Pasteur en son nom de suivre la coustume des autres Eglises, afin qu'elles marchent toutes d'un mesme pied.*

Ce fut au Synode de Paris 1565 que l'article fut dressé tel qu'il est à present. Ces dernieres paroles. *Et pourrant les Synodes Nationaux, &c. jusques à la fin,* font du Synode de la Rochelle 1571.

Observations generales sur tout ce Chapitre.

On peut rapporter à ce Chapitre, tous les reglemens pris es Synodes Nationaux qui regardent l'ordre & la bien seance que l'on doit obseruer en la pratique de ce S. Sacrement

Au Synode de Montauban 1594. Il fut dit que, *les Anciens des Eglises communieront à la Cene avec les Pasteurs au commencement de l'action, & le reste du*

peuple en tel ordre que les Consistoires jugeront estre expedient pour l'edification de l'Eglise.

Au Synode de Lion 1563. La Compagnie declare son sentiment sur vne difficulté qui luy fut proposée en ces termes ; Vn Gentil-homme trouble l'Eglise, & veut que sa femme aille à la sainte Cene apres luy, deuant tout le reste des hommes ; & combien qu'il ait esté ordonné par le Synode Provincial de Caen qu'il suivroit la façon des autres Eglises, auxquelles par ordres les femmes vont apres les hommes : neantmoins il ne s'y veut accorder. On est d'advis que cette Compagnie luy écrira, & qu'on l'advertisse de marcher avec toute humilité.

Au Synode de St. Maixant 1609. fut dressé vn ample reglement sur ce sujet, conceu en ces termes Afin que dorénavant toutes les Eglises de ce Royaume se conforment en l'administration de la sainte Cene les uns aux autres, sans aucune difference qui puisse apporter scrupule à ceux qui ne scauent pas bien souvent discerner la substance d'auec la circonstance : il est enjoins à tous Pasteurs de garder la simplicité ordinaire, & s'abstenir de toutes façons nouvelles & particulieres ; comme de lire l'institution de la Cene entre la grande priere ordinaire & celle qui est dressée sur le sujet de la Cene, laquelle doit suivre l'autre immédiatement : de ne descouvrir le pain & le vin en la lecture de l'institution ; La consume aussi de faire ranger le peuple à tablees assis ou debout, au lieu de faire passer les fideles les uns apres les autres : des exhortations & actions de graces qui sont faites à chacune tablee deuant que la distribution se face aux satians, & de la distribution de la coupe par les fideles les uns aux autres, contre les reglemens de la Discipline, qui ne l'attribue qu'aux Pasteurs en tant que faire se pourra, & aux Anciens à leur difans, en la place du Pasteur pour le soulager en l'ône Eglise populeuse. Et les Colloques & Synodes auront l'œil sur ceux qui feront autrement pour les ranger à leur deuoir par censures convenables.

Au Synode de Loudun 1659. sur la demande faite par la Prouince de Beain si l'on doit permettre de celebrer la S. Cene au Seigneur en vn autre jour que le Dimanche. La Compagnie a jugé qu'encores que le culte religieux ne soit plus attaché aux circonstances, des temps ny des lieux, neantmoins il est à propos, veu l'importance d'une si belle ceremonie qu'elle soit celebrée tant que faire se pourra le jour du Dimanche, & non vn autre jour, sinon pour de grandes considerations, dont les Synodes, les Colloques, & les Consistoires prendront cognoissance.

Au mesme Synode a la requisiion des Deputez de la Prouince de Normandie. La Compagnie ordonne que les Consistoires ayent le soin de faire lire des Chapitres de l'Ecriture sainte, & chanter des Pseumes pendant la celebration de la S. Cene qui soient les plus convenables à la nature de l'action, afin d'y attacher plus estroitement la deuotion des particuliers plutôt que s'occuper à autre chose.





CHAPITRE XIII.

Des Mariages.

ARTICLE I.

LES personnes qui sont en bas aage, ne pourront contracter Mariage sans le consentement de leurs peres & meres, ou autres en la puissance desquels ils sont. Toutefois quand ils auroient leursdits peres & meres si déraisonnables qu'ils ne voudroient s'accorder à une chose si sainte & profitable, mesmement le faisant en haine de la Religion : le Consistoire donnera adivis aux parties de se retirer pardeuers le Magistrat.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est du Synode de Paris 1559. Il dit simplement sur la fin, qu'en cas que les peres & meres ne veillent donner leur consentement, *ce sera au Consistoire d'y adviser.*

Au Synode de Lion 1563. sur la proposition faite par le Pasteur de Castres, sçavoir, si la promesse faite par une fille âgée seulement de douze ans du consentement de ses parens, à laquelle elle auroit renoncé depuis, auant qu'avoir atteint l'aage de treize ans, se peut dissoudre, on est d'avis que telle promesse est nulle.

Au Synode de Vercueil 1567. Il est dit que, la cognoissance du temps & aage qui rend les personnes capables de contracter mariage, appartient au Magistrat.

Au Synode de Montauban 1594. Il est porté que, quand quelqu'un ne pourra obtenir congé de son pere de se marier, il se retirera vers le Magistrat. Et quand il luy aura accordé par sa Sentence de se marier, les Pasteurs à sa requi-sition beniront un tel mariage, pourveu qu'il n'y ait appel.

Au Synode de Charanton 1631. Il est dit, qu'à la fin de cet article sur les remontrances de Mr. le Commissaire, au lieu de ces mots, donnera tel adivis aux

parties qu'il verra estre conuenable, sera mis selon l'intention du Synode National de Vertueil & Montauban, donnera aduis aux parties de se retirer par deuers le Magistrat, qui sont les termes qui serment à present cet article.

Au Synode de Charanton 1644. Rapport ayant esté fait par les Deputez de Normandie d'un procez intenté par un des chefs de famille de l'Eglise de Rouen, contre celle qui a esté espousée par son fils, tant sans sa permission que contre le gré de ses parens. La Compagnie ordonne que le fils, qui a esté privé de la Communion en consequence de ce different, recherche la grace de son pere par tous deuoirs, soumissions & respects, selon la Parole de Dieu, & que le pere soit prié & conjuré par le Consistoire de limiter un temps, dans lequel il fasse uider l'instance, lequel temps passé, le fils pourra estre admis à la participation de la Cene.

II.

Quant à ceux qui sont en aage & jouissance de leurs droits, ils seront aduertis par les Ministres & Assemblées publiques de l'Eglise, de ne faire promesses de Mariage sinon en la presence de leurs parens, amis, voisins, & gens de bien: & ceux qui en useront autrement, seront censurez de leur legereté, & mépris dudit aduertissement. Et seroit bon que lesdites promesses de Mariages se fissent avec l'inuocation du nom de Dieu.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Vertueil 1567.

Dès le Synode de Lion il fut dit que, les promesses de Mariage faites par contrainte seroient nulles. Et au Synode de Paris 1565. Il est dit que, celles qui seront clandestines, seront aussi nulles, quoy qu'elles soient faites entre personnes majeurs, & jouissantes de leurs droits, & dit qu'elles sont clandestines, si elles ne sont faites en presence de deux ou trois personnes pour le moins, & qu'il seroit bon que ce fust avec l'inuocation du nom de Dieu, & les parens appelez, s'il y en a.

Au Synode de Montpellier 1558. Il est dit que, les promesses de Mariage faites entre personnes nublées par l'autorité de leurs parens, tuteurs, ou curateurs, & par paroles de present, sont indissolubles.

Et pour ce qu'en vertu des dernieres paroles de cet article, touchant l'inuocation du nom de Dieu aux promesses de Mariage, quelques vns pretendoient qu'elles ne pourroient estre vallables, sans y appeller les Pasteurs. Le Synode de Gergean 1601. declare qu'il est laissé à la liberté des Pasteurs & des Eglises, de faire trouuer lesdits Pasteurs aux fiançailles & promesses de Mariage, ou non.

Au Synode de Tonneins 1614. vn particulier appellant du jugement d'vne Prouince qui confirme le refus qu'un Consistoire auoit fait de publier les an-

nonces de la fille, qu'au préalable elle n'eust été fiancée par un Pasteur. La Compagnie blâme le Synode de cette Province-là, de la sévérité dont il avoit usé en cette rencontre, & luy enjoint à l'advenir de laisser cela à la liberté des particuliers.

Au Synode d'Alès 1620. La Province de Normandie désirant que toutes les Eglises se conforment à la coutume qui est entr'eux, que les fiançailles se célèbrent par les Pasteurs, avec prières & exhortations aux parties pour les préparer à ce saint état auxquels ils sont appellez. La Compagnie louant ceux qui en usent ainsi, juge néanmoins que cela doit demeurer en la liberté des fideles, sans y astreindre aucun expressément.

Au Synode de Lion 1563. A la question, si on peut faire promesse de Mariage devant un Prestre à la requeste d'une mere, qui veut que sa fille soit fiancée par un Prestre, veu que la présence du Prestre est requise, afin que les fiançailles soient estimées mieux faites. On est d'avis que cela ne se doit faire.

III.

Les fideles qui sont en aage, encore qu'ils ayent esté mariez, seront néanmoins cet honneur à leurs peres & meres, de ne contracter Mariage; sans leur en communiquer premierement, & à faute de ce, seront censurez en Consistoire.

OBSERVATION.

Le fondement de cet article est du Synode de la Rochelle 1571.

IV.

Les peres & meres, faisant profession de la Religion Reformée, desquels les enfans idolatres se voudroient marier avec femmes idolatres, seront advertis autant qu'il sera possible, de détourner leurs enfans de tels Mariages; & singulierement quand ils ne seront émancipez, les peres employeront leur puissance paternelle pour les empêcher: que s'ils ne peuvent tant gagner sur eux, assistans quand on passera les contrats de Mariage, ils protesteront d'avoir en horreur l'idolatrie en laquelle leurs enfans se veulent prostituier de plus en plus. Et cela fait, iceux peres pourront sentir

sentir aux promesses & conditions concernantes le dot & choses semblables : & feront apparoir au Consistoire du deuoir qu'ils auront fait pour empescher tels Mariages.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Figeac 1579.

Ces dernières paroles, & feront apparoir, &c. jusques à la fin, sont du Synode de la Rochelle 1571.

Dès le Synode de Paris 1559. fut faite cette décision. *Sur ce qui a esté proposé par le Ministre d'Angers, a esté dit que celui qui auroit fiancé une fille lors qu'il estoit encore hors de nostre communion estant depuis venu à la connoissance de Dieu, encore que ladite fille ne vœuille se marier en l'Eglise de Dieu, neantmoins il n'est pas quitte de sa promesse, parquoy il la doit solliciter à executer sa promesse; mais elle n'y voulant consentir, il se doit contenir jusqu'à ce que le lien soit rompu par Mariage ou par paillardise de l'autre partie. Mesme aduis a esté donné par Maître Jean Calvin.*

Cette question est proposée au mesme Synode. Vn jeune homme fait promesse de Mariage à vne fille, avec cette condition inserée dans le Contract, si elle consent. l'espouser en l'Eglise Reformée. La fille promet & consent pour vn temps, depuis voyant les troubles, elle ne se veut accorder à cela, & dit qu'elle ne veut point de ce jeune homme. On demande s'il est deliuré de la promesse. La réponse est, *que le jeune homme fera tout deuoir de solliciter la fille avec toute diligence pour executer sa promesse. Et sera à la prudence du Consistoire de juger desdites diligences, & si besoin est proceder à la declaration de nullité du Mariage.*

Au mesme Synode fut demandé si les Ministres doiuent espouser ceux qui sont purement de la Religion Romaine; Et fut respondu qu'il ne se peut faire, s'ils ne font profession ouuerte de renoncer à la Messe.

Au Synode de Saumur 1596. sur la demande de la Prouince du Bas Languedoc, quelle censure sera donnée à ceux qui marient leurs enfans à parties de contraire Religion. *A esté resolu qu'eux & leurs enfans seront priuez de la S. Cene, & recognoistront leur faute publiquement,*

V.

On usera deormais des paroles de futur és promesses de Mariage, & és fiançailles, & ne seront lesdites paroles estimées autant indissolubles que les paroles de present, veu que les paroles de present, ne promettent point le Mariage, mais le font en effet, toutefois ces promesses par paroles de futur, ne se dissoudront sans grandes & legitimes causes.

Il y a peu d'articles de la Discipline dont le sujet ait esté si souvent marié & retouché par les Synodes Nationaux, & cela à cause de la difference de l'ancienne pratique & fiançailles d'avec la nouvelle, veu qu'autrefois les promesses de Mariage qui se faisoient & fiançailles estoient conceues par paroles de présent. Et aujourd'hui elles se font par paroles de futur, selon les reglemens & la disposition présente de la Discipline, les paroles de présent estant referuées au temps de la benediction nuptiale en face d'Eglise.

Dès le Synode de Poitiers 1560. Sur la question, si les promesses de mariage pures & simples, legitiment faites par paroles de futur, se peuvent dissoudre par le consentement des parties. A esté dit que telles promesses, soit par paroles de présent, ou de futur, se doivent inuolablement garder : car combien que par ces paroles de futur l'exécution soit différée, tant y a que les parties ne sont pas moins tenuës & obligées devant Dieu à les entretenir.

Au Syn. de Lion 1563. fut proposé, qu'il y a eu des promesses de Mariage faites entre certaines personnes, elles estant d'âge competent & du consentement des parties, les promesses ratifiées & confirmées pour la deuxième fois, & par contract passé par main de Notaire. La fille refuse d'accomplir le mariage, disant avoir esté contrainte par ses parens à faire la promesse : toutefois il appert du contraire par le dire des parens ; mesme elle allegue aussi que sa partie n'est halaine puante. La Compagnie a jugé le Mariage indissoluble.

Au mesme Synode, sur la demande proposée de la part d'une Damoiselle, laquelle requiert si elle peut demander ses intersts à un Gentil-homme qui luy a fait promesse de Mariage par parole de présent, toutes solemnitez accomplies ayans esté observées, le quel neantmoins refuse maintenant d'accomplir un tel Mariage, alleguant inégalité de biens, diversité de Religion, & que pour ces causes il ne pourroit compatir avec elle : A esté répondu, que devant qu'insister aux choses qui sont consecutives de l'interruption & separation de Mariage, comme de demander intersts, elle pourchassera que le Mariage, suivant la promesse, soit accompli.

Au Synode de la Rochelle 1571. Il est dit que, les fideles seront advertis que pour obvier à beaucoup de difficultez qui surviennent sur les promesses de Mariage, ils seront désormais lesdites promesses purement & simplement, & par paroles de présent, desquelles promesses les parties ne se peuvent departir.

Au Synode de St^e Foy 1578. Sur la question, quand une fille fiancée par paroles de présent, & avec les solemnitez requises, à un homme qui depuis auroit commis crime, pour lequel il auroit esté condamné aux Galeres perpetuelles, desquelles estant échappé, il sommeroit sa fiancée de l'espouser suivant sa promesse. Et sa fiancée le refuseroit, demandant estre déclarée libre de ladite promesse. La Compagnie est d'advis que puis que le Mariage est une alliance mixte, les parties s'adresseront au Magistrat, suivant la Sentence duquel, l'Eglise se gouvernera.

Au Synode de la Rochelle 1581. Il est dit sur cet article que la Compagnie a jugé n'estre point contraire à l'article 24. des Estats de Blou, auquel il n'est parlé qu'aux Notaires, & pourtant laissant ausdits Notaires de suivre l'ordonnance du Roy, rien n'empêche qu'on puisse fiancer en l'Eglise par paroles de présent.

Au Synode de Vitre 1583. Il est dit que l'article des Mariages, qui dit que les promesses par paroles de présent sont indissolubles, demeurera, & par ainsi quand l'une des parties ainsi fiancée ne se voudroit conjoindre à l'autre, pour

quelque degoust ou mescontentement qu'elle pourroit auoir, elle sera pressée de ce faire par toutes censures Ecclesiastiques, mesmes iusques à l'excommunication : si non que la partie qui a offensé, & est deservie n'eust encore participé à la sainte Cene, auquel cas apres toutes admonitions à elle faites en Consistoire par trois denonciations en diuers Dimanches, son endurcissement signifié au peuple, il suffira qu'au quatrième on declare publiquement à l'Assemblée de l'Eglise que telle personne n'est reputée membre d'icelle, & apres cela deuement accompli si la partie deservie demeure obstinée, la partie innocente sera renuoyée vers le Magistrat pour estre mise en liberté. Ce qu'ayant obtenu de luy elle pourra estre mariée par l'Eglise à qui bon luy semblera, pourueu que ce soit au Seigneur : Et quant à la partie deservie, elle ne pourra estre receüe à la sainte Cene, ny auoir permission de se marier à autre, qu'apres longue estrene de sa repentance, & longue & deuë satisfaction.

Au meisme Synode sur la difficulté proposée, touchant une vefue fiancée par paroles de present, & deuement aduortie par le Ministre de son Eglise, de ce qu'emportent telles promesses, laquelle neantmoins peu de temps apres se seroit fait separer, au grand regret de son fiancé, par Sentence de l'Official, disant n'auoir seen que c'estoit de parole de present, ny de futur, & depuis se seroit mariée à un autre à la façon de l'Eglise Romaine, sans auoir égard à auennes remonstrances à elle faites, & à celui qu'elle a espousé auant & apres les espousailles. La Compagnie a jugé que la premiere promesse de soy & de leur droit est indissoluble, & pourtant que le second Mariage est nul de droit. Toutefois le premier fiancé peut suiuant la liberté qui nous est donnée par Iesus-Christ, declarer qu'il repudie & rejette sa ditte femme pource qu'elle a violé sa soy, & est jointe à un autre : Et apres une telle declaration le Consistoire pourra, si les parties qui ont ainsi failly, se rangent à leur deuoir suiuant la Discipline, approuuer & confirmer le second Mariage, mesmement en égard que dudit Mariage y a un enfant baptisé en l'Eglise Reformée, le Pere s'estant démis de son droit au parrein qui l'a présenté.

Au Synode de Montauban 1594. Sur la proposition faite par les Deputés de Xaintonge, touchant les inconueniens qui sourdent en quelques Eglises des promesses de Mariages faites par paroles de present, & qu'il seroit bon de les recevoir par paroles de futur, suiuant l'ordonnance de Blois. A esté aduisé d'en remettre la decision au prochain Synode National, auquel toutes les Provinces en viendront preses.

Suiuant quoy au Synode suiuant de Saumur 1596. Il a esté ordonné que les promesses de Mariage se feroient par paroles de futur suiuant l'ordonnance du Roy, & toutefois seront indissolubles, s'il n'entretenient legitime empeschement. Ainsi l'article sera reformé.

Depuis au Synode de Montpellier 1598. Il est dit, qu'apres auoir soigneusement leu & examiné les memoires enueyez par les Provinces, touchant l'Art. 5. du Chapitre 13. sur la forme en laquelle les promesses de Mariage doiuent estre faites. La Compagnie est d'aduis que tant l'Article de la Discipline, que du dernier Synode de Saumur, soient corrigez, estant laissé en la liberté & prudence des Eglises d'user des paroles de present ou de futur.

Au Synode de Gergeau 1601. Il est dit que cet article sera conceu en ces mots, Il est laissé à la prudence des Eglises d'user des paroles de present, en des futur des promesses de Mariage : toutefois seront telles promesses de present, ou de futur de soy indissolubles, s'il n'y entretenient legitime empeschement. Et est dit qu'apres cet article sera mis celui qui est touchant les consanguinitéz.

Au Syn. de Gap 1603. Il est dit qu'on usera de toutes censures Ecclesiastiques

contre ceux qui rompent les promesses de Mariage, soit qu'elles soient faites par paroles de présent, soit par paroles de futur.

Au Synode suivant de la Rochelle 1607. Sur la lecture des actes du Synode de Gap, touchant les censures qui escheent à ceux qui rompent les promesses de Mariage sans juste cause; Ayant esté représenté quelques difficultés, qui se venoient en divers lieux sur ce sujet: La Compagnie a jugé que ny les Pasteurs ny les Consistoires, n'ont autorité de rompre telles promesses, & partant on les renuoye-ra au jugement & ordonnance legitime des Magistrats procedant par toutes sortes de reprehension: Ecclesiastiques contre ceux qui ne se rangeront à leur devoir.

Au Synode de Priuas 1612. cette matiere fut encores retouchée; & fut dressé sur ce sujet, vn tres-long acte en ces termes. Sur la difficulté proposée par quelques-uns, si les promesses de Mariage faites par paroles de futur, sont aussi indissolubles que si elles estoient faites par paroles de présent. La Compagnie a jugé qu'elles ne le sont point, y ayant autant de difference, qu'il y a entre promettre & donner, étant certain que les fiancées peuvent estre separées à cause de plusieurs empeschemens qui ne peuvent rompre un Mariage consommé, comme la diversité de Religion reconnu depuis les promesses, ou l'impuissance survenant par quelque blessure, ou autre accident. Ce qui paroist par les annonces, qui ordinairement se font apres les fiançailles, afin de recevoir les oppositions, lesquelles se font, non aux Mariages faits, mais aux Mariages promis, & qui sont à faire: & souvent arrius que l'une des parties fiancées résilissant de les promesses, se resout plutôt à ne se marier jamais, d'où arriueroit que si les fiancées estoient estimez liez par paroles de présent, la partie innocente demeureroit sans se pouvoir marier à un autre, ce qui laisseroit sa conscience en grande tentation, & ne pourroit contre la parole de Dieu, qui dit, que ce que Dieu a conjoint, que l'homme ne le separe point, estre séparé par le Magistrat, ny l'autorité du Magistrat ne pourroit nous obliger à tenir pour separés ceux que Dieu tient liez par sa parole. Vray est que les fiancées sont appellées femmes en l'Ecriture. Mais non pource qu'elles le soyent déjà en effet, seulement pource que l'Ecriture bien souvent parle des choses qui doivent bien-tost estre, comme si elles estoient déjà. Que si la fiancée paillardant, est aussi grièvement punie par la Loy de Moïse que les adulteres, il ne s'ensuit pas qu'elle soit adultere; car au mesme Chapitre la fille qui a paillardé en la maison de son Pere, est aussi punie de mort. Pour ces causes, & pource que les loix du Royaume ordonnent que les promesses de Mariage se fassent par paroles de futur, La Compagnie a ordonné que deormais on se conformera à la Coutume & Ordonnance du Royaume, non seulement quand aux mots, mais aussi quand au sens; & que les paroles de futur ne seront point estimées lier les parties aussi indissolublement que les paroles de présent: pour cet effet l'Art. 5. du Chapitre des Mariages sera ainsi couché. On vlera deormais de paroles de futur les promesses de Mariage, &c. qui est lart. que nous auons & auquel furent adjoustées ces paroles audit Syn. Pourtant aussi est condamnée la coutume de quelques Eglises, qui font les fiançailles par l'interuention & benediction des Ministres avec don de corps, & paroles de présent. Car par telle solemnité les parties sont vrayment & actuellement conjointes: & par là les annonces deuenant preposterées & faites apres le Mariage fait: & une seconde benediction renduë non necessaire. Bien n'est trouué mauuais, que le Pasteur assiste aux fiançailles; qu'il y fasse la priere, & exhorte les parties à concorde, & à fidelité & crainte de Dieu; laissant les autres formalitez, qui ne seruent qu'à rendre indissoluble un lien, que souvent l'on est contraint de rompre puis apres, sur les oppositions qui se font aux annonces, & sur autres empeschemens qui suruennent. Par

mesme moyen aussi les Eglises qui sont les fiançailles au Temple avec solemnité semblable à la benediction du Mariage, sont exhortées de se deporter de cette coutume, & se conformer aux Eglises des autres Prouinces de ce Royaume.

Au Synode de Tonneins 1614. Sur la remonstrance fait par les Deputez de la Prouince d'Orleans & Berri, que cet article auroit esté changé à Priuas sans l'aduis des Prouinces, & demandans qu'il demeurast, comme il auoit esté couché par le Synode de Gergeau; ce qui estoit requis semblablement par les Prouinces du haut Languedoc & Seuenes. La Compagnie ordonne que l'article demeurera en la forme qu'il a esté dressé à Priuas.

V.I.

Touchant les consanguinitez & affinitez, les fideles ne pourront contracter Mariage, sinon entant qu'il est permis par l'Edit du Roy.

OBSERVATIONS.

Cet article estoit ainsi couché au Synode de Paris 1559. *Touchant les consanguinitez, & affinitez, les fideles ne pourront contracter Mariage avec personnes dont grand scandale pourroit aduenir, duquel l'Eglise cognoistra.*

Ces dernieres paroles, avec personnes dont &c. jusques à la fin, furent changées en celle-cy, *si non entant qu'il est permis par l'Edit du Roy*, au Synode de la Rochelle 1571.

Au Synode de Poitiers 1560. Il se presente vn fait particulier d'un homme qui ayant donné promesse à la cousine germaine de sa femme desuncte, l'auoir cognüe auant que de l'espouser & auoir eu enfans d'elle, demande estre espousé, & receu en l'Eglise. La Responle fut que, *d'autant que les Mariages des cousines germaines ne sont defendus par la Parole de Dieu, mais seulement par le Magistrat; a esté aduisé qu'ils se separeront pour quelque temps, & recognoistront leur faute publiquement en l'Eglise, & alors le Ministre redoublant le fait, les espousera en suite.*

Au Synode de Lion 1583. Les Mariages avec les cousines remuées de germain sont declarez licites.

V.II.

Il n'est aucunement loisible d'aller au Pape, demander dispence des empeschemens de Mariage, pour ce qu'en ce faisant on aduouë sa tyrannie: mais on peut bien en degrez non prohibez de Dieu, neantmoins defendus par la Police, s'adresser au Roy.

OBSERVATION.

Dès le I. Synode de Paris ces sortes de dispenses furent condamnées.

Au Synode de la Rochelle 1571. Sur le fait proposé par l'Ancien de l'Eglise

de Taillebourg, a esté dit que le Ministre dudit lieu doit solemniser le Mariage, & censurer celui qui a obtenu dispense du Pape de la consanguinité.

Au Synode de Vittré 1583. Il est dit que, les Eglises seroient aduerties qu'au 9. des articles secrets de l'Edit, le Roy promet de dispenser pour les degrez de consanguinité, & affinité entre ceux de la Religion, sans qu'il soit besoin d'auoir recours au Pape, ainsi se pourront pouruoir par deniers le Roy par le moyen de l'agent en Cour. Ce qui fut executé en vn fait particulier, au Synode de Montpellier 1598.

Au Synode de Saumur 1596. Il fut dit que, les Pasteurs pouuoient quand à eux proceder à la benediction des Mariages es degrez non prohibez de Dieu sans requerir les permissions du Roy, pourueu qu'il n'intervint point opposition. Cela fut changé au Synode de Charantou 1644. sur la demande des Deputez de Bretagne, & fut interdit à tous de rien entreprendre de tel, attendu que cela est contraire à ce qui est porté par l'Edit.

Au mesme Synode de Saumur sur la proposition faite par le Deputé de l'Isle de France, comme il se faudroit porter enuets ceux qui ont contracté Mariage es degrez prohibez par la parole de Dieu, soit avec ou sans dispense, & ont espousé à la Messe, & neantmoins demandent d'estre receus à repentance. A esté aduisé que tels ne peuvent estre receus à la paix de l'Eglise qu'ils ne soient separés.

Au Synode de la Rochelle 1607. Sur la demande quelle doit estre la censure de ceux qui viuent en Mariage incestueux, quoy qu'ils ayent dispense du Pape. La Compagnie ordonne que l'article de Saumur tiendra, jngeant que tels ne pourront estre receus à la paix de l'Eglise, qu'ils ne soyent separés.

Au Synode de Montpellier 1598. Sur la question proposée en l'examen de l'article des incestes, si vne fille ayant esté mariée en bas age par ses parents, avec celuy qui au parauant auoit espousé sa tante, dont y auroit enfans, toutesfois auant dispense du Pape, venant puis apres à la connoissance de Dieu, & non son mary, & ayans aussi enfans dudit Mariage, doit estre receu en l'Eglise. La Compagnie mettant difference entre consanguinité & affinité, & ayant égard au temps dudit Mariage, & à ce que le mary est de contraire Religion, donne aduis que sans approbation dudit Mariage, elle sera admise à la participation & communion des Sacrements, ce qui sera déclaré au peuple.

VIII.

Les Cognations appellées spirituelles ne sont pas mesmes comprises ny entendues par les mots de consanguinité ou affinité, en l'Edit du Roy, & ne peuvent empeschier de contracter Mariage.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode d'Orléans 1562. Il adiouste que, neantmoins il est d'aduis que les Deputez des Eglises de la premiere commodité, qui se presenteront, sachent obtenir declaration du Roy tant pour ce fait que pour le regard des autres.

Au même Synode il est porté que, *Sur le fait proposé par le Ministre de Paris, le Synode est d'avis que le Mariage prétendu avoir été rompu par la co-gnation spirituelle demeure ferme & en son entier, & que parant le second Mariage est nul, & les seconds mariez excommuniez pour estre adulteres, jusques à ce qu'ils fassent reconnaissance publique, en faisant deuëment apparoir de leur repentance.*

Le Synode de Gergrau 1601. A-dressé l'article tel qu'il est à present, ayant vn peu changé des termes de celui d'Orleans.

IX.

Il n'est licite d'espouser la sœur de sa femme defuncte: car tels Mariages sont prohibez, non seulement par les loix, mais aussi par la parole de Dieu. Et combien que par la loy de Moÿse il fust ordonné, que quand le frere seroit mort sans enfans, le frere susciteroit semence à son frere, toutesfois telle loy ordonnée pour le peuple d'Israël, a esté temporelle, regardant seulement à la conseruation des lignées dudit peuple. Il y a autre raison en la sœur de la fiancée defuncte, d'autant que l'alliance n'est contractée par commixtion de sang, pourtant un tel Mariage doit estre receu & approuué. Toutesfois on aura égard à ce que le Magistrat, & les infirmes ne soient offencez.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est du Synode de Poitiers 1560. qui dit, *qu'il se faut garder de tels Mariges en l'Eglise.*

Le Synode de Lion 1562 y adjoust la raison portée par l'article en ces termes, *car tels Mariages, &c.*

Et quand à la fin de l'article depuis ces paroles, *il y a autre raison, &c.* jusques à la fin, cela est du Synode de Paris 1565. dans vne response faite à vne question qui porte le fait contenu dans l'article.

X.

Le fiancé ne pourra espouser la mere de sa fiancée defuncte.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Vitré 1583.

Au Synode de Charanton 1644. Il est dit que l'article sera éclairci en ces termes. *Le fiancé ne pourra épouser la mère de sa fiancée défuncte, sinon en cas que le Magistrat l'ait autorisé par son ordonnance, qui sera attendue sans par le Pasteur que par les parties contractantes.*

Quand à la closture de l'article de Charanton en ce qui concerne l'égard qu'on doit avoir à l'ordre du Magistrat. Il est porté par le Synode de la Rochelle 1607. que *sur la demande si un particulier peut estre reconcilié à l'Eglise venant le mariage qu'il a contracté & consumé, attendu qu'il a été approuvé par la chambre de Nérac sur les lettres de dispense obtenues du Roy. La Compagnie considérant cette circonstance, avec plusieurs autres qui ont été proposées, a jugé que lui & sa femme pourront être reconciliés à l'Eglise après les censures convenables à leur faute, avec avertissement que c'est sans approbation dudit mariage.*

X I.

On ne pourra aussi épouser la tante de sa femme, estant tel mariage incestueux : & quand bien le Magistrat le permettroit, il ne sera benit en l'Eglise. A quoy les Pasteurs prendront bien garde. Et par mesme raison est defendu le mariage avec la Niece, ou arriere-Niece, de sa femme defuncte.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est du Synode de Ste. Foy 1578. qui veut mêmes que les Eglises qui'en auront vû autrement soient censurées.

La mesme chose fut reiterée au Synode suivant à Figeac 1579. & les Pasteurs exhortez d'y prendre garde.

Ces mots *ou arriere-niece*, furent adjoutez au Syn. de la Rochelle 1607.

Au Synode de Vitré 1583. *Sur la question, si on doit tolerer le mariage d'un qui a épousé la niece de sa femme defuncte, s'estant rangé à l'Eglise long-temps apres son dit mariage, & ayant plusieurs enfans dudit mariage. La Comp. a jugé un tel mariage incestueux, selon la Loy. Levit. 18. 17. & pariant il ne doit estre aucunement toleré, mais se doivent separer pour ne prouquer davantage l'ire de Dieu. Quand aux personnes dont il est question pour avoir commis ladite faute du temps de leur ignorance, on est d'avis qu'ils fassent seulement reconnaissance au Confesseur ou ils seront admonestez & consolez par la parole de Dieu.*

Au Synode de Charanton 1623. *La Prouince de Xaintonge ayant demandé si on peut recevoir à repentance & à la communion des Eglises, un qui aura épousé la niece de sa femme defuncte. La Compagnie jugeant une telle conjunction incestueuse, a déclaré qu'il n'y peut estre receu tant qu'il continuera en ladite conjunction. Mesme arreté pris es Synodes Nationaux de Saumur & de la Rochelle.*

Au Synode de Loudun 1659. Les Deputez de la Prouince de Xaintonge
ayans

ayans demandé comment ils doiuent agir avec ceux qui se trouueront auoir espousé la niepce, ou l'arriere niepce de leur femme deffuncte, & demanderont estre recueus à faire la Cene: *La Comp. les renuoya à l'art. xi. du Chap. 13. de la Discipline, & aux arrestez des Syn. Nationaux de Vitré & de Charanton, qui jugent tels Mariages incestueux, & defend à tous Pasteurs d'en tenir à tels degrez sous quelque pretexte que ce soit; ordonne aux Consistoires sans toucher à la validité desdits Mariages quand aux effets ciuils, dont la cognoissance appartient au Magistrat, de declarer à ceux qui se trouueront en cet estat qu'ils ne peuuent estre admis aux gages de la remission de leurs pechez pendant qu'ils habitent ensemble, & enjoins aux Colloques & Synodes de tenir la main à l'observation du present reglement.*

XII.

Quant à espouser la veufue du Frere de sa femme, l'honnesteté ny la bienseance ne le peut permettre.

OBSERVATIONS.

Au Synode de la Rochelle 1581. Il est dit que, *sur la question proposée s'il est licite à un homme d'espouser la veufue du frere de sa femme : on est d'aduiz, que outre ce que plusieurs ont jugé qu'il y a une affinité occulte entre telles parties, d'autant que l'homme & la femme sont reputez un corps : l'honnesteté & la bienseance ne le peut permettre.*

Et l'art. fut couché de la sorte des lors : mais depuis au Synode de Saumur 1596. on osta ces mots, *outre ce qu'il y a une affinité, &c.* Et on retint seulement les dernieres paroles comme elles sont à present dans l'article.

Et cela fut fait suivant le renuoy que le Synode de Montauban 1594. en auoit fait audit Synode de Saumur, & qui auoit mesme fait prier Messieurs de Beze & Daneau, de rediger par escrit leur raisons pour estre veuës & examinées par ledit Synode auquel cette matiere deuoit estre traitée.

Le Synode de S. Maixant 1609. ordonne que les Prouinces se tiennent prestes sur cet article pour aduiler si on y doit changer quelque chose.

Au Synode de Charanton 1644. Il fut dressé en la sorte qu'il est à present, y adjoûtant ces mots. *Les Eglises ne feront difficulté de benir tels Mariages, s'il se trouue que le contrat en ait esté préalablement autorisé par le Magistrat.*

On peut rapporter à cet article, l'arresté du Synode de Montpellier 1598. en ces mots. *Sur la question proposée par le Colloque de Foix touchant celuy qui auroit fiancé la veufue d'un qui auoit espousé sa sœur en premieres nopces. La Compagnie a jugé que ce Mariage n'est incestueux ny compris audit art. attendu que l'affinité cesse par la mort, & ne passe outre les personnes conjointes par la-dite affinité.*

XIII.

Nul ne pourra espouser apres le deceds de sa femme, celle avec laquelle il auroit commis adultere du viuans

Cc

de sa femme, sinon que tel Mariage fust autorisé par le Magistrat.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Vitré 1583. qui adjoûtoit à la fin ces mots, *sinon avec cognoissance de cause, & meure deliberation par le Consistoire*, mais ces paroles furent changées au Synode de Charanton 1631. & au lieu d'elles furent mises celles qui y sont presentement, *sçavoir, sinon que tel Mariage fust autorisé par le Magistrat.*

XIV.

Comme ainsi soit que la principale occasion du Mariage, soit d'auoir lignée & fuir paillardise; le Mariage d'un homme notoirement Eunuque, ne pourra estre receu ny solemnisé en l'Eglise Reformée.

OBSERVATIONS.

Cet art. fut ainsi dressé au Synode de Figéac 1579.

Au Synode de Vitré 1583. Sur la question proposée par les Deputés de Poitou, d'un certain Mariage qui ayant esté dissout par l'Official à cause de l'impuissance du mary, la fille estant quelque temps apres mariée en l'Eglise, il eût aduenü que l'homme s'est aussi marié quelque temps apres en l'Eglise Romaine. Or maintenant touché de repentance, il demande d'estre reconcilié à l'Eglise. La Compagnie est d'aduü qu'auant que d'estre receu, sa femme sera interrogée, si elle se contente de luy, afin d'entendre s'il n'a point abusé de la sainte ordonnance des Mariages, veu que ja il auoit esté jugé inhabile: & que s'il se trouue tel, on est d'aduü qu'il ne soit point encore admis pour esprouuer plus amplement sa repentance. S'il est autrement, apres auoir réparé sa faute selon la Discipline, de s'estre marié en l'Eglise Romaine, il sera receu à la paix de l'Eglise. Et neantmoins la Compagnie est d'aduü que le Consistoire soit censuré, tant pour n'auoir point usé de son autorité, pour empescher que la femme n'eust si soudainement apres ce Mariage, contracté & beny, recours à l'Official, ayant requis separation si promptement, comme aussi pour n'auoir point insisté à exhorter le mary, de n'acquiescer comme il a fait, si facilement à la separation dudit Mariage, veu que telle separation ne doit auoir lieu sinon apres trois Sentences Ecclesiastiques, à la façon Romaine par degrez interuenue.

XV.

Les Mariages seront proposez au Consistoire avec Attestation suffisante des promesses.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est du Synode de Paris 1559. qui veut que l'on rapporte aux Consistoires les contrats de Mariage passés par les Notaires publics, ou attestations suffisantes par Notaires ou autrement.

Le Synode d'Orléans 1562. Ne veut pas que les Eglises marient personne sans en avoir ample connoissance & approbation.

Au Synode de Saumur 1596. Sur la proposition faite par les Deputés d'Orléans, touchant les contrats de Mariage, pour sçavoir s'il est nécessaire de les voir avant que de publier les Annonces, ven qu'en toute leur Prouince les contrats ne se passent qu'à la veille des nocces. La Compagnie a aduisé qu'il suffira de voir les Articles signez des parties principales.

XVI.

Les Annonces se feront es lieux où les parties sont residentes & connus, & si elles veulent solemniser leurs Mariages ailleurs que là où les Annonces auront esté faites, elle prendront Attestation suffisante de la publication des trois Annonces.

OBSERVATIONS.

Au Synode de Paris 1565. Ceux qui viendront d'une Eglise en une autre pour y estre mariez, ne seront receus sans attestations suffisantes de l'Eglise dont ils partent, & se feront les annonces es lieux où ils seront residents, & connus.

Ces paroles, & si elles veulent, &c. jufques à la fin, sont du Synode de la Rochelle 1571.

Au Synode Charanton 1623. Il est dit que, le Synode enjoint aux Pasteurs d'exprimer es attestations des Annonces, si les parties residents ordinairement es Eglises où lesdites annonces ont esté publiées ou non. Et cela à la requisition des Deputés de l'Isle de France.

Au Synode d'Alés 1620. La Prouince d'Anjou demandant si on peut recevoir les Annonces des Mariages des Estrangers comme Allemands, Escossois, & autres, sans avoir attestations de leur pays, lesquelles sont bien souvent mal-aisées à recouvrer. La Compagnie remet à la prudence des Consistoires de voir ce qui sera expedient, requerant pourtant qu'on tire des attestations tant que faire se pourra.

Au Synode de Loudun 1659. Sur cet article de la Discipline, les Deputés de la Prouince de Bourgogne ayans demandé comment on doit juger du domicile de ceux qui contractent Mariage, pour y faire publier les annonces. La Compagnie n'a pas crû en deuoir faire un reglement commun à toutes les Eglises, à cause qu'on doit suivre les costumes des lieux particuliers qui sont différentes: c'est pourquoy elle en a renuoyé la connoissance à la prudence des Synodes Prouvinciaux, des Colloques, & Consistoires qui suivront ce qui s'observe en chéque detroit particulier.

On doit rapporter à cet article les reglemens qui ont esté pris au sujet de

ceux qui par defiance cherchent les moyens de se garantir en la benediction de leurs Mariages des malefices, & sortileges dont ils apprehendent les effets.

Au Synode de Montpellier 1598. Sur la question proposée en consequence de l'art. 16. du 13. Chapitre de la Discipline : s'il est loisible de donner attestation à ceux qui se veulent marier hors leurs Eglises pour éviter les sortileges & nouemens d'éguillettes (qu'on appelle.) La Compagnie a esté d'aduis que cela ne devoit estre permis, ains seront exhortez de ne donner lieu à telles craintes procedantes d'incroyance ou infirmité. Et seront advertis tous fideles de se munir de la parole de Dieu contre telles illusions, & apporter plus de respect, attention & devotion à la benediction de leurs Mariages qu'on ne fait d'ordinaire.

Au Synode de la Rochelle 1607. Sur quelques remonstrances qui furent faites au sujet du reglement precedent pris à Montpellier. La Compagnie a déclaré que l'art. de Montpellier qui ne permet pas de donner attestation à ceux qui par crainte de sortilege veulent solemniser leur Mariage en autre Eglise qu'en celles auxquelles ils se rangent ordinairement, demeurera, comme n'estant contraire à celui de la Discipline, qui concerne les attestations au Chapitre des Mariages.

Et en execution de ces reglemens au Synode de Priuas 1612. sur vn fait particulier de quelques procedures extraordinaires tenues en la benediction d'un Pasteur pour éviter ces sortes de malefices, fut dit que tant ledit Pasteur que celui qui avoit benit son Mariage, meritoient suspension de leurs charges, adjoustant ledit Synode que c'est une marque manifeste de defiance & incredulité.

XVII.

Les Annonces se feront par trois Dimanches es lieux où il y aura Prejche, & aux autres lieux quand les Prieres communes se pourront faire. Quoy que ce soit les Annonces doiuent estre continuées l'espace de quinze jours, apres lequel temps se pourront faire les Epousailles en l'Assemblée, & mesme au troisieme Dimanche.

OBSERVATIONS.

Ce fut au Synode de Nîmes 1572. qu'il fut dit qu'apres le temps des annonces le Mariage seroit benit publiquement en l'Eglise, selon la parole de Dieu.

Au Synode de Lion 1563 Il est déclaré que, quand celui qui s'oppose à un Mariage, le fait seulement pour interest pretendu d'argent, on peut passer outre audit Mariage.

Au Synode de S Maixant 1609. Sur la demande des Deputez de Poitou, comment on se doit comporter si en la publication des annonces il adient opposition avant qu'elles soient entièrement publiées. La Compagnie jugea que si l'opposition est faite sans l'autorité du Magistrat, les Consistoires peuvent passer outre à la publication, non au contraire si l'autorité du Magistrat y interviens: sinon

que le Magistrat défendist seulement la célébration ou bénédiction nuptiale, non la publication des Annonces.

Au Synode de Tonneins 1614. La Prouince de l'Isle de France requerant un reglement pour la lecture des Annonces des Mariages, à ce qu'elles se publient à l'aduenir par le Lecteur, & non par le Pasteur. La Compagnie a remis cela à la liberté des Consistoires.

Au Synode d'Alès 1620. La Prouince de la basse Guyenne requerant qu'on mette quelque reglement aux Annonces, lesquelles bien souvent sont accompagnées de titres de vanité, La Compagnie jugeant qu'il est malaisé d'en faire une regle certaine exhorte cependant tous les particuliers d'y user de simplicité & modestie, tant que faire se pourra.

XVIII.

Ceux qui demeurent es lieux où l'exercice ordinaire de la Religion n'est pas estably, pourront faire publier leurs Annonces es Temples de l'Eglise Romaine, entant que c'est chose purement politique.

OBSERVATIONS.

Dès le Synode de Paris 1559. Il fut dit que, ceux qui voudroient faire publier leurs Annonces dans l'Eglise Romaine le pourroient faire, entant que c'est chose purement politique.

Le Synode de Lion 1563. declare qu'il est licite, mais non pas necessaire de publier les Annonces de Mariage aux temples de l'Eglise Romaine.

Ce fut au Synode de Castres 1626. que l'article fut couché tel qu'il est à présent.

Au Synode de Charanton 1631. Sur la remonstrence de la Prouince de Xaintonge, La Compagnie a ordonné à ceux qui selon l'art. 18. du 13. Chapitre de la Discipline sont publier leurs Annonces es Temples de l'Eglise Romaine, de porter à l'Eglise voisine du lieu de leur demeure l'attestation de leur Religion & de leurs contraites, en laquelle aussi leurs Annonces seront publiées pour obuier à toutes surprises.

XIX.

Les Eglises ne marieront personne sans en auoir ample connoissance & approbation.

OBSERVATION.

Au Synode Lion 1563. Il est dit que, les Eglises seront aduerties de ne célébrer aucun Mariage de personnes estrangeres du lieu, sans attestation de l'Eglise de laquelle elles sont.

XX.

Quand il y aura l'une des parties de contraire Religion, les promesses de Mariage ne seront receuës ne publiées en l'Eglise : sinon que la partie de contraire Religion soit suffisamment instruite, ait protesté publiquement en l'Eglise du lieu où ladite partie sera connue, qu'en bonne conscience elle renonce à toute idolatrie & superstition, nommément à la Messe, & veut moyennant la grace de Dieu continuer le reste de ses jours en la pureté de son service : de laquelle instruction connoistra le Consistoire. Et ne sera loisible à aucun Pasteur ny aux Consistoires de faire autrement, à peine de suspension, & mesme deposition de leur charge.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est du Synode de Figear 1579.

Au Synode Lion 1563. Il se presente vn fait particulier sur lequel le Synode prononce. Vn jeune homme fait promesse de Mariage à vn fille, avec cette condition inserée dans le contract, qu'il promet Mariage si la fille consent d'épouser en l'Eglise Reformée : la fille promet & consent pour un temps : depuis voyant les troubles, elle ne se veut accorder à cela, & dit qu'elle ne veut point de ce jeune homme : on demande s'il est libéré de sa promesse. R. Le jeune homme fera sous deuoir de la solliciter avec toute diligence, & sera à la prudence du Consistoire de iuger des diligences, & proceder à la declaration de nullité du Mariage si besoin est.

Le mesme Synode de Lion sur la question, si les Ministres doivent espouser ceux qui sont purement Papistes; Est d'aduis qu'on ne le peut faire s'ils ne fassent une telle declaration de renoncer à la Messe.

Ces mots, ait protesté, &c. iusques à ceux-cy, elle renonce, sont du Synode de St. Maixant 1609.

Au Synode de Saumur 1596. Sur les lettres des Pasteurs de l'Eglise de Saoudan demandans conseil, touchant les Mariages avec les nouueaux profelytes, s'il faudroit attendre qu'ils eussent fait la Cene avant que venir leur Mariage. A esté aduisé qu'on se tiendra à l'article de la Discipline, sans y adjoûter plus de rigueur.

Semblablement au Synode de St. Maixant 1609. Sur ce qui a esté requis par la Prouince du bas Languedoc, que pour obuier à la legereté de quelques-uns à sçauoir de ceux dont il est parlé en cet article, on ne receiue telles personnes

deuant qu'elles ayant participi à la sainte Cene. La Compagnie sans rien changer à l'article, a laissé cela à la prudence des Consistoires.

Chose à peu pres semblable a esté déterminée au Synode de Vittré 1617. Car les Deputez de Normandie requerans qu'en expliquant l'article 20. du Chapitre 13. de la Discipline, on limite un certain temps dans lequel on benira le Mariage de ceux qui pour se marier veulent faire profession de la Religion Reformée, mesmes apres qu'on aura connu de leur instruction. La Compagnie n'a pas trouué bon de rien adjoûter audit article, & remet à la prudence des Consistoires de prolonger ou abréger le temps, selon la connoissance qu'ils auront de l'instruction & pieté desdites personnes.

Au Synode de Montpellier 1598. Sur l'examen du 20. article du 13. Chap. de la Discipline. L'Eglise Reformée en la maison de Madame sœur du Roy, demandant aduis comme elle se doit conduire au Mariage de Madame avec Monsieur le Prince de Lorraine, attendu que jusques icy elle ne l'a pu empêcher, bien qu'elle y ait employé l'autorité du Synode Prouincial, & de plusieurs personnaiges hors d'iceluy. La Compagnie en approuuant ce deuoir a jugé ce Mariage n'estre nullement loisible ny permis en nos Eglises : qu'à ces fins lettres luy en seront escrites. Et est enjoinct à tous Ministres d'observer cela soigneusement.

Au Synode de S. Maixant 1609. Sur la proposition faite, si en faueur da quelque Grand qui auroit choisi une partie Papiste, laquelle consentiroit de recevoir la benediction du Mariage, d'un Pasteur, pourueu qu'il ne voulust exiger d'elle la profession de la Religion Reformée, il seroit licite de relacher quelque chose de la rigueur de l'article. A esté ordonné qu'il sera exactement obserué & également à l'endroit de toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient.

XXI.

Si l'une des parties qui se veulent marier est excommuniée, le Mariage ne sera receu en l'Eglise, sinon que l'excommunié fasse reconnoissance de ses fautes. Quant à ceux qui sont suspendus de la sainte Cene, le Consistoire pourra leur permettre de se marier, nonobstant la suspension, toutesfois auoc connoissance de cause.

OBSERVATIONS.

Ceci a son fondement dans vn acte du Synode de Vertueil 1567. qui porte que, quand il y aura une partie infidelle, ou excommuniée, le Mariage ne sera point receu en l'Eglise, sinon que l'infidèle fasse protestation de renoncer à toute idolatrie pour viure Chrestienement, & l'excommunié pareillement reconnoissance & reparation publique de ses fautes.

Ces dernières paroles, quant à ceux qui sont suspendus, &c. jusques à la fin, sont du Synode de la Rochelle 1571.

XXII.

Les Annonces des vefves qui fe remarient ne feront publiées en l'Eglife ; finon fept mois & demy pour le moins apres le decez de leurs maris , pour obuier aux scandales & inconueniens qui en pourroient aduenir : excepté lors qu'il sera interuenu jugement du Magistrat au contraire.

OBSERVATIONS.

Au Synode de Vertueil 1567. Il est dit que, les Ministres seront aduertis de ne recevoir à Mariage les vefves auant le temps ordonné par les loix ciuiles.

Le Synode de la Rochelle 1571. ordonne que, les Annonces des femmes vefues ne soient faites qu'il n'y ait quatre mois & demy passez, depuis la mort de leur premier mary, pour obuier au scandale qui en pourroit aduenir.

Au Synode de Saumur 1596. sur l'art 22. du 13. Chap. de la Discipline, il est remis aux Provinces pour en venir preparées au prochain Synode National, s'il ne seroit pas expedient qu'au parauant que venir les Mariages des vefues, elles demeurassent plus longuement en viduité.

Suiuant quoy, au Syn. de Montpellier 1598. Il est dit sur cet art. que, La Compagnie a ordonné que les vefues ne soient receues à contracter nouveau Mariage, que sept mois & demy apres la mort de leurs maris.

Au Synode de St Maixant 1609. sur cet article, il est remis à la prouidence des Consistoires de juger, & ordonner du temps auquel un homme pourra espouser une seconde femme apres la mort de la premiere.

XXIII.

Le Mariage sera benit publiquement en la Compagnie des fideles, & ce par le Ministère des Pasteurs, & non d'autres.

OBSERVATIONS:

Ces dernieres paroles. Et ce par le Ministère des Pasteurs & non d'autres, sont du Synode de Montauban 1594.

Au Synode de Lion 1563. Sur la question, si on peut venir le Mariage en la maison d'une personne malade de maladie qui l'empesche de cheminer &c. Il n'est licite. Que s'il ne peut aller en l'Eglise qu'il s'y fasse porter.

Cet article est confirmé au Synode de Saumur 1596. sur ce que l'on y auoit formé quelques difficultez.

Au Synode de Loudun 1659. La Province de Bearn ayant demandé d'estre autorisée dans la pratique des reglemens, quelle a. establis, on pourroit establi pour

pour les lieux ou les heures de la benediction des Mariages. La Compagnie luy a accordé sa demande, & donné la mesme autorité aux autres Synodes Provinciaux, & fait desferse aux Pasteurs qui celebrent des Mariages dans leurs Eglises de le faire, sinon aux heures accoustumées.

On peut rapporter à cet article ce qui fut arrêté au Synode de Vitré 1617. en ces mots. *La Province de Berry ayant demandé pour l'exposition de l'art. 17. du 13. Chapure, de la Discipline, comment on se comportera lors qu'en l'Assemblée publique on benit un Mariage, & si se presente quelqu'un qui s'y oppose, La Compagnie a jugé, qu'il est laissé à la prudence des Consistoires d'en user comme ils verront estre expedient.*

On peut rapporter encores à ce mesme article ce qui fut décidé au Synode de Lion 1565 au sujet de ce qu'une fille lors de la benediction de son Mariage, s'estoit tenuë assise sans le vouloir leuer, prétendant apres cela que son Mariage estoit nul. La Compagnie declare que cet en vray Mariage & indissoluble, pour ce qu'elle avoit l'age requis, que le contentement des parties & parens estoit intervenu, qu'elle estoit presente, & ainsi par son silence avoit consenti : & sont les parties exhortées de vivre en personnes que Dieu a jointes ensemble.

XXIV.

Il est bon pour l'ordre de l'Eglise de ne solemniser Mariages es jours que la sainte Cene sera celebrée; & cet ordre ne sera rompu que pour grandes raisons dont le Consistoire connoistra. Les Mariages aussi ne seront solemnisez es jours du jeusne public.

OBSERVATION.

Cet article est du Synode de la Rochelle 1571.

XXV.

Ceux qui estans fiancez auront habité ensemble auant qu'estre legitiment mariez, soit que leur faute vienne à connoissance deuant ou depuis le Mariage benit, feront reconnoissance publique de cette faute ou bien deuant le Consistoire, selon la discretion d'iceluy. Et cela aduenant deuant le Mariage benit, sera procédé audis Mariage, telles solemnitez observées que le Consistoire aduisera. Excepté ceux qui auront habité

D d

ensemble pendant le temps de leur ignorance, sans mépris & contemnement de l'ordre Ecclesiastique. Item, ceux qui auroient habité ensemble, lors qu'il n'y auoit Eglise dressée es lieux de leur demeure, ou en la Province. Tous lesquels seront seulement appellez au Consistoire, afin que le Mariage soit ratifié & benit en l'Eglise, si le Consistoire voit qu'il soit expedient.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode d'Orleans 1561.

Ces paroles *estans fiancez*, sont du Synode de Montpellier 1598.

Ces mots, *soit que leur fait vienne à cognoissance deuant ou depuis le Mariage benit*, sont du Synode de Vitre 1583. qui efface ceux-cy, *si il demande de l'estre*. Le mesme Synode a interz ces mots. *Et cela aduenant deuant le Mariage benit, sera procede ausdiz Mariage.*

XXVI.

Pour eviter les inconueniens qui aduiennent par trop dilayer la benediction des Mariages, les parties, & ceux en la puissance de qui elles sont, seront aduerties de ne dilayer ladite benediction plus de six sepmaines s'il est possible.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Vitre 1583.

On peut rapporter à cet article, ce qui a esté réglé au Synode de Montpellier 1598. *qu'il n'est pas de la bienfiance des Chrestiens que les fiancez demeurent en un mesme logis.*

XXVII.

Les Mariages seront enregistrez & soigneusement gardez en l'Eglise.

OBSERVATION.

Cet article est du Synode de Prius 1559. qui veut mesmes que *les noms des peres & meres des enfans baptisez soient enregistrez.*

XXVIII.

Les fideles qui auront leurs parties conuaincues d'adultere seront admonestez de se reünir avec elles: que s'ils ne le veulent faire, on leur declarera la liberte qu'ils ont par la parole de Dieu: toutesfois si cela aduenoit à vn qui eust charge en l'Eglise, il ne pourra reprendre sa femme, & exercer sa charge.

OBSERVATION.

Ces dernieres paroles, toutesfois si cela aduenoit, &c. jusques à la fin, sont du Synode de la Rochelle 1571.

XXIX.

Pour regler la dissolution des Mariages à cause d'adultere, la partie offensée pourra poursuivre en jugement & deuant le Magistrat la partie qui aura offensé jusques à ce que par sentence definitive, & dernier jugement, elle soit deuëment conuaincue: de laquelle sentence la partie offensée fera apparoir au Consistoire, lequel luy fera entendre la liberte qu'elle a selon la parole de Dieu. Mais pour les difficultez de ce temps, on conseille aux Ministres de ce Royaume, de ne remarier les parties ausquelles il est libre de se pouruoir ailleurs. Et pour le regard de la partie qui a offensé, sera procedé avec grande & meure deliberation, auant que luy declarer sa liberte.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode d'Orleans 1562. Il est vray que la disposition en est vn peu differente de celle en laquelle il est couché à present, sur tout au regard de la partie qui a offensé, étant dit alors quelle ne pouuoit estre receut à se marier deuant que la partie offensée le soit, sinon qu'après vn

long-temps, elle declarast ne le vouloir marier, pour ce qu'alors l'Eglise devoit permettre à la partie qui a offensé la liberté de se marier apres avoir fait réparation publique de la faute, & cet ordre est pris seulement jusques à ce que les Eglises ayent plus grande liberté. Le même Syn. declare que, *le semblable sera observé, au cas qu'il aduint que les promesses de Mariage faites, la fiancée se trouve avoir paillardé avant lesdites promesses, & que cela n'eust esté cognu de celui qui luy auroit promis Mariage.*

Ces mots, *mais pour les difficultez, &c.* jusques à la fin de l'article furent ainsi disposés au Synode de la Rochelle 1771. au lieu de ceux qui y estoient auparavant du Synode susdit d'Orléans.

Dès le Synode de Paris 1559. voicy quel avoit esté le reglement pris sur ce fait, *Les fideles qui auront leurs parties convaincus de paillardise, seront admonestez de se réunir avec elles : s'il ne le veulent faire on leur declarera la liberté qu'ils ont par la parole de Dieu : mais les Eglises ne dissoudront point les Mariages, afin de n'entreprendre sur l'autorité du Magistrat.*

Au même Synode fut proposée cette difficulté, vn particulier espouse vne femme qui s'estoit auparavant mal gouvernée, mais à ion intent : Elle estant accouchée cinq mois apres leur Mariage ; il la voulut laisser : Cependant les parens de la femme l'ayant induit par diverses raisons à la reprendre, il habite avec elle l'espace d'un an, durant lequel elle se gouverne bien, mais apres le mary ennuyé d'elle s'en séparé, prétendant que ses parens l'avoient abusé, & refusant de la reprendre, & obeir aux ordres de ion Consistoire. Sur la question comment il le faut gouverner en cette occurrence. Le Synode dit, *que remembrances luy seroient encores faites, auxquelles s'il n'acquiesce il sera retranché de la Communion de l'Eglise.*

Au Syn. de Paris 1565. fut pris ce reglement, *sur le fait des divorces faits pour cause d'adultere, verifié devant le Magistrat, les Consistoires pourront bien declarer à la partie innocente la liberté qu'elle a par la parole de Dieu, mais ils ne toucheront à l'exécution de ce droit & dissolution du Mariage, pour recevoir l'adite partie à nouveau Mariage, pourve que cela appartient au Magistrat.*

- Au Synode de Vertuëil 1567. Sur ce qui a esté proposé, *si on peut recevoir à nouveau Mariage la partie offensée apres que l'adultere a esté verifié par Sentence du Magistrat. On est d'avis que les Articles 29. & 30. de ce Chapitre tiendront.*

XXX.

S'il aduint qu'apres les promesses faites & avant l'accomplissement du Mariage, la fiancée se trouve avoir paillardé avant lesdites promesses ou apres, & que cela eust esté inconnu à celui qui luy auroit promis Mariage, apres sentence definitive, comme dessus, le Consistoire pourra proceder à nouveau Mariage : la fiancée aura meisme liberté s'il se trouve que le fiancé ait paillardé avant lesdites promesses.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est encores du Synode d'Orleans 1561. comme appert par ce qui en est rapporté sur l'article precedant.

Ces dernieres paroles, *la fiancée aura*, &c. jusques à la fin, sont du Synode de Niimes 1572.

Au Synode de Lion 1563. sur ce qu'un jeune homme fait promesse de Mariage à une fille, & proteste devant les parens & à plusieurs fois qu'il ne la prendroit en Mariage si elle n'estoit vierge. Eux luy donnant tousiours assurance de sa virginité, & la fille le maintenant aussi, il demande s'il est quitte de sa promesse, parce qu'il se desavoir esté trompé. On respond que pourveu qu'il appareisse de la paillardise, & qu'il ne l'ait seu auparavant, en est d'aduis qu'il est libre.

XXXI.

Les femmes desquelles les maris s'en seront allez & absentez long-temps pour marchandises, ou autres causes, se pourvoiront devant le Magistrat, si elles demandent d'estre remariées.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Vertueil 1567.

Le Synode de St. Foy 1578. Est d'aduis, que d'autant que le Mariage est une alliance mixte, le parties s'adressent au Magistrat, selon la sentence duquel le Consistoire se gouvernera. Cccy fut arresté audit Synode au sujet d'une question considerable, Vne fille ayant fiancé vn homme par paroles de present & avec ces solempnitez requises, lequel depuis auroit commis crime au su et duquel il auroit esté condamné aux galeres à perpetuité, de laquelle estant elchappé il demandoit & sommoit sa fiancée de l'eipouser suivant la promesse, & la fiancée refusant de l'eipouser, & demandant d'estre declarée libre de la promesse. On demande si elle peut estre libérée, à quoy le Synode respond ce que dessus.

Au Synode de la Rochelle 1607. Il est dit que, les femmes de ceux qui sont absens pour crimes ne peuvent contracter Mariage en bonne conscience avec autres sans que leurs maris soient vivans.

On peut fort bien rapporter en cet endroit toutes les decisions des Synodes Nationaux sur la dissolution des Mariages au sujet de quelques maladies incurables comme ladterrie, &c.

Au Synode de Paris 1559 Il est dit que, la femme qui ne veut ou dilaye se conjointre avec son mary infecté de maladie contagieuse, ne sera pourtant rejettée de la Cene. Toutefois sera admonestée de faire au demeurant tout le deuoir qu'une femme doit faire envers son mary. Sera aussi remonstré au mary à quel danger il exposerait la femme.

Au Syn. de Poitiers 1560. Vn homme fait promesse de Mariage à une fille, prie pour quelque dépit des parens de ladite fille, s'absente pour trois ans ensiers des pais, proferant telles paroles, vous ne me verrez de trois ans, estant retourné au

Dd iij

bout de trois ans, la trouue mariée: on demande sçavoir s'il est tenu de faire instance de la r'auoir, ou s'il se peut marier à une autre sans la demander. Sy. S'il appert au Censilhoire qu'elle se soit remariée legerement sans auoir iuste & suffisante occasion de penser son mary estre mort, veu qu'en ce faisant elle luy a fausifié la foy qu'elle luy auoit promise en se joignant à un autre, il n'est pas tenu de la redemander, mais suffira qu'il demande au Magistrat qu'il declare estre en sa liberté: mais si par faux rapport elle a eu occasion de penser qu'il fust mort, veu qu'elle n'a eu vuloir de paillarder ny rompre sa foy promise, il la doit demander & faire instance de la r'auoir.

Au Synode de Lion 1563. Les freres font d'aduë que le second Mariage contracté par celuy qui auroit laissé la premiere femme à cause de lauerie est nul, & partant ne peut estre receu à la Cene, sans separation de la seconde femme & reparation du scandale.

Au meisme Synode vne fille refusant d'espouser celuy auquel elle auoit esté fiancée, alleguant que ses parens l'auoient contrainte, & que sa partie auoit l'halene infectée. Le Synode declare le Mariage indissoluble.

Au Syn. de Vertueil 1567. Il est dic que, quand un homme sera infecté de lepre, si sa femme consent de cohabiter avec luy, elle le pourra faire, demeurant aussi sequestrée: que si elle ne consent de ce faire, on est d'aduë qu'en ne la peut contraindre, attendu l'interest de la republique, pourueu qu'en tous autres deuoirs elle ne defaile à son mary.

Au Syn. de Vitry 1583. Sur la question, sçavoir s'il est loisible à un homme auquel la femme est deuennë ladresse, de se remarier à une autre, la Comp. a esté d'aduë que suiuant la sentence de Iesus-Christ, il n'est loisible de se remarier à une autre femme du viuant de la premiere, sinon pour la seule cause d'adultere. Que celuy qui demande de se pouoir marier ne le peut faire, partant doit estre exhorté à prier Dieu, & se contenir du viuant de sa femme à laquelle il donnera toute l'assistance qu'il pourra.

Au Synode de la Rochelle 1607. La Compagnie suiuant les aduës des Synodes precedens de Lion & de Vitry, declare nuls les Mariages de ceux qui ont contracté avec d'autres leurs parties viuantes, combien quelles seoyent sequestrées pour les causes de lauerie.

XXXII.

Quant aux femmes des Prestres & Moines, qui se reuolent & retournent à l'idolatrie, chantans Messse ou r'entrans en leurs cloistres, dont ils estoient sortis auparauant, elles sont aduerties de n'habiter avec leurs dits maris pendant leur Apostasie, pour ne charger le Mariage de blâme & opprobre & aussi ne pourront se marier à d'autres, que le premier Mariage ne soit dissout par le Magistrat.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de la Rochelle 1571. sur vn tenuu du Synode de Vertueil precedent, & le Synode dans ce reglement declare qu'il semble que parla prouidence de Dieu les femmes en cet estat, *sint vocata ad calibatum.*

Le Synode de Figeac 1579. declare semblablement qu'une femme jointe avec un mary auparavant Prestre ou Moine, lequel retourne apres en sa premiere profession, ne se pourra remarier que son premier Mariage ne soit dissout, de laquelle dissolution le jugement appartiendra au Magistrat.

Ces mots de l'article chantans Messe, ou s'entrans en leurs cloistres, sont du Synode de Tonneins à la requisition des Deputez de l'Isle de France, & pour ester toute ambiguité, ainsi que le declare ledit Synode.

On peut rapporter à cet article ce qui fut decidé au Synode de Poitiers 1560. Sur la question, si la femme qui est tenuë d'un Prestre pour concubine, combien qu'elle proteste que ce soit son mary, & que le Prestre luy declare en secret qu'il la tient pour sa femme, le niant toutesfois en presence de témoins, doit estre retranchée de l'Eglise: Elle doit faire toute diligence de sommer le Prestre à ce que le Mariage soit accompli & benis en l'Eglise. Et au cas que le Prestre le refuse, elle se doit separer de luy, afin qu'elle soit receuë en l'Eglise apres qu'on aura connu sa repentance.

CHAPITRE XIV.

Des Reglemens, ou aduertissemens particuliers.

ARTICLE I.

Aucun ne sera receu à la Communion de l'Eglise, qu'il n'ait prealablement renoncé publiquement à toutes idolatries & superstitions de l'Eglise Romaine nommément à la Messe.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Gergeau 1601.

Ce mot publiquement est du Synode de Gap 1603.

Au Synode de Saumur 1596. Sur la proposition de la Province de Gascogne, sçavoir si les receptiõs de ceux qui font profession publique de se ranger en l'Eglise,

on doit nommément spécifier le renoncement à la Messe : A esté advisé que cela est du tout nécessaire.

Au Synode de Montauban 1594. Sur la proposition faite par les Deputez de Berry & Orleans. Le Synode a jugé que les Eglises auroient à denoncer à ceux qui disent en secret qu'ils sont de la Religion Reformée, & toutefois n'en sont profession ouverte, qu'ils doivent estre tenus au rang des infideles, jusques à tant qu'ils ayent totalement renoncé à l'idolatrie.

Au même Synode. Sur la proposition faite par les Deputez de Xaintonge, A esté arresté que dorénavant en toutes les Eglises on fera registre, tant de ceux qui sont reçus en l'Eglise, lesquels seront tenus de signer l'acte de leur reception, s'ils savent écrire, tant que faire se pourra, que de ceux qui viendront à succéder.

On peut rapporter icy ce qui a esté arresté au Synode de Charanton 1631. au sujet de ceux de la confession d'Auxbourg, en ces mots. Sur la demande faite par la Province de Bourgoigne, si les fideles suivans la confession d'Auxbourg pourront estre reçus à contracter Mariages, & presenter des enfans au Baptême en nos Eglises sans abjuration precedente des opinions qu'ils tiennent contraires à la creance desdites Eglises. Le Synode déclare qu'attendu que les Eglises de la confession d'Auxbourg conviennent avec les autres Eglises Reformées es principes & points fondamentaux de la vraye Religion, & qu'il n'y a en leur culte, n'y idolatrie ny superstition, Les fideles de ladite confession qui avec esprit de charité & vrayement paisible, se rangent es Assemblées publiques des Eglises Reformées de ce Royaume, & desirant leur communion, pourront sans faire abjuration estre reçus à la S. Cène, & contracter Mariages avec les fideles de nostre confession, & à presenter en qualité de Parreins des enfans au baptême : promettant au Confesseur qu'ils ne les solliciteront jamais à contrevenir soit directement, soit indirectement à la doctrine creüe & professée en nos Eglises : mais se contenteront de les instruire es choses dont nous convenons tous.

On peut aussi rapporter à cet art. ce qui a esté resolu au Syn. de Vitry 1589. Ceux qui auront commis volerie, meurtre, ou quelque autre crime signalé, punissable par le Magistrat, ne seront reçus en l'Eglise, laquelle pourroit encourir blâme de leur avoir servi de retraite. Tant les Synodes ont eu à cœur de garantir l'Eglise de tous scandales, & personnes scandeleuses.

Voy outre cela ce qui est oberué sur l'article 4. du Chapitre 4. cy-dessus, touchant la reception des Moines en l'Eglise.

II.

Il n'est point permis à l'homme fidele de s'entremettre d'aucune chose où il y ait de l'idolatrie conjointe, comme de ce qu'on nomme le Baïse-main ou le dedans de l'Eglise : faire des Messes, Vigiles, & nourrir les Moines qui ne sont ordonnez que pour servir à cela : mais de tenir Priorez, censés, ventes, Chapelanies, & dixmes pour en rendre le revenu aux Ecclesiastiques, tant

entant qu'ils en sont Seigneurs temporels, c'est chose indifferente, & en la liberte de ceux qui le voudront faire : Neantmoins les fideles sont aduertis de ne s'entremesler de telles choses s'il s'y trouue des abus, & y a apparence de quelque consequence mauuaise, dequoy les Consistoires & Colloques iugeront prudemment.

OBSERVATIONS.

Ces paroles, & nourrir les Moines, sont du Synode de Nismes 1572.

Au Synode de Paris 1559. Sur la proposition faite touchant ceux qui accompagnent leurs Maistres entrans es Temples des Papistes, encore qu'ils ne flechissent point le genouil, neantmoins pour les scandales qui en peuuent aduenir aux infirmes, ils sont à reprendre. Quant aux exemples qu'ils amenant ordinairement de Naaman & du Duc de Saxe, lors qu'ils donneront tesmoignage public à l'exemple de ceux là de ne se vouloir polluer, ny consentir aux idolatries qui se commettent es Temples où ils hantent, ils seront supportables.

Au mesme Synode de Paris sur la question faite par le Ministre de S. Iean d'Angeli s'il estoit loisible à vn homme de prendre à ferme les reuenus Ecclesiastiques des Curez & Moines; Il est respondu, qu'il n'est licite à vn homme fidele de s'entremesler d'une chose où il y ait idolatrie conjoincte, comme de ce qu'on appelle la parene, ou la dedans de l'Eglise, & de faire dire des Messes, Vigiles, & nourrir les Moines qui ne sont ordonnez qu'à seruir à cela : mais de de tenir Priorez, censures, ou Chastellenies pour en rendre le reuenue aux Ecclesiastiques entant qu'ils en sont Seigneurs temporels, le Synode laisse cela à la liberte de ceux qui le voudront faire.

Au Synode de Vertueil 1567. Il est dit que l'article du I. Synode Paris, qui est celuy qui precede, touchant les Fermiers des biens Ecclesiastiques, demourera en son entier. Et pour l'esclaircissement d'iceluy; La Compagnie y comprend toutes sortes de fermes, esquelles en quelque sorte que ce soit l'idolatrie est entretenüe. Et d'autant qu'on apperçoit que quelques-uns pour euiter les censures se seruent de quelques moyens & subtilitez en prenant lesdites fermes. Le Synode declare que ce sera à la prudence des Consistoires de iuger des abus qui y pourroient estre commis.

Le Synode de Ste. Foy 1578 declare qu'encores que tenir la temporel des benefices à ferme soit vne chose indifferente. Toutefois les fideles seront aduertis de ne s'entremesler beaucoup de telles trafiques pour la mauuaise & dangereuse consequence, dequoy les Consistoire & Colloques iugeront prudemment. Ce qui est la fin de l'article present.

Le Synode de Figeac suiuant 1579. confirme le reglement precedent, adioustant seulement ces mots, neantmoins lesdits inconueniens cessans, il ne peut estre defendu à ceux de la Religion de prendre telles fermes, & de ce cognoistront les Consistoires.

Au mesme Syn. il est dit que, ceux de la Religion qui iouissent des dismes leur sera demoneé qu'ils ayent à les employer à bons usages, comme à l'entretenement du Ministère, subuention aux necessitez des pauvres, instruction d'Ecoliers, com-

me popiniere de l'Eglise. & nullement à leur profit particulier, sur peine d'estre censuré jusqu'à la suspension de la Cene.

Cela est conforme en quelque sorte à ce qui avoit esté arresté dès le Syn. de Lion 1563. Sçavoir que, ceux qui tiendront quelques biens Ecclesiastiques, sans se vouler en aucune idolatrie, & se mettent en deuoir d'en extirper toute superstition, pour le moins qu'elle ne s'y commette de leur consentement & aduieu, faisant protestation par mesme moyen de renoncer à tout droit qu'ils pourroient auoir du Pape, moyennant aussi qu'iceux biens fussent noiroirement employez en vsages bons & legitimes, tandis que le Roy leur permettra d'en jouir avec liberté de conscience, ils ne seront point rejettex de la Cene.

Au Syn. de la Rochelle 1581. Il est porté que, quand aux patronages, beneficiers & Fermiers de benefices, les choses demeureront selon les anciens reglemens de la Discipline, cependant chacun rapportera en sa Prouince les difficultez qu'on a faites & proposées sur telles matieres pour en venir prestes au Synode National, & quant à ce qu'ont requis ceux du Languedoc, Gascogne & Perigord, qu'il leur soit licite pour le bien de leurs Eglises de censurer tels Fermiers, la chose est remise à la prudence des Synodes Provinciaux.

Mais pource que quelque Prouince abusoit en quelque sorte de cette Confession, obligeant leuidits Fermiers à bailler à l'Eglise quelque somme de deniers. Le Synode de Vittré 1583. A jugé que, dorénavant cette façon de faire avec telle rigueur ne sera plus usitée: mais bien que lesdits Fermiers seront exhortez selon leur deuoir de contribuer quelque notable partie de leur gain, pour subuenir aux affaires Ecclesiastiques, auxquelles ce reuenu est particulièrement affecté.

Au Synode de Montauban 1594. Sur la proposition faite par les Deputez de Gascogne s'il est loisible de prendre à nouveau s'es le fonds & domaine des Ecclesiastiques Romains, à la charge de porter la rente au Couuent & autres domiciles desdits Ecclesiastiques, A esté aduisé qu'il n'y a point d'inconueniens, pourueu que ce ne soit point de choses qui seruent à l'idolatrie, comme de porter encens, cires pour faire cierges, & autres telles choses semblables.

Au meisme Synode il est dit, qu'on ne changera rien en cet article; mais seulement qu'on obuiera aux abus qui s'y commettent. Ce qui est confirmé au Synode de Saumur 1596.

Le meisme Synode de Montauban dit que, l'article deuxiesme du Chap. 14. de la Discipline, demeurera en son entier touchant les patronages. Ceux qui sont patrons laïcs, pourront neantmoins protester de leurs droits & émolumens, pour la conseruation d'iceux, se fondans sur ce que ladite collation est contraire à la Religion, contre laquelle ils ne sont tenus faire aucune chose, ainsi que portent les Edicts de pacification.

Au Synode de Montpellier 1598. Sur la question s'il est loisible d'acquiescer des terres aux conditions d'entretenir le seruice qu'on appelle diuin en la Papauté; La Compagnie est d'aduie qu'il faut mettre difference entre ceux qui acquiescent aux conditions de payer tels ou tels droits à un Euesque, Abbé, ou Curé, &c. & ceux qui stipulent en termes exprés de faire dire la Messe. Que ceux-là ne sont censurables; mais qu'on doit declarer à ceux-cy, qu'ils ne passent en bonne conscience ny acquiescer ny posseder telles terres.

Au Synode de Gergeau 1601. conformément aux reglement cy-dessus, il est dit que, La Compagnie faisant droit sur l'appel interjeté du jugement d'un Synode Prouincial, est d'aduie que les Fermiers des Ecclesiastiques qui ne se mesient en aucune idolatrie, ne doiuent estre exclus de la S. Cene: & censure ledit Synode pour auoir en cela excédé la Discipline.

On peut encore rapporter à cet article les reglemens cy-dessus, au sujet de ceux qui ont quelque part à toute superstition.

Au Synode de Saumur 1596. Sur la proposition du *Député de Gascogne*, si un *Magistrat ou Juge de la Religion*, peut deferer le serment aux *Papistes* sur le *Crucifix*, reliques, autels, custodes & autres choses appartenantes à l'*Idolatrie*, aux le requerrant. La Compagnie a advisé que le *Juge fidelle* ne doit deferer aucun tel serment, mais exhorter les parties de jurer par le *vray Dieu*; Que si les parties ne veulent, & insistent à jurer autrement, pourveu qu'ils se contiennent de ordonnances du *Roy*, le *Juge fidelle* les peut recevoir.

Au Synode de Gap 1603. Sur la question, s'il est loisible de prester sermens au *Magistrat*, mettant la main sur la Bible, La Compagnie jugeant telle Ceremonie estre de dangereux consequence, declare qu'on n'en doit point user, mais se contenter de lever la main.

Au Synode de Charanton 1631. La Compagnie a approuvé la Sentence rendue par le Synode de *Saintonge*: qui a jugé que les *fidèles* ne doivent demander que les parties de contraire Religion jurent sur le *Tc igitur*, ou sur la *Croix*.

Au même Synode. Sur ce qui a esté représenté qu'en plusieurs lieux, commandement a esté fait par le *Magistrat* à ceux de la Religion, de tendre deuant leurs maisons au jour de la feste appelé du *Sacrement* ou du *Sacre*: & que plusieurs par une infirmité déplorable se sent tant oubliez que d'exécuter une Ordonnance qui engage leur conscience à deferer à la creature l'honneur qui est deu au *Createur*. La Compagnie ne pouvant assez témoigner la juste douleur qu'elle recevoit d'une lâcheté si inexcusable, interpella les consciences de ceux qui sont tombez en des fautes si rejugnantes à la *vraye piété*, par la frayeur du *Dieu vivant*, par le zele de sa gloire, par les entrailles de la *misericorde* du *Fils de sa dilection*, & par les soins que tous les *Fidèles* doivent avoir de leur salut: les exhortant de reprendre leur zele, se rendre *fidèles imitateurs* de la foy & constance de leurs Freres, & témoigner par leur persévérance au bien, la sincérité de leur repentance & de l'affection au service de *Dieu*. Enjoins en outre aux *Consistoires* des lieux où tels scandals sont arrivez, de reprimer avec une sainte vigueur ceux qui en donnent l'exemple: & aux Synodes de proceder par toutes censures Ecclesiastiques, jusques à suspension & deposition de charge, les *Pasteurs* & *Anciens*; qui par leur continuation ou dissimulation, favorisent ou pourroient favoriser cy-apres les delinquans.

Au Syn. de Charanton 1644. Il est porté que, Pource que l'adoration qui est vendue par l'Eglise Romaine à l'*Hostie* qu'elle pretend consacré, tant en son service public, que lors qu'elle la fait porter en procession & aux malades, a pour fondement unique cette fausse presuppotion, que par la consecration elle est faite proprement la même corps qui a esté pris au ventre de la *S Vierge* par le *Fils Eternel de Dieu*, & joint à sa Personne diuine, à laquelle appartient tant deuant qu'apres son Incarnation l'Emboire, la gloire & l'adoration proprement, & non à son humanité séparément. Que l'Eglise Rom. ne vend ny n'exige pour l'*Hostie* consacré une l'adoration de la-trie, & que ceux de la Rel. par cela même qu'ils suivent une autre croyance touchant la substance de cette même *Hostie*, qu'ils tiennent estre depuis sa consecration la même matiere insensibie & inanimée qu'elle estoit auparavant, ne peuvant, suivant le sentiment de leur conscience & le principe fondamental du Christianisme, attribuer l'adoration souveraine à une chose qui de nature n'est pas *Dieu*, ny transférer la gloire du *Dieu* éternel, à une des creatures du plus bas degré. Le Synode les adjure touz par la profession qu'ils font, de servir au *Seigneur* purisme, & par le prejudice irreparable qu'ils content d'une part à la verité qu'ils combattent inconsciemment, & de l'autre à leur propre conscience qu'ils trahissent honteusement,

E c j)

Et à celle tant de leurs Concitoyens de la Communion Romaine, qu'ils enforment en leurs superstitions, que des infirmes d'entre les nôtres, qu'ils induisent en erreur par l'exemple d'une prénomination très-indigne du nom qu'ils portent, de revenir à eux-mêmes, Et de genir devant la face du grand Dieu Et Sauveur Jésus-Christ, auquel ils profanent autant qu'en eux est la gloire : Et ordonne que lors que l'Hostie sera portée par ceux de l'Eglise Romaine, chacun se retire le plus promptement qu'il luy sera possible, pour ne donner aucun scandale à leurs prochains. Et quant à ceux qui ne se voulans retirer se paissent de cette imagination frivole, qu'ils peuvent sans porter, comme font les membres de l'Eglise Romaine, leurs pensées à l'adoration de l'Hostie, quelle sert de mesme culte que la Divinité, se conformer à sa coutume par une complaisance servile, en tirant le chapeau lors que ladite Hostie passe, sinon à cause qu'elle-mesme comme leur complaisance requeroit, au moins en l'honneur du Curé ou du Vicaire qui la porte, Et de ceux qui l'accompagnent, veu qu'ils ne répondent en cela, ny à l'intention de ceux qu'ils pensent gratifier, autant qu'ils entreprennent de substituer une salutation au culte religieux que l'Eglise Romaine ordonne, Et qu'ils l'attribuent à un autre objet que celui qu'elle propose : S'arrestant contre les maximes de la civilité recenüe entre tous les hommes, à honorer, non comme pretend l'Eglise Romaine le Seigneur de gloire, mais en sa presence Et comme à son mépris, le Ministre qui se dit appelé pour le servir, Et cela mesme dans l'acte propre du service qu'il pretend luy rendre, ny au devoir de la sincerité Chrestienne, qui requiert que nos faits soient de véritables expressions de nos desseins, Et non des feintes tromperies de ce qui non seulement n'est pas dans nostre intention, mais y est formellement contraire, pour abuser malignement ceux qui nous voyent Et observent ; ny enfin l'exemple des anciens Chrestiens, qui ne pouans nullement souffrir de tels déguisemens ; mais les venans pour sacrilèges Et impietez, ont mieux aimé s'exposer à la mort, que se départir sans soit peu de la fidélité jurée à Dieu en leur Baptesme. Le Synode ordonne qu'il leur sera soigneusement remonstré qu'ils ne peuvent continuer en cette hypocrisie, de quel que pretexte qu'ils la colorent, sans derision Et moquerie ouverte de Dieu Et des hommes, sans scandale de leurs freres, Et sans blessure mortelle de leur conscience : Et en cas qu'il s'obstient en leurs mauvaises resolutions, enjoint à tous les Consistoires de les poursuivre par toutes censures Ecclesiastiques, comme indignes de la communion des fideles, apres avoir fait par tout où besoin sera lecture publique du present acte, afin que nul n'en pretende cause d'ignorance.

Au Synode de St. Maixant 1609. Sur la question des Deputez de la basse Guienne. La Compagnie a jugé qu'en bonne conscience un fidele peut recevoir la subvention octroyée par sa Majesté aux pauvres qui ont esté incommodéz portans les armes pour son service, Et ne seront exclus de ce S. Sacrement nonobstant la croix qu'ils portent sur le manteau, non pour marque de superstition, mais pour signe de leur condition. Seront toutefois exhortez d'avoir égard lors qu'ils se trouvent aux S. Assemblées, de fuir tout scandale.

III.

Ceux qui par moyens illicites, comme par Bulles du Pape, ou achapt de deniers, tiendront les Benefices, Et pareillement ceux qui entretiendront l'idolatrie di-

rectement ou indirectement , sont declarez indignes d'estre receus à la Communion de la sainte Cene. Quant aux benefices desquels on pourroit quelqu'un par droit de Patronage, soit par prouision du Seigneur Patron Laïc, soit par collation de l'Euesque, les fideles sont aussi aduertis de n'en receuoir aucun qu'on leur vueille bailler, sous condition tacite ou expresse de quelque seruice dedié à l'idole.

OBSERVATIONS.

Le commencement de cet art. jusques à ces mots, *quant aux benefices, &c.* est du Synode de la Rochelle 1581. mais le reste depuis ledictes paroles jusque à la fin, est du Synode de Figeac 1579.

Au Synode de Poitiers 1560. Sur la question s'il est loisible à vn moine qui est sorti de son Monastere des'ayder de la dispense du Pape, pour l'entret en ses biens. Le Syn. respond, que le Moine à mal fait d'obtenir telle dispense, & seroit encores plus mal de s'en seruir pour jouir de ses biens si injustement.

Au mesme Synode de Poitiers. Sur la question si les Curez & beneficiers vangent à l'Eglise peuuent prendre le reuenu de leurs benefices, entretenant le Ministère. Resp. Non.

Au mesme Synode. Vn Curé ayant rendu sa cure, & n'ayant touché les deniers d'icelle, ne pourra estre receu à la Cene, qu'en protestant de ne prendre, & receuoir lesdits deniers. Et pour la faulte qu'il a commise d'auoir vendû sadit cure, sera recognoissance deuant le Consistoire.

Au Synode d'Orleans 1562. Il est dit que, les fideles ne pourront en bonne conscience obtenir aucuns benefices, ny partie du reuenu d'iceux, au cas que par ce moyen ils adherassent à aucune espèce d'Idolatrie; on y fauorisassent en quelque façon que ce soit.

Au Synode de Lion 1583. Il est porté que, les Gentils-hommes, & autres qui tiennent des benefices sous le nom de quelque prestre, où l'Idolatrie regne encores, seront serueusement admonestez de s'en abstenir dans quelque temps, & où finalement n'obéiront à l'admonition, seront retranchez de la Cene.

Au mesme Synode. Sur la question, si vn particulier pourroit en saine conscience preser son nom à vn autre, qui sous iceluy vouldroit jouir des fruits d'un certain benefice, a esté aduisé qu'il ne le peut faire aucunement.

Au mesme Syn. sur la demande que fait vn particulier qui ayant renoncé à ses benefices, demande conseil de ce qu'il doit faire des titres, lectures, & autres enseignemens des terres, & autres reuenus de son benefice, A esté aduisé qu'il s'en chargera par iustice, & selon l'ordonnance du Magistrat. Quant aux lettres de Collation il les rompra.

Au mesme. Ceux de Viuares demandans si en bonne conscience on peut donner la Cene à vne Abbaisse, qui auroit embrassé la Religion, & neantmoins retiendroit encores les reuenus de son Abbaye, & ne les employe-

roit à leur droit usage. La réponse est, qu'on ne peut luy donner la Cene. Au mesme Syn. fut proposé, sçavoir, si un Ministre qui a esté auparavant Curé, & qui n'a autre bien, & revenu que celui qui appartient à la Cure, qui peut valloir environ 600. livr. lequel revenu il ne peut exiger qu'en contraignant par le Magistrat ceux qui doivent, & que le Magistrat ne les peut condamner, sinon qu'il agisse au nom de Curé. On demande s'il luy est permis de le faire. Répon-
se, Non.

Au Synode de Paris 1565. Il a esté dressé vn acte fort ample sur cette matiere, dont le sommaire est, que puiseux ceux qui veulent approcher de la Table du Seigneur, le doivent soigneusement examiner; & qu'en des principaux fruits de cet examen est de cognoistre si on a bien renoncé à tout ce qui est contraire au service de Dieu. Et que les beneficiers, ainsi nommez, encores qu'ils ayent quelque cognoissance de la verité, retenans cette qualité, & jouissans aucunement des fruits de ces benefices, ne semblent pas s'acquies-
ce de deuoir. Sur la question s'ils doivent estre admis à la Cene. La réponse est que ceux d'entr'eux qui quitans leurs benefices, le retiennent neantmoins quelques perfections sur iceux, soit par provision de Rome, ou convention secrete avec ceux qui en sont inuestis par leur resignation ou autre moyen, ne seront recueus à la communion, en ce que, où ils recognoissent encores l'autorité du Pape dans ses indults, où ils assujettissent vn autre aux memes superstitions & idolatries qu'ils font profession de fuir en leur particulier: & ainsi approuuent encores, entant qu'en eux est, le mal qu'ils ont fait, & auquel ils ont renoncé. Semblablement & en plus forts termes encores, sont condamnés ceux qui se seruent du nom emprunté de quelqu'un qui est dans leur dependance pour jouir de tout, ou partie du revenu des benefices, ou en trafiquent, & disposent à leur plaisir; veu que c'est vn déguisement honteux de la verité, & vne faulx couuerture du mal. Que quand à ceux qui avec la jouissance des fruits des benefices en retiennent le nom & titre, s'abstenans cependant des superstitions qui y sont jointes, en vñs bien dudit revenu, ils sont plus excusables. Et neantmoins seroit plus à desirer qu'ils s'en depouillassent absolument: & seront soigneusement exhortez de renoncer entièrement à tout ce qui peut estre dans quelque dependance de l'autorité du Pape, & de mettre pene, entant que faire se pourra, à ce que toute superstition & idolatrie soit bannie des lieux, maisons & benefices qui dependent d'eux, pour y establir le pur service de Dieu par le S. Ministère, & n'autoriser directement ou indirectement, par eux ou par d'autres quoy que ce soit, qui soit contraire à la pureté de l'Euangile. Et que quand au revenu deldits benefices, ils l'employent aux saints usages auxquels il a esté premierement destiné, comme font la subvention des pauvres, l'entretien du service de Dieu, l'erection des Colleges & Ecoles, pour l'instruction de la jeunesse, & l'assistance de quelques pauvres escoliers, pour fournir par leur moyen les Eglises de Ministres, employans du moins le tiers deldits revenus à ces usages pieux, telos les anciennes coustumes, sous lesquelles conditions ils pourront estre admis à la S. Cene.

Au Synode de Vitry 1583. Il est dit que, Les Gentils-hommes & autres, qui auront droit de patronage, ne seront pressés pour leur faire quitter leur droit, mais seront admonestéz, s'il en tirent quelque profit, d'employer le revenu, ou deniers qu'ils en auront en bons usages, comme à l'entretien de l'Eglise, des Colleges, & des pauvres.

Et au mesme Synode sur le fait proposé par le Deputé de Poitou touchant

quelqu'un qui s'estoit desfait d'un benefice, & en tiroit encores pension du Curé qui le tenoit. A ceste response, qu'il sera adverti ou de quitter telle pension, ou de l'employer à bons usages.

Au Synode de Montauban, 1594. Il est dit que, ceux qui tiennent des benefices par collation Royale, & sans charge d'ames, seront exhortez d'employer une bonne partie de leur revenu à bons & droits usages, comme à l'entretienement du vrai service de Dieu, & des pauvres: autrement il sera procédé contre eux jusqu'à la privation de la S. Cene.

Au Synode de Gergeau 1601. Le Synode a jugé que les Seigneurs & Gentilshommes de la Religion Reformée qui ont des Chapelles & Temples où se dit la Messe, ne pouvant en bonne conscience les faire restablir, encore qu'ils ne puissent garder le Domaine qui y est annexé qu'en les restablissant.

Au Synode de Toncins 1614. Il est estroitement defendu aux Synodes Provinciaux, Colloques, & Consistoires, d'admettre à la S. Cene du Seigneur, ceux qui entretiennent directement l'idolatrie, & qui nourrissant en icelle leurs enfans, ont recourus aux dispenses du Pape pour les pourvoir de benefices, & en jouir sous leur nom; & sont telles gens jugées indignes d'obtenir témoignage en l'Eglise, pour estre admis aux charges importantes à la sainteté d'icelles.

Au Synode de Vitry 1617. Les Deputez de la Prouince de Bourgogne ayant demandé si quelqu'un en bonne conscience peut vendre un droit de patronage, ou Chapelainie pour employer l'argent qu'il en a recu en œuvres pieuses. A esté dit qu'il le peut suiuant l'arrest du Synode National de Vitry 1585.

On peut rapporter encores à cet article le quatriesme du Chap. 12. de la Discipline, & les observations faites sur ledit article, que l'on peut consulter pour plus ample esclarcissement de cette matiere.

IV.

Les Imprimeurs, Libraires, Peintres & autres Artisans, & en general tous fideles, notamment ceux qui ont charge en l'Eglise, seront admonestez de ne faire aucune chose de leur estat qui depende directement des superstitions de l'Eglise Romaine. Et quant aux faits particuliers, & à la correction qui y eschet, ce sera au Consistoire d'en juger.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode d'Orleans 1562.

Au Synode de Vertueil 1567. Il est dit qu'en explication de cet article a esté resolu que les Charpentiers, Maçons, Vitriers & tous autres, de quelque mestier qu'ils soient s'abstiendront de faire chose aucune de leur art, qui puisse en quelque chose que ce soit favoriser l'idolatrie, dequoy ils seront advertis, & s'ils ne s'en veulent abstenir, ils seront suiez aux censures.

Au Synode de Charanton 1631. Il est dit que, La Compagnie ne pouvant rien

adjouster ny changer à l'art. 4. du 14. chap. de la Discipline, remet à la Promesse de Normandie d'establiir pour son usage particulier le Reglement qu'elle jugera plus cennuenable à l'edification des Eglises de son département.

V.

Les Notaires, Secretaires, & autres qui par le deu de leurs charges, sont obligés à signer & sceller indifferremment les choses qui leur sont présentées, ne seront repris pour auoir receu testamens, passé Contracts, & expedie lettres des choses qui concernent l'idolatrie, ny les Iuges pour auoir jugé des causes concernantes les biens Ecclesiastiques, & l'execution de l'Edict.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Paris 1565. jusques à ce mot *l'idolatrie*. Et depuis ce mot jusques à la fin, c'est du Syn. de la Rochelle 1571. qui eclaircit ce qui estoit couché dans l'article de Paris, touchant les jugemens de choses qui sont contraires à la Religion.

Au Synode de Vertueil 1567, Il fut dit que, d'autant que plusieurs freres ont fait difficulté sur cet article, touchant les Iuges & Notaires: on a esté d'aduis de renuoyer cette matiere aux prochains Synodes Prouinciaux, afin d'en deliberer meurement & rapporter leur aduis avec les raisons d'iceluy au prochain Synode general; attendant lequel le susdit art. tiendra. Le Synode suiuant fut le susdit de la Rochelle 1571. ou fut simplement adjousté ce qui est à la fin de l'art. comme dit a esté.

Au Synode de Montauban 1594. Il est dit que, Veu que les Notaires en plusieurs lieux vacquent à boutiques ouuertes à passer toute sorte de contrats & transactions; à quoy plusieurs d'entre le peuple sont occupex, au lieu de sanctifier le jour du repos. A esté aduisé que les Notaires ne passeront contrats le jour de Dimanche, si ce ne sont contrats de Mariage, testamens, accords de differens & procez entre les parties, en choses qui ne peuuent estre différées, ausquels cas qui sont de nécessité ou de charité, on pourra passer tels contrats audit jour, pourueu qu'en le fasse hors des heures de l'exercice de la Religion, & sans ouurir les boutiques, sans que faire se pourra. Il est vray que ce reglement peut estre mieux placé au Chapitre 10. des saints Exercices, aux remarques faites touchant la sanctification du Dimanche.

VI.

Les Arbitres ne se mesleront aucunement des choses concernantes l'idolatrie, directement ou indirectement.

OBSERVA-

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de la Rochelle 1571.

Le Synode de Paris 1565. avoit déclaré que, les *Aduocats arbitres*, & tous autres ayant des charges libres, seroient admonestez de s'abstenir du tout de plaider ou autrement traiter les causes beneficiales, ou autres telles & semblables maieries.

VII.

Les Aduocats & Procureurs ne pourront postuler és causes qui tendent à oster le Presche & establir la Messe. Et en general ne leur sera permis de donner conseil aux Ecclesiastiques Romains és causes qui tendent directement ou indirectement à l'oppression de l'Eglise.

OBSERVATIONS.

Le Synode de la Rochelle, 1571. dit que, les *Aduocats* seront aduertis de ne postuler, ni bailler conseil mesmes, és causes beneficiales. Toutefois pourront prendre charge des causes regardant l'exécution de l'edit.

L'Article fut enfin dressé tel qu'il est à présent au Syn. d'Alés 1620.

VIII.

Ny les Euesques, ny les Officiaux, ny les Archidiacres tels qu'ils sont à present, n'ont de droit aucune jurisdiction Ecclesiastique ny Civile. Toutesfois pour ce que les fideles sont quelquefois contrains d'aller pardeuant eux, pour obtenir leur droit, lequel autrement ne pourroit estre obtenu, ils s'y pourront adresser : y estans renuoyez par le Magistrat, auquel premierement ils s'adresseront.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est du Synode de Paris 1555. qui au sujet de la restriction portée par l'article sur le fait dont est question adjouste qu'il se-
voit toutefois à desirer qu'un chacun s'en abstint entierement.

Ces dernieres paroles, y estans renuoyez, &c. juiques à la fin, sont du Synode de la Rochelle 1571.

IX.

Les Aduocats fideles ne doiuent postuler aucunement, ny plaider deuant les Officiaux, sinon es cas pour raisons desquels on peut poursuire son droit deuant eux, suiuant l'article precedent.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Poitiers 1560.

On peut rapporter encores à cet article ce qui a esté remarqué cy-dessus, sur l'article 13. du Chap. 5. de la Discipline.

On pourroit encores rapporter à ce meisme article, la griëue censure qui fut faite au Syn. de Montauban 1594. d'une Prouince particuliere pour auoir fait vne proposition au Synode, jugée tout à fait indigne d'estre mise en deliberation, sçauoir, *s'il seroit bon d'agir politiquement contre le Pape avec ceux de l'Eglise Romaine pour maintenir les libertez de l'Eglise Gallicane*, pour faire voir combien les Synodes ont rejeté, tout ce qui tend aueunement à entretenir quelque vnion avec les aduersaires de nostre Religion, en choses qui sont de la conduire & ordre de l'Eglise.

X.

Ce n'est chose illicite de soy d'exercer les Jurisdicitions civiles & procurations sous les Ecclesiastiques, lesquelles ne touchent rien à ce qu'ils appellent la spiritualité.

OBSERVATION.

Cet article est du Synode de Paris 1559.

XI.

Les fideles ne pourront obtenir, ny faire jetter Monitoire, ny Excommunication del'Eglise Romaine.

OBSERVATIONS.

Dés le Synode de Paris 1559. Il auoit esté dit sur vne proposition particuliere que, *ceux qui se seruent d'excommunication Papales se polluent.*

La meisme chose fut confirmée au Synode d'Orleans 1562. qui adjonste cecy à l'article, que *l'on ne pourra obtenir dispense de sermens de l'official, ou d'autre de l'Eglise Romaine, & où il y auroit tromperie, le serment ne pourroit empêcher la rescision du contract.*

Au Synode de Montpellier 1598. Il est dit que, *Les Advocats & Procureurs faisans profession de la Religion ne pourront requérir pour leurs parties des Monitoires, attendu que cela depend de leur volonté. Mais les Juges les pourront ordonner, d'autant qu'ils sont personnes publiques, qui doivent juger selon les loix.*

Au Syn. de Tonneins 1614. Sur la remonstrance des Deputez du haut Languedoc, qu'attendu l'utilité qu'on rapporte des Monitoires obtenus contre ceux de l'Eglise Romaine, pour tirer d'eux la verité, il seroit à propos que la demande en fust permise, & l'art. ix. du 14. chap. rayé. Le Synode n'a ordonné que l'article demeureroit sans changement.

Au Synode d'Alès 1620. La Province de Normandie demandant quelque modification à cet article. La Compagnie a ordonné que l'article demeureroit en son entier, selon la resolution du Synode de Tonneins.

On peut aucunement rapporter à cet article, ce qui fut dit au Synode de Loudun 1619. au sujet de ceux qui presentent leurs noms à des personnes de contraire religion pour leur donner moyen d'évoquer leurs causes aux chambres de l'Edit, attendu que c'est une voye oblique par laquelle on confond en cet égard la distinction qui doit estre entre les deux professions différentes. Le jugement de ladite Compagnie est conceu en ces termes. *Sur les remonstrances des Deputez de l'Isle de France, desenfes sont faites sous les plus grièves & dernières censures à tous ceux de notre Communion de presier leurs noms à des personnes de diverse Religion pour attirer indirectement des affaires, esquelles ils n'ont en effet aucun interest, dans les chambres de l'Edit.*

XII.

D'autant qu'il n'est licite ny expedient d'aller ouyr les Prescheurs de l'Eglise Romaine, ou autres qui se sont ingerez sans aucune legitime vocation, les Troupeaux seront empeschez par leurs Pasteurs d'y aller; & ceux qui iroient seront appelez au Consistoire, & censurez selon l'exigence du cas.

OBSERVATION.

Cet article est du Synode de Paris 1559.

XIII.

Les Seigneurs Gentils-hommes & autres, seront admonestez de n'entretenir en leurs maisons des personnes scandaleuses & incorrigibles, & sur tout s'ils y souffrent des Prestres, chantans Messe ou dogmatisans,

F f ij

pour débaucher leurs domestiques, ou si de nouveau ils en prennent & reçoivent à leur service.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Paris 1565.

On doit rapporter à cet article la réponse qui fut faite sur vn fait particulier au Synode de la Rochelle 1571. d'un aduis qui fut demandé à la Compagnie par vne personne de tres eminente qualité, en ces termes. *La Reyne de Navarre a demandé conseil si elle peut en bonne conscience recevoir ou ordonner des Officiaux Papistes, par faute d'autres, & aussi en cas pareil des Domestiques. Sa Majesté est suppliée de bien regarder de près à ceux qui seront ses Officiers & Domestiques, & le plus qu'elle pourra se servir de gens craignans Dieu, & de la Religion.*

Au Syn. de Vittré 1617. Il fut dit tant sur cet article que sur le suivant que, *pource que l'on voit que l'impiété & indifférence de Religion se glissent & accroissent de plus en plus au grand deshonneur de la gloire de Dieu, & blâme de la vraie Religion. Il est enjoint tres-expressement à toutes les Eglises d'observer exactement les articles 13. & 14. du dernier chapitre de la Discipline, sans acception de personnes, & en rendre compte aux Colloques & Synodes qui sont chargés d'y avoir l'œil, & user de grièves censures contre les Consistoires qui ne s'acquitteront de leur deuoir en cela.*

XIV.

Les peres & meres, seront exhortez de prendre soigneusement garde à l'instruction de leurs enfans qui sont la semence & pepiniere de l'Eglise. Et ceux qui les enuoyeront à l'Ecole des Prestres, Moines, Iesuites, & Nounains, seront poursuivis par toutes censures Ecclesiastiques. Seront aussi admonestez ceux qui mettent leurs enfans pour estre Pages ou autrement, és maisons des Seigneurs & Gentils-hommes de Religion contraire.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de 5^{te}. Foy 1578.

Les paroles du milieu. *Et ceux qui les enuoyeront, &c.* jusques à celle-ci; *seront aussi, &c.* furent ainsi disposées au Synode de Gerseau 1601.

Au Synode de Gap 1603. fut grièvement censuré vn particulier pour auoir continué d'enuoyer son fils au College de Iesuites, nonobstant les censures du

Synode de sa Prouince, Parcille censure est portée contre vn autre particulier au Synode de Tonneins 1614.

Au Synode de St. Maixant 1609. A la demande des Deputez de Viunarez, s'il seroit expedient de prescrire le temps auquel on peut proceder jusqu'à l'excommunication contre ceux qui enuoyent leurs enfans aux Iesuites. Le Synode a jugé que cela doit demeurer à la prudence des Consistoires.

Au Synode de Charanton 1623. La Prouince de Dauphiné ayant requis qu'après ces mots, les Colleges des Moines, Prestres, Iesuites & Nonnains, soit adjoustré, & autres precepteurs Papistes, Le Synode a ordonné qu'il ne seroit rien adjoustré, despendant néantmoins à tous pères & meres fidelles de prendre dans leurs maisons pour l'instruction de leurs enfans aucuns Precepteurs de Religion contraire, remettant au surplus à la prudence des Consistoires, Colloques ou Synodes Prouinciaux de faire les reglemens qu'ils jugeront conuenables à la condition des Eglises qui sent de leur direction.

Au Synode de Castres 1626. Le Synode de Bearn ayant fait sa plainte de ce que le Parlement de sa Prouince s'oppose directement à la pratique de l'Article de la Discipline, qui enjoit à tous les Consistoires de censurer ceux qui enuoyent leurs enfans aux Colleges regis par des Prestres de l'Eglise Romaine, notamment par les Iesuites. La Compagnie a arresté que supplications tres-humbles seront faites au Roy, par le Sieur de Montmartin, Deputé general, à ce qu'il plaise à sa Majesté de conseruer à toutes les Eglises le libre exercice de la Discipline, à elles accordé par ses Edits; Et que les Pasteurs des Eglises de Bearn seront exhortez de preser de plus en plus l'observation de la Discipline, comme fondée sur la parole de Dieu, & les Reglemens & pratique de l'ancienne Eglise.

Au Synode de Charanton 1631. Il est enjoit à toutes les Prouinces de pratiquer soigneusement l'exhortation portée tant par le 6. article des observations du N. de Charanton 1623. sur la Discipline, que par le cinquième des faits particuliers de celui de Castres, & de ranger à leur deuoir par tous moyens legitimes & possibles ceux qui font instruire leurs enfans par des Prestres & les enuoyent à l'escole des Iesuites.

Au Synode d'Alençon 1637. Charge expresse est donnée à toutes les Prouinces de tenir la main à l'execution de l'article 14. du Chap. 14. de la Discipline, & de respondre au Synode National prochain du deuoir qu'elles y auront fait.

XV.

Ceux qui auront des freres, sœurs, ou autres parens ayans quitté leur Monastere pour seruir à Dieu en liberté de conscience, seront exhortez de les assister & pouruoir selon le deuoir d'humanité & parentage.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Paris 1565. qui veut mesmes que l'on venuoye telles gens à partage, ou du moins leur donner nourriture & pension, enjoignant cela sous de grieues censures.

Ces dernieres paroles, seront exhortez, &c. jusques à la fin, sont du Synode de la Rochelle 1571.

XVI.

Les Ministres, ny autres de l'Eglise ne pourront faire imprimer livres, composer par eux ou autres touchant la Religion, ny autrement les publier, sans les communiquer au Colloque, ou si besoin est au Synode Provincial, & en cas que la chose presse, aux Academies, ou à deux Pasteurs, qui seront nommez par le Synode, & attesteront de l'examen par eux fait desdits escrits.

OBSERVATIONS.

Dès le Synode 1559. Il fut dit que, les Ministres ny autres de l'Eglise ne pourroient faire imprimer livres composer par eux, ou autres touchant la Religion; ny autrement publier sans les communiquer à deux ou trois Ministres non suspects.

Au Synode de la Rochelle 1581. Il est ordonné, que dorénavant les Ministres, & autres fideles ne publieront ni par impression ny autrement leurs escrits & autres particuliers, sans exprès congé & approbation du Colloque.

Le Synode de Montauban 1594. veut que, ceux qui s'ingèrent de faire imprimer des livres sans au préalable sans les avoir communiq. aux Colloques & Synodes selon la Discipline, soient grièvement censurez, & leurs escrits supprimés.

Au Synode de la Rochelle 1607. Il fut adjousté à la fin de l'article, & en cas que la chose presse aux Academies, ou aux prochains Pasteurs.

Depuis au Synode de Charanton 1631. Mr. le Commissaire ayant requis que désormais aucun escrit ne fust donné ou publié, sans avoir au préalable esté examiné par ceux que le Synode aura commis pour cet effet, l'article fut dressé tel qu'il est à présent, ayant esté mis à la fin, au lieu de ces mots, ou aux prochains Pasteurs, ceux-cy, ou à deux Pasteurs, nommez par le Synode qui attesteront de l'examen par eux fait desdits escrits.

Au Synode d'Alés 1620. entre les observations qui furent faites sur la Discipline. Il est porté expressément sur cet article que, les Synodes, Colloques, & Consistoires, sont exhortez d'avoir l'œil à ce que tous les Pasteurs & Anciens, qui mettent quelque livre en lumière, observent exactement cet article, & corrigent soigneusement tous les contrevensans.

Au Synode de Caëres 1626. Le Synode enjoins à toutes les Eglises de rendre compte aux Colloques & Synodes Provinciaux des contraventions faites à l'article 16. du 14. chap. de la Discipline. Enjoint aussi aux Colloques & Synodes de censurer ceux qui se trouvent en l'avoir violé, soit qu'ils ayent fait imprimer leurs meditations, soit qu'ils ayent fait publier des livres de controverse.

Au Synode d'Alençon 1637. Il fut dit que, Toutes les Provinces se tenant à la pratique exacte de l'art. 26. du dernier chap. de la Discipline, prendront chacun à son égard les expédiens qu'elles jugeront plus propres pour l'execution d'iceluy.

Et au meſme Synode il eſt porté en ſuite que, ſelon la demande de la Province Poitou, quiconque cy-apres contreviendra à l'Article 16. du dernier Chapitre, & aux Reglemens particuliers pris en ſa Province pour la publication des Livres, ſera ſuſpendu du ſaint Miniſtere.

Au Synode de Loudun 1659. A la requiſition des Deputez de la Province de Xaintonge & de Poitou, l'article de la Diſcipline, & les actes des Synodes Nationaux, qui deſendent de mettre en lumiere les traites de Religion, ſinon qu'ils ayent eſté examinez par ceux qui ſont nommez eſ Synodes Provinciaux, ont eſté eſtendus aux Sermons, & à toutes ſortes d'eſcrits de Religion.

Et ſur ce que dans ce meſme Synode vn liure fut préſenté par vn Pasteur particulier, pour en obtenir l'approbation de la Comp. il fut renvoyé au Synode de ſa Province pour en juger, ſelon les arreſtez des Synodes Nationaux.

L'Article 15. du Chap. 1. de la Diſcipline à tant de rapport à celuy-cy, qu'il ſera tres à propos de les conſerer enſemble, & les obſervations qui ont eſté faites tant ſur l'un que ſur l'autre. Veu ſur tout que cette matiere a toujours paru de tres grand importance aux Synodes Nationaux, comme pouvant cauſer beaucoup d'edification ou de trouble, ſelon ſon bon ou mauvais uſage.

XVII.

Ceux qui mettent la main à la plume pour traiter en poëſie les Histoires de l'Eſcriture ſaincte, ſont aduertis de n'y meſler les fables poëtiques, & de n'attribuer à Dieu le nom de Faux Dieux, & de n'adjouſter ou diminuer à l'Eſcriture ſaincte, ains ſe tenir au plus pres des termes d'icelle.

OBSERVATIONS.

Cet article eſt du Synode de 5^{te}. Foy 1578.

Cet article a auſſi beaucoup de conformité avec l'art. 12. du Chap. 1. de la Diſcipline on y pourra auoir recours & aux obſervations qui y ont eſté faites pour juger de l'importance de ce reglement.

XVIII.

Les livres de la Bible, ſoit Canoniques ou autres, ne ſeront transformez en Comedies ou Tragedies.

OBSERVATION.

Cet article eſt du Synode de Figuerac 1579.

XIX.

Les Eglises où il y aura des Imprimeurs, les aduer-

tiront de n'imprimer livres qui concernent la Religion, ou la Discipline Ecclesiastique, sans premierement les avoir communiquez au Consistoire, pour les inconueniens qui en sont arriuez. Seront aussi exhortez les Imprimeurs, Libraires & Colporteurs de ne vendre livres appartenans à l'idolatrie, scandaleux, contens impieté, & qui pourroient corrompre les bonnes mœurs.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode d'Orléans 1562. qui de plus exhorte lesdits Libraires &c. à n'estre pas deraisonnables en la vente de leurs livres, se contentant d'un gain raisonnable. Pareille chose leur fut recommandée au Synode de la Rochelle 1571. & conformément à cet ordre, au Synode Gap 1603. Les Freres de la Rochelle sont exhortez de donner ordre à ce que l'édition de la Bible faite par Hierosme Haurin, soit mise à prix raisonnable dans la vente.

Les dernières paroles de l'article depuis, seront aussi &c. jusques à la fin, furent ainsi disposées au Synode de la Rochelle 1581.

Le Synode de Montpellier 1598. dit que, Sur les plaintes faites par diverses Provinces, de la licence que se donnent les Imprimeurs, de mettre toute sorte de tinter en lumière. Les Villes & Eglises où il y a l'Imprimerie, sont aduerties de ne permettre qu'aucun Livre soit imprimé, qu'au préalable il n'ait esté vu & approuvé par l'Eglise.

Au Synode de Priuas 1612. Il est dit que, Les Consistoires des lieux où il y a des Imprimeurs sont exhortez de prendre garde aux impressions des Pseaumes à ce que dans les Calendriers qu'on y adjoust rien ny soit mis d'injurieux contre l'honneur des particuliers. Et les Sieurs Pasteurs de l'Eglise de Geneve, sont priez de tenir la main à ce que les Imprimeurs ne contreviennent au present article.

Pareil reglement fut pris à Castres 1626. en cestermes, Les Eglises auxquelles il y a des Imprimeurs seront aduerties de prendre garde que lesdits Imprimeurs ne s'ingèrent point à inserer dans les Calendriers des remarques d'histoires qui puissent tirer à enuie nos Eglises, & augmenter les animositez de nos aduersaires.

Au mesmes Synode de Castres. Il est dit que, Les Pasteurs de l'Eglise de Paris, sont chargez de renouir les citations marginales de la Confession de Roy, & aduertir les Eglises où il y a l'Imprimerie des remarques qu'ils auront faites, afin que ladite Confession soit imprimée correctement & sans aucune diuersité.

Dès le Synode de Vitte 1617. Il auoit esté pris en ample reglement sur ce sujet conceu en ces mots, d'autant qu'on a trouué des fautes notables es impressions des Bibles entieres, Nouveaux Testamens, & Pseaumes à part. Il est enjoint aux Consistoires des Eglises esquelles y aura l'Imprimerie, de prendre soigneusement garde que les Imprimeurs ayent de bons Correcteurs, & employent de bons caractères, & papier. Et en la réponse qui sera faite aux lettres de Messieurs les Pasteurs & Professeurs de l'Eglise & Ecole de Geneve, ils seront priez de prendre soigneusement garde sur les impressions qui se font cy après des saintes Bibles.

à ce qu'elles soient plus correctes que celles qui ont esté cy-devant faites. Dans le meisme acte de ce Synode les Pasteurs de l'Eglise de Montauban furent particulièrement chargés de recueillir les exemplaires du Nouveau Testament qui avoient esté imprimés audit lieu quelques années auparavant in octavo, pour les supprimer à cause des fautes fréquentes de l'impression, qui en alteroient le sens, & des mauvaises consequences du debit de telles copies.

Au Synode de Charanton 1631. Il est dit que, les Imprimeurs de Genève & de Sedan, seront avertis par l'Eglise de Paris, de suivre exactement les observations qui ont esté faites sur les citations adjoustées ou à adjouster es marges de la Confession de Foy.

Au Synode de Charanton 1644. Sur la remonstrance des Provinces d'Anjou & de l'Isle de France, toutes les Eglises des lieux esquels il y a des Imprimeries, sont particulièrement chargées de ne souffrir qu'aucun changement soit fait, ny en la version de l'Escripture sainte, ny en la rime des Pseaumes, ny dans le texte de la Confession de Foy, Liturgie & Catechisme, sans l'ordre exprès du Consistoire, autorisé par le Synode Provincial.

Au Syn. de Loudun 1659. La Compagnie réitérant le 8. art. des faits généraux du dernier Syn. National, qui enjoit aux Consistoires des Eglises où il y a des Imprimeries, de prendre garde qu'il ne se fasse aucun changement ny en la version de la Bible, ny en la Liturgie, ny es Pseaumes sans l'ordre exprès du Consistoire autorisé par le Syn. National, en recommande estreicte l'observation ; & declare dignes de censure ceux qui n'en auront pas le soin, & veut qu'ils en rendent compte au Synode National & Provinciaux, & aux Colloques. Et en outre deffend à toutes sortes de personnes de faire imprimer, & joindre avec la Liturgie & Catechisme ordinaire, d'autres Catechismes, ny d'autres prières.

Au meisme Synode. Il est dit, que pour empêcher la diversité qui se trouva es éditions de la Bible, des Pseaumes, de la Liturgie, & du Catechisme. La Compagnie a ordonné qu'en chaque Province on fera les remarques des changements, qui ont esté faits, & de ceux qu'il seroit expedient de faire, pour les envoyer au Consistoire de Paris, qui en fera choix selon sa prudence, & en informera le Synode de l'Isle de France, qui donnera les ordres necessaires pour former une édition bien correcte de la Bible & des Pseaumes, de la Liturgie, & du Catechisme, à laquelle les Imprimeurs se conformeront dans les impressions qu'ils feront à l'avenir. En outre a donné charge aux Consistoires des lieux où il y a Imprimerie d'y tenir la main, & pour l'exécution dudit acte ont esté nommez divers Pasteurs on ce Synode.

XX.

Encore que les Prestres s'usurpent faussement les dixmes à raison de leur administration; neantmoins elles doivent estre payées, eu égard au commendement du Roy, & pour éviter sedition & scandale.

OBSERVATIONS.

Ce fut au Synode de Paris 1559. que cet article fut dressé sur la proposition faite par le Pasteur de sainte Lo, le meisme Synode declarant que cecy est des

G g

choses indifférentes, esquelles il paroît euidentement, tant par cet art. que par le suivant & plusieurs autres de la Discipline, que nos Synodes ont eu soin de s'accommoder à ceux de contraire Religion en toutes les choses qui sont d'elles mesmes indifférentes & qui ne tirent aucune superstition en conséquence, pour éviter toute sorte de scandale & sujet de plainte, & montrer ainsi que si nous nous sommes séparés d'eux, ce n'a été que par des motifs de conscience, où nous estimons qu'il y va de la gloire de Dieu, & non par aucuns intérêts particuliers & considérations mondaines.

XXI.

Les fideles seront exhortez de ne commettre aucun scandale en œuvrant es jours chomables suivant l'Edit.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode d'Orleans 1562.

Au Synode de Montauban 1594. Il est dit que, *les Eglises seront averties de n'innoyer rien en l'observation des Fêtes annuelles, comme de Noël, & autres.*
 Au Synode de Saumur 1596. *Sur ce qui a esté remontré par le Deputy du bas Languedoc touchant l'acte du susdit Synode de Montauban, qui est de ne rien innouer en l'observation des Fêtes annuelles &c. La Compagnie a esté d'avis qu'és lieux où on est contraint de chomer lesdites Fêtes, il est loisible au Pasteur de faire quelques exhortations par l'avis des Consistaires, & aux jours de la celebration de la sainte Cene, de prendre tels textes de l'Ecriture que bon leur semblera, pour l'edification de l'Eglise.*

Au Synode de Vitre 1617. *Sur la proposition qui a esté faite, les Eglises sont averties que d'autant que par l'Edit du Roy, les artisans sont obligés à chomer les jours de fêtes observées par l'Eglise Romaine, outre le jour du Dimanche, il est laissé à la prudence des Consistoires de faire assembler le peuple pour ouyr la predication ou prières publiques, & en cela ils suivront ce qu'ils trouveront expedient & d'edification.*

XXII.

Toutes usures seront tres-estroittement prohibées & reprimées, & se reglera-ton en matiere de prest, selon l'Ordonnance du Roy, & la regle de charité.

OBSERVATIONS.

Dés Synode d'Orleans 1562. Cet article avoit esté couché en cette sorte : *Les Eglises reprendront les usures & toute sorte de concussion, entant qu'en elles servira, & toutefois ne condamneront point ceux qui reçoivent quelque mediocre profit de leur argent, selon l'Ordonnance du Roy & la regle de charité.*

Au Synode de Lion 1563. Il est dit que, *Touchant les interets on est d'avis qu'on se comporte en cela en tout & par tout, selon les Edits du Roy & que sur tout on ait égard à la charité.*

Au Synode de la Rochelle 1581. Il est dit que, *toutes usures excessives & scandaleuses seront estroitement prohibées, & reprimées.*

Au Synode de Saumur 1596. l'article fut corrigé, & remises ces dernières paroles, & *se reglera-t-on, &c.* juques à la fin, telles qu'elles sont à présent.

On peut fort bien rapporter à cet article le règlement qui fut pris au Synode de Verteuil 1567. contre ceux qui sophistiquent, & déguient les marchandises, & vient de telles autres tromperies, avec dénonciation expresse que s'ils ne s'en veulent desister, ils seront sujets aux censures. Les Synodes ayans ainsi pris loin de remédier à tout ce qui peut apporter quelque préjudice aux intérêts du prochain, bien que d'ailleurs il ne soit pas sujet aux peines civiles.

On peut encorés rapporter à cet article ce qui a esté arresté dans les Synodes pour arrêter entre les fideles le cours des procès, & empêcher toute chicane, puisque cela ne tend qu'à la ruïne du prochain.

Au Synode de Saumur 1596. Il est dit que, *ceux de la Religion qui ont des différends, ou procès, tant civils que criminels, seront soigneusement exhortés par les Pasteurs à tascher à s'accorder par arbitres de la Religion, sans plaider.*

On peut enfin rapporter encorés à cet article le règlement pris au Synode d'Alençon 1637. au sujet du trafic des esclaves, comme contraire à la charité Chrestienne, le règlement est tel, *Combien que l'esclavage ayant esté toujours reconnu au droit des gens, ne soit point condamné en la parole de Dieu: & n'ait esté aboly en la plupart de l'Europe par la manifestation de l'Evangile: mais seulement par un usage introduit insensiblement au contraire. Neantmoins pour ce que plusieurs Marchands trafiquans en la coste d'Afrique, & es Indes, où ce commerce est permis, acquerrent des Barbares par échange ou à prix d'argent des Esclaves, de/quels ils transmettent la possession à d'autres, par forme de vente, ou de permutation. La Compagnie confirmant le règlement dressé sur ce sujet en Normandie, les exhorte de n'abuser de cette liberté contre la charité Chrestienne, & ne se défaire de ces pauvres infideles qu'entre les mains des Chrestiens, qui les traitent humainement, & sur tout ayent le soin de les instruire en la vraye Religion.*

XXIII.

Toute violence & parole injurieuse contre ceux de l'Eglise Romaine, mesmement contre les Prestres & Moines seront non seulement empêchées, mais aussi reprimées tant que faire se pourra.

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode de Poitiers 1560.

Conformement à cet article au Synode de la Rochelle 1607. fut lout un Pasteur particulier pour avoir supporté patiemment & avec modestie les outrages publics & affiches seditieuses & libelles d'un Moine contre luy, & fut exhorté de continuer de la sorte, avec ordre cependant aux Deputez généraux d'en faire des humbles remonstrances au Roy.

Cet article est un de ceux dont la pratique est des plus importantes à ceux

G g ij

qui vivent dans nostre communion, tant pour faire voir à en chascun quelle est la debonnaireté, douceur & charité, à quoy nous appelle nostre Religion, que pour converser en paix avec nos concitoyens, en les preuenant par toute sorte de moderation, & de bonté.

Entre cet article & le suivant il y en auoit autrefois un, touchant l'achap des offices dressé à Orléans 1562. mais depuis il fut retranché au Synode de Saumur 1596. comme étant de choses purement politiques, & qui deuoient dépendre des reglemens de l'Estat, & de la volonté du Prince.

XXIV.

Les jureurs, qui par colere ou legereté prennent le nom de Dieu en vain, & autres qui dechirent la Majesté du Seigneur, seront grièvement censurez, & apres vne ou deux admonitions, s'ils ne desistent seront suspendus de la Cene: & les blasphemateurs outrageux, comme aussi les renieurs & semblables ne seront aucunement tolerez en l'Eglise, ains dès la premiere faute seront censurez jusqu'à la suspension de la sainte Cene, & s'ils continuent seront publiquement excommuniés.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est du Synode de Vitry 1583.

Ce fut au Synode suivant tenu à Montauban l'an 1594. que l'article fut dressé tel qu'il est à present dans la Discipline. Ce Synode mesme adjousta au pied de l'article, qu'il auoit esté trouué bon qu'au retour des Députés des Provinces le susdit article fust lu deuant tous le peuple par toutes les Eglises.

Au Synode de Castres 1616. Il est dit que, sur la lecture des articles 24. 25. & suivans jusques au 28. inclusiuement, a esté resolu d'adresser l'article suivant pour estre lu en toutes les Eglises. D'autant que l'ire de Dieu se manifestant à plein du Ciel sur l'impiété des hommes, fond notamment sur ceux qui apres auoir esté honorés de la vocation d'en haut, osent detenir la vérité en injustice, pour envelopper & souillurer de ce monde, & changer la grace de Dieu en dissolution. Le Synode National des Eglises Reformées de France assemblé par la permission du Roy en la ville de Castres; ne pouvant sans estre haué d'une juste douleur, jeter des yeux sur les débordemens qui regnent, apres tant de desolations, entre ceux qui se disent membres de l'Eglise, quoy qu'en effect ils deshonorent la profession de la vraye Religion, par une vie licentieuse, & venient entant qu'en eux est la force de la piété par une méconnoissance ouuverte de la bonté de Dieu, à arrêter que pour preuenir l'ardeur de sa grande colere, & mouuoir de plus en plus les entes ailles de ses compassions paternelles, desquelles il luy a plu se fournir en frappant son herbage,

& obtenir de sa faveur dans le cours d'une vie mieux réglée la continuation de la paix qu'il a renduë contre toute espérance à un peuple contredisant, qui avoit sans provoqué sa jalousie, & qui devoit aujourd'hui avoir si peu profité ou la verge de son châstiment : Toutes les Eglises seront sollicitées par toute sorte d'exhortations à s'humilier par une sérieuse repentance deuant sa Majesté, retrancher extérieurement l'affectation, le luxe, la bigarrure & somptueuse superfluité des habits, les ornemens & passe-temps indécens, comme frisées, laçines, fards, ouvertures de sein, danse, bals, masquarades, feste des Roys, carnavals & toutes autres amours infructueuses de tenebres, afin que tous fideles reformans leurs mœurs & produisant des fruits dignes de repentance, se démontrent par leurs bonnes œuvres, religieux gardiens du précieux deposit de la vérité salutaire. Est aussi enjoint à tous Consistoires de reprimer soigneusement en l'autorité de Dieu l'insolence de tous ceux qui faisant gloire de leur ignominie, pourroient entreprendre à l'advenir de résister par la continuation de leur conuersion dereglée, aux remonstrances qui leur seront adressées au nom du Seigneur.

Et pour parvenir avec plus de facilité à l'exécution de ce saint Reglement, en faire lecture publique par toutes les Eglises, & rendre compte de l'observation d'iceluy aux Collègues & Synodes Provinciaux, à peine de répondre des contraventions qui y seront faites, en leur propre & privé nom. Ce qui fait voir combien les Synodes ont esté soigneux de prévenir les jugemens de Dieu qu'une vic licencieuse attire sur son Eglise, en arrestant par les moyens les plus efficaces le cours de la débauche & du libertinage, qui se glissent quelquefois dans les societez les plus saintes, & corrompent ce qu'il y a de plus pur.

Et pour ce que les blasphemes condamnez par cet article sont entre les plus grands crimes, & qui menacent d'aduantage des jugemens de Dieu. Le dernier Syn. tenu à Loudun 1659. fit cet arresté. D'autant que les blasphemes doiuent estre mis entre les pechez les plus crians, qui provoquent l'ire de Dieu contre les hommes. La Compagnie saisie, d'horreur de voir que tant de prophanes se trouvant engagés dans cet espouventable crime; Elle a ordonné que l'art. 24. du 14. Chap. de la Discipline, sera lue publiquement en toutes les Eglises, avec de pressantes exhortations de prévenir les jugemens de Dieu, par une sérieuse repentance, qui bannisse cet horrible vice d'entre les Chrestiens. Et les Consistoires sont autorisés de prendre les ordres les plus convenables pour l'exécution de ce presente acte.

XXV.

Les Eglises admonesteront les fideles tant hommes que femmes, d'avoir la modestie recommandée, & singulierement en leurs habits, & donneront ordre de retrancher les superfluités qui s'y commettent. Toutes-fois lesdites Eglises n'en feront ordonnance, comme de chose appartenante au Magistrat; mais feront par toutes remonstrances que les Ordonnances du Roy sur ce faites, soient diligemment observées.

G g iij

OBSERVATIONS.

Cet article est du Synode d'Orléans 1562.

Au Synode de S^{te} Foy 1578. Il est dit que, l'art. touchant les accoustrements & habits dissolus tant des hommes que des femmes, sera gardé le plus diligemment & estroitement que faire se pourra, & seront admonestés les uns & les autres de garder modestie, tant es cheveux, qu'en autre chose qui scandalise & offense le prochain.

Et pource que quelque Eglise particuliere vouloit mettre au rang de ces choses superflues les chapeaux de fleurs que portent les fiancées. Le Synode de Gergeau 1601. met cela au rang des choses indifferentes, & que l'on peut tolérer.

XXVI.

On ne pourra prier personne de la Communion de la sainte Cene, pour quelque façon d'habit laquelle seroit ordinaire & accoustumée en ce Royaume : mais en ce rang on ne doit comprendre ceux qui portent notoire marque d'impudicité, dissolution, nouveauté trop curieuse, comme fard, ouverture de sein, & choses semblables. Feront les Consistoires tout deuoir de reprimer telles dissolutions par censures, & contre les rebelles, procederont jusqu'à la suspension de la Cene.

OBSERVATIONS.

Cet article est encores du Synode d'Orléans 1562. Au moins pour le commencement, les limitations qui y sont adjoustées, estans prises des Synodes suivans.

Au Synode de la Rochelle 1581. Il est dit, qu'en esclaircissant cet article de la Discipline pour le reglement des particuliers touchant les habits. La Com^magnie a advisé qu'on ne doit comprendre au rang des habits ordinaires & accoustumés ceux qui portent marque notoire d'impudicité, &c. qui sont à peu près les termes mêmes de l'art. adjoustés à ce qui auoit desjà été établi au Synode d'Orléans susdit.

Et d'autant que ledit Synode de la Rochelle faisoit mention de plusieurs modes particulieres qui auoient la vogue en ces temps-là. Le Synode de Montauban 1594: ordonne que, l'article demeurant en son entier, on effacera seulement les noms de ces modes dont l'usage ne subsisteroit plus. Cela fut encores réitéré au Synode de Gergeau 1601. Et au lieu qu'à la Rochelle on auoit porté les censures de ces desordres jusques à la dernière. Celuy-cy dit.

que l'on usera de support tant qu'on pourra pour l'edification , & qu'on se contentera d'une simple suspension des Sacrements , afin de ranger les delinquans à ce qui est de la modestie Chrestienne. Declarant seulement que, l'on devoit user de plus grande rigueur contre celles qui se sardent , & portent le sein ouvert.

Au Synode de Saumur 1596. quelque Eglise particuliere ayant demandé auid au Synode, sur ce qui regarde le fait des habits dissolus. La Compagnie leur donne conseil de se conformer à cet article de la Discipline sans plus de rigueur.

Au Synode de Vittré 1513. Sur la question si on doit tolerer une femme fidele mariée avec un mary de religion contraire , estre habillée autrement que la modestie Chrestienne ne porte, quand son mary le luy commande, & qu'à faute de ce faire elle tomberoit en piques & mauuais mesnage avec luy. La Compagnie est d'aduis qu'elle soit tolerée pour éviter l'inconuenient susdit, hormis es jours de la Cene, & si elle presentoit un enfant au Baptême, esquels cas elle s'habillera modestement, pour témoigner son humilité & modestie Chrestienne.

XXVII.

Les danfes seront reprimées , & ceux qui sont estat de danser ou assister aux danfes , apres auoir esté admonestez plusieurs fois, seront excommunicez quand il y aura pertinacité , & rebellion. Si sont chargez les Consistoires de bien pratiquer cet Article, en faire lecture publique au nom de Dieu , en l'autorité des Synodes. Et les Colloques exhortez de bien prendre garde aux Consistoires qui ne feront deuoir de les censurer.

OBSERVATIONS.

Dès le Synode de Poitiers 1560. Il fut dit que , Tous Consistoires seront admonestez par les Ministres, de defendre soigneusement toutes danfes, mommeries, & basselleries.

Au même Synode il fut arresté que, celui qui fait messier de danser sera excommunié apres qu'il aura esté plusieurs fois admonesté, & principalement à cause de la pertinacité & rebellion. Le Syn. jugeant ainsi que le refus de se soumettre à l'ordre de l'Eglise est vn des plus grands crimes, & qui rend inexcusables ceux, dont les premieres fautes n'auroient merité que de legeres censures.

Au Synode de Figeac 1579. Il est dit que, Pour le regard des danfes les Ministres & Consistoires seront aduertis qu'ils ayent à faire observer autant estroitement qu'ils pourront l'art. 27. des aduertissemens pour les reglemens des particuliers lequel defend de danser, distinguant prudemment entre ceux qui se monstrent rebelles à cette sainte admonition , & ceux qui monstrent par leur discontinuation auoir profité des admonitions qu'on leur aura faites de ne point danser.

Au Synode de la Rochelle 1581. *A cause des danses, & autres dissolutions qui croissent & pullulent par toutes les Eglises, a esté aduisé que les Confessoires seront exhortez au nom de Dieu de bien pratiquer l'article susdit du Synode de Rengac, & d'en faire lecture publiquement au nom de Dieu, & en l'autorité de cette Compagnie, & les Colloques & Synodes, charger de confesser les Confessoires qui n'y aurons fait, & n'y seront leur devoir.*

XXVIII.

Les Mommeries & Bastelleries ne seront point souffertes, ny faire le Roy boir, ny le Mardy gras; semblablement les joüeurs de passe-passe, tours de souplesses, marionnettes. Et les Magistrats Chrestiens exhortez de ne les souffrir, d'autant que cela entretient la curiosité, & apporte de la despenſe & perte de temps. Ne sera aussi loisible aux fideles d'assister aux Comedies, Tragedies, Farces, Moralitez, & autres jeux joüez en public ou en particulier, veu que de tout temps cela a esté defendu entre les Chrestiens, comme apportant corruption de bonnes mœurs, mais sur tout quand l'Ecriture sainte y est profanée. Neantmoins quand en un College il sera trouué utile à la jeunesse de représenter quelque Histoire, on le pourra tolerer, pourueu qu'elle ne soit comprise en l'Ecriture sainte, qui n'est baillée pour estre joüée, mais purement preschée, aussi que cela se face rarement, & par l'aduis du Colloque qui en verra la composition.

OBSERVATIONS.

Le fondement & commencement de cet article est du Synode de Poitiers 1560. comme il se peut voir sur l'article precedent.

Ce qui suit depuis ces mots, *semblablement les joüeurs, &c.* jusques à *comedy, perte de temps.* est du Synode de Montpellier 1598.

On retrancha au Synode de Gerſeau 1601. ces mots, *de planter des Mayes.*

Au Synode de St. Maixant 1609. *Sur la demande de la Province de Xantong, on n'a point esté d'aduis de remettre en ces art. ces mots, Planter des Mayes.*

Trois fois

Toutesfois les Eglises sont chargées de proceder par toutes censures contre ceux qui le font par superstition, & y commettent des debauches, & insolences. Les Synodes ayans ainsi tousiours égard à ce qui est de l'édification publique, même es choses qui d'ailleurs pourroient estre tolerées comme indifférentes.

Tout le reste de l'article depuis ces mots, ne sera aussi loisible, &c. jusques à la fin fut ainsi dressé & adjousté au Synode de Nîmes 1572.

Au Synode de Vittré 1617. A la requisition de la Prouince du haut Languedoc. Il est enjoint à toutes les Eglises de reprimer soigneusement toutes insolences, comme celles qu'on appelle *Charivaris*, *Rançonnemens de Mariages* & autres. Et ceux qui apres avoir esté admonestés se monstrent incorrigibles, seront poursuivis par toutes censures Ecclesiastiques. Et les Magistrats faisant profession de la vraye Religion seront exhortés d'interposer leur autorité pour empêcher & punir tels scandales.

XXIX.

Tous jeux defendus par les Edicts du Roy, comme cartes, dez, & autres jeux de hazard, & ceux où il y aura avarice, impudicité, perte notoire de temps, ou scandale, seront reprimés, & les personnes reprises & admonestées au Consistoire, & censurées selon les circonstances. Les Blanques aussi ne peuvent estre approuvées, soit qu'elles se fassent par la permission du Magistrat ou autrement.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est du Synode de la Rochelle 1571.

Le Synode de Gergeau 1601. adjousta ces mots, *Impudicité, & perte notoire de temps.*

Au Synode de Montpellier 1598. Il fut dit que, La Blaque qui sera autorisée par les Magistrats pour le soulagement des mineurs, detteurs & marchands, ne sera condamnée, mais les autres qui ne sont de cette qualité, comme celle qu'on appelle *roué de fortune*, sont condamnées.

Mais le Synode susdit de Gergeau declare qu'attendu les grands inconueniens qu'on a remontré estre suruenus en beaucoup d'endroits es Blanques establies en divers lieux de ce Royaume, sera mis à la fin de cet article ce qui s'y lit maintenant, *Isavoir, les Blanques aussi, &c. jusques à la fin, & est dit que, les Magistrats fideles seront exhortés d'y tenir la main.*

XXX.

Assister aux banquetts & festins des nopces, Ma-
H h

riages & natiuité d'enfans, qui se font par ceux de l'Eglise Romaine, est de soy indifferent: toutesfois les fideles sont aduertis d'en user à édification; & de bien sonder s'ils seront assez forts pour resister aux dissolutions, & autres maux qui s'y peuuent commettre, & mesme les reprendre. Ausquels festins ne sont compris ceux que les Prestres font à leur premiere Messe, auxquels il n'est loisible d'assister.

OBSERVATIONS.

Cet article confirme ce qui a esté dit sur le xxviii. du soin que les Synodes ont pris de bannir, mesme des choses les plus indifferentes en elles mesmes, tout ce qui pourroit alterer l'édification publique.

Dés le premier Synode National à Paris 1599. fut proposée vne difficulté, d'une Eglise particuliere qui tenant, selon qu'elle auoit esté enseignée, que les fideles ne pourroient assister en bonne conscience à tels festins, bien qu'il n'y eust aucune superstition, n'y Idolatrie, pratiquoit cette coustume de faire jurer auant la Cene de ne se trouuer audits banquets. Depuis ayant recognu que ce n'estoit qu'un scrupule, & que l'on pouoit y assister sans polluer sa conscience: on demande s'ils estoient deliurez de ce serment, comme fait sous un mauuais donné à entendre. La Responce fut qu'ils en estoient deliurez.

L'Article fut dressé tel qu'il est maintenant au Syn. de Vertueil 1567. jusques à ces mots, & mesme les reprendre.

Les dernieres paroles depuis, *Ausquels festins*, &c. jusques à la fin, sont du Synode de Montpelier 1558.

Au Syn. de Vi. re 1583. Il est dit que, *touchant la question proposée par les Deput. d'Anjou, s'il est loisible d'accompagner une épousee à l'Eglise Romaine jusques au Temple, a esté aduisé que cela se fera le plus rarement qu'on pourra, & pouruen qu'il n'y ait en la Compagnie aucune dissolution, soit de menestriers ou autres débordemens accoustumés en tels acts, le semblable a esté jugé du conuoy des funérailles de ceux de ladite Eglise Romaine jusques au sepulchre, à sçauoir qu'il n'est loisible d'y assister s'il y a aucune effice d'Idolatrie & de superstition.*

Au Synode de Saumur 1596. Sur la proposition des Deputez du hant Languedoc, s'il est loisible d'accompagner ceux de l'Eglise Romaine jusques aux portes de leurs Temples es conuoyes de Mariages & Baptismes, a esté aduisé que non, & en tel cas il eût esté censuré.

Au Synode de Castres 1626. Il est dit que, *La Compagnie remet à la prudence des Consistoires, le jugement des censures qui doivent estre appliquées à ceux qui assistent aux baptêmes, benedictions de Mariages, & conuoy de funérailles de ceux de l'Eglise Romaine.*

XXXI.

On n'assistera aucunement aux nocces & banquets

de ceux qui pour espouser une partie de contraire Religion, se revoltent de la profession de l'Euangile. Quant à ceux qui se seroient revolté de longue main, ou seroient du tout Papistes, il demeure en la prudence des fideles de considerer ce qui est expedient.

OBSERVATIONS.

Ce fut au Synode de la Rochelle 1581. que cet article fut dressé par lequel on a voulu empêcher tout ce qui pourroit autoriser mémes de la simple présence, les choies qui sont d'elles mémes blâmables: Aussi le susdit Synode adjouste que dans les occasions mémes où l'on pourroit assister légitimement, les fideles aduifront bien de n'approuver le mal, ny communiquer aux choses qui ordinairement se font & commettent en ces rencontres.

XXXII.

Ceux qui appellent ou font appeller en duel, ou qui estans appellez l'acceptent, mesme tuent leurs parties: quand bien depuis ils en auroient obtenu grace, ou esté autrement justifiez, seront censurez jusqu'à la suspension de la sainte Cene, laquelle suspension sera promptement publiée: & en cas qu'ils vueillent estre receus à la paix de l'Eglise, ils feront reconnoissance publique de leur faute.

OBSERVATIONS.

Le fondement de cet article est du Synode de Montauban 1594. qui donna son sentiment sur l'aduis qui fut demandé de la part de plusieurs Prouinces, touchant le fait qui y est contenu.

Au Synode de Saumur 1596. Il est dit que, cet article du Synode de Montauban, touchant ceux qui s'appellent en duel sera observé exactement, & mis au corps de la Discipline.

C'est au Synode de Gergeon 1603. que furent mis ces mots, Ceux qui appellent ou font appeller en duel.

Le Synode de Tonneins 1614. confirme cet arresté, car sur la demande des Deputez des Ceuenes pour obtenir quelque esclarcissement sur cet article, il est dit que. La Compagnie n'a pas jugé qu'autre esclarcissement luy soit donné, & qu'il demeurera dans ses termes comme estans assez clairs. Et tous Consistors sont exhortez à le pratiquer exactement.

Au Synode de Vitry 1617. Les Deputez de l'Isle de France ayans demandé aduis sur les difficultez qui se rencontrent en l'exécution de l'article 32. du 14.

Hh ij

Chapitre de la Discipline, qui enjoit une prompte publication de la suspension de la S. Cene, de ceux qui appellent, acceptent ou se battenent en duel. La Compagnia faisant distinction entre ceux dont la faute ne seroit connue que de quelques particuliers, & ceux qui l'auroient commise publiquement, & qui seroit venue à la connaissance d'un chacun : exhorte les Consistoires d'en juger avec prudence en sorte que la Discipline ne soit enfreinte.

Enfin au Synode de Loudun 1659. Il est dit que, l'article 32. du dernier Chapitre de la Discipline qui defend les duels sous les plus grièves peines jusques à l'excommunication, sera lu dans toutes les Eglises, avec de pressantes exhortations, pour bannir d'entre les fideles cet horrible peché, condamné si expressément par la parole de Dieu & déclaré digne de la dernière infamie par les Edits du Roy. Enjoit aux Consistoires d'y tenir la main, & de poursuivre les refractaires par toutes sortes de censures.

XXXIII.

CEs Articles qui sont icy contenus touchant la Discipline, ne sont tellement arrestés entre nous, que si l'utilité de l'Eglise le requiert, ils ne puissent estre changés : mais il ne sera en la puissance des Ministres, Consistoires, Colloques & Synodes Provinciaux, d'y adiouster changer ou diminuer, sans l'advis & consentement du Synode National.

OBSERVATIONS.

Cet article est fondé sur ce que la Discipline de l'Eglise n'estant pas immédiatement émanée de l'autorité Divine, comme est la doctrine salutaire qui nous a esté revelée és saintes Escritures ; & n'ayant pour fondement que le precepte general de l'Apôtre, que toutes choses se fassent dans l'Eglise avec ordre & bien seance, ce qui dans le detail doit dependre de la prudence de ceux qui gouvernent l'Eglise, qui doivent avoir égard à une infinité de circonstances qui peuvent aisément varier ; Il est absolument nécessaire de laisser à la liberté de ceux qui conduisent les Troupeaux du Seigneur, de regarder à suivre toujours ce qu'ils estiment estre plus expedient, & de plus grande edification. Cependant si on laissoit cette direction à la volonté de chaque Eglise particuliere ou même de chaque Prouince, il pourroit arriuer beaucoup de diversité dans la pratique de la Discipline entre les Troupeaux qui sont renfermez dans l'enceinte d'un même estat, ce qui apporteroit du trouble, & seroit sujet à mauvaise interpretation. C'a esté donc tort à propos que ce reglement a esté pris de ne faire aucun changement dans la Discipline que de l'advis, & consentement du Synode National, pour conieruer ainsi l'uniformité de gouvernement dans toutes les Eglises du Royaume.

Dés le Synode de Paris 1559. à la fin de la Discipline, cet article se voit à peu près dans les mêmes termes qu'il est à present.

Au Synode de Lion 1563. Il fut dit que, l'on ne diuulgueroit autres articles de la Discipline Ecclesiastique sinon ceux qui sont résolus par l'aduis commun de tous. Afin que comme c'est vne regle generale, à laquelle tous sont assujettis, aussi tous ayent quelque participation à son establissement, & que le tout soit concerté entre eux, pour y apporter toutes les precautions necessaires.

On peut rapporter icy tous les reglemens qui ont esté pris dans les Synodes Nationaux sur le 7. article du Chap. 9. de la Discipline.

On peut encores rapporter icy comme vne obseruation generale sur toute la Disci-
 Discipl. le reglement qui fut pris au Syn. de Vitré 1583, touchant la publication qui se peut faire des articles de la Discipline deuant le peuple, selon l'exigence des cas. Il est conceu en ces termes. Les articles de la Discipline con-
 tenant le reglement du peuple seront leus publiquement. Et pour ce les Colloques
 seront extraict des articles qu'ils iugeront estre necessaires, que tous cognoissent, &
 dont lecture publique sera faite, au jour & heure extraordinaire, selon la prou-
 dence du Consistoire.

F I N.
W



ADDITIONS A FAIRE, EN CE LIVRE.

Addition qui se doit placer à la fin des observations sur
l'art. 9. du 1. Chap. de la Discip. pag. 14.

Mais depuis cela au Synode de Loudun 1659. Il fut dit que, sur la lecture de l'article du susdit Synode de Charanton concernant le peché originel, plusieurs Provinces ayans demandé instamment qu'il pleust à cette Compagnie d'y apporter quelque modération : Elle a trouvé à propos d'ordonner qu'à l'advenir les Pasteurs & Proposans qui se presenteront au S. Ministre, seront seulement obligez à souscrire au x. & xi. articles de la Confession de Foy des Eglises de ce Royaume: En defendant cependant de rien escrire, ou prescher contre l'imputation, dont ledit Synode a fait mention au susdit article, sans rien changer au surplus d'iceluy.

Pag. 17. sur l'article 1. du Chap. 2. de la Discipline.

Après ce qui est dit du Synode d'Alès touchant les loix des Academies, il faut adjouster ces mots dans la mesme obseruation à la fin. Là où on apprendra particulièrement l'ordre qui y a esté pris pour l'establissement des conseils Académiques, differant de celuy qui a esté rapporté cy-dessus du Synode de S. Maixant.

Autre addition à faire aux observations sur l'art. 1. du Chap. 4. de la Discip. qu'il faut placer avant l'ante-penultiesme observation qui commence par ces mots ; *Et au Synode de la Rochelle 1607. pag. 79.*

Au Synode de Loudun 1659. Il est dit que, sur la lecture de l'art. du Synode National de Charanton 1644. concernant le rachat des captifs. La Compagnie ayant reconnu que les aumônes faites cy-deuant par les fideles pour ce sujet, ont esté tres-utilement employées dans ce pieux dessein, suiuant les comptes qui ont esté rendus, & examinés : & veu la nécessité de la continuation de ce saint œuvre. La Compagnie en a recommandé l'exécution dans les Provinces suiuant l'ordre porté ledit article.

Pag. 154. Il faut ôter l'observation 1. sur le 1. art. du Chap. x. des Exorcistes sacrez, qui est tirée du Synode de Charanton 1644. attendu qu'elle est rapportée dans les observations generales sur le meime Chap. comme en son vray lieu.

ERRATA.

PAge 30. lin 19. lisez profession. pag. 34. lin. 11. lisez Gap au lieu de Castres. pag. 75. lin. 2. lisez 1614. pag. 89. lin 29. lisez infracteurs. pag. 120. lin. 10. lisez divers endroits, & ôtez autres. Ibid. lin. 38. lisez Provinces. pag. 162. lin. 13. lisez rebaptisast, pag. 164. lin. 23. lisez parens. Ibid. lin. 35. & 36. ôtez ou Bohemiens.



T A B L E

D E S C H A P I T R E S


C O N T E N U S E N C E L I V R E .

CHAP. I.	D es Ministres.	<u>Page 1.</u>
II.	Des Escoles.	53.
III.	D es Anciens.	69.
IV.	Du Diaconat.	79.
V.	Des Consistoires.	84.
VI.	De l'Vnion des Eglises.	117.
VII.	Des Colloques.	121.
VIII.	Des Synodes Prouvinciaux.	126.
IX.	Des Synodes Nationaux.	140.
X.	Des Exercices sacrez des fideles.	154.
XI.	Du Baptesme.	162.
XII.	De la Cene.	181.
XIII.	Des Mariages.	190.
XIV.	Des Reglemens particuliers.	215.





Roolle des Synodes Nationaux tenus en France.

	E 1. à Paris le <u>25. May</u> ,	1559.
	2. A Poitiers le <u>20. Mars</u> ,	1560.
	3. A Orleans le <u>25. Avril</u> ,	1562.
	4. A Lyon le <u>10. Aoust</u> ,	1563.
	5. A Paris le <u>25. Octobre</u> ,	1565.
	6. A Vertueil le <u>1. Septembre</u> ,	1567.
	7. A la Rochelle le <u>2. Avril</u> ,	1571.
	8. A Nismes le <u>8. May</u> ,	1572.
	9. A Sainte Foy le <u>2. Fevrier</u> ,	1578.
	10. A Figeac le <u>2. Aoust</u> ,	1579.
	11. A la Rochelle le <u>28. Juin</u> ,	<u>1581.</u>
	12. A Vitré le <u>26. May</u> ,	1583.
	13. A Montauban le <u>15. Juin</u> ,	1594.
	14. A Saumur le <u>13. May</u> ,	<u>1596.</u>
	15. A Montpellier le <u>26. May</u> ,	1598.
	16. A Gergeau le <u>9. May</u> ,	1601.
	17. A Gap le <u>18. May</u> ,	1603.
	18. A la Rochelle le <u>1. Mars</u> ,	1607.
	19. A Saint Maixant le <u>26. May</u> ,	1609.
	20. A Prius le <u>23. May</u> ,	1612.
	21. A Tonneins le <u>2. May</u> ,	1614.
	22. A Vitré le <u>18. May</u> ,	1617.
	23. A Alez le <u>1. Octobre</u> ,	1620.
	24. A Charanton le <u>1. Septembre</u> ,	<u>1623.</u>
	25. A Castres le <u>15. Septembre</u> ,	1626.
	26. A Charenton le <u>1. Septembre</u> ,	1631.
	27. A Alençon le <u>27. May</u> ,	1637.
	28. A Charanton le <u>24. Decembre</u> ,	1644.
	29. A Loudun le <u>10. Novembre</u> .	1659.
	30. A	
	31. A	
	32. A	

